

# Le Monde

Chapitre 150

LE MONDE DES LIVRES

Au sommaire :  
Robert Walser,  
Sciascia, la vogue  
des biographies



VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

55<sup>e</sup> ANNÉE - N° 16817 - 7,50 F - 1,14 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

## EDF optimiste

Dans un entretien exclusif au Monde, le PDG d'EDF, François Roussey, estime que l'entreprise est prête à affronter la concurrence.

p. 17

## Bioéthique : les carences de la loi

Un rapport parlementaire publié jeudi 18 février souligne les insuffisances des lois de 1994.

p. 11

## An 2000, an zéro de la dette ?

Les ministres des finances du G 7 vont examiner, samedi 20 février, un projet d'affacement de la dette des plus pauvres.

p. 4

et notre éditorial p. 16



## Mexico, une plaza unique au monde

Dans la chaleur de la Monumental, ni les oles ni les passes ne ressemblent à celles du Vieux Continent.

p. 24

## Mois cruciaux pour l'agriculture

La réforme de la politique agricole commune, dont la France est jusqu'à la première bénéficiaire, va dominer l'agenda de l'Union européenne.

p. 6

## Le procès du sang

L'ancien PDG de Diagnostics Pasteur a nié, mercredi 17 février, que le dépistage systématique ait été retardé pour favoriser la société française.

p. 9

## La « liste noire » des écrivains en Iran

Les durs du régime de Téhéran prennent les intellectuels pour cible et n'hésitent pas à tuer.

p. 14

## Hausse des salaires en Allemagne

Les salaires dans la métallurgie vont augmenter de 4 %. Cet accord va servir de base de négociations pour toute l'économie allemande.

p. 18

## L'Europe résiste au fast-food

Les Européens, et tout particulièrement les Français, conservent le goût du repas pris à table et en commun.

p. 25

Allemagne, 1 DM : Andorre-Baixas, 9 F; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Danemark, 12 DKK ; Côte-d'Ivoire, 850 FCFA ; Croatie, 15 KSC ; Espagne, 225 PT ; Grèce, 1000 Drachmai ; Irak, 500 Dinar ; Italie, 1.425 L ; Inde, 2500 ; Israël, 15 NIS ; Malte, 10 DH ; Norvège, 25 NOK ; Portugal, 14,50 PTE ; République tchèque, 24 Kč ; Slovaquie, 800 Kč ; Slovénie, 16 KRS ; Suède, 2,90 SEK ; Turquie, 1,20 TL ; USA (NY), 2,5 \$ ; USA (other), 2,50 \$.

M 0147-219-7,50 F



## Le manifeste des profs anti-Allègre

Les opposants au ministre de l'éducation ont adopté une « déclaration unitaire ». Ce texte, signé par le SNES, le SNALC et des associations de professeurs, critique son « despotisme » et refuse une « école de l'inégalité ». Ils appellent à une manifestation nationale le 20 mars.



Les opposants à Claude Allègre s'unissent. Le jour où le ministre de l'éducation nationale avait envisagé de présenter son projet de réforme des lycées, trois syndicats de second degré - le SNES (Syndicat national des enseignements du second degré), le SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges), la CNGA (Confédération générale autonome) -, six associations de professeurs de classes préparatoires et le collectif du « Manifeste pour un lycée démocratique » se sont associés pour diffuser un texte qui dénonce « le despotisme haineux et colonialiste de Claude Allègre », refuse une « école de l'inégalité » et annonce une grève et une manifestation nationale le 20 mars. Ces organisations représentent près de 75 % des voix aux élections syndicales - hors lycées professionnels -, selon les résultats de 1996.

Dans leur « déclaration unitaire nationale », elles affirment : « Le choix n'est pas entre la "réforme" et les "conservateurs", mais entre deux politiques scolaires : l'une de régress-

sion culturelle et d'inégalité, l'autre de progrès pour la justice et la culture. » Elles demandent au gouvernement quatre « mesures d'urgence » : « restaurer l'honneur du corps enseignant », « rétablir le taux des heures supplémentaires », « abandonner les chartes Allègre et toute la politique scolaire actuelle », « engager une vaste et véritable concertation ».

« J'ai le sentiment que la rupture est consommée », affirme Monique Vuilliat, secrétaire générale du SNES, dans un entretien à l'« Événement ». Favorables à une réforme, le SCEN-CFDT et la FEN ont cependant demandé, jeudi, au ministre d'amender sa Charte des lycées. Face aux critiques formulées au sein même du PS contre Claude Allègre, le premier ministre a imposé une ligne de solidarité en demandant, mardi 16 février, aux membres du gouvernement de saisir chaque occasion pour défendre la politique de leur collègue de l'éducation nationale.

Lire page 10

## L'inspecteur du travail bavardait dans les rangs : au piquet !

MARTINE AUBRY ne badine pas avec la discipline. La ministre de l'emploi vient d'envisager une procédure disciplinaire à l'encontre de Gérard Filoche, inspecteur du travail à Paris, qui a émis des doutes sur les succès de la première loi sur les 35 heures. L'histoire devient cocasse quand on sait que ce fonctionnaire « sauvageon », ancien dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotziste), est membre du conseil national du PS et l'un des leaders du courant socialiste le plus turbulent, la Gauche socialiste.

Objet du délit ? Une tribune intitulée « 35 heures : évitons un second échec », publiée par *Libération* le 18 janvier. M. Filoche y affirme que la loi Aubry « est un échec ». En six mois, constate-t-il, « il y a eu moins de 10 000 accords d'entreprise concernant moins de 100 000 salariés et "créant" ou "sauvant" moins de 10 000 emplois [...] ». A ce rythme, moins de 100 000 emplois seraient sauvés ou créés en échange des 7 milliards de francs prévus au budget. Ce n'est pas comme ça que l'on finira avec le chômage de masse. » Pis, il fallait la leçon à son ministre de tutelle et l'invita-

tait à élaborer, enfin, une vraie loi de gauche ! Quatre jours plus tôt, Gérard Filoche s'était déjà rendu coupable d'avoir reçu, dans les locaux de l'Inspection du travail, des journalistes de l'émission « Capital » qui préparaient un reportage sur l'emploi.

La directrice de l'administration générale du ministère a donc adressé une lettre à Gérard Filoche, le 9 février. Elle constate que son article « n'a pas été préalablement soumis à [sa] hiérarchie pour autorisation ». Marie-Caroline Bonnet-Galzy ajoute : « Vous y critiquez ouvertement l'action du gouvernement. » Après avoir rappelé deux « mises en garde » remontant à 1996, elle lui annonce sa décision d'*« engager [...] une procédure disciplinaire, en vue d'appliquer une sanction du premier groupe, le blâme »,* qui restera inscrite pendant trois ans dans le dossier du fonctionnaire.

L'inspecteur Filoche est la première victime de la circulaire du 5 janvier 1999, dans laquelle la ministre invite ses agents à faire preuve d'une « vigilance redoublée » dans leurs relations avec les médias (*Le Monde* du 10 février).

En 1997, il avait pourtant reçu un mot d'encouragement de Mme Aubry après la publication de son livre *Le Travail fétiche* (Ramsay), un brûlot contre la déréglementation du travail et les abus de certains patrons.

« Gérard Filoche est un homme dont je partage certaines analyses, notamment sur la précarité de l'emploi, nous a précisé Mme Aubry. Il peut écrire ce qu'il veut, y compris sur les 35 heures, mais pas en signant comme inspecteur du travail. Je suis là pour faire respecter le devoir de réserve des fonctionnaires, surtout quand ils ont des fonctions de police judiciaire. Il en va de la crédibilité de la fonction publique. » Au ministère de l'emploi, on rappelle les récentes diatribes du multirépublicain, qui assurait qu'*« un patron sur deux est un délinquant au niveau du code du travail »*. Aujourd'hui, le « sauvageon » est au piquet pour avoir bavardé dans les rangs, transgressant ainsi la volonté d'une ministre qui veut transformer l'administration du travail en une « grande mutette ».

Jean-Michel Bezat

## POINT DE VUE

## Européennes : pour éviter la catastrophe

par Valéry Giscard d'Estaing

MARTIN AMIS



## TRAIN DE NUIT

roman

traduit de l'anglais par Frédéric Maurin

« Je suis de la police, inspecteur pour préciser, et je m'appelle Mike Hoolihan. Accessoirement, je suis une femme... »

DU MONDE ENTIER

CALLIMARD

**V**OUS allez à la catastrophe ! C'est l'expression que je me suis permis d'utiliser en 1996, lorsque je suis venu plaider devant les députés du groupe UDF en faveur d'une réforme du scrutin régional, que l'ampleur de la majorité de l'époque permettait de réaliser aisément. Il était évident que la combinaison d'un scrutin strictement proportionnel et de l'impossibilité de conclure des accords avec le FN conduisait droit dans le mur. J'ai repris la même argumentation au cours de trois visites à l'hôtel Matignon. Peine perdue ! L'obstruction des chefs de parti a bloqué la réforme. Et la catastrophe a eu lieu : nous avons perdu, en 1998, la majorité dans huit conseils régionaux, sur les vingt où nous la détenions auparavant.

Aujourd'hui, je reprendrai la même mise en garde : fait que les électeurs de l'opposition parlementaire soient appelés à choisir, lors de l'élection européenne de juin prochain, entre quatre listes concurrentes, conduirait à la cata-

trophe. Aucune de ces listes ne peut espérer atteindre le seuil significatif de 20 % des voix. Aucune n'a de chance de se placer devant la liste du Parti socialiste. On peut imaginer sans peine le ton des commentaires des médias au soir du scrutin du 13 juin : « Les électeurs français confirment leur verdict ! » C'est l'expression que je me suis permis d'utiliser en 1996, lorsque je suis venu plaider devant les députés du groupe UDF en faveur d'une réforme du scrutin régional, que l'ampleur de la majorité de l'époque permettait de réaliser aisément. Il était évident que la combinaison d'un scrutin strictement proportionnel et de l'impossibilité de conclure des accords avec le FN conduisait droit dans le mur. J'ai repris la même argumentation au cours de trois visites à l'hôtel Matignon. Peine perdue !

On peut comprendre les considérations objectives qui ont conduit à la situation actuelle. L'électorat du RPR risquait d'être divisé par la candidature prévisible de Charles

Pasqua.

Lire page 15

**V**aléry Giscard d'Estaing, ancien président de la République, est député (UDF) du Puy-de-Dôme et président du conseil régional d'Auvergne.

## L'homme en équations

À LA VEILLE du début du recensement en France, la méthode de comptage de la population fait l'objet, aux Etats-Unis, d'une controverse politico-scientifique. Cette querelle relance le débat sur les relations tourmentées qu'entretenait, depuis Pascal et Condorcet, les mathématiques et les sciences sociales. L'information et la simulation numérique sont devenues des auxiliaires indispensables pour les chercheurs en sciences humaines. Des modèles mathématiques sont utilisés en économie et en ingénierie du langage, notamment. Le démographe Hervé Le Bras estime que l'ordinateur et sa puissance de calcul sont à manier avec précaution.

Lire page 23

## Naples chante rouge



GIOVANNA MARINI

**CHANTEUSE**, militante, Giovanna Marini a créé, à la demande de la Cité de la musique, à Paris, un récital pour quatuor vocal, *Napoli per voi*, qu'elle présentera le 19 février, lors d'une soirée où elle a aussi invité le groupe ouvrier E Zezi. Dans *Le Monde*, elle dit sa passion pour Naples, son histoire, sa modernité, sa force.

Lire page 27

International	1	Tableau de bord	20
France	6	Agrippinai	23
Société	10	Météorologie-Jeux	26
Carmel	12	Culture	27
Régions	13	Guide culturel	28
Horizons	14	Kiosque	30
Entreprises	17	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	31

page 13	
uron	15
ord	19
s de c	22
FO, né	25
nce ou	25
conquis	25
un pa	25
confie,	25
unifir	25

## INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

**AFFAIRE ÖCALAN** Les attentats visant des intérêts turcs se sont poursuivis, jeudi 18 février, en Allemagne. La veille, les affrontements qui ont opposé des gardes de sécurité

du consulat d'Israël à Berlin à des manifestants kurdes, avaient coûté la vie à trois de ces derniers. Quinze autres ont été blessés, dont un grièvement. ● OTTO SCHILY, le ministre

allemand (Vert) de l'intérieur, met en garde, dans un entretien exclusif au *Monde*, les manifestants et appelle les Kurdes à renoncer à la violence. Il estime nécessaire d'harmoniser en Europe les questions d'immigration et de droit d'asile.

● LE PROCÈS du leader kurde Abdullah Öcalan devrait être « équitable », ont promis les autorités turques. Ses défenseurs craignent au contraire qu'il soit truqué. Trois cent cinquante membres du parti pro-kurde Hadep ont été arrêtés jeudi.

## Les pays européens redoutent une vague de violence kurde

A Berlin, mercredi, les gardes du consulat israélien ont ouvert le feu contre des manifestants kurdes et tué trois d'entre eux. En France, les mesures de sécurité sont renforcées autour de plusieurs ambassades et de l'aéroport d'Orly

BONN et JÉRUSALEM  
de nos correspondants

Le gouvernement de Bonn avait refusé, à l'automne 1998, de demander l'extradition d'Abdullah Öcalan, pourtant arrêté en Italie à la suite d'un mandat d'arrêt lancé par la justice allemande. La République fédérale, qui héberge quelque 2 millions de Turcs dont près de 500 000 Kurdes, ne voulait pas déverser le terrain d'affrontements entre les deux communautés. Quelques mois plus tard, le chancelier Schröder constate que « Apo » sera jugé en Turquie, mais que son territoire est devenu le théâtre des violences kurdes.

Mercredi 17 février : les services de sécurité du consulat d'Israël à Berlin ont ouvert le feu sur des manifestants kurdes qui avaient pénétré dans le bâtiment. Bilan : 3 morts. Selon le préfet de police berlinois, Hagen Saberschinsky, seuls trois policiers allemands étaient, comme d'habitude, alors stationnés devant le consulat. Ces policiers de faction sont aidés par deux patrouilles dans les environs. Lorsque, à 13 h 30, la police a été informée de l'intention des manifestants kurdes d'envahir le consulat, ils n'ont déplié sur place qu'une trentaine d'hommes. Ceux-ci ont été accueillis par 50 à 100 Kurdes armés de barres de fer et de gourous, qui ont frappé les policiers censés les empêcher d'approcher du bâtiment, avec « une très grande violence », selon M. Saberschinsky. Vingt-sept policiers ont été blessés.

Au même moment, un groupe de Kurdes fait irruption dans le consulat israélien. Il semble qu'un des manifestants ait subtilisé l'arme d'un officier de sécurité israélien et menace deux autres gardes. Ceux-ci auraient riposté, tuant 3 personnes et en blessant au moins 16 autres, dont une très grièvement, vers 13 h 45. Neuf assaillants sont alors pris une employée en otage. Ils ont négocié très rapidement avec les policiers allemands pour sortir de la représentation israélienne.

Dans l'après-midi, à Tel-Aviv, le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a expliqué pourquoi les gardes du consulat avaient tiré : « Les manifestants ont tenté de prendre une de nos employées en otage (...) et les consignes que reçoivent nos agents de sécurité sont

d'empêcher par la force, y compris en faisant usage de leurs armes, toute tentative de prendre des otages ». Il a répété qu'Israël continuera à défendre ses citoyens et ses locaux partout dans le monde et que son pays n'avait rien à voir avec l'enlèvement d'Abdullah Öcalan – même s'il collaborait avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme. Plus tard dans la journée, le porte-parole des affaires étrangères, devait préciser que l'entremise de la police allemande avait permis la libération de l'otage.

Il semble toutefois que les services israéliens ait complètement sous-estimé les risques d'attentats contre leurs ambassades et consulats en Europe. Ces questions seront au cœur de l'enquête officielle qui va être menée sur ces événements. Désormais, la peur des au-

torisés est qu'Israël soit entraîné dans un conflit qui, insiste-t-on, n'est pas le sien. Jérusalem craint notamment que l'affaire kurde nourrisse une solidarité avec des groupes palestiniens radicaux qui pourraient accroître les menaces terroristes.

## TON TRÈS FERME

A Bonn, Gerhard Schröder a déploré les morts au consulat d'Israël et les violences qui se sont produites dans d'autres quartiers de Berlin ainsi qu'à Hambourg. Mais il a adopté un ton très ferme à l'égard des Kurdes : « Nous ne pouvons pas tolérer que des conflits qui ne sont pas les nôtres soient portés dans les rues allemandes » a déclaré le chancelier. Toute personne qui séjourne ici est bienvenue quand elle respecte le droit et la loi. Celle qui

cause des troubles chez nous, nous lui demanderons poliment mais fermement de quitter notre pays ». Le gouvernement peut toutefois difficilement expulser les militants du PKK vers la Turquie, qui n'a pas aboli la peine de mort.

Le PKK est particulièrement bien organisé en Allemagne, où il peut s'appuyer sur une forte communauté kurde, notamment dans la région de Cologne. Selon les renseignements généraux, le nombre de militants est passé de 7 000 à 11 000 outre-Rhin depuis l'interdiction du PKK dans ce pays en 1993, à la suite d'une vague d'attentats attribués. Le PKK dispose également d'un « potentiel de mobilisation » de quelque 50 000 personnes ; il est rigoureusement centralisé, hiérarchisé et structuré, a assuré M. Frisch. Le comité central clame

Arnaud Leparmementier et Georges Marion

### Offensive turque contre des bases du PKK dans le nord de l'Irak

L'armée turque a lancé, mardi 17 février, une opération dans le nord de l'Irak contre les positions des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Il s'agit d'une opération de guerre contre les terroristes », a déclaré un porte-parole du commandement militaire, confirmant les informations données par la chaîne de télévision turque NTV. Entre 3 000 à 4 000 soldats et des véhicules blindés ont franchi la frontière au cours des derniers jours à partir de la région de Cukurca, localité turque dans la province de Hakkari (Sud-Est). L'armée turque lance fréquemment de telles incursions dans le nord de l'Irak. Le PKK utilise comme base arrière cette région qui échappe à l'autorité de Bagdad depuis la fin de la guerre du Golfe en février 1991, et est contrôlée actuellement par les factions kurdes d'Irak. La dernière incursion dans le nord de l'Irak de l'armée turque remonte à novembre 1998.

### Mesures de sécurité renforcées en France

DEVANT l'émotion soulevée dans la communauté kurde par la capture d'Abdullah Öcalan, les mesures de sécurité ont été renforcées en France autour des cibles potentielles de représailles. « Tout ce qui semble de près ou de loin menacer fera l'objet d'une protection maximale », a indiqué une source policière. Les ambassades de Turquie, d'Israël, de Grèce, des Etats-Unis et du Kenya font l'objet d'une surveillance accrue, ainsi que les consulats de ces pays en province. A l'aéroport d'Orly, la protection des comptoirs et des voûtes des compagnies turques et grecques, Turkish Airlines et Olympic Airways, a été renforcée. Plusieurs organismes internationaux, ainsi que la conférence de Rambouillet sur le Kosovo ont également reçu le renfort de policiers et gendarmes.

De source officielle, on se refuse à donner plus de détails sur l'ampleur de la mobilisation. Le dispositif Vigipirate, bien qu'allégé, est cependant toujours en vigueur depuis les attentats de 1995. Il permet de recourir à l'appui des militaires dans le dispositif global de protection. Dès mercredi matin, quatre compagnies républicaines de sécurité (CRS) de la région parisienne avaient été placées en alerte.

De leur côté, les services de renseignement s'activent. A Paris, comme dans ses bastions de l'est de la France, la communauté kurde est placée sous surveillance, et bien connue des renseignements généraux. Selon les estimations policières, environ 70 000 Kurdes sont établis sur le territoire national pour un nombre total de Turcs de peu supérieur à 250 000. Près de 3 000 Kurdes sont considérés comme des membres du PKK. Le parti d'Abdullah Öcalan encadre très efficacement la communauté, soumise au paiement d'un impôt qui alimente le trésor de guerre du parti. 80 % des Kurdes de France seraient sous la coupe du PKK.

Les risques d'attentat sur le territoire français sont cependant peu probables, estiment les policiers. Ils redoutent plutôt des actions symboliques : telle l'occupation, mercredi 17 février, des locaux du Parti socialiste à Marseille. Une trentaine de militants ont envahi le siège du PS et entamé une grève de la faim en soutien à leur dirigeant emprisonné en Turquie. Ils ont été évacués par la force.

Pascal Ceaux

Otto Schily, ministre de

### « Nous devons avoir une harmonisation européenne

• Quelle est votre réaction après la mort de trois manifestants kurdes à Berlin ?

– Il est regrettable qu'il y ait eu des morts. Cela doit servir de leçon pour les auteurs de violence qui voient que leurs actions ne mettent pas seulement en danger la vie des autres mais aussi la leur.

– Doit-il y avoir une solution politique à la question kurde ?

– Oui. Elle doit prendre en compte les spécificités culturelles, économiques et sociales des Kurdes, sans remettre en question l'unité de l'Etat turc. Il serait bon que l'Union européenne renforce ses efforts dans cette direction.

– Comment voulez-vous endiguer l'envolée de la violence ?

– D'un côté par une action ferme de la police et de la justice, de l'autre en lançant un appel à la majorité des Kurdes qui vivent pacifiquement en Allemagne. Ils doivent convaincre leurs compatriotes de renoncer à d'autres actes de violence, qui ne peuvent avoir pour la question kurde que des conséquences négatives.

– Comme dans toute l'Europe, nous avons eu des actions de protestation de militants kurdes, en particulier en provenance des milieux du PKK. Cela est regrettable et nous allons tout faire pour limiter les actions violentes. Ceux qui y prennent part seront traduits devant les tribunaux. Ils peuvent compter sur toute la sévérité de la justice et seront expulsés dans la mesure où la loi le permet. A plus long terme, nous devons combattre plus fortement les structures logistiques qui ont permis la préparation de telles actions. Nous sommes spécialement menacés avec près de 500 000 Kurdes vivant en Allemagne. Il faut noter cependant que l'immense majorité d'entre eux respecte la loi du pays.

– Il serait souhaitable que l'en-

semble des pays de l'Union européenne adoptent une attitude commune face à ce problème. Il est regrettable que dans certains pays le PKK ait un statut quasi officiel, alors qu'il est interdit chez nous pour avoir commis des actes de violence.

– N'avez-vous pas fait une erreur en 1998 en renonçant à demander l'extradition d'Abdullah Öcalan pour le juger en Allemagne ?

– C'était une décision délicate. Je pense qu'elle était justifiée au regard des problèmes de sécurité et de paix intérieure qu'aurait posé un jugement en Allemagne. Cette décision a été prise alors que nous efforçons, et nous nous efforçons toujours, de faire traduire M. Öcalan devant un tribunal international. Les réactions en Allemagne après son arrestation par la Turquie confirment qu'il y avait bien un risque énorme de violence en Allemagne.

– La réaction de la communauté kurde ne donne-t-elle pas raison à l'opposition allemande qui affirme qu'il n'est pas possible d'accorder la double nationalité aux étrangers vivant en Allemagne comme le prévoit votre projet de loi, car on ne peut pas être loyal à deux pays ?

– Non. Les personnes dont la loyauté est en cause ne pourront être naturalisées. Notre projet de loi exige des candidats à la naturalisation la signature d'une déclaration de loyauté et exclut ceux qui ont participé à des activités anti-constitutionnelles. Tous les Kurdes qui font partie des cercles du PKK seront exclus de la naturalisation. C'est une tromperie que de prétendre comme l'opposition que ces gens sont naturalisés.

– Plus généralement, dans notre projet de réforme, nous ne voulons pas multiplier les doubles nationalités. Mais nous avons

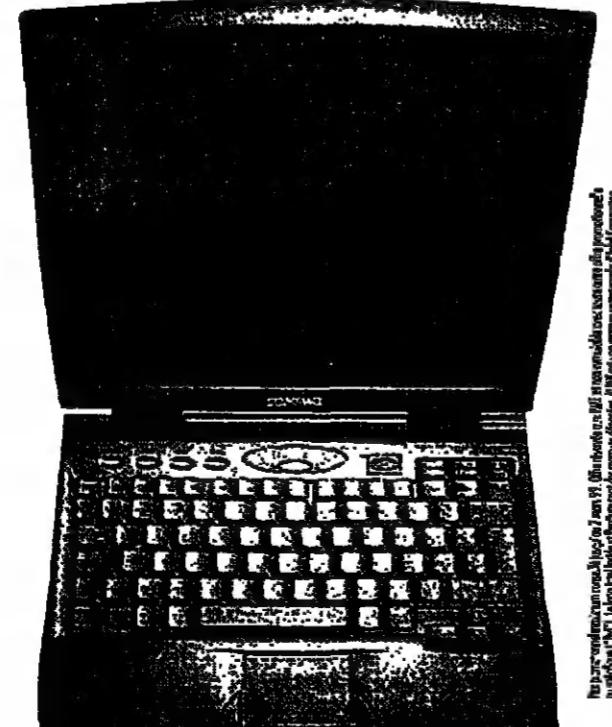
constaté que l'intégration échoue parce que l'on exige des gens qu'ils renoncent à leur nationalité d'origine. Nous voulons donc tolérer dans certains cas la double nationalité pour favoriser l'intégration. Car pour nous, celle-ci est plus importante que le danger de la double nationalité, tandis que l'opposition pense le contraire.

Sous le gouvernement Kohl, 4,5 millions de personnes ont immigré en Allemagne et le pays connaît un embouteillage d'intégration. De manière inquiétante, ces gens que nous ne pouvons pas renvoyer chez eux car ils ont un droit de séjour illimité ne se sentent pas acceptés par la société. Il y a une rupture dans la société très dangereuse, un processus de désintégration.

– Pourquoi le débat allemand s'est-il focalisé sur la double nationalité ?

– Précisons d'abord que la double nationalité existe déjà en Allemagne. Elle concerne déjà plus de deux millions de personnes pour diverses raisons. Les couples binationalisés ont par exemple un droit général à la double nationalité, avec l'approbation de tous les partis du Bundestag. L'opposition exige pour les Allemands qui vivent en Pologne l'octroi général de la double nationalité.

Vous voyez quelque chose à rajouter ?



0 803 804 805

COMPAQ à suivre...  
www.compaq.fr



OTTO SCHILY



## « Colère » et « haine » chez les Kurdes d'Istanbul

**ISTANBUL**  
de notre envoyé spécial  
L'enfant a enfoui ses mains encore plus profondément dans ses poches, il volontairement fixe le

**REPORTAGE**  
« Il ne faut pas croire que le combat est terminé »  
Un jeune Kurde

soi pour bien montrer qu'il ne regardait pas ses interlocuteurs, entre ses dents, a chuchoté, méprisant : « Les événements ? Allez voir là-haut, il y a la foule ! » La foule ? Des centaines de policiers, certains dissimulés dans des immeubles, d'autres bien en vue, qui donnaient, mercredi 17 février, un air de camp retranché au quartier de Gazli, dans la grande banlieue d'Istanbul.

La majorité des habitants sont des Kurdes venus des campagnes pauvres d'Anatolie pour tenter de trouver travail et subsistance dans la grande ville. Musulmans alevi, d'obédience chiite, ils avaient violement manifesté en 1995 pour protester contre l'assassinat d'un de leurs chefs religieux. La répression s'était soldée par une trentaine de morts, ce qui avait obligé les autorités à ouvrir une enquête et à déclencher un procès contre certains policiers.

Mardi soir, le quartier s'est à nouveau enflammé. Plusieurs centaines de militants ont manifesté dans la grande rue de Gazli. Un bus et neuf voitures ont été incendiés. Au même moment, des manifestations de moindre importance

avaient lieu dans d'autres quartiers d'Istanbul. L'agitation a aussi gagné les prisons. Trois militants du PKK ont voulu s'immoler par le feu et souffrent de graves blessures, et plus de 600 détenus ont entamé une grève de la faim.

A Gazli, l'atmosphère est lourde, tendue. Dans les cafés, on regarde la télévision, qui diffuse en continu les images de l'arrestation du chef séparatiste. Les regards semblent absents. Peu de gens marchent dans les rues, malgré tout, tentant d'éviter les flaques d'eau stagnantes. Des enfants jouent au basket dans une cour.

**JE DORMAIS**  
« L'autocar du lycée n'a pas voulu nous emmener jusqu'ici, content trois jeunes lycéennes en uniforme bleu et grenat. Nous ne savons pas qui a mis le feu aux voitures hier soir. Ce que nous voulons, c'est bien travailler à l'école pour avoir un avenir brillant. Nous avons peur de la violence. Que pensent-elles de l'arrestation d'Ocalan ? » Apo ? Certains sont pour, d'autres sont contre », se contentent-elles de répondre. Elles n'en diront pas plus. Un commenteur sera encore plus elliptique : « Hier soir, je dormais. »

La plupart des passants détournaient la tête quand on tentait de les interroger. Quant aux policiers présents, ils refusent aussi de répondre. Surtout aux journalistes européens, accusés d'être trop favorables à la cause kurde. « Si vous aviez été américain ou israélien, peut-être auraient-ils fait un effort », ironise un interprète.

A l'écrit des policiers, un jeune homme accepte de parler : « Bien

José-Alain Fralon

## l'intérieur d'Allemagne des questions d'immigration, de réfugiés et d'asile »

« Elle dit que les Allemands de Pologne ont encore un lien émotionnel avec l'Allemagne tel qu'on ne peut pas leur enlever la nationalité allemande. C'est la même chose pour les personnes d'origine turque qui, pour des raisons émotionnelles, ne peuvent pas se séparer de leur nationalité d'origine.

« La résistance est la plus forte là où les Allemands ressentent le caractère étranger : les Turcs, dont l'environnement culturel est éloigné des Allemands, sont les premiers concernés. Les Turcs immigrés en Allemagne ressentent aussi un sentiment croissant d'éloignement vis-à-vis des Allemands qui est difficile à surmonter. Si nous laissons cela s'empêtrer, nous allons nous retrouver dans une situation dangereuse. Si nous créons un droit moderne de la nationalité, le problème de la double nationalité perdra à terme de son importance.

— Qu'entendez-vous par intégration ?

— Nous assistons à l'émergence de ghettos. Les enfants dont les grands-parents ont émigré de Turquie en Allemagne ont tendance à ne pas maîtriser suffisamment la langue allemande, indispensable pour s'intégrer. C'est un signe très inquiétant, qui montre que les gens se replient sur leur identité turque et n'ont pas le sentiment de faire partie intégrante de la société allemande. En revanche, des enseignants m'ont dit qu'à partir du moment où j'ai présenté mon projet, l'état d'esprit des jeunes gens d'origine étrangère a changé. Ils se sont rendus compte qu'ils avaient en face d'eux un gouvernement qui leur disait qu'ils faisaient partie de plein droit de la société allemande. Leur application à l'école a considérablement augmenté, y compris pour l'usage de la langue allemande.

— Vous avez parlé d'immigra-

tion zéro en Allemagne. Personne en France n'estime que cet objectif soit réaliste.

Le premier problème que nous avons à régler est l'intégration des étrangers présents chez nous. C'est pourquoi la réforme du code de la nationalité a la priorité absolue. La seconde question consiste à savoir si nous devons créer une loi pour favoriser l'immigration. Dans le contexte actuel, cela n'a pas de sens. A horizon prévisible, l'estimation que nous devrions fixer des quotas d'immigration à zéro.

« Il serait souhaitable que l'ensemble des pays de l'Union européenne adoptent une attitude commune face à ce problème. Il est regrettable que dans certains pays le PKK ait un statut quasi officiel »

» Cela n'empêche pas d'avoir un flux migratoire, dû aux demandeurs d'asile, aux réfugiés, aux raprocéchages familiaux, amis sur lequel nous avons une marge de manœuvre très faible. L'exigence des Verts allemands d'avoir 200 000 immigrés par an est illusoire.

» A moyen et long terme, je pense que les pays de l'Union européenne doivent s'entendre sur la manière dont ils comptent gérer

Propos recueillis par Arnaud Leparmé

cettes problèmes. Dans une Europe aux frontières ouvertes, les Etats ne peuvent plus décider seuls. Je ne pense pas en vouloir aux Italiens d'avoir régularisé 250 000 clandestins. Les Français régularisent les leurs aussi. Chacun règle d'abord ses problèmes. Mais à terme, nous devons avoir une harmonisation européenne des questions d'immigration, de réfugiés, d'asile.

— Comment peut-on organiser concrètement le partage du fardeau ?

— Nous avons proposé que dans des situations de crise, lorsque nous devons absolument accueillir et protéger des populations, les Etats de l'Union se réunissent et que chacun déclare combien de personnes il est prêt à accueillir. Si certaines se trouvent dans l'impossibilité de répondre, il pourra aider les autres financièrement.

C'est un moyen de sortir de l'impasse.

— Un tel accord ne va-t-il pas renforcer la pression migratoire vers l'Union européenne ?

— C'est l'argument de Jean-Pierre Chevénement qui estime que l'on attirera les gens ainsi. Ce n'est pas mon objectif. Il ne s'agit pas de mettre en place un système rigide et de fixer par avance des quotas. Il s'agit de pouvoir réagir en cas de crise et mettre en place une solidarité entre les pays de l'Union.

— Les réfugiés sont attirés en Allemagne par les prestations sociales garanties par la Constitution. Proposez-vous une harmonisation européenne sur les standards allemands ?

— Nous avons besoin d'une harmonisation sociale pour les immigrés. Il ne doit pas y avoir de telles différences qu'un pays attire chez lui tous les réfugiés. »

Propos recueillis par Arnaud Leparmé

## Les défenseurs d'Öcalan dénoncent les conditions de son procès

**FAUT-IL** croire Bülent Ecevit lorsqu'il affirme que le procès du chef du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, dit Apo, capturé à Nairobi le 15 février après une cavale de près de cinq mois sera « transparent » ? Le rejet par les autorités turques, mercredi 17 février, de la présence d'observateurs internationaux au tribunal qui jugera le rebelle pour « trahison » (un chef d'accusation qui entraîne systématiquement la peine capitale) augure mal de la bonne tenue du procès. Depuis peu, trois des avocats d'Apo ont été renvoyés de Turquie dans la nuit de lundi à mardi sur ordre du ministère de l'Intérieur. Mme Britta Boehler et deux de ses collègues néerlandais, soupçonnés d'être des « agents du PKK » ont passé plusieurs heures dans la zone de transit de l'aéroport d'Istanbul après confiscation de leurs billets et documents d'identité, puis renvoyés aux Pays-Bas. Enfin, selon M. Boehler, l'avocat turc d'Abdullah Öcalan a été arrêté mardi matin, taboué ici, il revendique le droit de pouvoir parler le kurde librement.

« En droit, nous avons la possibilité de nous exprimer dans notre langue, précise-t-il, mais, en fait, c'est beaucoup plus difficile, nous jouissons d'une liberté de papier ! »

Autre raison de sa révolte : « Les souffrances et la famine endurées par ceux qui sont restés là-bas. » Il revient sur l'arrestation d'Öcalan. « Nous avons eu la colère, mais c'est bien travailler à l'école pour avoir un avenir brillant. Nous avons peur de la violence. Que pensent-elles de l'arrestation d'Öcalan ? » Apo ? Certains sont pour, d'autres sont contre », se contentent-elles de répondre. Elles n'en diront pas plus. Un commenteur sera encore plus elliptique : « Hier soir, je dormais. »

La plupart des passants détournaient la tête quand on tentait de les interroger. Quant aux policiers présents, ils refusent aussi de répondre. Surtout aux journalistes européens, accusés d'être trop favorables à la cause kurde. « Si vous aviez été américain ou israélien, peut-être auraient-ils fait un effort », ironise un interprète.

A l'écrit des policiers, un jeune homme accepte de parler : « Bien

estime Patrick Beaudoin. L'accusé sera en outre déferré devant une des huit cours de sûreté de l'Etat, (DGM), une juridiction d'exception composée de trois personnes dont deux militaires, survivance judiciaire du coup d'état militaire de 1980.

Enfin l'existence d'une « justice indépendante » en Turquie n'est qu'une voie de l'esprit. Si le scandale dit « de Sursatuk » - lorsqu'en novembre 1996, on retrouva dans

ble, aux côtés de son collègue et co-accusé Sedat Bucak.

Une chose est sûre toutefois : le procès du chef de la rébellion armée des Kurdes de Turquie sera incontestablement plus efficacement mené que celui des policiers accusés depuis 1996 de l'assassinat du reporter Metin Göktepe, journaliste au quotidien *Erensel*, rapporté une vingtaine de fois devant la Cour d'assises d'Afyon (centre du pays) où les policiers accusés

### Premières images du chef du PKK à la télévision

Un film vidéo montrant Abdullah Öcalan, pris dans l'avion le transportant en Turquie, a été diffusé, mercredi 17 février, par la télévision turque. Ces images, prises par des membres du commando qui ont capturé le chef du PKK à Nairobi, le montrent les mains menées et le visage bandé. Puis les agents démontent les bandes de son visage. Abdullah Öcalan n'est visiblement pas blessé.

Les agents lui expliquent ensuite qu'ils l'emmènent en Turquie et qu'il est leur « hôte ». « Il n'y aura pas de torture ou quoi que ce soit », promet l'un des agents au prisonnier. « Apo » déclare : « J'aime la Turquie et le peuple turc (...) J'espère servir la nation turque. » Il fait un geste montrant son estomac et un médecin, présent dans l'avion selon les autorités turques, lui dit qu'il pourra recevoir des soins en Turquie s'il est malade. Selon une inscription sur le film, les images diffusées ont été prises le 15 et le 16 février.

Les déclarations des officiels turcs garantissant un « procès équitable » prétendent à sourire lorsqu'on sait à quel point le respect de la présomption d'innocence est bafoué. Les chaînes de télévision turques et la presse présentent en toute circonstance le chef kurde comme un monstre et le sentiment général sur place est que le « diable Apo n'a pas besoin d'avocat ». Quant aux déclarations de M. Ecevit sur « l'indépendance de la justice en Turquie, elles ne sont pas sérieuses. « Prendons les Turcs au mot mais au regard de ce que nous savons sur les violations des droits de l'Homme en Turquie, nous ne pouvons qu'être inquiets », confie Patrick Beaudoin, qui rappelle que les « conditions même de l'interrogation, hors de tout cadre légal, et siège encore à la Grande assemblée

Marie Jégo

## Alain Touraine

**Jacques Chirac convaincu d'un jugement équitable**

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a exprimé, mercredi 17 février, la conviction que le chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan, arrêté lundi par des agents turcs au Kenya, serait jugé « dans le respect de l'Etat de droit ». Interrogé à l'Elysée par la télévision américaine *APTV* à la veille de sa visite aux Etats-Unis, le chef de l'Etat a souligné qu'Abdullah Öcalan appartenait à un groupe terroriste qui avait également des activités en France. « Il a été arrêté. Il est en prison. Je suis sûr que son procès se déroulera dans le respect de l'Etat de droit », a-t-il ajouté.

Dans une lettre adressée, mercredi, au ministre des affaires étrangères, Hubert Védrine, le parti communiste « souhaite que le gouvernement agisse en faveur d'une initiative contribuant au règlement politique de la question kurde ». Le PCF veut que le gouvernement agisse, « plus généralement, au rétablissement des droits de l'Homme en Turquie », dans ce texte signé par Francis Wurtz, membre du bureau national chargé des questions internationales.

Julien Dray, député PS de l'Essonne, estime que « la France doit maintenant demander la libération d'Abdullah Öcalan ». Les Verts ont pour leur part exprimé, mercredi, leur « indignation face au rapport d'Abdullah Öcalan, leader kurde du PKK » et leur « émotion face au désespoir de nombreux militaires kurdes près à s'immoler et face à la mort de trois d'entre eux aujourd'hui à Berlin ». Le député RPR Patrick Devedjian a estimé que les autorités turques ont commis « un acte de piraterie internationale » en capturant le chef du PKK. (AFP, Reuters)

ALAIN TOURAINÉ

Comment sortir du libéralisme ?

168 pages

85 F

FAVARD

De l'audace !

FAYARD

## La rébellion congolaise annonce une « offensive générale » sur Kinshasa

**NAIROBI.** La rébellion en République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaire) a annoncé, mardi 16 février, le lancement d'une « grande offensive sur les trois axes » de sa progression vers Kinshasa, la capitale, siège du gouvernement de Laurent-Désiré Kabila. « La grande offensive générale vers Kinshasa est commencée. Nous avons engagé dans la bataille tellement d'unités qu'il est difficile de préciser combien d'hommes combattent, mais ils sont plus de 60 000 », a précisé un officier de l'état-major rebelle à Kisangani. Le quartier général des forces alliées à Kinshasa (Zimbabwe, Angola, Namibie et Tchad) avait annoncé, mardi, que les rebelles avaient lancé une vaste offensive sur plusieurs fronts. Le gouvernement de la République démocratique du Congo a cependant qualifié de « gesticulations oratoires » les déclarations de la rébellion. Le communiqué des alliés de Kinshasa annonçant l'offensive « a pour objectif de dire aux agresseurs que nous sommes parfaitement au courant de ce qu'ils préparent et que nous nous y préparons », a expliqué le porte-parole du gouvernement, Didier Mengi. - (AFP.)

## Le zloty polonais au plus bas

**VARSOVIE.** Le zloty est tombé au plus bas depuis cinq mois, soit l'époque où la devise polonaise était tirée vers le bas par la crise russe, les investisseurs étrangers anticipant un ralentissement plus fort que prévu de l'économie polonaise. Après s'être enfoncee jusqu'à 3,825 zlotys pour un dollar mardi soir 16 février, la devise polonaise avait repris un peu de terrain mercredi matin, selon les courtiers. Le zloty s'échangeait à 4,2745/2872 contre un euro. Les investisseurs ont été alarmés par l'augmentation rapide du déficit de la balance des paiements courants. Après un chiffre exécrable en décembre, celui de janvier devrait être aussi mauvais. En revanche, le bon chiffre de l'inflation en janvier (6,8 % en rythme annuel, contre 8,6 % en décembre) et des taux d'intérêt qui ne devraient pas baisser dans un proche avenir devraient soutenir le zloty. - (AFP.)

### DÉPÉCHES

**BRÉSIL :** 114 personnes ont été assassinées à São Paulo et dans ses environs depuis le début des fêtes du carnaval, vendredi 12 février, ont annoncé, mercredi 17, les autorités. Ce bilan, encore provisoire, fait du carnaval 1999 le plus sanglant qu'a connu la capitale industrielle du Brésil. - (AFP)

**ÉQUATEUR :** le président Jamil Mahuad a décreté, leudi 18 février, un deuil national de trois jours au lendemain d'un triple assassinat par balles à Quito, où le député de gauche Jaime Hurtado, un avocat noir âgé de soixante-deux ans, membre du Mouvement populaire démocratique (MPD, gauche), a trouvé la mort. Le ministre de l'Intérieur, Vladimiro Alvarez, a rejeté les allégations selon lesquelles des membres du gouvernement auraient été impliqués d'une manière ou d'une autre dans ces crimes. - (AFP)

**IRAK :** quinze détenus politiques, dont quatre officiers, ont été exécutés fin décembre 1998 en Irak, affirme, dans un communiqué publié mercredi 17 février à Paris, le Parti communiste irakien (PCI), qui fournit la liste nominative des victimes. Vingt-trois prisonniers de droit commun ont été exécutés le même jour, ajoute le PCI, qui réclame l'envoi d'observateurs et de contrôleurs des droits de l'homme dans les prisons et les centres de détention en Irak et la constitution d'un tribunal international pour juger le président irakien.

**LIBYE :** le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a envoyé, mercredi 17 février, une lettre aux dirigeants libyens à propos de l'affaire de l'attentat de Lockerbie. Elle fait suite à un compromis négocié avec l'Arabie saoudite et l'Afrique du Sud. Selon des diplomates, la Libye acceptera que les deux suspects libyens soient incarcérés en Ecossie sous supervision de l'ONU en cas de condamnation. En échange, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne accepteraient la levée définitive des sanctions imposées à la Libye depuis 1992. - (AFP)

**NIGERIA/SIERRA LEONE :** une centaine de soldats de la force de paix ouest-africaine (Ecomog,) à majorité nigériane, ont été arrêtés à la suite d'accusations d'exécutions sommaires de rebelles en Sierra Leone, a déclaré, mercredi 17 février, le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU pour les enfants dans les conflits armés. - (AFP)

**PAKISTAN :** la Cour suprême du Pakistan a déclaré, mercredi 17 février, anticonstitutionnel les tribunaux militaires spéciaux mis en place à Karachi pour lutter contre le terrorisme. - (AFP)

**VATICAN :** le pape a présidé la liturgie d'ouverture du carême, mercredi 17 février, dans la basilique Sainte-Sabine. Le carême est une période de quarante jours de jeûne et de « conversion des cœurs ». Le pape a souhaité que « le modèle de développement actuel soit changé, afin que l'on parvienne à une plus juste distribution des biens ». La retraite traditionnelle de carême au Vatican sera prévue cette année par Mgr André-Mutien Léonard, évêque de Namur (Belgique), isolé et contesté dans l'épiscopat belge pour ses positions conservatrices.

**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Office Spécial de Publicité  
47, rue Louis Blanc 92964 LA DEFENSE Cedex  
Tél : 01.49.04.81.84 - Fax : 01.43.33.51.36

92 Vente au Tribunal de Grande Instance de NANTERRE  
Jeudi 4 Mars 1999 à 14h

**UNE PROPRIÉTÉ À SEVRES**  
7, rue Georges Papillon  
avec garage

**MISE A PRIX : 2.500.000 F**

S'adresser à Me WISLIN, FIDAL PARIS et  
INTERNATIONAL, Société d'Avocats, 18 bis A, rue  
de Villiers (92) LEVALLOIS-PERRET

Tél : 01.46.39.47.72 après 17h

Visite le Vendredi 26 Février 1999 de 15h à 16h

83 Vente aux Enchères Publiques / liquidation Judiciaire  
du plus offrant et dernier enchérisseur au T.G.I.  
de DRAGUIGNAN, au Palais de Justice, rue P-Clement  
Vendredi 26 Février 1999 à 8h 30

**PROPRIÉTÉ à SAINT-TROPEZ** (Var)  
cadastre section BA n° 350 pour 29 à 67 ca  
et n° 351 pour 21 à 33 ce soit au total 32 a  
sur laquelle est édifiée une VILLA, élevée d'un étage  
sur rez-de-chaussée avec bâtiment annexe

**MISE A PRIX : 1.500.000 F**

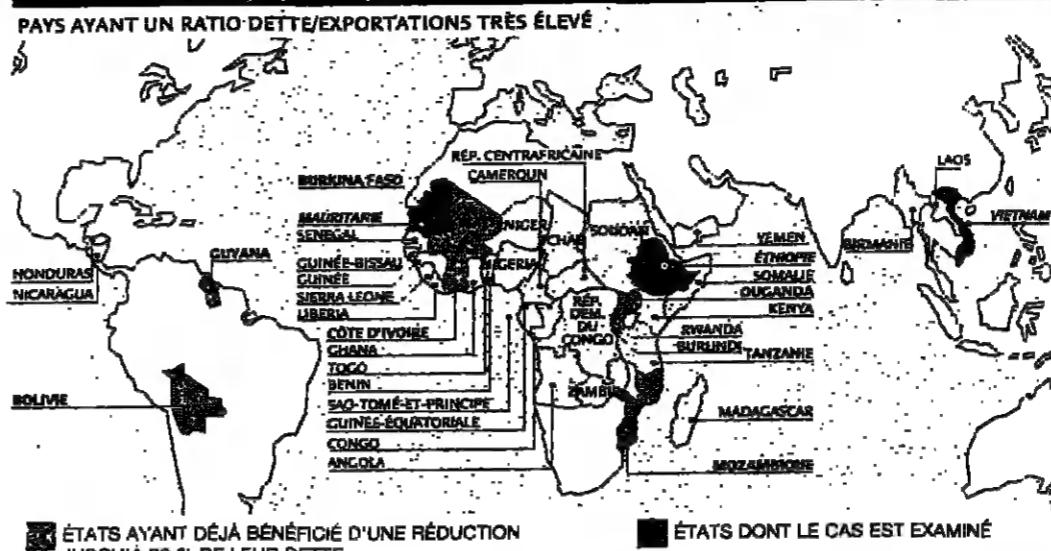
S'adr. au Cabinet de Me F. AUBERT, Avocat, 7, av. Paul-Roussel  
(83990) St-Tropez - Tel : 04.94.97.80.80 - Fax : 04.94.97.80.38  
Visite le 23 Février 1999 à 13h par la SCP MARTIN, AUBERT-POTOT  
et VIAUD Huissiers à St-Tropez - Tél : 04.94.56.61.40

## Les pays les plus riches envisagent d'effacer la dette des plus pauvres

Une quarantaine de nations en développement pourraient en bénéficier

Les modalités et le financement d'un éventuel allègement de la dette des pays les plus pauvres seront examinés, samedi 20 février, à Bonn, au cours de la réunion des ministres des finances du G7. Les Allemands proposent d'élargir le programme actuel HIPC (High Indebted Poor Countries), concernant vingt pays, qui prévoit un effacement pouvant aller jusqu'à 80 % des créances (lire aussi notre éditorial page 16).

Les 41 pays les plus endettés selon la Banque mondiale



LE FONDS monétaire international (FMI) et la Banque mondiale ont entrepris, depuis quelques semaines, de faire l'état des lieux exact des créances sur l'ensemble des pays en développement et les ordinaires mouillent sans relâche. Question posée : quel serait le coût d'un effacement de la dette des pays les plus pauvres ?

Une campagne internationale, intitulée Jubilé 2000, a été lancée par des associations chrétiennes britanniques (lire ci-dessous). S'inscrivant dans ce mouvement, le président Clinton, visitant l'Afrique du Sud il y a quelques mois, avait annoncé son intention d'annuler jusqu'à 1,6 milliard de dollars (1,46 milliard d'euros) des dettes de certains pays africains. De passage à Davos début février, le vice-président américain, Al Gore, avait également fait l'annonce « d'une grande initiative américaine » sur la dette, sans toutefois en préciser les contours.

**UNE MÉTHODE ORIGINALE** L'Allemagne, qui cumule pendant le premier semestre les présidences de l'Union européenne et du G7, veut faire de l'allègement du fardeau de la dette un des points culminants du sommet des chefs d'Etat des pays industrialisés qui aura lieu à Cologne, en juin. Le sujet sera abordé, samedi 20 février, à Bonn, au cours de la réunion des sept ministres des finances, chiffrés à l'appui. Gerhard Schröder veut relancer la politique allemande de coopération et de développement avec les pays du Sud, tombée en désuétude pendant les seize années de pouvoir du chancelier chrétien-démocrate Helmut Kohl.

Concrètement, Bonn veut améliorer le programme d'allègement mis en place en 1996 par la Banque mondiale, le FMI et le Club de Paris (qui réunit les gouvernements créanciers), intitulé HIPC (High Indebted Poor Countries). Ce plan prévoit un effacement des créances multilatérales et bilatérales pouvant aller jusqu'à 80 %. A ce jour, les pays éligibles sont ceux dont le remboursement

de la dette ou même de ses agios sont « insoutenables » au regard des recettes d'exportation (c'est-à-dire dont le ratio dette/exports est compris entre 200 et 250 %, dont le ratio service de la dette/exports se situe entre 0 et 25 %). Les Allemands proposent d'élargir les critères (en abaissant le ratio à moins de 200 % des exportations) pour permettre à davantage de pays de bénéficier d'un allègement et de réduire de six à trois ans la période pendant laquelle ces pays doivent avoir entrepris des réformes économiques et structurelles.

Dans certains cas exceptionnels, Bonn propose également une annulation, dans le cadre du Club de Paris, de la totalité des crédits commerciaux et des emprunts de ces pays. Les pays créanciers sont par ailleurs encouragés à faire un effort concernant les prêts consentis au titre de l'aide publique au développement.

L'idée allemande a été accueillie avec prudence dans les chancelleries. « Les Allemands inaugurent une méthode originale, qui est de lancer des idées sans les avoir étudiées techniquement », confie un membre de l'Union européenne.

D'autant plus que l'Allemagne est un créancier marginal et qu'il lui en coûtera peu par rapport à la France ou la Grande-Bretagne.

Pour l'heure, personne ne connaît le coût d'une telle opération (10, 15 milliards de dollars ?) ni ne sait comment la financer. Au sommet de Lyon, en 1996, la Banque mondiale avait identifié 41 pays éligibles pour une remise de dette jusqu'à 80 % (voir graphique ci-dessus). En fait, 22 pays répondent théoriquement aux critères actuels (ratios, relations satisfaisantes avec le FMI, pas d'arriérés de paiement). Une petite dizaine sont actuellement en cours de processus.

**MANQUE DE MOYENS** S'agissant du financement, si les pays créanciers peuvent prévoir un poste dans leur budget pour des effacements bilatéraux et la Banque mondiale puise dans ses fonds, abondés à cet effet, par le FMI manque, lui, de moyens. Il peine déjà à trouver de l'argent pour l'initiative HIPC actuelle. Une idée a été émise, il y a trois ans déjà, par le chancelier de l'Echiquier britannique de l'époque, Kenneth Clarke : prélever une partie des ré-

serves d'or (environ 5 %) du FMI pour le placer et utiliser les bénéfices dégagés pour financer l'allègement de la dette. Mais elle s'est, jusqu'à présent, heurtée aux réticences, notamment du Congrès américain. Celui-ci considère que l'or détenu par le FMI est le gage de sa crédibilité financière, qu'il ne faut donc pas y toucher et que, de toute façon, en cas de vente d'actifs, le fruit de ces cessions doit revenir aux membres de l'instition.

Dans l'hypothèse où l'initiative allemande serait finalement adoptée et les problèmes de financement surmontés, il restera à la communauté internationale à résoudre un problème autrement plus complexe : s'assurer que les remises de dettes – partielles ou totales – serviront effectivement à améliorer le sort des populations des pays les plus pauvres et ne profiteront pas aux seules classes dirigeantes. Le directeur général adjoint du FMI, Alassane Ouattara, veut des garanties : « Cela impose des réformes économiques, sinon l'argent ira dans un panier perdu. »

Babette Stern

## Jubilé 2000, une campagne pour l'« économie solidaire »

AVEC la proximité de l'an 2000 dont les Eglises font une année « jubilé », dans la tradition biblique de remise des dettes tous les cinquante ans, les appels à une annulation de la dette publique des quarante et un pays les plus pauvres du monde (un milliard d'hommes) sont de plus en plus pressants. Lancée il y a deux ans par des associations chrétiennes (notamment Christian Aid en Grande-Bretagne), une campagne internationale, intitulée Coalition Jubilé 2000, touche désormais des organisations laïques. Elle devrait culminer lors du sommet du G7, le 19 juin, à Cologne, avec un rassemblement de 100 000 personnes et la remise d'une pétition qui devrait recueillir vingt millions de signatures.

En France, seize organisations – dont la Cimade protestante, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), le Secours catholique, mais aussi la Ligue tique de l'enseignement ou Agricité – sont à pied d'oeuvre. L'annulation de la dette sera le thème de campagne des Eglises pendant la période de Carême qui s'est ouverte mercredi 17 février et jusqu'à Pâques. Des interventions seront faites auprès des autorités. Du 12 au 18 avril, une semaine d'action est prévue dans tous les départements. La coordination de cette campagne est assurée par le CCFD (01-44-82-80-00). Des initiatives semblables sont prévues en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Espagne, au Canada, en Afrique (Côte d'Ivoire, Sénégal, Cameroun) et en Amérique latine.

**UNE SPIRALE DE FAILLITE** Les Eglises ont engagé leur autorité sur ce sujet. Dès 1994, dans sa lettre sur la préparation du nouveau millénaire, le pape a proclamé l'an 2000 comme année « jubilé » et souhaité « une réduction importante, sinon un effacement total de la dette qui pèse sur le destin de nombreuses nations ». Cette proposition a été reprise par tous les évêques nationaux. La Communauté anglaise (70 millions de fidèles dans le monde) a également repris ce vœu à son compte, lors de sa conférence décennale de juillet 1998 à Canterbury (Angleterre). Quelques mois plus tard en décembre, à Harare (Zimbabwe), c'était au tour de l'Assemblée du Conseil œcuménique des Eglises (340 Eglises luthériennes, réformées, anglicanes, orthodoxes, baptistes, méthodistes, etc.) de voter une motion exigeant des pays créanciers l'annulation de la dette des pays pauvres et la réduction de celle des pays à revenu intermédiaire.

Il ne s'agit pas pour autant de s'en tenir à des principes relevant d'une utopie générale. Les promoteurs de cette campagne dénoncent les conditions des prêts aux pays pauvres, négociés, sans aucune transparence, entre des élites locales et de lointains créanciers. Les programmes d'ajustement structurel exigés par le FMI se traduisent souvent par des coupes claires dans les dépenses de santé, d'éducation, d'emploi, par des privatisations et des dévaluations de devises. C'est une spirale de dégradation et de faillite.

**Henri Tincoq**

### Une tradition biblique

Il faudra s'habituer, en l'an 2000, au vieux terme de « jubilé » qui, dans les Eglises, va recouvrir toute une série d'initiatives marquant l'entrée dans le troisième millénaire du christianisme. La campagne pour la remise de la dette en fait partie, ainsi que l'Année sainte convoquée par le pape, qui va conduire à Rome et en Terre sainte des centaines de milliers de pèlerins. Le mot « jubilé » (jubileatus en latin) a été forgé à partir de l'hébreu yovel qui, dans la Bible, désigne ce temps sacré qui revient tous les sept fois sept ans (tous les cinquante ans) et impose au peuple juif des obligations détaillées dans le livre biblique du Lévitique : le jubilé est une super-année sabbatique au cours de laquelle on libère les esclaves, on redistribue les terres, on les met en jachère et on remet les dettes du voisin. Si ces prescriptions sont souvent restées théoriques, l'idée d'une année exceptionnelle de remise à plat, de libération et de nouveau départ est demeurée jusqu'à aujourd'hui.

Les pays de l'Afrique subsaharienne consacrent au remboursement de leur dette un montant quatre fois supérieur à leurs dépenses de santé et d'éducation. Sans programmes d'accompagnement, une mesure générale de réduction de la dette à l'occasion de l'an 2000 n'aurait bien sûr aucun sens. C'est pourquoi les ONG mobilisées dans cette campagne répètent que leur objectif est de promouvoir une « économie solidaire ». Celle-ci passe par la définition d'un droit international régissant la dette, la mise en place d'une cour d'arbitrage, un renforcement de la lutte contre la corruption et le détournement de l'argent à des fins personnelles, ainsi que la réforme des institutions financières internationales en vue de réorienter leur action vers le développement durable.

**NATEXIS MULTIDEVISSES**  
LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 30 ans)

NATEXIS GROUPE

08 36 29 00 65

3623 NXMULTIDEV

gent d'efface  
vres

## Abou Dhabi a assuré 60 % des ventes d'armes françaises en 1998

Alain Richard veut diversifier la clientèle

EN 1998, un seul client étranger aura assuré à la France 60 % de ses exportations d'armes dans le monde : les Emirats arabes unis (EAU) et, plus spécialement, l'émirat d'Abou Dhabi. Cette dépendance a incité le ministre de la défense, Alain Richard, à recommander aux industriels du secteur d'aller prospecter d'autres zones, comme l'Asie où, malgré la crise, des contrats pourraient émerger à Singapour ou en Corée du Sud.

Les dernières statistiques, diffusées par la délégation générale pour l'armement (DGA), font état d'un montant global des prises de commandes à l'exportation, en 1998, de l'ordre de 50 milliards de francs (soit 7,6 milliards d'euros). Il faut remonter à 1992 pour retrouver une évaluation comparable, avec 49,5 milliards de francs. Les années 1996 et 1997 ont enregistré un net déclin de ces ventes avec, respectivement, 19,6 et 30,2 milliards de francs. Selon la DGA, la reprise observée en 1998 « renverse la tendance à la baisse » et, si « le chiffre d'affaires global de la profession est reparti à la hausse », c'est parce que la croissance de l'exportation fait plus que compenser la chute des commandes nationales.

Mais ces résultats sont fragiles. Certains diront que la situation se révèle malsaine. Avec une série de contrats à hauteur de 30 milliards de francs, les EAU ont garanti 60 % du total des commandes reçues par la France. Il s'est agi, en effet, de la modernisation de 33 avions Mirage 2000-5 de défense aérienne convertis en Mirage 2000-9 pour l'attaque au sol ; de l'achat de 30 nouveaux Mirage 2000-9 ; et de l'acquisition d'un vaste lot, assez complet, de missiles air-air Mica, démisés au sol de croisière Black Shabem et de systèmes de guerre électronique par l'entraînement. Soit, 20 milliards de francs pour les constructeurs du Mirage (Dassault, Snecma et Thomson-CSF) et 10 milliards pour le « maillot » Matra, associé à un partenaire britannique, le groupe British Aerospace.

En dépit de la baisse du prix du pétrole, qui reste leur principale res-

source, les EAU ont investi dans la rénovation de leurs forces armées et distingué les produits français. Du même coup, ils s'attachent les industriels concernés, comme ils l'ont déjà pratiqué, dans le passé, avec GIAT Industries, le constructeur du char Leclerc, qui ne s'est toujours pas remis de la quasi exclusive dépendance le ligotant à son client.

**UNE RELATION DE DÉPENDANCE**  
Des commandes d'un volume comparable à celui des contrats passés par les EAU, reconnaît la DGA, sont rares. Elles ne sont à la portée d'un nombre réduit de pays acheteurs. Ainsi, une vingtaine d'Etats — dont les EAU — concentrent les trois quarts des importations d'armement, et une soixantaine en réalisent la quasi-totalité pour un marché mondial annuel estimé à 200 milliards de francs au minimum, et plutôt 250 milliards de francs (la triple des crédits annuels d'équipement militaire en France). Si bien que la dépendance du client envers son fournisseur est au moins égale à celle du fournisseur vis-à-vis de son client. A proportion de la durée de vie des matériels, qui s'étale sur des décennies, le client établit une longue relation de dépendance avec son fournisseur, mais celui-ci, aussi, qui tient à l'équilibre de sa balance commerciale et à la sauvegarde des emplois directs ou non, induits par ces contrats.

Face à une année 1998 exceptionnelle, mais qui témoigne de l'entreprise exercée par un seul acheteur, le ministre de la défense a souhaité que les industriels français se tournent vers d'autres continents. Pour autant, les difficultés à prospecter d'autres marchés sont réelles. Elles tiennent au fait que les exportateurs doivent désormais, en échange de l'obtention du contrat, investir dans les économies locales, qui sont souvent précaires ou instables. En vérité, ni eux, ni eux, mais davantage le client ne sont préparés à faire des partenariats forts et durables.

Jacques Isnard

## Drogue et dissidence : Cuba durcit sa législation

RÉUNIE en session extraordinaire, l'Assemblée nationale cubaine a adopté, mardi 16 février, deux projets de loi prévoyant la peine de mort pour les trafiquants de drogue et des peines pouvant aller jusqu'à vingt ans de prison pour ceux qui fournissent des informations susceptibles de « favoriser l'agression des Etats-Unis ».

L'application de la peine capitale doit servir à éviter l'augmentation du nombre de morts provoquées par les activités des trafiquants de drogue, a argumenté Fidel Castro, ajoutant, rapporte l'AFP : « Avant d'en arriver à 2 000 morts en relation avec la drogue, il est préférable de罚iller quelques personnes. »

Le cauchemar du trafic de drogue international poursuit Fidel Castro depuis « l'affaire Ochoa » qui vient de commettre un nouvel avatard à Paris où est instituée une plainte contre le chef de l'Etat cubain pour trafic de stupéfiants. Fleur de la Guardia, la fille de l'un des quatre officiers exécutés en 1989, a déposé une plainte à Paris contre Fidel Castro pour, notamment, « trafic international de stupéfiants ». Selon elle, le trafic de drogue était organisé au plus haut niveau de l'Etat cubain et son père, le colonel Antonio de la Guardia, a été sacrifié avec ses trois compagnons d'armes pour protéger Fidel Castro d'éventuelles accusations américaines.

Même si le parquet de Paris s'estime incompté, l'image du chef de l'Etat cubain est ternie par cette affaire. Evitant le cas de deux Espagnols qu'il a accusés en juillet d'avoir fait passer par Cuba à destination de l'Europe des tonnes de cocaine colombienne sous couvert d'une entreprise mixte hispano-cubaine, il s'est demandé lundi si ce trafic n'avait pas été inspiré depuis

les Etats-Unis afin de discréditer son régime. La Maison Blanche a indiqué récemment que Cuba pourrait bientôt figurer sur la liste noire des pays mêlés au trafic de drogue. Discutées dans des conteneurs, sept tonnes de cocaïne, qui devaient transiter par La Havane, ont été découvertes en décembre 1998 en Colombie.

Quant aux nouvelles dispositions de la « loi pour la protection de l'indépendance nationale et l'économie de Cuba », elles visent les journalistes indépendants qui tentent de diffuser des informations échappant au contrôle des autorités. La nouvelle loi qualifie de délit « la collaboration directe ou par l'intermédiaire de tiers, avec des stations de radio ou de télévision, des journaux ou d'autres médias participant aux plans d'agression du gouvernement des Etats-Unis ».

Les journalistes de médias étrangers accrédités à Cuba pourront être condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison si un tribunal cubain estime que des informations qu'ils ont publiées servent les intérêts des Etats-Unis contre Cuba, a expliqué mercredi le président du Parlement cubain, Ricardo Alarcón.

« Si cette loi est appliquée, je risque de devoir me reconvertis en chauffeur de taxi », a déclaré Raul Rivero, qui dirige l'agence de presse indépendante Cuba-Press, à notre correspondant à Saint-Domingue, Jean-Michel Caroit. Alors que cette fin de siècle voit se développer l'Internet, cette loi va à l'encontre de l'esprit de rapprochement entre l'Europe et Cuba. Elle n'offre le climat qu'avalé à la visite du pape et condamne au silence les voix des journalistes qui depuis quatre ou cinq ans jouent un rôle pour faire connaître la réalité cubaine. »

## INTERNATIONAL

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999 / 5

# Des représentants de l'UCK président l'échec des pourparlers de Rambouillet

Les indépendantistes du Kosovo s'opposent à leur désarmement

Alors que les négociations sur le Kosovo doivent se concrétiser samedi midi, les indépendantistes albanais de l'Armée de libération s'accrochent à

leur volonté d'indépendance. Tout en appelant au déploiement de troupes de l'OTAN pour garantir un accord, l'UCK refuse d'envisager son

désarmement. Les ministres britannique et français des affaires étrangères ont exhorté, mercredi, Serbes et Albanais à « redoubler d'efforts »,

M. Kiqmari avant de préciser que l'UCK est également une garantie de protection des Albanais du Kosovo.

### JUSQU'À LA LIBÉRATION

Un diplomate occidental proche des négociations laisse toutefois entendre que la délégation albanaise est moins inflexible que ne laisseraient penser les déclarations extérieures aux négociations. « De toute façon, l'UCK doit comprendre que si elle ne renonce pas à l'indépendance nous ne déployerons pas de troupes sur le terrain. Tout accord résultera nécessairement d'un double renoncement, aussi bien des Serbes que des Albanais », assure ce diplomate européen.

Or les Albanais tiennent tout particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à

Aux ministres français et britanniques des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougeaient un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milošević, que nous connaissons », a-t-il précisé.

Or les Albanais tiennent tout

particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à

Aux ministres français et britanniques des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougeaient un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milošević, que nous connaissons », a-t-il précisé.

Or les Albanais tiennent tout

particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à

Aux ministres français et britanniques des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougeaient un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milošević, que nous connaissons », a-t-il précisé.

Or les Albanais tiennent tout

particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à

Aux ministres français et britanniques des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougeaient un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milošević, que nous connaissons », a-t-il précisé.

Or les Albanais tiennent tout

particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à

Aux ministres français et britanniques des affaires étrangères, qui estimaient mercredi à Rambouillet que les « choses bougeaient un peu » mais qu'il fallait « redoubler d'efforts », le représentant de l'UCK en Suisse a répliqué par un sombre présage. « Je ne pense pas qu'un accord sera signé [samedi], à en juger par l'attitude de Slobodan Milošević, que nous connaissons », a-t-il précisé.

Or les Albanais tiennent tout

particulièrement à la présence de l'OTAN au Kosovo afin de garantir l'indépendance d'un éventuel accord politique. Une exigence à laquelle le représentant yougoslave, Slobodan Milošević, a une nouvelle fois opposé son refus, mercredi 17 février. « L'OTAN aidera à assurer la paix et la sécurité de notre peuple », a d'ailleurs répété

Christophe Châtelot

Londres, « toute solution qui ne serait pas conforme à la volonté du peuple albanaise serait injuste et instable. La volonté du peuple est l'indépendance ».

A écouter les déclarations publiques de ces trois représentants — qualifiés par un négociateur occidental « des plus lucides parmi les radicaux » et « de très importants collecteurs de fonds » —, le fossé qui sépare Serbes et Albanais apparaît toujours très large. « La délégation albanaise est venue ici pour montrer que nous sommes pour une solution pacifique mais nous n'acceptons aucun compromis », a martelé Sabri Kiqmari, représentant de l'UCK pour l'Allemagne. « Nous n'avons pas pris les armes pour l'autonomie mais pour gagner l'indépendance du Kosovo », a-t-il précisé.

**DOUBLÉ RENONCEMENT**  
Quant à savoir si les Albanais maintiennent leur revendication d'inclure dans un éventuel accord l'organisation d'un référendum après une période intérimaire de trois ou cinq ans, l'UCK reste floue. Pour Pleurat Sejdin, représentant des indépendantistes à



## Une proposition de loi qualifie l'esclavage de crime contre l'humanité

Le texte était soumis jeudi 18 février aux députés

**QUINZE À TRENTE MILLIONS** de déportés par la traite transatlantique négrière pendant près de quatre siècles. L'imprécision des chiffres ajoute encore à l'horreur du commerce d'antan. L'Assemblée nationale est saisie, jeudi 18 février, d'une proposition de loi, déposée par la députée de Guyane Christiane Taubira-Delannon (app. PS) et le groupe socialiste, tendant à la reconnaissance de la traite et de l'esclavage en tant que crimes contre l'humanité. C'est la suite logique de la série d'initiatives prises, en métropole et dans les départements d'outre-mer, en 1998, à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition de l'esclavage, par la France. Celles-ci avaient été lancées, le 23 avril à Paris, par le président de la République et s'étaient achevées, le 20 décembre, lors d'un voyage à la Réunion du secrétaire d'Etat à l'outre-mer, Jean-Jack Queyranne.

Tout au long de cette année de commémoration, le gouvernement n'a pas souhaité prendre lui-même l'initiative d'une telle reconnaissance que seuls, ou presque, de petits groupements indépendantistes revendiquent aujourd'hui ouvertement. Le 23 janvier, à Fort-de-France (Martinique), dix organisations indépendantistes des Antilles et de Guyane, parmi lesquelles le Mouvement indépendantiste de Martinique (MIM), animé par le député (RCV) Alfred Marie-Jeanne, président du conseil régional de Martinique, et le Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) de Guyane, qui compte aussi des élus au conseil régional de ce département, s'étaient ainsi engagées, dans une déclaration commune, à faire reconnaître par les Nations unies le caractère « colonial » du statut des départements d'outre-mer et à soutenir toute initiative visant à qualifier de crimes comme l'humanité la traite négrière.

A la grande satisfaction de Louis Mermaz, porte-parole du PS sur ce texte, l'initiative revient donc au groupe socialiste et à l'une de ses plus atypiques élues, Mme Taubira-Delannon, elle-même fille « de sang-mêlé ». La députée de Guyane, qui, dans sa jeunesse, a été proche de la mouvance indépendantiste, confie aujourd'hui qu'elle a pu mesurer la souffrance, souvent secrète, des « diasporas africaines », y compris en métropole.

Jean-Louis Saux

### Interpeller le passé « pour redonner à nos ancêtres leur dignité perdue »

POINTE-À-PITRE  
(Guadeloupe)  
de notre correspondant

L'idée de proclamer juridiquement l'esclavage comme un crime contre l'humanité a vu le jour dans une quasi-indifférence, en septembre 1997. A l'initiative de son maire, José Toribio (div. g.), le conseil municipal du Lamentin (Guadeloupe), une commune rurale de 12 000 habitants, avait adopté une délibération en ce sens, l'assortissant du projet de création d'un fonds international, abondé par les contributions financières des anciennes puissances coloniales esclavagistes.

Avant de retomber dans un oubli dont il sort la proposition de loi de Christiane Taubira-Delannon (app. PS, Guyane), le projet de M. Toribio avait fait son chemin, puisqu'il avait recueilli, fin 1997, l'assentiment du conseil général et de l'Association des maires de la Guadeloupe puis, selon lui, celui de la ville de Port Louis (Île Maurice), dans l'Océan Indien, et de plusieurs villes de la République dominicaine, dans les Caraïbes. « Il ne s'agit pas d'aller à la confrontation, mais de témoigner devant l'histoire et de remplir un devoir de mémoire », affirme M. Toribio.

Cette crainte diffuse d'une « confrontation » avec le passé se retrouve également dans les propos de la chanteuse martiniquaise de zouk Jocelyne Béroard, qui vit à

Eddy Nedeljkovic

Paris. Si elle souhaite, elle aussi, que la loi interpelle le passé « pour redonner à nos ancêtres leur dignité perdue en permettant de mieux lutter aujourd'hui contre l'esclavage moderne », elle demande que cette reconnaissance s'accompagne « impérativement d'un enseignement pour éviter les haines et remettre au goût du jour le respect de l'autre ». Elle hésite, cherche ces mots : « Le jour où on va réussir à en parler, à dire la vérité sans haine, peut-être que les rapports entre les hommes vont changer. »

**SENTEURS VIGILANTES**  
Dans la population, les sentiments sont partagés. « Il faut laisser le passé au passé », nous affirme en créole ce vieux paysan de soixante-seize ans qui se souvient pourtant d'avoir, dans sa jeunesse, travaillé « dans les cannales des Blancs ». Ce sentiment contradictoire n'est pas limité aux Antilles. Le président sénégalais, Abdou Diouf, en visite à Pointe-à-Pitre, le 9 décembre 1998, sur la route du sommet du G 15 à Montego Bay (Jamaïque), avait observé : « Nous n'allons pas demander réparation pour ce genre de crime, car s'il y avait des acheteurs, c'est qu'il y avait des vendeurs et ils étaient donc chez nous. » « Nous pardonnons, mais nous n'oublisons pas. Nous devons être des sentinelles vigilantes », avait-il ajouté.

## M. Chirac presse le Sénat de trouver un accord pour sortir la parité de l'impasse parlementaire

Après avoir été reçu à l'Elysée, le président du Sénat s'est déclaré prêt à « faire un effort »

Lors d'un entretien à l'Elysée, mercredi 17 février, avec le président du Sénat, le chef de l'Etat a transmis un message sans ambiguïté

aux sénateurs de droite qui bloquent le projet de loi sur la parité. Jacques Chirac a souligné qu'un accord soit trouvé lors de la deuxième lecture du texte par les sénateurs, le 4 mars.

Christian Poncelet a estimé qu'un tel accord est possible, si « chacun fait un effort ».

**CHRISTIAN PONCELET** est sorti de l'Elysée, mercredi 17 février, avec un message pour les sénateurs de droite qui résisteraient encore : Jacques Chirac souhaite un « accord » entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur la proposition de révision constitutionnelle sur la parité hommes-femmes. Il pourra proposer soit de revenir à la rédaction initiale du projet gouvernemental, qui stipule que « la loi favorise l'égal accès... » et non « détermine », soit d'ajouter à la modification de l'article 3 de la Constitution (votée par l'Assemblée), la modification de l'article 4

voulu par le Sénat), cette dernière solution offrant le résultat paradoxal de rendre le projet plus contraignant encore. Pour l'heure, les sénateurs Républicains et Indépendants (47 membres) restent très partagés.

Lors du débat en première lecture, bien des sénateurs sont montés à la tribune pour dire leur farouche opposition aux quotas ou leur foi en la progression « naturelle et lente » des mesures. Pour sortir de cette conservatisme idéologique affiché, M. Poncelet a proposé

trois présidents de groupe de la majorité sénatoriale, Josselin de Rohan (RPR), Jean Arthuis (centristes) et Henri de Raincourt (RU), ont donc tenté de placer le débat sur un terrain plus classiquement politique : celui de la réforme des modes de scrutin en général et du scrutin sénatorial en particulier.

Mercredi, M. Poncelet n'a pas caché que des négociations sont en cours sur le mode de scrutin sénatorial. Il a aussi rappelé l'opposition du Sénat à tout allongement du scrutin proportionnel et réclamé un engagement « écrit » du gouvernement sur ce point. La ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, qui n'a cessé de répéter que le gouvernement n'instaurait pas la proportionnelle, écarte cependant ce type de formule. Interrogée à l'issue du vote de l'Assemblée sur la parité, le 16 février, elle confiait qu'il était hors de question de « s'engager par écrit » sur une immobilité des modes de scrutin, « y compris pour les majorités qui nous succéderont ».

Raphaëlle Bacqué

### L'Assemblée tient à limiter le cumul des mandats

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février, l'essentiel des dispositions prévues par les projets de loi limitant le cumul des mandats, votées en première lecture par les députés puis supprimées par les sénateurs. Seules les dispositions relatives au fonctionnement des assemblées parlementaires figuraient dans le projet de loi ordinaire n'ont pas été maintenues, la volonté du président de la République de ne pas se laisser « ringardiser » par une partie de la droite et la confirmation par l'Assemblée nationale quasi unanime, mardi 16 février, de son vote en faveur de la commission de l'Assemblée nationale à l'origine de ces dispositions.

La commission des lois de l'Assemblée nationale a rétabli, mercredi 17 février

متحدة من الأجل

## M. Séguin et M. Madelin revendent le « monopole » de l'union pour les européennes

L'UDF les accuse de jouer un « mauvais tour » à M. Chirac

Le parrainage du président de la République est toujours au cœur de la polémique qui oppose les dirigeants du RPR et de Démocratie libérale

NATURELLEMENT, c'est pour son bien... A droite, les chefs de file déclarés pour les élections européennes ont continué, mercredi 17 février, d'alimenter la dispute sur ce que doit être le rôle de Jacques Chirac dans la campagne électorale. Tout en affirmant vouloir protéger le chef de l'Etat, constraint de faire de l'équilibre entre la liste RPR-Démocratie libérale, présentée par Philippe Séguin et Alain Madelin, et celle de l'UDF, dirigée par François Bayrou, les uns et les autres se sont accusé de mauvaises manières à son endroit.

M. Madelin et M. Séguin ont, les premiers, donné leur point de vue à l'occasion d'une rencontre qui se voulait symbolique. Pour convaincre les amis de M. Madelin de faire campagne sans états d'âme pour la liste qu'il conduira, le président du RPR s'est rendu, mercredi, devant le bureau politique et les députés de DL - M. Madelin lui a rendu la politesse, jeudi matin, devant la direction du RPR. Avant d'aller déjeuner en tête à tête avec M. Chirac, M. Séguin a affirmé aux représentants de DL : « L'union, c'est nous et nous seuls qui, dans cette campagne, pouvons en revendiquer l'égide. »

A l'issue de la réunion, M. Madelin a été plus précis : « Le président de la République ne doit pas être le président du comité de soutien à notre liste d'union, pas plus, et à plus forte raison, qu'il ne doit être le président du comité de soutien à plusieurs listes, a commenté le président de DL. Mais il n'est un secret pour personne que le président de la République souhaitait l'unanimité de l'opposition pour ces élections européennes. Et il me semble que notre liste RPR-DL, Phi-

lippe Séguin et moi-même, nous représentons plus que d'autres cette union, et même que nous en avons, hélas, le monopole », a-t-il ajouté.

L'UDF n'a pas tardé à réagir, par la voix de son porte-parole, Gilles de Robien. Aux côtés de M. Bayrou, en déplacement dans sa ville, le maire d'Amiens a accusé M. Madelin de jouer un « mauvais tour » à M. Chirac. « Si Alain Madelin revendique tel monopole, il réduit le soutien au président de la République », a-t-il jugé. M. Bayrou, qui avait reproché au RPR et à DL, dimanche 14 février, de

« vouloir se réfugier sous l'aile du président de la République », a plaidé pour sa part pour une opposition « plurIELLE » et « diverse ».

### LA QUILLE DU NAVIRE

De fait, la recomposition de l'opposition fait aussi partie des préoccupations de M. Séguin. Le président du RPR a expliqué, mercredi, que la campagne de sa liste s'appuiera sur « des comités départementaux » qui « pourront constituer le socle sur lequel nous voulons préparer les échéances futures, qu'elles soient municipales ou législa-

tives ». La liste RPR-DL, a-t-il ajouté, devra « constituer, demain, la quille du navire de l'opposition ». M. Madelin s'est félicité de ces propos, et a estimé que la rencontre avait « cadre » entre le RPR et DL un « partenariat pour les élections européennes, et au-delà ». « Il nous faudrait trouver, bien sûr, des formes d'organisation nouvelles sur le socle d'union solide que nous allons bâtir ensemble dans cette campagne », a ajouté M. Madelin.

Cécile Chamraud

## Le PS veut dédramatiser le débat sur les retraites

FOIN des « discours chagrins » ! Le comité économique, social et culturel (CESC) du Parti socialiste, organisme consultatif de 167 membres présidé par l'ancien ministre René Teulade, a présenté, mercredi 17 février, devant le secrétariat national, un rapport qui invite la gauche à tourner le dos à la « dramatisation » d'un débat sur les retraites « enfermé dans le cadre réducteur de la pensée unique ». Demandé par François Hollande en novembre 1998, ce texte, intitulé « La Troisième Vie », propose un « nouveau contrat » pour les retraites sur des principes simples : la retraite est une « rente perpétuelle », « au caractère imprescriptible », que « la société dans son ensemble doit honorer ».

Le CESC récuse les projections du Commissariat général du Plan sur un taux de chômage à 9 % sur la période 2005-2040, qui ne prennent pas assez en compte... « l'impulsion par le gouvernement d'une politique active de l'emploi ». Il envisage un cadre plus favorable avec un taux de chômage à 6 % en 2015 qui « permettrait de gagner 1,5 million d'emplois supplémentaires ». L'adaptation des systèmes de retraite relève donc d'un processus continu qui requiert l'effort de nombreuses générations successives.

À court terme, d'ici au choc démographique de 2005, le CESC préconise « la garantie du maintien du pouvoir d'achat des pensions net des prélèvements ». À plus long terme, il « tord le cou » des fonds de pension, qui « n'ont pas le caractère d'une dette so-

ciale et ne bénéficient pas des garanties qui sont attachées au montant de la prestation servie » et « reportent le risque financier sur les cotisants ». Mais, pour « certains membres du CESC », une épargne longue faciliterait le maintien du niveau des retraites. « Cette capitalisation, préviennent-ils, doit être gérée collectivement, et surtout en y associant les épargnantes dans un cadre politique, juridique et fiscal défini, dans une finalité sociale et d'emploi. »

### ALLONGER LA DURÉE D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

Pour autant, le CESC estime que l'âge effectif de départ à la retraite ne saurait être « tabou » : « L'allongement de la durée de l'activité professionnelle est une réponse logique à l'allongement de la durée de vie, qu'il faut favoriser à l'aide d'incitations adaptées », comme les formules de retraite progressive. L'élargissement de l'assiette des cotisations « à tous les revenus » lui paraît inéfuctueux.

Dans un souci d'équité, il recommande « l'adoption de paramètres communs à l'ensemble des régimes », comme sur la durée de cotisation, « selon des modalités et des rythmes propres à chacun d'entre eux ». Favorable à un débat démocratique, le CESC propose de créer une « instance indépendante et permanente de suivi et d'évaluation des retraites ».

Michel Noblecourt

## M. Huchon tente d'éviter le « vote bloqué » pour le budget de l'Ile-de-France

LE PRÉSIDENT du conseil régional d'Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, (PS) a qualifié, mercredi 17 février, son projet de budget (14,5 milliards de francs, soit 2,21 milliards d'euros), « d'extraordinairement raisonnable au niveau des recettes » et « adoptable sans recours au vote bloqué ». En 1998, juste après les élections régionales « Ce qui nous sépare de l'opposition républicaine, c'est 300 millions de francs, à peine 2 % du budget », a estimé M. Huchon qui a vu des amendements déposés pour la session 1999, qui débutera le 9 mars. Il juge donc possible « d'aboutir à un accord » avec la droite, l'invitant à faire preuve de « cohérence, responsabilité et sérénité républicaine ».

**DÉPÈCHES**

■ SONDEAGE : les cotes de popularité de Jacques Chirac et de Lionel Jospin sont restées relativement stables par rapport au mois de janvier, selon un dernier baromètre BVA publié par *Paris-Match*, jeudi 18 février. D'après cette enquête, réalisée du 11 au 16 février auprès de 952 personnes, selon la méthode des quotas, 60 % des Français, contre 59 % en janvier, ont une bonne opinion du chef de l'Etat. Ils sont 28 % (sans changement) à en avoir une mauvaise ; 56 % des personnes interrogées (sans changement) ont une bonne opinion du premier ministre et 30 %, contre 33 % en janvier, une mauvaise.

■ SÉCURITÉ SOCIALE : Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT, a été reçue, mercredi 17 février, par le président de Démocratie libérale (DL), Alain Madelin. Devant la délégation CFDT, qui comprend notamment Jean-Marie Spaeth, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, M. Madelin a « affirmé la nécessité d'une autonomie et d'une certaine concurrence des caisses sur la base d'un principe de l'assurance obligatoire et de la non-discrimination », selon un communiqué de DL. Evitant les retraites, M. Madelin a indiqué qu'« il n'y avait pas de solution unique pour garantir leur avenir à partir de 2005 ».

■ FONCTION PUBLIQUE : Force ouvrière et la FSU appellent les fonctionnaires à des actions à la mi-mars. La fédération FO des fonctionnaires a invité, mercredi 17 février, les agents de la fonction publique d'Etat à faire grève le 16 mars pour « défendre le service public et mettre en garde contre la campagne de dénigrement des agents publics ». De son côté, la FSU appelle l'ensemble des fonctionnaires à une semaine d'action du 15 au 22 mars pour « la défense et l'amélioration des services publics » et pour une « réduction du temps de travail pour tous les fonctionnaires avec les créations d'emplois nécessaires ».

■ AMSTERDAM : la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 17 février, l'article 1<sup>er</sup> du projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam, qui autorise cet acte. Elle a demandé au gouvernement de revoir la rédaction de l'article 2, qui, en substance, réclame une réforme institutionnelle avant tout élargissement (*Le Monde* du 12 février). L'ancien président de la République, Valéry Giscard d'Estaing (UDF, Puy-de-Dôme), a notamment souhaité que l'article précise qu'il s'agit de « rendre plus efficace et plus démocratique le fonctionnement de l'Union européenne ».

■ LIVRET A : le ministre de l'économie et des finances, Dominique Strauss-Kahn, a affirmé, mercredi 17 février à l'Assemblée nationale, que la question du taux du livret A pouvait « légitimement être posée ». « Les taux sont faibles, l'inflation est faible », a indiqué le ministre, n'excluant pas, de fait, une baisse.

Verglas, froid, neige, le temps dans les prochains jours n'est visiblement pas prêt de changer. A l'inverse, l'Audi A4 a connu quelques évolutions notables : par exemple, un nouveau châssis, de nouvelles optiques et un volant multifonction\* qui vous permet de conserver à tout moment les mains sur le volant. Au fait, si cela peut vous rassurer, dites-vous bien que le météo peut se tromper.



Aucune amélioration prévue. Bien entendu, nous ne parlions que du temps.

Nouvelle gamme Audi A4.



## SOCIÉTÉ

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

**ÉDUCATION** A l'initiative du collectif du manifeste pour un lycée démocratique, une « Déclaration nationale unitaire » est présentée, jeudi 18 février. ● CE TEXTE a été notamment signé par trois syndicats du second degré, le SNES-FSU, le SNEP-FSU, le SNALC, par la Confédération nationale générale autonome (CNGA) et par six associations de

professeurs de classes préparatoires. ● DÉNONCANT LE « despote haineux et calomniateur » de Claude Allègre, cette déclaration critique les projets d'école, de collège et de lycée

« allégés », « école de l'inégalité, école à deux vitesses ». Les signataires appellent à une grève et une manifestation le 20 mars. ● MIS EN GARDE PAR LES SOCIALISTES, qui savent que les enseignants forment traditionnellement la base électorale du PS, Claude Allègre avait tenté, depuis l'automne, de rétablir le dialogue avec les syndicats.

## Les opposants à Claude Allègre signent une déclaration nationale unitaire

Le texte, qui dénonce le « despote haineux et calomniateur » du ministre de l'éducation nationale est notamment paraphé par trois syndicats d'enseignants du second degré, le SNES-FSU, le SNEP-FSU et le SNALC

LE JOUR où le projet de réforme des lycées aurait dû être présenté par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre, devant le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), une petite bombe est lancée dans le monde enseignant. Jeudi 18 février, à l'initiative du Collectif du Manifeste pour un lycée démocratique - constitué essentiellement d'enseignants de lycées parisiens et de classes préparatoires - est présentée une « Déclaration nationale unitaire » (lire ci-dessous) signée par trois syndicats du second degré, le SNES-FSU (syndicat national des enseignants de second degré), le SNEP-FSU (syndicat national de l'éducation physique), le SNALC (Syndicat national autonome des lycées et collèges), par la Confédération nationale générale autonome (CNGA) et par six associations de professeurs de classes préparatoires littéraires, scientifiques et économiques (APHEC, APPLES, UPA, UPLS, UPSI). En présence de Denis Paganet, membre du bureau national

du SNES, et de Bernard Kuntz, secrétaire général du SNALC, Xavier Renou, un professeur de philosophie à l'origine du Manifeste pour un lycée démocratique, a présenté cette initiative en déclarant de façon lumineuse que « plus personne ne supportait Claude Allègre ». Trois courants coexistent, a poursuivi en substance M. Renou : « Ceux qui veulent faire partie d'Allègre, ceux qui veulent défendre l'institution scolaire contre sa prétenue réforme et nous tous ici qui voulons montrer notre résistance à la politique menée. Nous voulons défendre les acquis (...) et une autre politique scolaire fondée sur un projet de justice et de culture ». Cette argumentation « traverse bien des clivages » a encore fait observer Xavier Renou. « L'étonnement du corps enseignant est terminé », a-t-il ajouté.

« Une unité s'est faite ou a commencé à se faire », a constaté l'un des membres du Manifeste, collectif qui travaille depuis plusieurs semaines à rassembler les enseignants opposés à la politique

Claude Allègre. A l'origine, quelques enseignants du lycée Henri-IV à Paris, rédigent un texte, diffusé de façon « expérimentale, de la main à la main, au gré des contacts personnels ou réunions d'associations ou de syndicats », depuis le mois de décembre. Figurant également sur internet (<http://perso.wanadoo.fr/olivier.coquard/Accueil.html>), ce Manifeste pour un lycée démocratique a déjà été signé par un millier d'enseignants, selon ses promoteurs. Le SNES l'a également paraphé, ainsi que le SNALC et les professeurs de classes préparatoires. La coordination du Nord-parisien devrait le signer prochainement, tandis que plusieurs membres du Collectif pour la démission d'Allègre l'ont fait à titre individuel.

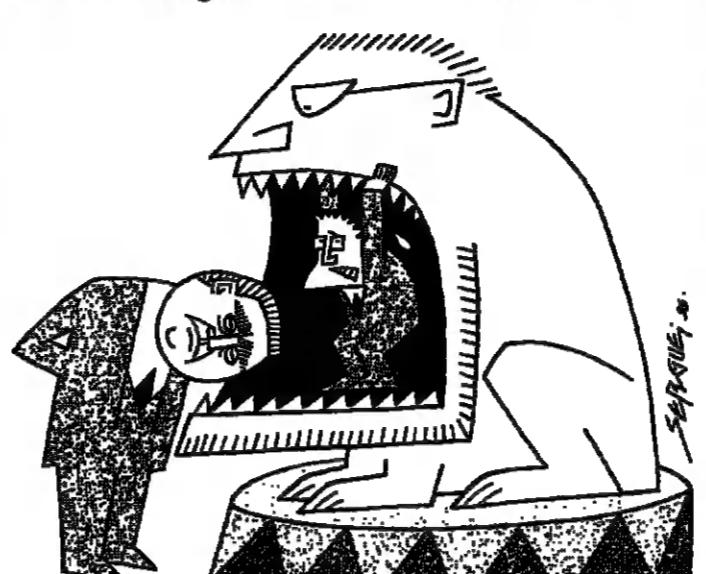
« TRAITEMENT DÉMOCRATIQUE » Le Manifeste demande tout d'abord un « traitement démocratique des questions scolaires », pour faire place au « despote haineux » de Claude Allègre. Les enseignants signataires du texte s'opposent à la « politique d'allégement systématique des programmes et donc des horaires d'enseignement ». Ils dénoncent également la « déqualification systématique du monde enseignant : baisse des salaires [par la baisse du taux des heures supplémentaires], réduction des postes au CAPES, recrutement de surveillants bientôt pris pour des professeurs et d'emplois jeunes bientôt pris pour des surveillants ». Le Manifeste dit non « au lycée allégé, un lycée à coûts constants », inscrit dans le logique néolibérale de précarisation du travail et de réduction des coûts ». « A qui profitera l'abaissement du niveau

scolaire des lycées publics, si ce n'est à des écoles privées, élitistes et coûteuses ? » s'interroge le Manifeste. « DÉSATISFACTION » Les enseignants signataires du Manifeste s'opposent à la « politique d'allégement systématique des programmes et donc des horaires d'enseignement ». Ils dénoncent également la « déqualification systématique du monde enseignant : baisse des salaires [par la baisse du taux des heures supplémentaires], réduction des postes au CAPES, recrutement de surveillants bientôt pris pour des professeurs et d'emplois jeunes bientôt pris pour des surveillants ». Le Manifeste dit non « au lycée allégé, un lycée à coûts constants », inscrit dans le logique néolibérale de précarisation du travail et de réduction des coûts ». « A qui profitera l'abaissement du niveau

Monique Vuallat : « La rupture est consommée »

« J'ai le sentiment que la rupture est consommée » entre les enseignants et le ministre de l'éducation, a déclaré Monique Vuallat, secrétaire générale du SNES, dans un entretien à *L'Événement du jeudi* 18 février. Interrogée sur la démission du ministre réclamée par un collectif d'enseignants, elle indique que « l'objectif, c'est le changement de politique scolaire, avec ou sans lui ». Elle ajoute : « On entend de plus en plus souvent cette exigence [de demande de démission] à l'intérieur du SNES. Nos collègues sont quand même convaincus que l'essentiel est de réuster la politique qu'il mène et qui a reçu l'aval du premier ministre. »

A propos de la réforme des lycées, Monique Vuallat estime qu' « il n'y pas eu de rapprochement. (...) Sous la pression de nos collègues, le ministre a modifié son projet de réforme. Mais comme elle se fait à moyens constants, sans réduction du nombre d'élèves par classe, elle reste inacceptable. »



SNES, Monique Vuallat (lire ci-contre).

L'autre objectif de cette déclaration nationale unitaire était de promouvoir une action de grève et de manifestation communes dans la deuxième quinzaine de mars : la date retenue est celle du 20 mars, manifestation à laquelle appellent, en plus des signataires de la déclaration, Collectif pour la démission d'Allègre, la Coordination du Nord-parisien et l'Assemblée générale des établissements de Seine-Saint-Denis. Henri Lanta, professeur d'économie en classe préparatoire à Henri-IV et membre du Collectif pour la démission d'Allègre, estime que les professeurs « pourraient être prouvé que c'est désormais chose faite, ce qui confirme par ailleurs l'entretien accordé à *L'Événement* par la secrétaire générale du

vacances », ajoute-t-il. Cette manifestation devrait venir en point d'orgue d'une semaine syndicale chargée. Le SNES appelle déjà à une grève et une manifestations nationales le lundi 15 mars pour demander un « collectif budgétaire qui crée les conditions d'une rentrée améliorée, de véritables réformes qui ne se fassent ni sur le dos des élèves ni sur celui des enseignants », ainsi que le rétablissement du mouvement national et le retrait du décret sur la baisse de rémunération des heures supplémentaires. Le lendemain, mardi 16 mars, ce sont les organisations plutôt classées à droite qui manifesteront. Les fédérations CGC, CFTC et CSEN auxquelles s'adjoint FO, appellent à une manifestation nationale sur le mot d'ordre « retrait des chartes et de l'ensemble des mesures Allègre ». Ces organisations exigent « de vérifiables négociations ».

Par ailleurs, la manifestation prévue pour le 18 février dans l'après-midi à l'appel du SNES, de SUD-Éducation, des différents collectifs est maintenue, bien que Claude Allègre ait différé l'examen du projet de texte lycées. Parce qu'il devait « présenter sa loi sur l'innovation au Sénat et qu'il n'aurait pas le temps de présider le large débat qu'il souhaite sur le lycée au CSE », le ministre de l'éducation a, selon son entourage, préféré reporter ce débat au 4 mars. Le SEFEN parisien appelait également à une grève et une manifestation le 18, jour du Comité technique partaire (CTP), qui devait décider des ultimes arbitrages de moyens dédiés aux établissements parisiens.

Béatrice Gurrey et Sandrine Blanchard

## « A cette violence, il faut un coup d'arrêt »

VOICI les principaux extraits de la Déclaration nationale unitaire nationale présentée jeudi 18 février :

Malgré le discours ministériel et gouvernemental, le choix n'est pas entre la « réforme » et « les conservateurs », mais entre deux politiques scolaires : l'une de régression culturelle et d'inégalité, l'autre de progrès pour la justice et la culture. Nous luttons contre la première et pour la seconde.

● Ce contre quoi nous luttons. Le despote haineux et calomniateur de Claude Allègre est insupportable. Il y faut un coup d'arrêt. Mais derrière lui tout le gouvernement impose la violence d'une politique sans négociations ni débat démocratique dignes de ce nom. A cette violence aussi il faut un coup d'arrêt.

Ce double despote se veut éclairé : il impose « la réforme » en prétendant agir au nom de la modernité (« nouveaux savoirs », « nouvelles technologies ») et de la justice (traiter les inégalités et, en particulier, l'échec scolaire ou le refus de la scolarité). Vingt mois durant, l'opinion a été troublée, la presse a approuvé et plus d'un professeur a cru que résister à Claude Allègre soit défendre des routines ou des privilégiés.

Mais les choses sont en train de changer. Les donations horaires globales des collèges et des lycées pour la rentrée 1999 arrivent peu à peu et, au mieux, elles déshabilent Pierre pour habiller Paul, mais le plus souvent elles déshabilent les deux : les salaires des professeurs baissent, la précarité des professeurs, éducateurs et agents s'accroît ; la Charte des lycées, même amendée un peu, multiplie les menaces sur les diverses disciplines, sur les conditions d'enseignement et sur la définition des services et des statuts des professeurs. Sous le discours de la réforme apparaît crûment la réalité :

redéploiement du système éducatif, lycée « à coût constant », lycée bon marché, désengagement de l'Etat dans la politique scolaire. Et ce n'est pas un hasard si, au même moment, la Charte des écoles programme ouvertement la délégitimation de tâches d'enseignement à des « intervenants extérieurs » aux frais des collectivités locales, au gré de leur richesse, de leur pauvreté, voire de leurs projets politiques.

Une fois sortis des miroirs idéologiques, on voit apparaître la cohérence d'une politique. « L'élève au centre du système éducatif » est la formule directrice qui permet de dégager non seulement les professeurs mais aussi les savoirs (« trop fourrés », « trop abstraits », « flous »). Le lycée bon marché est un lycée allégé qui vient prendre suite du collège allégé déjà en place et de l'école primaire allégée qui se prépare. Comme si réformer était toujours allégé : la voie suivie est celle d'une régression culturelle.

Cette orientation vient de loin, du prétendu « modèle anglo-saxon » (au collège et au lycée où s'éduque, après le bac, où s'instruit) et une longue lignée de « réformateurs » français de droite ou de gauche, qui ont tous en commun de poser que le peuple n'est pas apte à la culture élevée. [...]

Au désengagement de l'Etat correspond le choix fondamental de laisser jouer les inégalités sociales et géographiques ; là se trouve la racine inavouée du « dégagement du mammouth », c'est-à-dire de la « déconcentration » du système éducatif : derrière la prétendue « amélioration » des mutations des professeurs se profile (et se prépare activement, mais en secret), soit le radicalisme libéral (un lycée = une entreprise), soit ce qui n'est que son complément, le corporatisme. [...]

● Généralisé :

1. Pour respecter le droit au savoir pour tous, il faut prendre à bras-le-corps l'échec scolaire et le refus de la scolarité en tenant ensemble trois orientations : redonner sens, par le tissu économique, social et culturel extra-scolaire, au désir d'apprendre ; ne pas céder sur la fonction essentielle de l'école ; enseigner, mobiliser toutes les énergies enseignantes par le pluralisme pédagogique.

2. Parler non seulement sur la culture pour tous, — la culture est un patrimoine auquel tous ont droit — mais aussi sur la culture de tous : la culture est un bien à faire fructifier, à rendre plus universel par l'enrichissement.

3. Fermeté :

L'école n'est pas d'abord un jeu de vie, de socialisation ou d'incitation de valeurs. Elle est d'abord un lieu d'enseignement, d'apprentissage de la liberté de penser au

contact de la culture avec l'aide des professeurs. Alors, et alors seulement, elle joue, à la manière qui lui est propre et en même temps que d'autres institutions, son rôle de socialisation, d'éducation en général et d'éducation morale en particulier. [...]

● Confiance :

1. Pragmatisme dans l'ajustement des programmes. Ils ont changé, changent et changeront. Il faut non définir les « programmes du siècle »

chissement réciproque, lent, patient et tenace des formes de culture (générale, technique, professionnelle) aujourd'hui encore scindées. Il s'agit de construire des « humanités nouvelles », grand dessin qui donne son sens ultime à la politique scolaire que nous proposons.

● Quatre mesures d'urgence.

1. Restaurer l'honneur du corps enseignant. Dénoncer solennellement les calomnies et mensonges sur l'absentéisme, la parésie le « conservatisme », les « salaires de pilote d'avion » et bien d'autres choses. Le gouvernement ne doit ni dénigrer les professeurs, ni « mépriser les conservateurs », mais protéger et valoriser le métier de professeur.

2. Rétablir immédiatement les heures supplémentaires.

Prendre immédiatement la décision de rétablir le mouvement national et faire en sorte que le mouvement 1999 soit eu plus près des règles du mouvement national. Renoncer à tout projet d'annualisation et de dénaturation du service des professeurs. Réaffirmer les garanties statutaires des professeurs définies en 1990 et depuis.

3. Abandonner les chartes Allègre et toute la politique scolaire actuelle dans sa cohérence d'ensemble — diminution des dotations horaires globales, déconcentration, déqualification. Ouvrir des négociations sur toutes les revendications des personnels : restituer les postes supprimés, créer les postes nécessaires, accroître le nombre des postes aux concours. Réorienter complètement la politique scolaire selon les principes et axes définis ci-dessus en commençant pas un « état des lieux » écrit sérieux et transparent.

4. Engager immédiatement à cette fin une vaste et véritable concertation [...], en lieu et place des simulacres de débats et de consultations menées jusqu'ici. Vingt mois ont été perdus.

Nous décidons d'organiser une grande manifestation nationale unique durant la deuxième quinzaine de mars 1999.

## Les consignes de Lionel Jospin face aux inquiétudes du PS

IL AVAIT vu venir le « coup » dès la rentrée de 1998. Certes, sa gestion habile de la protestation des lycéens avait permis à Claude Allègre d'éviter que les syndicats d'enseignants ne retournent contre lui, par élèves interposés, les attentes qu'il avait fait naître en mettant à l'ordre du jour un réformisme « tout azimut ». S'il avait gagné face à l'opinion publique, le ministre de l'éducation nationale savait que sa position était loin d'être solide face à ses propres amis.

Un colloque sur l'école, organisé par le Parti socialiste, les 24 et 25 octobre 1998, à la Cité des sciences de La Villette, à Paris, avait montré l'irritation provoquée dans ses rangs, par la méthode de M. Allègre, par sa dénonciation insistante du « corporatisme » des enseignants, par ce que Denis Paget, secrétaire général adjoint du SNES, avait appellé le « discours agressif et culpabilisateur » du ministre. Deux jours plus tard, au bureau national du PS, Jean-Pierre Sueur, responsable de l'éducation, avait mis en garde : « On ne change pas l'école sans les enseignants. »

Conscient de heurter une profession, l'un des principaux piliers de la gauche, non seulement socialiste, mais aussi communiste et écologiste, M. Allègre s'est efforcé, en même temps que de rétablir le dialogue avec le SNES, de soigner ses relations avec les responsables des partis de la majorité. Réception au ministère en décembre 1998, puis, plus large, au Muséum d'histoire naturelle, en janvier, articles et entretiens dans la presse et à la télévision : le ministre tenait à faire savoir qu'il avait reçu le message.

Interrogé par des députés socialistes, M. Jospin a fait savoir, le 2 février, qu'une seule attitude est possible : M. Allègre « ramène », il faut « ramener avec lui ». La consigne vaut pour tout le monde, y compris pour l'hôtel Matignon, où l'on ne cache pas que « ramener » avec le ministre de l'éducation nationale relève de

Patrick Jarreau

## Un rapport parlementaire révèle les carences des lois de bioéthique de 1994

Il dénonce l'absence de décrets d'application et s'inquiète des dangers potentiels des procréations médicalement assistées

C'EST une étape majeure, celle qui est aujourd'hui franchie dans le champ du droit et de l'éthique : la publication, jeudi 11 février, du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opesc) sur la loi du 21 juillet 1994 « relative au mal et à l'utilisation des éléments du corps humain, à l'assistance médicale, à la procréation et au diagnostic prénatal ». Le dispositif législatif français avait transposé dans le droit une réflexion et une pratique éthique conduites depuis plusieurs décennies par les scientifiques. L'heure de sa révision

Fort de quarante-huit pages, le rapport de l'Opesc, présenté par Alain Claeys (député PS, Vienne) et Claude Huriet (sénateur UC, Meurthe-et-Moselle), constitue un modèle quant à ce que le législateur peut jouer pour l'organisation du débat démocratique sur des questions fondamentales touchant à la science, à la médecine et à la société. En chantier au printemps 1998, il a été élaboré à partir d'un travail sur la base de l'audition d'une soixantaine d'experts, scientifiques, juridiques et éthiques, et d'enquêtes menées auprès des différents services publics et instances sanitaires et éthiques.

« L'objectif de l'avis n'était pas de prêcher la ligne future du législateur mais d'éclairer la réflexion des commissions parlementaires qui prépareront l'examen en séance plénière du projet de loi présenté par le gouvernement », soulignent les auteurs du rapport. C'est dire qu'on trouvera plus d'interrogations que de réponses. Dans certains cas, des solutions peuvent être suggérées. Dans d'autres – notamment pour ce qui concerne la recherche sur l'embryon *in vitro* – nous en sommes à une présentation des positions en présence de différentes lois qui peuvent être empruntées. Aller plus loin eut à notre avis à ouvrir

Le rapport, enfin, en trois parties, révèle les failles dans les normes de bioéthique adoptées en 1994.

L'application de la loi, « *La partie réglementaire* », conditionnant l'application des règles du mal récurrent sur lesquelles les parlementaires interpellent régulièrement le pouvoir exécutif et dont les dispositions de la science administrative font volontiers sujet », écrivent les auteurs. Leur document fournit un état détaillé des normes d'application publiées, parfois fort tardivement (comme dans le cas du diagnostic préimplanatoire) et dans lesquels, qui curieusement, n'ont jamais vu le jour. C'est le cas de la loi concernant les modalités du don d'embryon : depuis cinq ans, aucun embryon conservé par congélation et « abandonné » par ceux qui sont à l'origine de sa conception *in vitro* n'a été accueilli par un couple volontaire.

Le don et l'utilisation des éléments et produits du corps humain, évoqué dans le rapport parlementaire est, sur ce thème, plutôt positif : nombreux objectifs de la loi de 1994 étant atteints ou en cours d'atteinte. Plusieurs objectifs essentiels pour la réforme de la pratique des greffes d'organes sont atteints : un taux annuel moyen de trente-deux à trente-neuf mois à l'insémination du registre national international des refus de prélèvements n'a été effectué qu'au début de l'année 1998. On observe, par ailleurs, un blocage qui affecte la mise en œuvre des dispositions relatives aux thérapies génétiques et cellulaires insérées dans une loi du 28 mai 1996. Depuis la promulgation de cette loi, les procédures d'autorisation des produits de thérapie génétique et cellulaire sont toujours suspendues à la parution des règlements d'application.

Le drame de la contamination par les produits sanguins par le virus Hiv, plus récemment, le développement

peut-être de la maladie de Creutzfeldt-Jakob chez les enfants ayant subi un traitement à base d'hormones de croissance d'origine humaine, illustre l'importance des règles de sécurité sanitaire qui doivent s'imposer dans l'usage de produits d'origine humaine, ajoutent les auteurs du rapport. (...) S'agissant des prélevements de tissus ou de cellules post-mortem, le législateur de 1994 n'a pas cru devoir les interdire en dépit des risques de contamination difficiles à prévenir mais a confié à encore au pouvoir réglementaire le soin de fixer les situations médicales où ils pourraient être autorisés.

La recherche médicale à la procréation et au diagnostic prénatal. Le constat est ici plus sévère. Les rapporteurs qui fournissent un état de l'activité médicale à la procréation (AMP), consacrent un long développement, très critique, sur la croissance quasi exponentielle incontrôlée de la pratique de l'injection intra-ovocytaire de spermatozoïdes (ICSI), pratique visant à pallier la stérilité masculine et qui a presque rendu caduque la technique de l'insémination artificielle d'un sperme à donner. Ils soulignent aussi les failles du dispositif législatif sur la conservation par congélation des embryons « orthopliniques » et les risques liés à leur devenir. Ils évoquent également l'émergence de la nouvelle problématique du clonage à vocation thérapeutique ou reproductive. Cette distinction, jugée « un peu rapide », mais « bon marché des problèmes éthiques si le clonage conduit à une instrumentalisation de l'embryon utilisé comme banque de cellules ». Le traitement, en outre, est ambiguë : juridiques et éthiques scientifiques concernant l'embryon *in vitro*, l'embryon pour lequel le législateur semble à dire qu'il est une personne ou une chose et qui sera au centre des futures législations parlementaires.

« Au terme de notre travail, il nous est clairement apparu une information insuffisante du public et ce tant dans le domaine des greffes d'organes que dans celui des risques aux nouvelles techniques d'AMP », a déclaré au Monde Alain Claeys. C'est un sujet sur lequel il nous faudra réfléchir, tout comme sur la prise en compte des risques de durée de vie et d'âge permettant d'avoir accès à l'AMP ». Sur ce dernier point, le rapport révèle que la Sécurité sociale envisagerait de fixer à quarante-deux ans l'âge limite au-delà duquel la femme bénéficiant d'une AMP sera plus remboursée.

J.-Y.N.

### Le Conseil d'Etat va être saisi

Projet émanant du gouvernement ou « proposition » de loi au sein des députés ou au Sénat ? On ignore encore, ces derniers jours, sur la manière dont le Parlement serait saisi pour effectuer la lecture du dispositif législatif de l'Etat. Ce sera, en définitive, un projet de loi, « au sein du rapport de l'Opesc parlementaire sur les sciences et technologies et des contributions du Comité national d'éthique, et de l'Académie nationale de médecine, lequel sera saisi de la même manière qu'avant les lois de 1994 », indique-t-on dans l'entourage de Bernard Bouchard. En effet, avec les différents projets concernés – justice, finance, santé –, il préparera un avant-projet de loi. La loi prévoyait une lecture au moins d'une période de cinq ans mais rien n'indique, compte tenu notamment de la surcharge du calendrier parlementaire, que la lecture puisse se faire à la fin de l'année 1999.

### Définitions

• Embryons surhumains. Lors d'une fécondation *in vitro*, la stimulation hormonale de la femme amène simultanément à maturité plusieurs ovocytes (ovules) qui sont prélevés, puis fécondés. Tous les embryons ne pouvant pas être implantés, ceux en surabondance, dits « surhumains », sont conservés par congélation. S'ils ne sont pas utilisés par le couple, trois possibilités se présentent : leur destruction, leur don à un autre couple, leur utilisation à des fins de recherches.

• Recherches. L'utilisation des surhumains à des fins scientifiques pourrait permettre de mieux comprendre les phénomènes de la vie foetale. Des travaux ont pour objectif d'augmenter le taux des cellules obtenues par la technique *in vitro*, d'autres visent à identifier les caractéristiques des embryons permettant un pronostic sur leur développement ultérieur. D'autres travaux concernent la production de nouvelles lignées cellulaires appelées « cellules souches embryonnaires », qui pourraient être utiles dans le traitement des lésions ou des maladies dégénératives touchant l'épidémiologie, le cœur, les reins ou les tissus nerveux.

### TROIS QUESTIONS À CLAUDE HURIET

1 Quelle analyse faites-vous au terme de l'évaluation que vous avez menée en tant que secrétaire (UC) de l'efficacité du dispositif législatif sur la bioéthique ? Il faut faire la part entre des imperfections originales de la loi concernant notamment, la recherche sur l'embryon, le retard, voire l'absence, de certains types d'application. Sur le dernier point, le législateur a, sans doute, un rôle de responsabilité, mais il ne peut pas s'inquiéter face à l'insuffisance des moyens ministériels et de la santé, chargé de la rédaction de ces lois. Il faut donc compter sur les progrès de la science et de la médecine, qui peuvent être progressifs, mais aussi sur les greffes d'organes, ou au contraire soudains, comme la micro-injection des spermatozoïdes.

2 Quels sujets allez-vous donner à l'attention de la prochaine lecture, au Parlement, des lois de 1994 ? Tout laisse penser que la question de la légitimité des recherches sur l'embryon humain est un affrontement entre celles qui présentent que l'embryon est

une personne et non une chose, et qu'à ce titre il ne peut être utilisé comme un moyen, et ceux qui estiment que l'embryo peut être objet de travaux scientifiques. Face aux menaces actuelles d'émergence de nouvelles formes d'eugénisme et aux risques majeurs du clonage reproductive, il serait regrettable que l'on assiste, ici, à l'habituée empoignade droite-gauche : une gauche « matérialiste » et une droite « spirituelle ».

3 A l'heure de la construction européenne, y a-t-il encore une place pour des dispositions législatives nationales sur ces questions ?

Il n'y a pas de réelles importances sur les seuls des pays de l'Union européenne, notamment l'Allemagne et la Grande-Bretagne. On est loin de l'adoption de dispositions européennes communes et contraignantes pour les Etats. Cette situation est d'autant plus incohérente que l'on veut développer une forme de tourisme médical et se multiplier les échanges entre chercheurs. Elle risque aussi, au fil du temps, de faire que tous les pays s'alignent sur celui qui est le plus offrant.

Propos recueillis par Jean-Yves Neu

(Publicité)

ICN Pharmaceuticals,

International Headquarters  
ICN Plaza  
2300 Hyland Avenue  
Costa Mesa, California 92626  
Telephone: 714/545-0131  
FAX: 714/549-0131  
Telex: 67-9412

## LETTER OUVERTE A MONSIEUR JACQUES CHIRAC, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

Le 18 février 1999

Monsieur le Président,

J'attire votre attention sur l'action illégale et inadmissible du gouvernement de Monsieur Slobodan Milosevic qui, refusant de remplir ses obligations contractuelles portant sur un montant de 175 millions de dollars, a utilisé la force pour saisir la propriété et les biens de ICN Pharmaceuticals, Inc., société américaine établie en Yougoslavie, située aux environs de Belgrade.

La Direction de cette entreprise a été contrainte de quitter l'usine et les bureaux et n'est plus autorisée à regagner les lieux. Le gouvernement serbe, avec une force de plus de 200 policiers et des miliciens paramilitaires armés, a pris le contrôle des locaux, refusant l'accès à tous les responsables américains.

Cette action du gouvernement serbe est totalement illégale et constitue un abus. Il n'y a aucun doute qu'il s'agit d'une manœuvre politico-économique destinée à réveiller le sentiment anti-américain dans le cadre des discussions sur le processus de paix au Kosovo qui se déroulent actuellement en France.

La société ICN a porté plainte contre le régime de Monsieur Milosevic auprès de la justice américaine et envisage d'utiliser tous les recours juridiques disponibles au plan international pour faire reconnaître ses droits. Cette affaire ne peut en effet demeurer entre les mains de la justice serbe, bien évidemment contrôlée par son gouvernement.

Ainsi, j'ai sollicité l'intervention de Monsieur Bill Clinton, Président des Etats-Unis, et je me permets de faire également appel au gouvernement français et à vous, Monsieur le Président, pour condamner la saisie arbitraire et la nationalisation abusive d'une propriété privée, de même que l'humiliation et la violation des droits de l'homme dont ont été victimes les employés de la société ICN en Serbie. Je fais appel à vous, Monsieur le Président, pour intervenir auprès du gouvernement serbe afin d'exiger que le droit international soit respecté et que l'usine et les bureaux d'ICN en Serbie soient immédiatement restitués à leurs propriétaires et à son personnel. Je vous demande également de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour assurer la sécurité de nos employés qui courrent actuellement un réel danger en Yougoslavie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma plus haute considération.

Milan Panic

*Milan Panic*  
Président-directeur général

plutôt  
us, il ne  
dit a  
France  
s de c  
HO, re  
ace ou  
conquis  
d'un pe  
l confie  
uminant

page 13  
pion 18  
bord 19  
12  
je 25  
25  
26  
rel 25  
vision 29

## DISPARITIONS

**Jaki Byard**

Un pianiste irrésistible et populaire

**JOHN A. JR.**, dit Jaki Byard, pianiste, compositeur et professeur, né à Worcester (Massachusetts) le 15 juin 1922, est mort, jeudi 11 février 1999, 22 heures, d'une balle dans le nez, au son appartement de Hollis Avenue (qu'il partageait avec deux de ses filles) à Queens, New York. Il était seul depuis six heures du soir. Dit sa famille. C'est une mort qui lui ressemble pas. L'inspecteur Joseph Pentagallo, porte-parole du département de la police, a déclaré qu'il n'y a ni signe, ni témoins, pas de trace d'effraction, de vol ou de lutte.

On dit que c'est une mort qui ne lui ressemble pas parce que Jaki Byard, longtemps compagnon de Mingus avec qui il vint plusieurs fois en Europe, était un homme heureux dans la tourmente musicale qu'il fomentait, qu'il suscitait, démenait un esprit courtois cultivé, un monument placide de drôlerie en scène qui fit dire qu'il était un des « grands surrealistes jazz ».

Pianiste irrésistible et populaire, mêlant tous les styles, calmant la folie de Mingus et toute la clique par des raisons qu'il allait puiser dans le ragtime, aussi bien au fond des blues, Byard pratiquait les instruments auxquels recourt ordinairement le jazz, basse la batterie, de la trompette aux saxophones en passant par la guitare, bien sûr, même le violon. La lignée des pianistes, pour lui, la branche maternelle. Il père jouait en fanfare. John A. Jr., des études classiques - air connu. Une fois pour toutes : ce n'est pas l'incroable et multiforme éducation musicale des grands musiciens noirs qui surprend (elle prend surprise que le préjugé), c'est ce qu'ils en font et la ma-

nière dont ils le font. La radio son répertoire. Les orchestres de la province, de danse et de divertissement (*Freddie and his Night Hawks*), le centre d'apprentissage, il a quinze ans. Ce qui n'est plus intéressant à creuser, c'est la période de mobilisation (1941-1946), où il rencontra Kenny Clarke en Alabama. L'Alabama, dans années-là, pour deux Africains-Américains, comme il convient à dire, Jaki et Kenny, ne devait être coton.

**SOLO ET PETITS MÉTIERS**  
Au retour, ayant appris à trombone et l'art d'écrire, il gravit les échelons des meilleures Boston (Boston) et enregistra son premier disque. Sur le petit exil des familles au Québec, où il croise Sam Rivers. Il redescend sur la Côte est, produit en plateau et divers petits métiers (garçon coiffeur, technicien en vêtements), qui doivent signifier que n'est pas

Nombre de ces partenaires ont, ou plutôt auront, des noms plus ou moins célèbres (Charlie Mariano, Serge Chaloff), il remplace Joe Zawinul chez Maynard Ferguson (de 1959 à 1962). Période flottante de gigs solo d'occasional, mais celle qui fassent carrière qu'après, après quoi, ayant enregistré un solo pour Candid - Mingus pointe non nez - qui ne put être que près de vingt ans plus tard, il intègre les sextettes et légions du général bassiste avec qui on le voit à Paris en 1964, 1968 et 1970.

Conversion à l'Islam. Il garde son nom et se consacre de plus en plus à l'enseignement (Julius Hart School of Music), non sans quelques percées dans le monde (Australie, Japon, Chine).

au milieu années 70, il promène son *Apollo Stompers* dans les autres pubs, le Michael's de Boston, Ali's Alley (cuisine à Rashied Ali à New York), où il voit jovial, sévère, gai, intelligent et ivre de musiques. Cependant qu'il usine quelques rendez-vous de luxe avec la jeune génération, celle que lui laisse Mingus (Ricky Ford) ou l'autre qui s'autorise d'elle-même (David Murray).

Expert dans styles (Monk, mais aussi Bud Powell), il n'oublierait jamais qu'il avait enregistré en duo avec Earl Hines (divine surprise). Il y a deux semaines, l'avait vu, à soixante-seize ans, descendre dans un club de Boston. Était-ce un hall glacé où il était désormais prohibé de fumer, fut-ce le Regatta Club ? Son dernier CD, avec Michael Marcus, doit sortir

Francis Marmande

**ALBERT FLOCH**, compagnon de la Libération, est mort, vendredi 12 février à Broquiers (Oise), dans sa soixante-dix-neuvième année. Né le 21 mai 1920 à Rouen, couvreur de son état, Albert Floch gagne Londres, à bord d'un bateau de pêche parti de Brest, après l'appel le 16 juin 1940. Il s'engage, en août, dans les Forces françaises libres (FFL). Il participe au débarquement franco-britannique à Dakar, qui échoue, et il rejoint alors le Cameroun, puis le Gabon, où, en 1943, il sera à la 1<sup>e</sup> compagnie chars de la 1<sup>e</sup> division française libre (DFL), placée sous les ordres du général Legentilhomme. En juin 1941, il sera au combat dans le campagne de France, jusqu'à la libération du territoire de Belfort. Il est réformé le 1<sup>e</sup> grévement durant

l'attaque du char menée à Kissoû, en Syrie. Il a été amputé d'une jambe. C'est pour braver au combat qu'il est fait, le 25 juin 1941, compagnon de la Libération. Evacué en Libye, il est envoyé en Afrique du Sud pour y être appareillé. Il rejoint néanmoins, en novembre 1943, la 1<sup>e</sup> DFL à Tunisie, où il effectue l'atelier lourd de réparation de la 1<sup>e</sup> division. Au sein de l'unité, il participe ensuite aux opérations en Italie, où il débarque à Naples en juillet 1944. Promu sergent, Albert Floch débarque en Provence, le 15 juillet 1944, et il sera, en dépit de son handicap, de nouveau au combat de la campagne de France, jusqu'à la libération du territoire de Belfort. Il est réformé le 1<sup>e</sup> grévement durant

la guerre. Il enseigne la profession d'hussier à la Grande Ecole de l'air de la Libération jusqu'en 1951. Titulaire de la médaille militaire et de la croix de guerre 1939-1945, Alain Floch était commandeur de la Légion d'honneur.

Francis Marmande

- Jacques et Nieve Barouh.  
Ida et Svanie Barouh.  
Nelly et Svane Barouh.  
ses enfants.  
Véronique Barouh.  
Barouh et Valéry Rongier.  
Fernanda Barouh.  
Simon.  
Barouh et Francisco Bermejo.  
Günter Allen.  
John Erik Hansen.  
ses petits-enfants.  
Franz, Axel, Yoana, Danika, Paul, Samuel.  
ses arrière-petits-enfants.  
ou le chagrin d'annoncer le

- M. et Mme Monique Barouh.  
leur épouse.  
M. et Mme Isabelle de Bressieux,  
Eloï, Aude et Marie.  
M. et Mme Véronique Cratat-Fanti,  
M. et Mme Jean-Pierre Cratat,  
M. et Mme Camille et Dominique,  
M. et Mme François Callat,  
Pauline.  
M. et Mme Zuzana.  
Gabriel, Noémie et Guillaume,  
ses enfants et petits-enfants.  
la tristesse d'annoncer le décès brutal de

M. Jean-Claude CAILLAT,  
ingénieur civil à Mines,  
docteur en sciences économiques,  
survenu le 11 février 1999, à l'âge de  
soixante-dix-huit ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi, à 14 h 30, en l'église Saint-Charles à Monceau, Paris-17.

L'inhumation se fera dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

8, rue de Tocqueville,  
75017 Paris.

- Le 11 février 1999.

Pierre-Olivier GREINER

accidentellement.

Seulement que souhaitent partager l'amour que nous lui portions peuvent se joindre à nous le samedi 20 février, à 11 heures, en l'église Sainte-Marie-des-Batignolles, 63, rue Legendre, 75017 Paris.

Marine Pretet,  
Delphine Greiner,  
Philippe Guillaume, Thomas Pretet,  
M. et Mme Greiner,  
Claude Lederman.

- Le conseil d'administration,  
Le président-directeur général,  
L'ensemble du personnel de Laboratoires Panpharma,  
qui souhaite faire partie accidentellement de

M. Pierre-Olivier GREINER,  
docteur en pharmacie,  
général, pharmacien responsable,  
survenu le 13 février 1999, à l'âge de

quarante-quatre ans.

Laboratoires Panpharma,  
ZI du Clainay,  
35133 Luitré.

- Claude Carlisky,  
sa fille.  
Gabriel Goldfarb,  
son petit-fils.

Ses amis, ses élèves,

ont la douleur de faire partie du décès

A. CARLISKY,  
sculpteur.

des suites d'une longue maladie.

réunissent gens qui l'ont aimé,

vendredi 19 février 1999, à 14 h 30, à la

Galerie J.-G. Gantier, 100 avenue

Emile-Zola, 75015 Paris.

La cérémonie religieuse aura lieu

l'église Saint-Jeanne-de-Sévres,

Paris-7, le samedi 20 février à 10 h 30.

Nos amis.

- Le secrétaire perpétuel,  
Le bureau.  
Et le résultat de l'ensemble des inscriptions et belles-lettres  
ont le grand regret de faire part du  
survenu à Varsovie, le 9 février 1999,  
du  
professeur  
Alexandre GIEYSZTOR,  
président de l'Académie de Varsovie,  
docteur ès sciences  
des universités Paris-Sorbonne,  
Aix-Marseille, Bordeaux,  
professeur  
de l'université de Varsovie,  
ancien président  
de l'Académie des sciences,  
ancien président  
du Comité historique.

(Le 10 février 1999)

- M. Jean-François Leroy,  
épouse.

Ses filles et sa petite-fille.

Les familles Kieffer, Ballieu

la douleur de faire partie du décès de

M. Jean-François LEROY,

professeur

au Muséum national d'histoire naturelle assistant au professeur Auguste Chevalier, célèbre explorateur de l'Afrique, en 1942, lorsque ce dernier s'est détourné au Muséum : sous-directeur de laboratoire en 1948, docteur ès sciences (1954), professeur sans claire (1965), titulaire de la chaire de physique théorique et titulaire de l'habilitation à l'Ecole des hautes études (1972). Il est l'auteur d'environ 200 notes et de plusieurs ouvrages (PUR, Seuil, Masson, dont *Origine et évolution des matières à particules et le génie de la nature*, 344 pages). Ses dernières recherches devraient marquer une date particulière en biologie.

12, rue du Nord,  
92310 Suresnes.

[Né en 1915 à Athis-de-l'Orne, Jean-François Leroy est entré au Muséum national d'histoire naturelle assistant au professeur Auguste Chevalier, célèbre explorateur de l'Afrique, en 1942, lorsque ce dernier s'est détourné au Muséum : sous-directeur de laboratoire en 1948, docteur ès sciences (1954), professeur sans claire (1965), titulaire de la chaire de physique théorique et titulaire de l'habilitation à l'Ecole des hautes études (1972). Il est l'auteur d'environ 200 notes et de plusieurs ouvrages (PUR, Seuil, Masson, dont *Origine et évolution des matières à particules et le génie de la nature*, 344 pages). Ses dernières recherches devraient marquer une date particulière en biologie.]

Paris, Strasbourg, Chambéry.

Chamby.

Le 15 février 1999.

M. Janusz

son épouse.

François et Françoise

Bernard et Laure

Monique et François Piatou,

Michel et Arlette Steudler,

enfants.

Emmanuelle, Anne-Claire, Marine,

Guillotine, Pierre-Adrien, Isabelle,

Jean-Frédéric et Hélène,

petits-enfants,

ou la tristesse de faire partie du décès de

M. Ferdinand STEUDLER,

ancien vice-consul à Paris.

le 15 février 1999, à l'âge de quatre-vingt-trois ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Le Père de la Compagnie de Jésus,

Vigneau.

sa sœur.

Les familles Chambarière, Coquaud,

Lecknam, Weelen,

la tristesse d'annoncer le

Réverend Père Roger TANDONNET (S. J.)

survenu le 17 février 1999.

La cérémonie religieuse aura lieu

l'église Saint-François-Xavier (12, place du

Président-Mithouard, Paris-7), sera suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

Ni ni couronnes.

## NOMINATION

## COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Eric Danon a été nommé directeur du cabinet de Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Il succède à Jean-Claude Faure, qui devrait être nommé président du comité d'aide au développement de l'OCADE.

Eric Danon est ancien élève de l'Ecole normale supérieure, de l'Institut de physique, diplômé de l'Institut de sciences politiques et ancien de l'Ecole nationale d'administration (1984-1986). Après avoir été en poste à la ministérialement du Quai d'Orsay, il a été conseiller technique au cabinet de Roland Dumas, ministre des affaires étrangères (1988-1991), avant d'être nommé à la Société industrielle aérospatiale (1991-1994). Depuis janvier 1997, Eric Danon est nommé directeur de la sécurité à la direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement au ministère des affaires étrangères.

## JOURNAL OFFICIEL

Le journal officiel du 14 février 1999 a été publié :

• Aérospatiale : un décret relatif au transfert du secteur public au secteur privé de la majorité du capital de la société Aérospatiale (Le Monde du 14 février).

• Péage : un décret autorisant l'institution d'une redevance résultant de nouveaux tarifs de péage sur l'ouvrage d'art dit tunnel routier Prado-Cardenage à Marseille. Le tarif de base est fixé à 11 francs.

Le journal officiel du 15 février 1999 a été publié :

• Accords internationaux : un décret portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Guatemala relatif à la suppression de l'obligation de visa de court séjour, sous forme d'échange de lettres signées à Guatemala, le 11 février 1998.

Le journal officiel du 16 février 1999 a été publié :

• Marie-Anne HAMEAU, née BATOLAVA, a été nommée au poste de secrétaire d'Etat à l'Education nationale, à la Culture et à la Jeunesse, pour quatre-vingts ans.

Le 16 février 1999, à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, elle a été nommée à ce poste.

Le 17 février 1999, à l'occasion de son 50<sup>e</sup> anniversaire, elle a été nommée à ce poste.

Le 18 février 1999, à l'occasion de son 50<sup>e</sup</sup>



# HORIZONS

► ENQUÊTE

**L'assassinat, en décembre 1998, de deux écrivains iraniens à Téhéran accrédite l'idée que des hommes de plume figurent bel et bien sur une liste noire ». Les tueurs, qui appartiennent au ministère des renseignements, auraient agi de leur propre initiative. Mais nul ne croit à cette version officielle**



# La liste noire qui inquiète les écrivains iraniens

**L**A « liste noire », le ~~gouvernement~~ en parle à Téhéran. Nombreux sont ceux, hommes de plume au sens large, mais aussi hommes politiques plus ou moins réformateurs ou modernistes, en tout cas champions des libertés à des degrés divers, qui affirment y figurer. Cette liste qui leur donne froid dans le dos a été découverte auprès du groupe de ~~l'opposition~~ qui ont assassiné, en novembre 1998, Dariush Forouhar, chef du ~~gouvernement~~ de la nation iranienne, et son épouse Parvaneh ; puis, en décembre, deux écrivains, Mohammad Pouyandeh et Mohamad Mokhtari, étaient retrouvés morts après avoir été portés disparus pendant plusieurs jours.

• Bien sûr que je sens menacé. Je suis sur la fameuse liste. Je prends des précautions. ■■■■■ jamais seul, ■■■■■ rentre jamais tard le soir, même accompagné. Nous ■■■■■ nombreux à vivre ainsi. — Romancier, auteur de nombreux essais sur la censure, avocat de la liberté d'expression, Amir Hassan Cheheltan ■■■■■ avoir du mal à comprendre pourquoi l'Association des écrivains iraniens, dont il ■■■■■ lui-même membre depuis 1977, ■■■■■ dans ■■■ colimateur des ultraconservateurs en Iran. Ce qui ■■■ sûr, c'est que la ■■■ « liste » existe. Elle identifie normalement des dizaines ■■■ personnes qui auraient dû être les prochaines victimes. Plus aléatoire ■■■ le fait que certains — hormis ■■■ autorités concernées — l'aient vue.

Dans un élan de courage politique dont chacun, à Téhéran, reconnaît le caractère inédit et salutaire, le président réformateur, Mohamad Khatami, a forcé le ministère des renseignements à admettre publiquement que certains de ses agents responsables de meurtres - dont le monde était du reste convaincu. Cela a entraîné une levée de boucliers telle contre le ministre des renseignements, le conservateur Ghorbanali Dorri-Najafabadi, qu'il a été forcé de démissionner. La version officielle est que lesdits agents ont agi pour leur propre compte, et non à l'instigation d'une quelconque autorité. Nul n'y croit, mais les autorités affirment continuer l'enquête, et les journaux proches amis du président Khatami ne se réclamer toute la vérité sur cette affaire.

sur cette affaire.  
Les suites policières, judiciaires et politiques diront peut-être pourquoi l'Association des écrivains en suspicion par certains en

République Islamique, comme elle fut l'ère chah, Mohammad Reza Pahlavi. Amir Hassan Cheheltane demeure perplexe. « Je suis surpris. Je pense pas que le pouvoir écrivains en Iran soit si grand », dit-il, avant une explication : « Peut-être que certains souviennent aujourd'hui des soirées culturelles organisées, début de novembre 1977, par l'Association des écrivains, Centre culturel allemand de Téhéran, au point de refus

ran, sorties qui, aux yeux de certains, ont impulsé la révolution... Peut-être aussi que, ■ l'absence ■ partis politiques, de journaux libres, ■ société iranienne attend beaucoup des hommes de lettres, dont certains pensent ■ retour que ■ activités culturelles, artistiques, les romans, la fiction, la poésie, peuvent constituer un vecteur politique... Peut-être les écrivains indépendants sont-ils jugés dangereux par des gouvernements qui, dans ■ pays ■ l'Iran, attendent qu'ils soient les instruments de leur propagande... ■

vains, au point de refuser systématiquement de la légaliser. Ladite ■ créée en

---

■ Les tueurs choisissent  
Ils se disent : la famille doit être punie. Ce sera  
Nul ne le sait. Peut-être d'entre nous sont-ils trop plus faciles à atteindre.

**I**NUTILE ■ chercher une explication du ■ du lectorat : « Les Iraniens, affirme ■ Cheheltane, ne ■ malheureusement ■ de grands lecteurs. ■ l'étaient pas davantage du temps du chah. ■ littérature sérieuse ■ un auditoire très limité. Dans ■ meilleur ■ cas, nous tirons ■ dix mille exemplaires, dans un pays de plus de soixante millions d'habitants. La règle ■ plutôt un tirage de trois mille » — deux mille, ■ l'on en croit Marjan Djelali, propriétaire d'une maison d'édition. « Mais, se ravise-t-il, ■ lors que les Iraniens savent qu'Untel n'est pas un poète officiel, qu'ils ne vous voient pas sur les plateaux ■ télévision, dans les séminaires organisés par le gouvernement, ou que ■ n'êtes pas cité par les journaux officiels, ■ se disent : c'est un bon... Nous ■ peut-être un pouvoir dans ■ représentation que les gens se font de nous. » Il s'interrompt, puis reprend : « Peut-être ■ un pour chah d'en instituer une ■ ordres », dit M. Cheheltane. Dans son livre ■ iranienne (éditions L'Harmattan), Rouzbeh Sabouri donne une explication plus exhaustive ■ la genèse de l'esprit d'indépendance ■ intellectuels. ■ lettrés, écrit-il, avaient une situation ■ particulière. ■ D'une part, la majorité d'entre ■ contribuaient plus ou moins à la gestion du (...) et, d'autre part, ils étaient privés de la possibilité de participer ■ la direction des affaires publiques. Le régime avait besoin d'eux, et ■ intellectuels ■ avaient clairement conscience, mais il ne leur déléguait aucun ■ ses pouvoirs. D'où une frustration profonde. » Et ■ « un sentiment latent d'inachevé », la prospérité économique ne s'accompagnant ■ de plus de justice et de libertés.

pour un projet chah d'en instituer une « ordres », dit M. Cheheltane. Dans son livre *La Révolution iranienne* (éditions L'Harmattan), Rouzbeh Sabouri donne une explication plus exhaustive sur la genèse de l'esprit d'indépendance des intellectuels. « Les lettrés, écrit-il, avaient une situation particulière. D'une part, la majorité d'entre eux contribuaient plus ou moins à la gestion du (...) et, d'autre part, ils étaient privés de la possibilité de participer à la direction des affaires publiques. Le régime avait besoin d'eux, et les intellectuels avaient clairement conscience, mais il ne leur déléguait aucun de ses pouvoirs. D'où une frustration profonde. » Et « un sentiment latent d'inachevé », la prospérité économique ne s'accompagnant pas de plus de justice et de libertés.

Seulement tolérée pendant deux petites années sous le régime du

chah, l'Association fut ensuite interdite. Il deux ans la révolution islamique, la crise économique et d'un certain nombre du régime tropérial, qui, sous la pression internationale, bâtit entre répression et libéralisation, certains écrivains adressèrent une lettre au premier ministre d'alors, Amir Abbas Hoveida, pour réclamer la levée de la censure et la liberté d'expression. Ils reprirent ensuite progressivement de l'assurance, jusqu'à fameuses soirées poétiques à l'Institut Goethe à Téhéran.

aucune occasion faire avancer leur cause, ils se retrouveront en 1983, pour organiser une collecte aux victimes d'un tremblement de terre qui avait frappé l'Iran. Puis à nouveau quelques années plus tard, sous le prétexte de préparer une documentation sur l'histoire de leur association, tous leurs jours virtuelle. Lorsque, en mai 1994, l'un d'eux, Sirjani, fit une déclaration pour « trafic de devises, pédophilie, relations avec les milieux contre-révolutionnaires et drogues et de personnes alcooliques », il fut arrêté.

ut Goethe à Téhéran, en (sic), écrivait un au chef du pouvoir judiciaire pour lui demander de traiter cette conformément à la Constitution. Quelques mois plus tard, le 15 octobre, 134 écrivains, dont la plupart sont les grands noms du monde des lettres de l'Iran contemporain, publiaient un texte, connu sous l'appellation de « Manifeste 134 », dans lequel ils réclamaient leurs droits et leurs libertés. Amir Hassan Chehelan et feu Morteza hamad Pouyandeh figuraient parmi les signataires.

particulier par le poète Ahmad Shamlu. Qu'il y en ait eu dix-huit comme le disent certains, neuf ou comme l'affirment d'autres, eurent un succès dans le régime finit par interdire.

L'association d'écrivains survécut deux ans à la révolution islamique. En 1981, son siège fut occupé par le Hezbollah, documentation saisie à ses activités interdites. En 1989, décidèrent d'un commun accord d'adresser une lettre au gouvernement pour réclamer leur droit à s'organiser en association. Le hasard voulut qu'elle coïncidât avec la promulgation par l'imam Khomeiny de la fatwa condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie pour blasphème dans son *Les Versets sataniques*. La lettre fut jamais adressée aux autorités, les signataires ne voulant pas être confondus dans un même bannissement. Soucieux de ne manquer

■ Notre présence collective (...) implique ■ indépendance individuelle. Car, ■ la genèse ■ œuvre, dans l'analyse ■ critique de ■ autres, dans l'expression ■ croyances ■ convictions, l'écrivain doit être libre », plaident-ils, tentant de convaincre qu'indépendance n'est pas synonyme d'hostilité ■ d'adversité ■ Fouiller dans la vie privée de l'écrivain sous prétexte de critique raire ■ atteinte ■ uneceinture inviolable. Condamner un écrivain par des allégations morales ■ politiques ■ contraire à la démocratie ■ dignité du métier d'écrivain écrivaient-ils encore.

Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le Trop c'est trop, dit le ministère des renseignements. Vous ■ vos activités, ne plus vous rencontrer, voire ■ plus entrer en contact les uns avec ■ d'écrivains obtempérèrent. Ils ne voulaient pas le

guerre, seulement le respect de la  
Il se remirent à espérer après l'élection du réformateur Mohammad Khatami à la présidence de la République islamique, le 23 mai 1997. « L'entrée de feu, » Khatami s'est dit le 1er juillet d'un Etat de droit, du respect des libertés, du droit à la différence dans les limites de la Constitution et des lois. Une porte s'ouvrait. Les écrivains s'y engouffrèrent. « Nous avons décidé, » M. Cheheltan, de tenir une assemblée générale pour lancer l'Association. « C'était à 1998. » Nous nous sommes retrouvés vingt ou vingt-cinq, « nous avions l'appui d'une cinquantaine d'autres. Nous avions rassemblé quelque quatre-vingts signatures favorables à convocation d'une assemblée générale. Un comité fut chargé d'élaborer un projet de charte qui, « fois approuvé, devait être remis aux autorités pour obtenir l'autorisation d'exister. »

**C**'EST alors que les pro-  
mises du mois de pré-  
paration s'étant vu signifier que  
tout devait s'arrêter sur-le-champ,  
■ adressèrent une liste au pré-  
sident Khatami pour le tenir au  
courant de leurs préoccupations. Elle ■  
■ réponse. Après les meurtres  
rapprochés ■ Forouhar, ■ Tariq  
■ Pouyandeh, l'émotion  
immense ■ Téhéran. Les écrivains  
envoyèrent à nouveau une  
lettre au président de la Répu-  
blique. Une délégation ■ représentant ■  
reçue par un collabora-  
teur de ce dernier. Le ministre de la  
culture et de l'orientation isla-  
mique, Attaollah Mohajarani, ■  
reçut lui aussi. Ici et là, dit M. Che-  
heltane, ils bénéficièrent d'une  
oreille ■ attentive. « Les autorités  
nous ont dit d'être extrêmement pru-  
dents (...). ■ la mort où les cir-  
constances de la disparition de nos  
collègues ■ sont toujours pas éluci-  
dées. La presse a réagi ■  
extrêmement positive. Les journaux  
conservateurs ■ lynchage  
dont nous étions la cible. ■  
■ une agréable surprise. ■ Et d'es-  
pérer l'autorisation prochaine ■  
leur association par le président  
Khatami.

« C'est à dire, mais la mort de nos deux collègues amis va peut-être nous faciliter les choses. L'Iran doit affronter aujourd'hui de nombreux problèmes. Le nôtre en est un, peut-être pas le plus important. Nous sommes donc partagés entre la peur et l'espoir. »

*Mouna Naïm*  
Dessin : Michel

## Les Kurdes, problème européen

par Gérard Chaliand

**L'**explosion de violences commises par des Kurdes dans les nombreuses capitales et villes d'Europe à l'annonce de la capture par les troupes turques d'Abdullah Ocalan à Nairobi montre l'évidence que le problème kurde n'est pas pour nous Européens une question abstraite : la Turquie n'est-elle pas candidate à l'entrée dans l'Union européenne ?

Depuis son arrivée en Italie, à la fin du mois de novembre 1998, le dirigeant kurde s'est vu discrètement refuser ou exilé par plusieurs pays européens par ailleurs très attachés aux droits de l'homme.

La pusillanimité européenne, qui, par deux fois, en 1987 et en 1992, ont demandé à la Turquie de changer sa politique à l'égard des Kurdes en laissant l'Etat isolé, n'a abouti à envoyer le dirigeant kurde à la mort. Mais responsables politiques seraient bien de lire le récit de l'ancien maire de Diyarbakir, Mehmet Zana, *Prison n° 5* (Arles), qui relate les tortures qu'il a subies durant ses années d'incarcération.

Il est grand temps que les Européens se décient à faire preuve de cohérence. On ne peut pas à la fois, au truchement du Conseil de l'Europe, demander à la Turquie d'accorder aux Kurdes l'identité et des droits culturels déterminants et, à la première minute de réunion économique, alors que l'Europe est indispensable à la Turquie et non l'inverse.

Ce que l'Etat turc pratique en matière de répression contre les provinces du Sud-Est, en état de siège depuis une douzaine d'années, à l'abri des militaires occidentaux, dépasse de très loin les événements du Kosovo, qui, aujourd'hui, retiennent toute attention. Plus de trois mille villages détruits, selon les autorités américaines, quatre millions de Kurdes refoulés vers l'ouest et le centre du pays, deux autres millions regroupés dans des centres urbains pour mieux les contrôler. Il n'y a aucun Etat, dans les Balkans, qui ne peut pratiquer sans être énergiquement condamné et menacé d'être bombardé. Qu'il y ait deux poids et deux mesures est une réalité acceptée par ceux qui pratiquent ou détestent les relations interna-

Quant aux droits de l'homme, on sait que leur respect comme la dénonciation de leur violation sont à géométrie variable et déterminée par le fait que tel ou tel est un allié ou un adversaire. La Turquie, membre de l'OTAN, partenaire commercial majeur, reste à l'écart dans une position diplomatique avantageuse dont elle sait tirer face à l'Europe dotée de peu de volonté.

Certes, le PKK d'Abdullah Ocalan a toujours été un mouvement démocratique. Son idéologie est, à la base, un marxisme aussi primaire et roide que celui du Siemir lumineux du Pérou. Son dirigeant n'est pas, il s'en faut, le plus éclairé des Kurdes. Cependant, le mouvement politique, qui a une épaisseur sociale et une légitimité, n'est pas, contrairement à ce que répète la propagande turque, un mouvement révolutionnaire. Il s'agit d'un mouvement de guérilla qui a réussi, à l'échelle de plusieurs provinces, à tenir tête, depuis 1984, à l'excellente armée turque, forte, sur place, quelque sept cent mille hommes.

**La pusillanimité des Européens vient d'aboutir à envoyer Abdullah Ocalan à la salle de torture**

La contre-insurrection turque, qui ne s'est pas privée d'intervenir en territoire irakien pour y poursuivre le PKK, est d'une rigueur d'autant plus totale qu'elle est observée. En rangue de la destruction des villages, des exodes provoqués et des regroupements, des escadrons de la mort ont liquidé des centaines de personnes qui pouvaient offrir une solution alternative à la violence du PKK.

Mais, jusqu'à présent, la Turquie s'est tenu à une solution strictement militaire du problème kurde.

Attribuer à Abdullah Ocalan les vingt-neuf mille victimes qu'aurla cause ce conflit est une caricature. La majorité des Kurdes sont des victimes de l'armée turque. Aucune guérilla contemporaine

raîne, depuis 1945, n'a fait plus de victimes que les armées chargées de réprimer les Kurdes. C'est une question de moyens. Le PKK, par ailleurs, est loin d'être exempt d'actes à caractère terroriste.

On accusera certainement, lors du futur procès, le dirigeant kurde de narcotrafic et négligence de mentionner que, avec la complicité des plus hautes instances de l'Etat, la Turquie a devenue une des plaques tournantes de la drogue à destination de l'Europe.

On peut, du reste, se demander quelle caricature le procès d'un homme qui, après avoir été torturé, va-t-il, comme Abigail Guzman, l'ex-dirigeant du Siemir lumineux du Pérou, demander à ses troupes de déposer les armes ?, sera jugé par un Etat où la loi est coiffée par le Conseil national de sécurité, dominé par les militaires, qui déterminent les orientations politiques.

Un Etat où ce sont les représentants des organisations de droits de l'homme qui sont emprisonnés (c'est le cas d'Akin Bürdal). Un Etat où des parlementaires sont condamnés à quinze ans de réclusion pour avoir parlé en kurde dans l'enceinte du Parlement (c'est le cas de Leyla Zana). Un Etat où le sociologue Ismaïl Cemal, condamné à la prison à vie pour avoir, le premier, déclaré qu'il y avait des Kurdes en Turquie. Un Etat, enfin, où les missions du FMI et de l'Europe sont plus qu'entravées.

Le cas d'un Etat - le cas est unique au monde - où, entre 1924 et 1991, les Kurdes, officiellement, n'existaient pas. Depuis, le monde a appris qu'ils étaient quelque douze millions, soit 20 % de la population de la Turquie.

Le problème kurde ne sera pas réglé par le procès d'Abdullah Ocalan. L'Europe, à trop se contenter de résolutions sans effets, à courber l'échine dès que la Turquie menace de recourir à des rétorsions économiques au lieu de savoir dire non d'une seule voix lorsqu'il le faut vaincre désormais d'héritier, elle aussi, du problème kurde. Les violences urbaines actuelles en sont une première preuve.

**Gérard Chaliand**, directeur du Centre européen d'étude des conflits.

## L'Amérique latine sera-t-elle « dollarisée » ?

par Georges Couffignal

**D**EPUIS le temps qui

l'a emporté le Brésil après ce qui voulait être, le 15 janvier, une mini-dévaluation contrôlée, la question de la « dollarisation » de l'Amérique latine est à nouveau posée en instance. Il s'agit plus désormais d'analyser les effets des énormes disparités monétaires, un dollar tout-puissant face à des monnaies fragiles, bien d'introduire le dollar comme monnaie courante, voire unique, dans l'ensemble de l'Amérique. En d'autres termes, face à un système susceptible de concurrencer sérieusement le dollar, il convient pas de construire un « dollarland » ?

Le dollar

est déjà la monnaie de

quelques petits pays d'Amérique centrale ou des Caraïbes (Pays-Bas, Belize, Barbade), leur monnaie ayant une partie fixe aux Etats-Unis. Un grand pays, l'Argentine, a opté depuis 1991 pour un système similaire (currency board) : un peso = un dollar. La dévaluation brutale de réel pose un problème grave à l'Argentine. Le tiers des exportations (8 milliards de dollars) est en 1998, allé vers le Brésil, dans le cadre du Mercosur (marché commun uni depuis 1991) avec l'Uruguay, auquel il est associé, et la Bolivie en 1997. La partie fixe érigée en dogme, l'Argentine ne peut protéger ses exportations en dévaluant elle-même.

Pour

lutter

contre

la

crise

et

les

conséquences

politiques

probablement

désastreuses

Le

Brésil

a

réalisé

un

success

de

pressions

américaines

pour

lancer

le

Accord

de

l'échange

entre

les

Etats

et

le

Monde

et

l'Amérique

latine

et

l'Asie

et

l'Afrique

et

l'Océanie

et

l'Amérique

du Sud

et

l'Europe

et

l'Australie

et

l'Asie

et

l'Afrique

et

l'Océanie

et

l'Amérique

du Sud

et

l'Europe

et

l'Asie

et

l'Amérique

du Sud



## ENTREPRISES

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER

**ÉNERGIE** Vendredi 19 février, le marché européen de l'électricité s'ouvre à la concurrence. La France sera en retard sur ses partenaires : la discussion parlementaire sur la

transposition de la directive européenne s'est engagée mardi 16 février. ■ FRANÇOIS ROUSSELY, le président d'EDF, estime, dans un entretien au *Monde*, que ce retard

pose problème à l'entreprise publique, tout en affirmant que cette dernière est prête à affronter la concurrence. ■ LE PATRON d'EDF se félicite de l'accord sur les 35 heures

signé par l'ensemble des syndicats

M. Roussey, souhaitant travailler avec l'entreprise allemande sur le projet de futur réacteur nucléaire EPR et développer la coopération internationale.

## M. Roussey : malgré son retard, EDF est prête à affronter la concurrence

Le président de l'entreprise publique estime, dans un entretien au *Monde*, qu'elle a des atouts importants, illustrés par ses succès à l'international. Il se réjouit de la nouvelle « dynamique sociale » créée par l'unité syndicale retrouvée sur l'accord concernant le passage aux 35 heures

■ Le 19 février, le marché européen de l'électricité s'ouvre à la concurrence. La France sera en retard, n'ayant pas promulgué la loi. Quelles sont les conséquences pour EDF ?

— La concurrence n'a pas commencé à la date du 19 février. Nous avons négocié des accords avec de grands groupes industriels depuis deux ou trois ans. Cependant, je suis plus inquiet pour ce qui s'écoulera avant la promulgation de la loi et de ses décrets. Tant que nous pouvons faire nos affaires hors des frontières. Au moment où s'ouvre grand la porte à la concurrence, EDF ne pourra même pas participer à la compétition. Au-delà des problèmes d'encombrement de nos législatures au Parlement, c'est aussi d'une entreprise de 200 milliards de chiffre d'affaires qui joue jeu. Le premier ministre ainsi que nos ministres tutelle l'ont bien compris, qui a personnellement maintenu le projet de loi dans le calendrier parlementaire actuel.

■ Nous sommes prêts du retard face à nos concurrents : EDF investit 7 % du chiffre d'affaires vers les services alors que le belge Electrabel en consacre 31 %, l'écossais Scottish Power 54 %. Malgré ce retard, nous ne manquons pas d'atouts, à commencer par des prix parmi les plus bas d'Europe. L'une des preuves est que nous rencontrons des succès à l'international.

— Vous avez pris la présidence d'EDF en juillet 1997 : l'entreprise sortait d'une période

tée de guerre des chefs. Quelle a été votre première impression ?

— Je suis arrivé dans une entreprise désorientée où, pendant de nombreux mois, les priorités ont été estompées par des luttes pictochinoises à sa tête. Ces querelles ont retardé la préparation à l'ouverture du marché européen de l'électricité. C'est le plus préoccupant. Les salariés voulaient avant tout savoir comment une entreprise qui a bâti sa prospérité sur cinquante ans de monopole électrique dans un seul pays pourra se développer comme fournisseur d'énergie dans un univers concurrentiel.

■ Comment avez-vous réorganisé l'entreprise ?

— Sur un constituant, l'équipe de direction restreinte, le premier grand changement a été de regrouper l'entreprise autour de deux pôles. Un pôle amont, « Industrie », regroupant les activités de production, et l'autre, un pôle aérien d'excellence, un pôle qui a été créé pour répondre à la demande d'EDF sur les activités commerciales et services. Mon deuxième souci a été de rechercher une dynamique sociale. J'en ai profité pour faire évoluer l'accord avec la CGT et l'association des salariés. Nous avons signé un accord.

— Cet accord a été très critiqué. Comment réagissez-vous ?

— Dans l'histoire d'EDF, les périodes de succès ont toujours été marquées par la concurrence entre les progrès de développement et les avancées sociales. A la veille d'un changement aussi considérable que le passage d'un monopole à l'ou-

verture à la concurrence et au développement international, nous avons besoin de l'adhésion des salariés. Notre accord — j'en ai été surpris — n'a pas été critiquée politiquement. Je ne revendrai pas sur la fausse note.

— Pourtant, il y a eu un an, qui n'en est pas une puisqu'il s'applique, si elle est décidée, à l'ensemble des entreprises dans le cadre de la deuxième partie de la loi. Nous avons été aidé, notre association a été équilibrée. En trois ans, la moyenne salariale diminue de 70 millions de francs. L'accord ne passe pas la compétitivité de l'entreprise et nous tenterons nos engagements de baisse des tarifs. Il est plus important l'arrivée de l'entreprise de près de 10 000 jeunes.

— On vous prête d'avoir acheté la paix sociale avec la CGT en échange d'une tranquillité sur la gestion et le financement des œuvres sociales. Qu'en dites-vous ?

— C'est une façon d'expliquer. Je ne cherche ni à faire plaisir aux uns, ni à acheter la paix sociale, je ne fais pas de trop. Une partie de la valeur ajoutée d'EDF tient dans sa dynamique sociale. Quand on s'en est

écarté, elle continue à fonctionner, mais moins bien. Ce qui me surprend, au contraire, c'est que, pendant dix-sept ans, plus de la moitié des personnes, travers de la CGT, n'ont pas participé à l'élaboration d'une politique sociale. Cet accord n'aurait pas abouti si les dirigeants et responsables de chaque syndicat, d'ailleurs, n'avaient privilégié l'intérêt supérieur d'EDF sur toute autre considération.

■ Allez-vous poursuivre la stratégie internationale vos précurseurs ?

— Les choix précédents étaient judicieux. Ils relevaient d'une logique d'opportunité mais n'étaient pas réussis, mais n'intégraient pas la nécessité d'un maillage européen. Nous avons donc exigé l'essentiel d'entre nous soit dans un arc de cercle allant de la Grande-Bretagne à la vallée du Rhin en longeant le Rhin. Nous devons renouveler et renforcer dans leur développement pour pouvoir répondre à leurs besoins. L'année 1999 sera marquée par le développement d'alliances multiservices et, je l'espère, par l'implantation significative d'Allemagne par le biais d'une acquisition.

— L'achat pour 13 milliards de francs de London Electricity n'était-il pas trop risqué ?

— Nous avons payé au centime près le même prix que ce que

Transicel Energy avait déboursé

un an et demi auparavant. Les dettes sont effectivement plus élevées mais elles sont rapidement ré-

sorbées. Au-delà du caractère symbolique, l'acquisition d'un distributeur est un point de départ dans l'univers anglo-saxon de l'énergie, où nous représentons déjà 7 % de la production. Ce rachat va ressusciter les stéréotypes classiques sur le financement d'EDF

et le contribuable. Je rappelle qu'EDF n'a pas reçu un franc subvention depuis quinze ans. Nous rémunerons notre capital par nous-mêmes, nous avons privilégié l'intérêt supérieur d'EDF sur toute autre considération.

■ Comment voyez-vous les relations entre différents acteurs de la filière nucléaire ?

— Ces relations doivent s'inscrire dans une recomposition de l'industrie électro-nucléaire européenne, qui est un gage d'efficacité économique et de stabilité. Il faut d'abord clarifier les conditions de réorganisation du capital à Framatome. Parallèlement, nous devrons dire l'intérêt qu'il porte au projet d'EPR dès lors qu'il existe une demande en Europe. Il devra nous préciser la tenue de ses relations avec le britannique BNFL, spécialisé dans le traitement. Ces discussions approfondies sont d'autant plus nécessaires que je souhaite des associations à l'exportation. Même si, dans un passé récent, EDF n'a pas entretenu de relations exemplaires en Chine avec Siemens, nous devons discuter pour aboutir. Sans hâte, ni tabous.

■ Propos recueillis par Dominique Gallois



FRANÇOIS ROUSSELY

## Le gouvernement accepte plusieurs amendements communistes au projet de loi sur l'électricité

AU TERMINE d'une longue discussion générale, l'Assemblée nationale a examiné au pas de charge, dans la soirée du mercredi 17 février, les quelque cent trente amendements déposés sur les trois premiers articles du projet de loi transposant la directive européenne d'ouverture à la concurrence du secteur de l'électricité. Nombre de précisions apportées aux premiers articles du projet de loi ont été approuvées à la quasi-unanimité. Si les débats se poursuivent au même rythme, l'examen du texte pourrait être achevé dans la nuit de jeudi 18 à vendredi 19 février, le vote étant prévu pour le 2 mars.

La fronde annoncée par les députés communistes s'estompant à ce titre, les députés ont débattu sans grande passion de la définition du service public de l'électricité et de missions. ■ Dès l'ouverture d'un bref échange liminaire, Georges Sare (MDC, Paris) a critiqué la prise en compte de la notion d'« efficacité économique », témoin des « aspirations libérales » de la directive européenne, le porte-parole du groupe communiste, Claude Billard (Val-de-Marne), faisant valoir que l'ouverture à la concurrence était « portée par des risques de dégradation pour le service public ».

Tout en disant, dans les couloirs, « plus que confiant » sur la « convergence » de la majorité phénicienne autour du projet gouvernemental, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Christian Pierrat, a efforcé de garder le cap qu'il s'était à la veille (*Le Monde* du

18 février), prenant sous le signifiant lourdement la « grande portée politique » des amendements communément acceptés par le gouvernement. L'introduction de la notion de « droit à l'électricité pour tous », réclamée par le PCF, a ainsi donné lieu à une envolée lyrique de M. Pierrat, qui s'est dit « doublement favorable » à cet amendement, qui « définit un droit démocratique » et qui, « par le souffle qui est le sien, réjouit le préambule de la Constitution de 1946 ».

Néanmoins plus terre à terre, Michel Bouvard (RPR, Savoie) a cherché — en vain — à savoir si cette disposition allait « obliger à tirer des lignes pour alimenter des chalets d'alpage occupés deux ou trois mois d'été ». Complété un peu plus tard dans la soirée avec laval du secrétaire d'Etat — qui « salut une deuxième contribution politique significative », a ajouté —, il a proposé d'aide aux plus démunis pour que les députés communistes permettent la fourniture d'énergie à des personnes reconnues en situation de précarité. Le gouvernement a également accepté la demande du groupe communiste, qui a fait valoir son souci de « transparence et démocratie », l'instauration d'un « observatoire national du service public de l'électricité », destiné à « examiner les conditions de mise en œuvre du service public ».

Jean-Baptiste de Montvalon

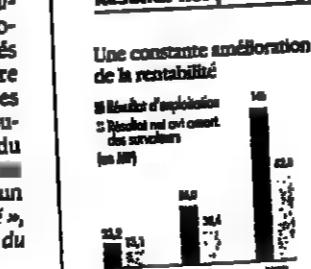
## Accord sur la réduction du temps de travail à La Poste

C'EST par un simple communiqué que La Poste a su savoir, mercredi 17 février, que son président et directeur général avaient signé un accord sur les 35 heures avec quatre syndicats (FO, CFDT, CFTC et CGC), qui totalisaient 42,9 % des voix. La CGT (34,7 %) et SUD (16,4 %) n'ont pas signé.

En revanche, tout comme Christian Pierrat, le secrétaire d'Etat à l'Industrie, Martine Aubry, la ministre de l'emploi, a jugé qu'il s'agit là d'un bon accord, car il prévoit « 20 000 recrutements d'ici à la fin des jeunes en appren-

teur ». Pour la CFDT, c'est « un levier pour faire progresser l'emploi et les conditions de travail ». ■ Dénonce, de son côté, « une mystification », car « courant simplement depuis deux ans, le développement d'un double temps ». Mais le communiqué est plus riche d'enseignement que celui de la CGT, qui « ne peut signer un texte qui ne répond pas à la question cruciale de l'emploi », mais « prend en compte les recrutements et de modifications de la trajectoire des suppressions d'emplois, des possibilités réelles d'augmentation de durée d'utilisation des agents contractuels ».

Frédéric Lemaitre



Le chiffre d'affaires s'établit à 153 millions d'euros en 1998, en croissance de 73 % par rapport à l'exercice 1997. La croissance organique représente 80 % de la progression du chiffre d'affaires. Sur ses trois métiers, Transicel s'est développé à un rythme soutenu et homogène :

- l'activité de Conseil et intégration d'EPR a généré un chiffre d'affaires de 19,8 millions d'euros en croissance de 94 % (130 millions de francs),

- l'intégration de Systèmes a connu une croissance de 58 % avec un chiffre d'affaires de 77 millions d'euros (506 millions de francs),

- l'Informatique, Administration de Systèmes et Réseaux enregistre une hausse du chiffre d'affaires de 90 % à 56,4 millions d'euros (370 millions de francs).

Cette évolution reflète la stratégie de Transicel : occuper encore sa place dans les grands comptes nationaux et internationaux, s'affirmer comme un acteur majeur des grands projets stratégiques et des nouvelles technologies, s'appuyer sur un modèle d'organisation stimulant pour la croissance.

Le résultat net avant amortissement des servitudes (RNP) atteint 22,1 millions d'euros (145 millions de francs), soit près du triple de celui enregistré en 1997. Le résultat net avant amortissement de l'exploitation ainsi continué de s'améliorer pour atteindre 14,4 % de chiffre d'affaires, soit 3 points de plus qu'en 1997.

Le résultat net avant amortissement des servitudes s'établit à 12,6 millions d'euros (82,8 millions de francs) et 8,2 % du chiffre d'affaires en croissance de 172 %. Il intègre une forte augmentation du montant de la participation des salariés à 3,2 millions d'euros (20,7 MF) et de l'impôt sur les sociétés à 5,8 millions d'euros (38,3 MF).

Dividende : Transicel versera au titre de l'exercice 1998 un dividende de 6 francs par action auquel s'ajoute l'avoir fiscal.

Les hommes : L'effectif à fin 1998 s'établit à 2 500 ingénieurs et techniciens à comparer à 1 500 fin 1997.

Objectifs à 3 ans :

Dans un marché toujours très actif, Transicel vise un double objectif :

- développer son chiffre d'affaires à un rythme significativement supérieur à celui du marché,

- améliorer sa rentabilité d'exploitation et la porter à plus de 17 % dans les 3 ans.

TRANSICEL, qui positionne dès sa création sur le créneau des nouvelles technologies, s'affirme comme l'architecte du changement des systèmes d'information. Cette orientation, jointe à un business model rigoureux et participatif, permet un rythme soutenu de croissance.

TRANSICEL

## Les boutiques hors taxes de l'Union européenne devraient fermer le 30 juin

L'ultime décision revient aux ministres des finances

**LES COMMISSAIRES** européens ont confirmé à l'unanimité, mercredi 17 février, leur refus de retarder la date de suppression du régime d'achats hors taxes (duty free) au sein de l'Union européenne (UE), prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet. C'est la réponse aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui avaient demandé à la Commission, au cours européen à Vienne le 12 décembre 1998, d'étudier la possibilité d'une prorogation temporaire de l'exemption. Le commissaire européen chargé de la fiscalité, Mario Monti, a souligné que « pour la période de grâce la plus longue dans l'histoire de l'Union européenne - plus six ans depuis l'entrée en vigueur du marché unique en 1993 - pour préparer la suppression du duty free intracommunautaire il fallait attendre par les gouvernements de l'UE en 1991. La décision finale reviendra aux ministres des finances qui se réunissent le 15 mars.

Or le chancelier allemand Ger-

hard Schröder, président de la Commission européenne et l'un des plus fervents défenseurs du régime d'achats hors taxes (duty free) au sein de l'Union européenne (UE), prévue pour le 1<sup>er</sup> juillet. C'est la réponse aux chefs d'Etat et de gouvernement européens, qui avaient demandé à la Commission, au cours européen à Vienne le 12 décembre 1998, d'étudier la possibilité d'une prorogation temporaire de l'exemption. Le commissaire européen chargé de la fiscalité, Mario Monti, a souligné que « pour la période de grâce la plus longue dans l'histoire de l'Union européenne - plus six ans depuis l'entrée en vigueur du marché unique en 1993 - pour préparer la suppression du duty free intracommunautaire il fallait attendre par les gouvernements de l'UE en 1991. La décision finale reviendra aux ministres des finances qui se réunissent le 15 mars.

Or le chancelier allemand Ger-

## Gucci s'oppose ouvertement à LVMH

LE GROUPE ITALIEN GUCCI est entré, jeudi 18 février, dans une opposition active à la tentative de prise de contrôle opérée par le groupe français LVMH, qui en détient 34,4 % depuis le mois de janvier. Domenico De Sole, le PDG de Gucci, a estimé que l'entrée au conseil d'administration du groupe d'un représentant de LVMH « créerait un sérieux et inacceptable conflit d'intérêt ». Gucci a annoncé la création de 37 millions d'actions nouvelles réservées aux salariés, soit 38 % du capital, visant clairement à neutraliser les droits acquis par le groupe Bernard Arnault. LVMH, qui déclarait prêt à plafonner sa participation à 34 %, a immédiatement rompu la « rupture unilatérale » provoquée par Gucci, à laquelle il entend réagir « par tous les moyens à sa disposition », en autorités boursières et judiciaires.

## Aegon rachète Transamerica pour plus de 8 milliards d'euros

LE DEUXIÈME NÉERLANDAIS derrière ING, Aegon NV, a annoncé, jeudi 11 février, qu'il avait signé un accord pour racheter l'américaine Transamerica Corp. pour environ 9,7 milliards de dollars (environ 8,6 milliards d'euros). Le paiement se fera en cash, à hauteur de 30 %, en actions. Les activités d'assurances de Transamerica vont être fusionnées avec les opérations de la filiale américaine d'Aegon après la conclusion du rachat, qui devrait intervenir au cours de l'été. Cette opération permettra à Aegon de devenir numéro deux de l'assurance santé aux Etats-Unis. Aegon va prendre à sa charge environ 1,1 milliard de dollars (1,1 milliards d'euros) de Transamerica. Les Etats-Unis étaient déjà le premier marché d'activité du groupe néerlandais, depuis le rachat de Provodian Corp.

## L'américain Asher Edelman ne lâche pas la Société du Louvre

DÉJÀ DÉTINTEUR de 13 % du capital et de 8 % des droits de vote, Asher Edelman vient de conclure une action en concert avec Patrick Sellier, un membre de la famille Taittinger, qui détient 1 % du capital et 2 % des droits de vote. C'est un premier coin enfoncé dans la solidarité de la famille Taittinger, qui contrôle 35,6 % de la Société du Louvre. Ensuite, M. Edelman s'apprête à lancer, vendredi 12 février, une action devant le tribunal de commerce de Paris pour déclarer la validité du contrôle, qui repose, selon M. Edelman, sur un montage circulaire (participations croisées entre toutes les sociétés du groupe). L'objectif du financier toujours de prendre le contrôle du groupe Louvre et de confier la gestion des trois pôles (hotellerie de luxe, hôtellerie économique, produits de luxe) des professionnels.

**NATEXIS MULTIDEVISSES**

Sur Minitel la nouvelle version euro

- des taux de change pour 170 devises en EUR, FRF, USD
- des taux d'intérêt
- des taux d'inflation
- des séries rétrospectives (jusqu'à 10 ans)

08 36 29 00 65  
3623 NXMULTIDEV

**NATEXIS GROUPE**

LA BASE DE DONNÉES DE RÉFÉRENCE

## Les métallurgistes allemands obtiennent une augmentation salariale de 4 %

### La grande grève qui se profilait devrait être évitée

Après plus de trente heures de négociations, le patronat et le syndicat de la métallurgie allemande sont parvenus en extrême, dans la nuit du

mercredi 17 au jeudi 18 février, à un accord prévoyant une hausse des salaires de 4 % sur quatre mois. Le puissant syndicat IG Metall réclamait une hausse de 6,5 %, tenant compte des bons résultats de la branche. Un des négociateurs du patronat a déploré « un mauvais accord ».

Un accord de la métallurgie, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

Qualifiée de « glaciaire » par le président d'IG Metall, Klaus Zwickel, la discussion a finalement dé-

chainé, à l'instar de la Bavière, qui doit en discuter vendredi 19 février. Pour la première année depuis la réunification, les anciens et les nouveaux Länder vont bénéficier d'augmentations semblables.

gands obtiennent  
alariale de 4%

19

## COMMUNICATION

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER

### « Le Parisien » et « Aujourd'hui » visent les 600 000 exemplaires en 2004

Après des résultats décevants en 1998, le plan de développement du quotidien contient une série de mesures pour doper les ventes et renforcer la notoriété de l'édition nationale. Il prévoit une diminution de la pagination des éditions départementales sans suppression d'emplois

**A PEINE TROIS MOIS** après son arrivée à la tête du *Parisien*, le nouveau directeur général, Jacques Guérin, le présentait, hier, au grand public. Il a dévoilé un plan de développement. Ce polytechnicien a peine quarante ans et sa carrière dans les transports aériens, rien ne l'a prédisposé à prendre les commandes d'un journal, sinon la rencontre à Air Inter de Jean-Pierre Courcol, après son retour au *Parisien*. Amaury, dernier à l'appel de lui. Pendant deux mois, Jacques Guérin a observé, écouté, posé beaucoup de questions. Cet homme aux yeux clairs a mis au point le cadre général d'un projet d'entreprise en quatre étapes qu'il a présentées au personnel, vendredi 16 février.

Le nouveau directeur général part d'une analyse sévère : « Depuis trois ans, malgré des investissements importants (augmentation du nombre de pages, accroissement des moyens marketing, éditoriaux, rédactionnels, publicitaires...), la croissance de la diffusion de nos titres s'est ralentie. Plus préoccupant, les dépenses, quatre dernières années ont aug-

menté plus vite que nos recettes. Les résultats financiers sont décevants. »

En 1998, *Le Parisien* a perdu 39 millions de francs (5,9 millions d'euros). La diffusion du quotidien régional a stagné, perdant quelque 200 exemplaires, à 650 exemplaires, tandis que son édition nationale *Aujourd'hui* a continué de progresser à 112 000 exemplaires contre 100 000 en 1997. Les deux éditions n'ont pas été certifiées par Diffusion contrôlée.

Le nouveau directeur général refuse un plan qui résumerait à une réduction des coûts et à un repli sur soi », explique-t-il au personnel. Il a mis en place un scénario de développement ambitieux : porter en cinq ans *Le Parisien* à 400 000 exemplaires, *Aujourd'hui* à 200 000 et revenir à la situation bénéficiaire d'ici deux ans.

La différenciation des deux titres sera accentuée. *Le Parisien* sera « un quotidien régional à répercussion nationale » accueillant « plus souvent des événements d'importance régionale ». Une nouvelle maquette a été élaborée, qui devrait être lancée à l'au-

tomne, lorsque *Le Parisien* sera tiré sur les nouvelles rotatives du groupe qui permettent une impression large de la couleur. Des modifications pourraient intervenir avant l'automne 1999, la date-clé du *Parisien*. C'est le moment où il faut mettre en place la nouvelle disposition de la nouvelle organisation du journal - où surtout doit être étudié son édition mondiale (lire ci-contre).

La principale source d'économies viendra d'une réduction des effectifs rédactionnels, qui comptera 12 à 16 personnes, au lieu de 12 à 16. La direc-

tion part du constat que l'augmentation de pagination n'a entraîné une hausse du lecteur. Cette diminution « doit permettre de redéployer les effectifs nécessaires à la mise en place de la nouvelle architecture ».

**INQUIETUDE JOURNALISTES**  
Cette annonce a suscité l'inquiétude des journalistes travaillant pour les éditions départementales du quotidien, où où surtout doit être étudié son édition mondiale (lire ci-contre).

Le plan prévoit des investissements pour « doper les ventes » et développer la communication. Il s'agit d'augmenter de 30 % les moyens consacrés à la prospection du portage (1998, de développer les moyens de marketing téléphonique pour réduire le taux d'abandonnement).

Le plan prévoit des investissements pour « doper les ventes » et développer la communication. Il s'agit d'augmenter de 30 % les moyens consacrés à la prospection du portage (1998, de développer les moyens de marketing téléphonique pour réduire le taux d'abandonnement).

Le niveau d'abandonnement sera très fort pour *Aujourd'hui*, qui doit doubler ses ventes en cinq ans. Il s'agit d'installer la notoriété d'un titre qui n'est pas connu par une campagne radio pendant deux ans et par des opérations sur les points de vente. Cette promotion accompagnera une plus grande autonomie du titre par rapport à *Parisien*, avec des « unes » différentes à partir des éditions différentes selon les régions.

Enfin, alors que le quotidien candidat à une chaîne locale pour la région parisienne, il va développer ses activités sur Internet, dans deux directions : « substituer progressivement à la mise en ligne de *Le Parisien* des services payants personnalisés de mise à disposition du journal » ; « réaliser un site de proximité (city guide) » pour la région parisienne. *Le Parisien* compte développer la publicité nationale, grâce à l'utilisation plus importante de la couleur, les petites unes pour « devenir la référence de l'emploi en Ile-de-France ».

### « Ouest-France » va contrôler les titres Hesant dans l'Ouest

**NANTES**  
de notre correspondant  
*Ouest-France* ■ ■ ■ Socopresse présente, mercredi 17 février, les bases de leur future « coopération » dans l'Ouest. Les deux groupes vont créer la société Loire-Océan communication, dont le capital d'un million de francs sera détenu à 53 % par *Ouest-France* et 47 % par les filiales de la Socopresse ■ ■ ■ *Le Courrier de l'Ouest*, *Presse-Océan* et *Malin libre*.

L'accord consacre la naissance du premier quotidien français sur l'ensemble Hesant dans l'Ouest, si chaque groupe restera propriétaire de ses journaux et confiera à Loire-Océan communication, via un contrat de location-gérance, leur édition, leur impression, la collecte de leur publicité et leur diffusion. La future société prendra également en charge la rédaction des quotidiens de la Socopresse. Loire-Océan communication devrait

ainsi agrégier les 200 millions de francs de chiffre d'affaires réalisés par *Ouest-France* et les 100 millions réalisés par la Socopresse sur ce territoire et totaliser une diffusion de près de 400 000 exemplaires.

En plus, *Ouest-France* aura un droit de préemption sur les journaux de son futur éditeur, seuls mis en vente. Le montage juridique va permettre au premier quotidien français, dont la totalité payée atteignait 759 756 exemplaires entre le 1er juillet 1997 et le 30 juin 1998, de contrôler indirectement un ensemble représentant 220 000 exemplaires, et d'approcher le million d'exemplaires au total.

Le projet d'accord prévoit un passif accumulé par *Presse-Océan* (*Le Monde* du 17 février) et le coût d'une inévitable restructuration du quotidien nantais assumé par la Socopresse. L'objectif affiché des

deux côtés est d'éviter les encoulements secs. *Ouest-France* pourra proposer environ 200 correspondants de *Presse-Océan* dont l'effectif actuel est de 300 personnes. L'imprimerie du quotidien nantais, qui emploie 100 personnes, sera intégrée et son impression repartie sur les éditions d'*Ouest-France* basées à Rennes et à Chevroléte, près de Nantes.

**INQUIETUDE À PRESSE-OcéAN**  
*Le Courrier de l'Ouest* et *Le Malin libre* devraient, irrévocablement, conserver leur imprimerie angevine. La régie publicitaire de *Presse-Océan* disparaîtra au profit de Precom, la régie d'*Ouest-France*, ce qui obligea à dénoncer leurs accords actuels avec *Le Télégramme de Brest* et la publicité extra-lcale. L'avènement de la rédaction de *Presse-Océan*, qui compte 75 journalistes, est en suspens :

« Nous émettons les plus grandes réserves sur l'idée de pages locales aux régionales communes avec *Ouest-France*. Conserver la force de production des 75 journalistes et 200 correspondants de *Presse-Océan* permettrait de préserver les 200 000 exemplaires vendus et sa présence sur le marché publicitaire. C'est aussi l'intérêt d'*Ouest-France*. Il nous présente actuellement un projet financier et un projet éditorial pour assurer réellement l'avenir d'un quotidien basé à Nantes », explique Michel Brenon, délégué CFDT.

*Socopresse* va devoir financer l'apurement du passif à la restructuration de *Presse-Océan*, mais elle va remplacer un foyer de pertes menaçant la survie du pôle ouest par une participation de 47 % dans une société bâtie pour être rentable. De son côté, *Ouest-France* présente ses positions sur la région la plus dynamique de sa zone de diffusion, pour avoir à financer le rachat de concurrents et de soutenir leur éventuelle restructuration.

Ce projet manifeste le rapprochement de deux groupes dont les relations furent très tendues à la suite du rachat surprise de *Courrier de l'Ouest* et *Le Malin libre* par le groupe Hesant en 1992 à la suite de la suppression de la régie publicitaire commune qu'ils avaient auparavant. *Presse-Océan* et *Ouest-France*, François-Régis Hesant, PDG d'*Ouest-France*, et Robert Hesant faisaient à l'époque leur opposition une à l'autre. Depuis, le premier a recruté comme directeur général un ancien cadre du groupe Hesant, Michel Nozière, dont le rôle a été prépondérant dans ces négociations.

Propos recueillis par Dominique Lumeau

D. L.

### RMC se relance et vise 4 % d'audience

à l'information. L'information internationale, internationale,

**ORIENTATIONS** ■ ■ ■ veut avoir une démarche de proximité

Pour le reste, elle cherche une radio moins bavarde, une radio d'atmosphère. La programmation musicale sera composée de grands succès, vingt dernières années, mais aussi des tubes d'aujourd'hui et de demain. A raison de deux par heure, les chroniques tiendront une grande place dans le programme. Des émissions comme « les chevaliers du fil », à l'humour typiquement masculin, les musicales, entre lesquelles les auditeurs zapotent. Les responsables de RMC n'ont pas lésiné sur les moyens pour leur

relance. Le jingle a été enregistré à Abbey Road, où les studios de la BBC ont enregistré « Here comes the sun ». Quant au logo - lettres blanches en relief sur fond ovale et rouge -, il a été réalisé par l'agence Colorado, plutôt spécialisée dans les produits de luxe. En matière publicitaire, IP, du groupe CIT, a intégré RMC à son produit « First », qui commercialise les radios de la CIT. Prochainement, un produit spécifique à Grand Sud offrira RMC à Sud Radio aux annonceurs. « Nous n'avons pas le couteau sous la plaque », assure Pierre-Yves Revol, vice-président de RMC, dont l'objectif est d'atteindre 4 points d'audience et l'équilibre financier en 2004. RMC continuera à demander

des fréquences supplémentaires pour accroître sa zone de diffusion.

Ces nouvelles orientations ont été présentées au personnel, réuni mercredi soir, à Monaco. Après le plan de redressement qui entraîne la suppression de 249 personnes, l'effectif de 249 personnes, les équipes vont déménager dans des locaux à Paris et à Monaco.

Françoise

**SPECTACLES**  
RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINITEL  
3615 LEMONDE

UN APERÇU DES TARIFS EXCEPTIONNELS À L'INTERNATIONAL



Avec One.Tel, économisez sur tous vos appels internationaux, nationaux et d'un téléphone fixe vers un téléphone portable. Aucun abonnement, aucune installation, aucune consommation minimum, aucun paiement anticipé. Vous avez juste besoin de composer le 01 53 53 7000 devant le numéro de votre correspondant.

RENSEIGNEZ-VOUS AU  
01 53 53 75 18\*

One.Tel  
100% Telecoms.

Tarif d'écoute calculé par rapport au tarif généralement pratiqué par les autres opérateurs.

\*C'est d'un appel vers Paris.

Valable aussi depuis et vers les îles portugaises.

Les tarifs sont valables le jeu publicitaire

plutôt us, il re  
rit ain  
France  
s de c  
IO, né  
ce ou  
conqu  
fum  
lant

page 13  
16  
19  
22  
25  
26  
28  
29

## TABLEAU DE BORD

## AFFAIRES

## INDUSTRIE

**AÉROSPATIALE**: le PDG de la société d'aéronautique, Yves Michot, a été chargé mercredi 17 février par décret du conseil des ministres de mener à bien la privatisation du groupe.

**ASTRAZENECA**: l'assemblée générale des actionnaires du groupe britannique Zeneca devait se prononcer jeudi 18 février sur le projet de fusion avec le suédois Astra, qui doit créer le numéro trois mondial de la pharmacie. AstraZeneca a dégagé en 1998 un bénéfice net d'impôts de 2.083 milliards de livres (3,02 milliards d'euros), en hausse de 0,53 % sur 1997 pour un chiffre d'affaires de 10,382 milliards de livres.

**BMW**: le constructeur automobile bavarois restera indépendant, a assuré mercredi le ministre-président de l'Etat régional de Bavière, Edmund Stoiber. M. Stoiber a indiqué qu'il avait reçu des garanties du nouveau patron de BMW, Joachim Milberg, lors d'un meeting politique du parti, l'Union chrétienne sociale (CSU).

**SÉRVICES**

**BOLLORÉ**: le groupe va investir, en 1999, 1 milliard de francs (150 millions d'euros) pour moderniser la flotte de sa filiale SDV (Delmas), a indiqué jeudi le PDG du groupe, Vincent Bolloré.

**RECHERCHE**: le réseau de recherche sur les micro-nanotechnologies, placé sous l'égide du ministère de la recherche et du secrétariat d'Etat à l'Industrie, devait être inauguré jeudi 18 février à Grenoble. Ce réseau, qui vise à installer une coopération accrue entre les laboratoires publics, les grands groupes PME, a doté d'un budget de 60 millions de francs (9,15 millions d'euros).

**PIERRE ET VACANCES**: le tourisme présidé par Gérard Brémont a annoncé mercredi 17 février l'acquisition de l'enseigne Orion et la reprise de 24 résidences (7 100 lots) à la mer et à la montagne.

**AIR AFRIQUE**: le gouvernement français souhaite une "prise de responsabilité africaine" concernant Air Afrique. La

compagnie aérienne risque d'être déclarée en faillite par le tribunal de commerce de Paris mercredi 3 mars.

**TÉLÉCOMMUNICATIONS**: les actionnaires d'AT&T, le premier opérateur mondial de téléphone, ont approuvé mercredi 17 février l'acquisition, pour 57,6 millions de dollars (51,4 millions d'euros), de Tele-Communications Inc., le second câblo-opérateur américain.

## FINANCE

**AVOIRS JUIFS**: après le Congrès juif mondial, le centre Simon-Wiesenthal a demandé mercredi au premier ministre israélien de suspendre les fusillades dans plusieurs banques françaises mises en cause dans l'affaire des biens juifs. Il s'agit de la Société générale, la Paribas, du Crédit lyonnais et du Crédit agricole. Le centre écrit « au nom de 140 citoyens français d'anciens résidents de la France qui [lui] mandatent pour présenter leurs plaintes dans la procédure judiciaire collective à l'encontre de huit banques, actuellement en cours à New York ».

## RÉSULTATS

**CCF**: pour la quinzième consécutive, le secteur commercial de France a annoncé jeudi 17 février une croissance de son bénéfice consolidé part du groupe de 30,6 % à 2 milliards de francs (319,1 millions d'euros), contre 1,6 milliard de francs (244,4 millions d'euros) en 1997, soit une rentabilité sur fonds propres de 11,1 %. Le produit net bancaire progresse de 17,7 % à 12,85 milliards de francs (1,94 milliard d'euros) et résulte d'un ralentissement de l'exploitation de 22,1 % à 692,3 millions d'euros (4,541 milliards de francs).

**PIRE**: le secteur d'hypermarchés a vu son chiffre d'affaires progresser de 6,2 % en 1998, à 27,4 milliards d'euros (179 milliards de francs). Son résultat avant amortissements et provisions (EBITDA) progresse de 14,8 % à 1,8 milliards d'euros (11,8 milliards de francs).

**DELL**: le constructeur d'ordinateurs trois mondial a annoncé mercredi 17 février une progression de son chiffre d'affaires, à 18,2 milliards de dollars (16,25 milliards d'euros) en 1998. Le résultat net s'est élevé à 1,46 milliard de dollars en hausse de 55 %.

## VALEUR DU JOUR

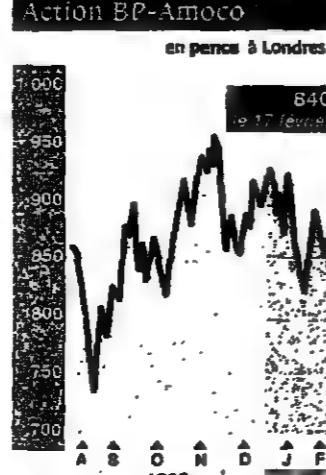
**BP Amoco tente de résister à un environnement déprimé**

**MERCREDI** 17 février, jour de l'annonce des résultats annuels de BP Amoco, le nouveau numéro trois mondial de l'industrie pétrolière, le prix du baril de pétrole au mer du Nord est repassé sous la barre des 10 dollars, à 9,80 dollars. C'est précisément la faiblesse du prix de l'or noir qui explique la chute de 34 % du résultat net annuel, à 4,46 milliards de dollars (3,98 milliards d'euros) en celle de 50 % du résultat d'exploitation, à 4,65 milliards de dollars. Ces chiffres s'entendent hors éléments exceptionnels comme la charge de 351 millions de dollars destinée à couvrir l'investissement (-33 % à 7 milliards de dollars) plus précisément dans l'exploration et la production d'hydrocarbures (-40 %, à 3,6 milliards de dollars).

L'objectif initial de 2 milliards de dollars d'économies programmées en douze mois seulement, au lieu de vingt-quatre, a été dépassé. John Brown a estimé que la fusion avec Amoco, annoncée en août finalisée au 31 décembre 1998, désormais complète. Mais il faut attendre le milieu de l'année pour connaître la nouvelle stratégie du groupe. Des arbitrages sur le portefeuille d'activités pourront être effectués.

**Enguérard**

## Action BP-Amoco



compenser ces coûts, le marché devrait céder rapidement près de 10,56 points (-1,09 %) à 95,47 points, mercredi 17 février, tandis que l'indice Nasdaq, où sont cotées les valeurs technologiques, a reculé de 2,81 %.

## PARIS

**L'INDICE CAC 40** de la Bourse de Paris, qui avait connu une hausse de 0,76 %, jeudi 17 février, s'inscrivait en baisse de 0,49 % mi-journée, à 3 965,82 points. L'euro progressait légèrement, à 1,1266 dollar, tandis que les taux étaient stables, à 3,97 %.

## NEW YORK

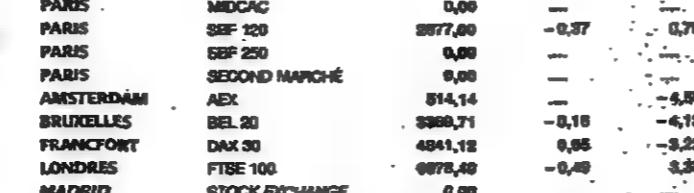
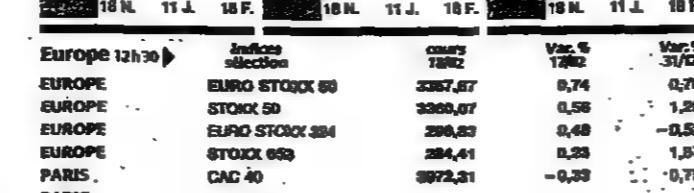
**L'INDICE DOW JONES** de la Bourse de New York a terminé en baisse de 101,56 points (-1,09 %) à 9195,47 points, mercredi 17 février, tandis que l'indice Nasdaq, où sont cotées les valeurs technologiques, a reculé de 2,81 %.

## FRANCFORT

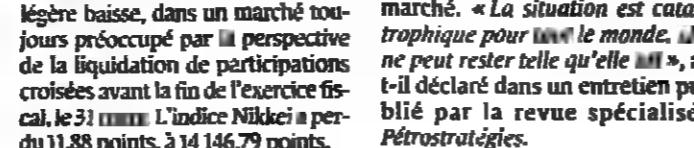
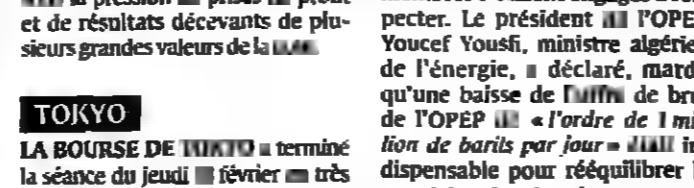
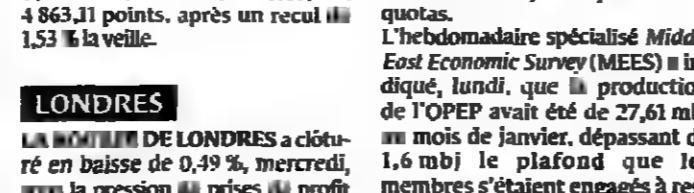
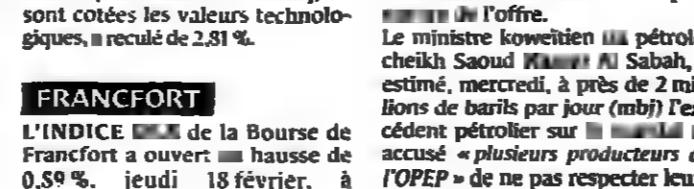
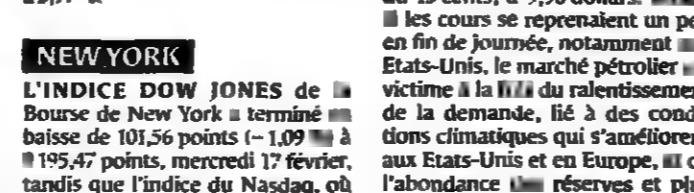
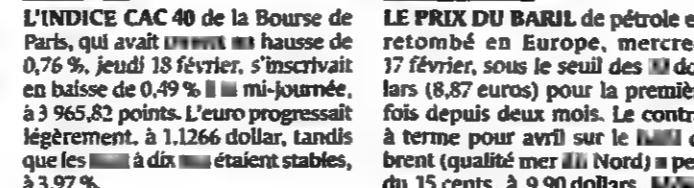
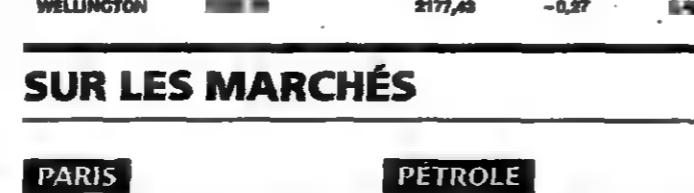
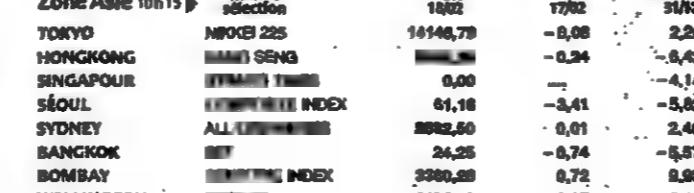
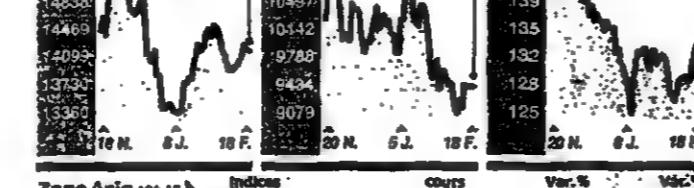
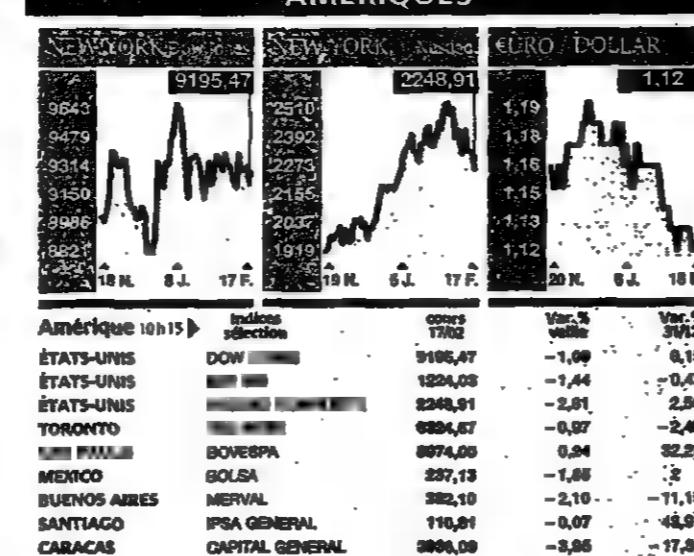
**L'INDICE DAX** de la Bourse de Francfort a ouvert très légère baisse, dans un marché toujours préoccupé par la perspective de la liquidation de participations croisées avant la fin de l'exercice fiscal, le 31 mars. L'indice Nikkei a perdu 11,88 points, à 14 146,79 points.

## TOKYO

**LA BOURSE DE TOKYO** a terminé la séance du jeudi 17 février très légère baisse, dans un marché toujours préoccupé par la perspective de la liquidation de participations croisées avant la fin de l'exercice fiscal, le 31 mars. L'indice Nikkei a perdu 11,88 points, à 14 146,79 points.



## AMÉRIQUES



## ÉCONOMIE

**Les métallurgistes allemands obtiennent une hausse des salaires de 4 %**

**UNION EUROPÉENNE**: les industriels européens vont devoir "broyer du noir", selon une enquête de l'Insee, mercredi, suggérant que le creux de l'activité pourrait être passé.

**FRANCE**: le secrétaire national de la CFE-CGC chargé de l'économie, Michel Lamy, a dénoncé mercredi "l'intégrisme rigoriste" de la Commission européenne, qui a demandé à l'Etat un "contrôle rigoureux des dépenses publiques".

**DOMINIQUE STRAUS-KAHN**, a conseillé, mercredi, aux Français de faire face à l'étranger en utilisant leur carte bancaire plutôt que des chèques pour limiter les prélevements par les établissements bancaires.

**Dominique Strauss-Kahn** a affirmé, mercredi, à l'Assemblée nationale que la question du Livret A pouvait "légitimement être posée".

**SITUATION ÉCONOMIQUE** en France ne présente pas de signe d'amélioration, alors que les facteurs qui sont à la base de la modération des prix "représente un danger pour la croissance", a estimé la Banque de France, dans son bulletin mensuel publié mercredi.

**ÉTATS-UNIS**: les mises en chantier de logements aux Etats-Unis ont progressé de 3,8 % en janvier pour s'établir à 1,8 million d'unités en rythme annuel, a annoncé mercredi, le département du commerce.

**PRODUCTION INDUSTRIELLE** aux Etats-Unis est restée inchangée en janvier, a indiqué mercredi la Réserve fédérale (Fed). Le taux d'utilisation des capacités industrielles s'est établi à 80,5 %, contre 80,8 % en décembre, a également annoncé la Fed.

**AFRIQUE DU SUD**: l'économie sud-africaine a encore reculé en janvier au Royaume-Uni, selon les chiffres officiels annoncés mercredi, déjouant une tendance à la baisse prévue par les analystes sur une dégradation de l'emploi en raison de ralentissement de la croissance économique. Le nombre de demandeurs d'emploi a reculé de 5 700 en janvier en données corrigées des variations saisonnières, pour atteindre 1,905 million, selon l'Office des statistiques nationales. Le taux est stable par rapport à décembre, il est de 4,6 % de la population active, toujours au plus bas depuis 1980.

**RUSSIE**: la production industrielle russe a reculé de 7,2 % par rapport à décembre 1997 et de 4,9 % par rapport à janvier 1998, a annoncé mercredi le bureau statistique, par Itar-Tass.

Euro contre	Contre franc	Taux	Euro contre	Taux
FRANC	0,6967	EURO	0,15846	COURONNE DANSE
				COUR. NORVÉGIENNE
LIRE ITAL. (1000)	3,85774	LIRE ITAL. (1000)	3,85774	COUR. SUÉDOISE
ESCU PORTUG. (1000)	2,00406	ESCU PORTUG. (1000)	2,00406	COUR. Tchèque
MONNAIE FR. (100)	0,69553	MONNAIE FR. (100)	0,69553	DOLLAR AUSTRALIEN
PUNT IRLANDAISE	0,76796	PUNT IRLANDAISE	0,76796	DOLLAR CANADIEN
FLORIN	0,74516	FLORIN	0,74516	DOLLAR NÉO-ZÉLAN
FRANC BELGE (10)	0,62369	FRANC BELGE (10)	0,62369	DRACHE GREEQUE
MARKKA FINLAND.	5,94573	MARKKA FINLAND.	5,94573	ZLOTY POLONAIS

| Cours de change croisés |
|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| 1998 12h30              | Cours                   | 1998 12h30              | Cours                   |
| DOLLAR                  | DOLLAR                  | EVR                     | EVR                     |
| VEN                     | 115,18000               | 115,18000               | 115,18000               |
| EURO                    | 0,86853                 | 0,86853                 | 0,86853                 |
| FRANC                   | 0,74516                 | 0,74516                 | 0,74516                 |
| LIVRE                   | 0,69802                 | 0,69802                 | 0,69802                 |
| FRANC SUISSE            | 0,24370                 | 0,24370                 | 0,24370                 |

Taux d'intérêt (%)	Taux d'intérêt (%)	Taux d'intérêt (%)	Taux d'intérêt (%)



<tbl



## VALEURS FRANÇAISES

■ L'action Carrefour a accueilli l'annonce d'un résultat net pour 1998 en hausse de 7,9% par une hausse de 5,05%, durant les premières transactions de la séance du jeudi 18 février.

■ Le titre CCF a gagné 1,46%, jeudi 18 février au matin. Avant l'ouverture de la Bourse, la banque avait annoncé un bénéfice 1998 en hausse de 30,6%, à 319 millions d'euros. Selon le journal Les Echos, le groupe néerlandais ING a mis en place un mesure de contrôler 10% du capital du CCF.

■ Le titre LVMH a abandonné 2,02%, dans la matinée du jeudi 18 février. Le groupe italien Gucci a annoncé qu'il s'opposera à l'entrée LVMH dans son conseil d'administration. Pourtant LVMH détient 34,4% du capital.

■ L'action Rhône-Poulenc a resté stable (+0,09%) dans la matinée du 18 février. La veille, les actionnaires kowentiens qui contrôlent 24,5% de Hoechst se sont opposés à la fusion avec Rhône-Poulenc.

■ L'action TF1 a reculé de 1,6%, les premières transactions le jeudi 18 février. La chaîne de télévision a vendu la moitié de sa participation dans le capital Pathé.

■ L'action BNP a connu la séance du jeudi 18 février au matin par une hausse de 0,98%, en réaction à la candidature du groupe à la privatisation du groupe lyonnais.

## RÈGLEMENT MENSUEL

JEUDI 18 FÉVRIER Cours relevés à 12 h 30

Liquidation : 18 février

Précédent en francs Cours en francs Cours en francs

France ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Belgique ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Suisse ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autres ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Allemagne ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Italie ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Grande-Bretagne ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Irlande ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Portugal ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Espagne ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Pays-Bas ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Danemark ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Norvège ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Suède ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en francs Cours en francs Cours en francs

Autriche ► Cours en



## Les toros dans le volcan de la Monumental à Mexico

**Les 50 000 aficionados de la Monumental scandent de leurs « olé ! » uniques un jeu qu'on ne connaît plus dans le Vieux Monde**

MEXICO  
de notre envoyé spécial

A Mexico, le 5 février est férié. C'est la fête de la Constitution et l'anniversaire de la nouvelle plaza de toros, inaugurée en 1946. Le ciel du bleu blanc des jarres de Guanajato. La Monumental, la plus grande plaza du monde, plus du double de celle de Madrid, un cône de volcan dont les deux tiers sont engloutis dans la terre. La piste a un rayon de 21 mètres, rien qui écrase, des proportions d'architecte qui aime les toros. Au total, 49 000 sièges. Les jours de fête, les jours où régentent les grands venus d'Espagne et les Mexicains légendaires (Eloy Cabazos), 3 000 de plus, sur les escaliers, sur les genoux, sur les chevaux, dans le ciel.

C'est un chaudron très civilisé, railleur, occupé par taureaux et par mal de ravitaillement en vol par légions de livreurs qui font payer la fin (tequila, pop-corn, friandise, coquilles, bière, limonade), une fournaise prête à s'enthousiasmer.

Quand les choses traînent ou passent mal, la rumeur de la Monumental sur basse continue des moteurs d'avion se déchire de stilets et lazzzi. Qui'en un instant, un geste le peine vu rappelle à la vérité du toro, c'est une explosion de joie, un « olé ! » qui fuse de 10 000 poitrines, vif, enivré et joyeusement.

L'affiche de Mexico ne se compare qu'à celle de Madrid, moins prestigieuse, où celle de Mexico avec plus de galeté. Pour la mauvaise foi et caprice, les trois sont égales. Avant de se poser bien que mal dans la ville, les avions rasent en dernier virage les

derniers rangs pendant la course : des Fokker trapus, force Boeing de toutes pointures (du 727 au 767), un ATR42 dont le pilote, tient à arbore une bouché à l'oreille gauche, sept MD dont un immatriculé Delta-Golf et deux MD9 l'empannage particulièrement élégant.

Pendant une course, on a pas mal de temps pour voir le ciel. Du

**C'est un chaudron très civilisé, railleur, occupé aux taureaux et pas mal de ravitaillement en vol par légions de livreurs qui se font payer la fin**

fond du chaudron, les toreros de Mexico disent que c'est la seule arène où, quand ils lèvent les yeux, ils ne voient que le public, encore et toujours le public, ces 10 000 visages qu'ils connaissent par un. Cela parfois les empêche même de toréer.

« La » México (on dit « la » sans doute) une musique à part, un « olé ! » brûlant, du tout pomponné comme le « olé ! » de Madrid, sans non plus de lenteur d'Andalousie.

lousie, préfère ne rien des autres, non : un cri jailli comme un cri dans l'amour, qui scande la perfection le tempo faenas, attend pour fuser que soit lâché la première passe, pour voir, comme au poker, puis d'un coup, augmente d'exulte, quatre fois, cinq fois, six, jusqu'au *remate*, le paraphe, la conclusion de la série.

C'est sans doute de voir loin qui fait voir mieux. On le voit le soir : la télévision diffuse la cascade cette lenteur musicale - les enchainements d'Enrique Ponce, trois naturelles d'« Armillita Chico » que la persistance rétinienne et l'ivresse de la foule lubrifiennent et confondent. Peu de publics aiment à ce point les taureaux et ce qu'ils donnent aux hommes.

Un bon aficionado, pour peu qu'il ait un rien de feuille, sait très bien, de tête, il l'aveugle, suivre sans autre information une corrida (cela devient coton), reconnaître un par un les toros, leur caste et les avis qu'ils distribuent pour vieux mélomanes seulement.

Quand ils sortent comme sortent les huit du 5 février, à 2 000 mètres d'altitude, sous les gros porteurs en dernier virage, au fond du volcan dans la poussière, les toros de Mexico offrent un jeu qu'on ne connaît plus dans le Vieux Monde. Un jeu alléger, encasté, et plus de passes en un après-midi qu'en deux saisons à Séville. Mais quand les Mexicains débarquent à Séville, l'allure des taureaux, même faibles, les impressionne. Les filles venues du Mexique, quelques fois en concurrence avec les héros locaux. C'est ainsi à Bogota, à Caracas, au Pérou, en Equateur et dans mille pueblos du Mexique perdu dans les volcans, comme Juriquilla, Autlán de la Grana, Zitácuaro ou Guadalupe. C'est l'hiver mexicain.

La corrida commence ans

DAVID LEWIS/SYGMA/ANDREASTAD

**« El Juli », prononcer « roulls », « um = r » comme du fond des gorges d'Oxocelhaya.**

sons à Séville. Mais quand les Mexicains débarquent à Séville, l'allure des taureaux, même faibles, les impressionne. Les filles venues du Mexique, quelques fois en concurrence avec les héros locaux. C'est ainsi à Bogota, à Caracas, au Pérou, en Equateur et dans mille pueblos du Mexique perdu dans les volcans, comme Juriquilla, Autlán de la Grana, Zitácuaro ou Guadalupe. C'est l'hiver mexicain.

La corrida commence ans

porte du toro : « El Gigante », un athlète grec le disque « El Ciego Muñoz », qui doit son nom à sa cécité approximative, chapeau de paille, cheveux blancs « la Buffalo Bill », hors d'âge, il tourera à Soutous un novillo en 1934 (son apoderada, alors, était une belle femme), toute une clique qui suit les toros d'un de campagne.

Un 5 février à la Monumental, quand on vient de croiser le regard du bronze seul torero visible qui va sauter aux portes d'une arène, l'immense et vénéré Eloy Cabazos, dit « El Pequeño Gigante » (le petit géant), ces quatre heures de tremblement, de « olé ! », d'aeronaves qui viennent sur l'âme, de beauté, de tristesse, d'ennui, de rage, d'émotion, de douleur, de stupeur (un « espontaneo » une veste beige se déchire en cratère dans l'arène, la nuit vient de tomber, et tout est déréglé, l'harmonie du cosmos part en douille, la mort fond de partout à la fois), quatre heures d'ennui et de vraie peur (« El Juli » pris dans les planches une une tempestaire, la corne par-dessus à son âge, mais pour combien de temps ?); quatre heures de vie dans la vie, quatre heures du pouls de la vie, ne se parlent pas : elles s'entendent, battent aux tempes ce soir.

Eilles disent la vérité de vivre et mourir, de croire et de désespérer, le mensonge du monde, de la justice et de ce qui se concoit pas. C'est insupportable. Bien sûr, c'est pourqué.

Francis M.

### Tauromachie à la Sorbonne

« Des taureaux et des hommes (tauromachie et dans le monde ibérique et ibéro-américain) » : sur ce thème se tient à la Sorbonne le colloque organisé par l'Institut ibériques de l'université Paris-IV. Trois jours de travaux et de débats sur des thèmes réunissant une trentaine d'universitaires venus de France, d'Espagne et du Portugal.

Le dernier jour (samedi 20 février), la rejoneadora Encarna Cintón, et les toreros Angel Luis Bienvenida, S.M. « El Vito » et José Miguel Arroyo « Joselito » lisent les malédictions. Il n'y a pas rare en son temps, à Valence ou à Cordoue, que l'on dédicace une thèse en offrant une corrida au jury. Peut-être, ici, lisent le programme. La première communication a pour titre : « Contre la corrida : une typologie des positions antitaurines ».

\* Les 18, 19 et 20 février, de 9 heures à 18 h 30, à la Sorbonne (bât. Louis-Liard). UFR d'études ibériques : 31, rue Gay-Lussac, 75005 Paris.

avant, la veille au soir et nuit qui précède, le devant les corrales avec ceux qui peuvent assister au tirage au sort. On rencontre, dans ces bas-fonds de béton à ciel ouvert où séjournent en paix les toros l'après-midi, des têtes connues.

Il y a El Chino, colosse de cinéma qui depuis cinquante-trois ans

vise-ministre, garçon coiffeur, marchand de pistaches, tout dépend il revient à peine à la baïne, bref, vit comme tout un chacun, mais sans s'en faire autant, grands dieux ! salut Manolo, aficionado patente qui depuis cinq décennies honore les toreros, les amis et la Monumental en lançant des sombreros

### « El Juli », ou le coup de l'enfant prodige

« EL JULI » (Julio Lopez, éviter « Juli »), rapprocher plutôt de « roulls », « um = r » comme venu fond des gorges d'Oxocelhaya. « El Juli » = a-dix-huit ans. Tous les cinq on fait coup de l'enfant prodige, mais celui-ci renouvelle répertoire à la cape, son aisance dérange, il a un père impossible. On espère. On l'appelle du titre « torero de l'an ». Espérons pour lui qu'il dure un peu plus. Il a deux sœurs au Paradis (mais devant un novillo). Il plait aux dames, aux messieurs, aficionados heureux plus bavards) aux garçons coiffeurs.

Le vizir en poste s'appelle Enrique Ponce. Depuis cinq-six ans, Ponce impose partout un parfum valencien, ce regard ténébreux oblique, une régularité de Big Ben, mal moments de beauté. Ponce a fini par avaler le grand César, le génial Joselito, plein de gaillards qu'il sort le point nommé, qu'on exagère qu'on exhibe avant de les jeter aux curéments dans un bar de Cordoue ; petit Rivera Ordóñez, vraiment Rivera (son père), ni du tout (son grand-père) vient épouser la duchesse grand d'Espagne. Au suivant.

Tableau du 5 février : deux oreilles pour Ponce, dont une discutée ; quatre pour Juli, mais pourraient en parler ; une pour Sanromán ; plus la main gauche (trois passes) d'« Armillita ». Au Mexique, deux Mexicains : deux Espagnols, n'eût été la mort, il coupé plus.

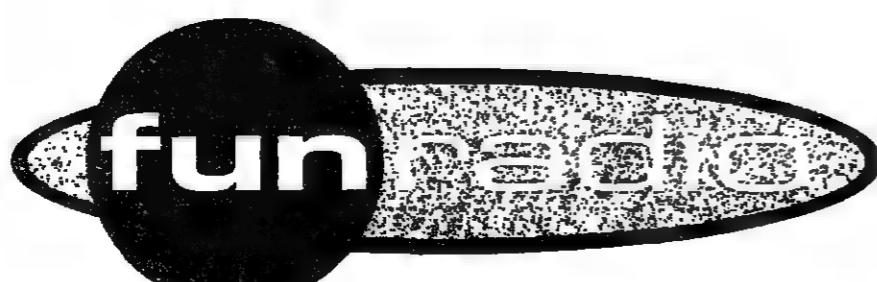
Devant son petit prestidigitateur, Ponce donne la leçon, puis désunit d'un coup, laisse l'enfant galopade à genoux qui enchaîne la foule (« horror »), se fait housser par un public que l'on dit stipendié, entre en querelle avec tout un chacun, le toro, l'épée, le ciel, les avions, multiplie petits pas qui laissent sur le sable ces empreintes que font les moineaux dans les squares, abandonne l'avantage de l'illusion à la jeunesse. Laquelle désemparée que chose compliquent.

### ÇA MANIPULE ET ÇA TIRE DANS LES COINS

La saison sera chaude. Rien n'a vraiment commencé, mais en fanfare ! Et Juli n'a pas encore connu vrai taureau, mais en triomphe. Le grand outsider, José Tomás, prend zapatillas dans le tapis de la surestimation de soi. Un grand revenant (Espartaco) et un garçon sérieux (Caballero) poireautent en coulisse. Ça manipule tire dans les coins. Les garçons le cran. Ponce Juli d'ores déjà signé quatre-vingts contrats ensemble, à caser seconds couteaux à trouver un premier : Liti ? Il est commode : il demande partout « le même cachet que Ponce plus un dollar » à l'ouverture, l'opéra est très imprévisible. Comme toujours, toros décidront tout.

F.M.

# GROOVE



c'est nouveau et ça bouge

# DANCE



Observateur

VIVRE  
HEUREUSE  
EN  
SOLO

## Les traditions de la table résistent au fast-food

**Les Français restent attachés aux repas structurés et variés. Une manière de préserver un moment de convivialité**

**Rien ne vaut** un repas traditionnel pris à la maison. C'est en tout ce que semblent nécessairement penser les Français. L'étude par le Credoc sur « l'évolution des habitudes alimentaires en France de 1988 à 1997 » montre que nous sommes bien loin du modèle américain - restauration déséquilibrée, prise à l'extérieure, sur le pouce, à tout instant de la journée - avec lequel les alarmistes nous mettent régulièrement à l'heure. La France demeure attachée aux repas « bien manger » mais aussi aux repas pris à heures fixes et en famille.

A quoi devons-nous cet attachement aux traditions « de table » ? Tout simplement, au plaisir d'être ensemble. En France, en Europe du Sud, comme un moment privilégié qui

journée (souvent vécue comme « parenthèse »), la parenthèse rassemble raison de la permanence des repas : l'intérêt grandissant pour les produits du terroir, la qualité (produits labellisés) et les produits naturels (le bio)... des critères qui privilient les repas équilibrés et structurés. Cet engouement correspond aussi à une conception du « bien manger » qui, en sept ans, n'a cessé d'évoluer vers des valeurs positives. Parmi les plus plébiscitées : les notions de plaisir et de goût.

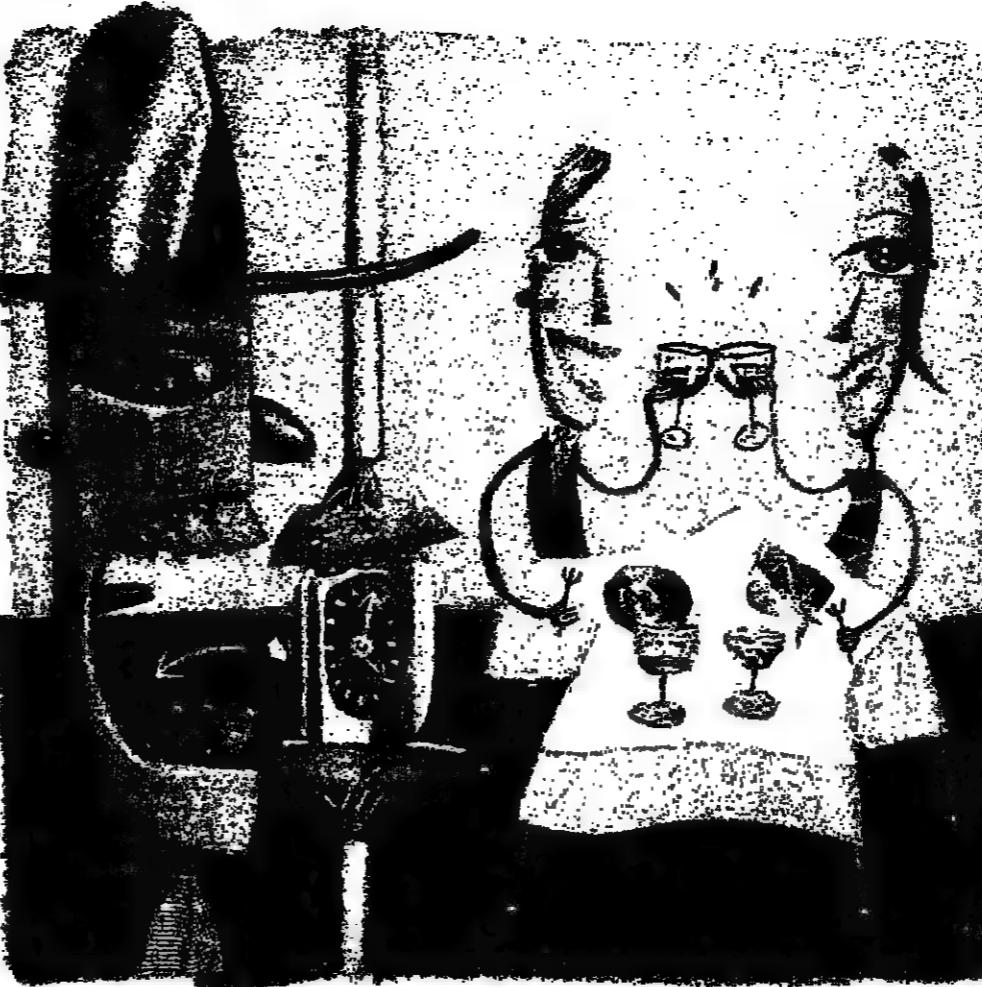
Enfin, faire la cuisine reste pour nous comme une corvée, mais plusieurs moyens d'exprimer sa créativité. Certes, les temps de préparation continuent de diminuer. Pour les dîners, en semaine et entre amis, leur durée moyenne est passée de 42 minutes en 1988 à 35 minutes en 1997 ; le week-end, de 40 à 34 minutes. Victimes d'un rythme de vie quotidienne chargé (la semaine), mais aussi adeptes de loisirs en tous genres (le week-end), les Français privilient la facilité et la rapidité. D'où le succès des plats cuisinés, des fours à micro-ondes, des fourrages à domicile... Mais ils dégagent volontiers de longues plages horaires pour les repas occasionnels.

**UNE AFFAIRE COLLECTIVE**

Grand changement de ces dernières années, la cuisine est devenue une affaire collective. Aux fourneaux, les femmes ne sont plus seules à faire. L'étude révèle notamment que 53 % des hommes, en 1997, participent à façon plus ou moins à la préparation des repas alors qu'ils n'étaient que 46 % en 1988. « La participation croissante des enfants et des conjoints à la préparation des repas favorise la convivialité et l'aspect festif de l'élaboration des plats », souligne Jean-Luc Volatier, directeur de recherche au Credoc.

Parmi les aliments les plus fréquemment consommés, figurent le pain et les viennoiseries, le thé ou le café, les salades, les charcuteries, les fruits pratiques comme les pommes ou les mandarines, les crudités (notamment les fromages) et les fromages. Les garçons préfèrent les aliments énergétiques comme la viande, les pâtes et les pommes de terre, alors que les filles aiment les fruits, le chocolat, le poisson, les yaourts et les desserts.

Favorise les repas pris à la maison (même si sont pris devant la télévision, dans 71 % des foyers d'employés ou d'ouvriers). Ils sont synonyme de convivialité, représentent, pour la majorité d'entre eux, un repère important dans le Sud-Ouest.



### Les jeunes « oublient » le petit déjeuner

Les habitudes alimentaires des jeunes, qui se laissent facilement aller à un régime pizzas-frites, sont toutefois peintes par les observateurs. Pourtant une étude spécifique réalisée par le Credoc permet de relativiser ces inquiétudes. Même si les jeunes sont moins attachés au plaisir du repas traditionnel que l'ensemble de la population, ils se mettent, cependant, encore volontiers « à table ». Ainsi, sur sept jours d'observation, 78 % des repas du soir ont été pris. Mais, autre surprise de l'étude, c'est le petit déjeuner qui est le plus rapidement oublié.

Parmi les aliments les plus fréquemment consommés, figurent le pain et les viennoiseries, le thé ou le café, les salades, les charcuteries, les fruits pratiques comme les pommes ou les mandarines, les crudités (notamment les fromages) et les fromages. Les garçons préfèrent les aliments énergétiques comme la viande, les pâtes et les pommes de terre, alors que les filles aiment les fruits, le chocolat, le poisson, les yaourts et les desserts.

Favorise les repas pris à la maison (même si sont pris devant la télévision, dans 71 % des foyers d'employés ou d'ouvriers). Ils sont synonyme de convivialité, représentent, pour la majorité d'entre eux, un repère important dans le Sud-Ouest.

(en moyenne 43 minutes), on l'observe beaucoup plus de volaille, de vin, de fruits et de légumes que dans les régions Nord-Picardie (19 minutes). Si les repas simplifiés, souvent à base de frites, charcuterie et bière, sont légion (voir ci-contre).

Cependant, si la tendance est à la simplification des repas - et à la passe d'une entrée-plat-dessert à un seul plat - , les repas quotidiens des Français restent, dans l'ensemble, équilibrés et variés. L'indicateur de l'assiette élaboré, avec la même méthodologie en France et aux Etats-Unis, par l'Institut des consommateurs américains, souligne le fossé entre les deux continents : 55 % des Français atteignent le niveau maximal de diversité en un seul jour alors que les Américains ne sont que 34 % à atteindre ce résultat.

Attachés aux traditions culturelles familiales et régionales, les consommateurs français n'en meurent pas moins curieux de tout ce qui vient d'ailleurs. Le plaisir de la cuisine asiatique font aujourd'hui partie de leur quotidien. Les grandes marques ne s'y sont d'ailleurs pas trompées, qui proposent aujourd'hui toute sorte de produits transformés, de fruits et de légumes exotiques. Le Credoc souligne que les consommateurs de ces articles les choisissent, pour 50 % d'entre eux, parce qu'ils apprécient leur goût, mais pour chercher à varier leur alimentation (30 % d'entre eux) ou parce qu'ils ont envie de découvrir de nouvelles saveurs (10 %).

La dernière étude reçue que l'étude du Credoc met à mal la prise de repas à l'extérieur : « En Europe, et en France en particulier, la restauration hors domicile est beaucoup moins fré-

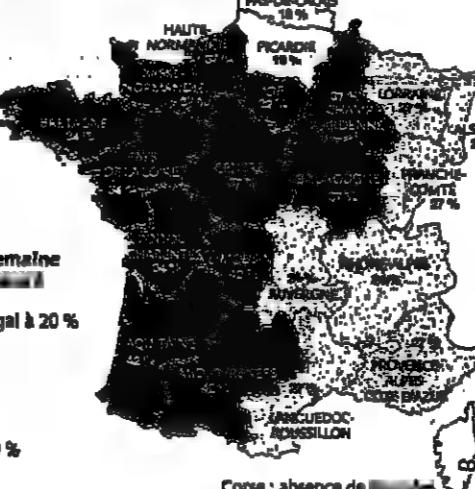
quentielle (19 % des dépenses alimentaires en 1997) qu'aux Etats-Unis, précise Jean-Luc Volatier. Le rythme de croissance de la restauration rapide s'est ralenti depuis les années 90. La forte visibilité des fast-foods aux endroits les plus fréquentés des villes fait oublier que le hamburger représente que 1 % de la quantité d'aliments consommée par les jeunes de 15 à 24 ans, public privilégié de la restauration hors foyer et rapide semble, là encore, un peu pâle !

En effet, près de quatre Français sur cinq mangent chez eux midi

V. Ca.

### Des dîners plus longs dans le Sud-Ouest

Ensemble de la France : 31 %



### Plaisir des papilles : quelques rendez-vous à venir

■ Salon de l'agriculture : pour la première fois dans l'histoire, il y aura la prise de repas à l'extérieur. Du 22 au 27 février au 7 mars. Parc des expositions porte de Versailles. Tél. : 01-55-57-11-40.

■ Du petit déjeuner et pauses gourmandes : tous les produits alimentaires du petit déjeuner traditionnel et les pauses gourmandes (jus, café, confiture, pain, céréales, jus de fruit, fruits frais, produits protéinés, pâtisserie, confiserie, biscuits...) le 22 au 24 avril, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-44-51-02-90.

■ Salon fermier : dégustations et spécialités gastronomiques. Du 22 au 25 octobre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-44-06-72-60.

■ Salon du chocolat : l'univers du chocolat à travers son histoire, sa fabrication, sa consommation et son produit fini sous ses formes. Du 20 au 22 novembre, hippodrome de Saint-Cloud, Paris. Tél. : 01-47-32-35-75.

■ Salon du terroir : gastronomie régionale, tourisme. Du 20 au 22 novembre, hippodrome de Saint-Cloud, Paris. Tél. : 01-47-32-35-75.

■ Salon saveurs : des meilleurs produits et cadeaux gourmands : gastronomie, vins, champagnes, l'art de la cuisine. Du 11 au 13 décembre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-46-05-80-77.

acheteurs) Durant toute la durée du Salon, un pôle qualité, avec mini-théâtre, sera aussi mis en place pour apprendre aux jeunes à reconnaître les produits de qualité. Du 27 février au 7 mars, Parc des expositions porte de Versailles. Tél. : 01-55-57-11-40.

■ Des dégustations et spécialités gastronomiques. Du 22 au 25 octobre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-44-06-72-60.

■ Salon du chocolat : l'univers du chocolat à travers son histoire, sa fabrication, sa consommation et son produit fini sous ses formes. Du 20 au 22 novembre, hippodrome de Saint-Cloud, Paris. Tél. : 01-47-32-35-75.

■ Salon du terroir : gastronomie régionale, tourisme. Du 20 au 22 novembre, hippodrome de Saint-Cloud, Paris. Tél. : 01-47-32-35-75.

■ Salon saveurs : des meilleurs produits et cadeaux gourmands : gastronomie, vins, champagnes, l'art de la cuisine. Du 11 au 13 décembre, Espace Champerret, Paris. Tél. : 01-46-05-80-77.

### TROIS QUESTIONS À...

**RENÉ MARC CHAFFARDON**

1. Vous êtes rédacteur en chef du magazine *Saveurs*, quelles sont les attentes de vos lecteurs, en matière de cuisine et de recettes ?

Ils veulent de la diversité qu'on leur apporte d'idées. Aujourd'hui, les gens voyagent, découvrent de nouvelles saveurs, de nouveaux produits. Ils ont envie de les intégrer dans leur quotidien. Ils aiment mêler différentes épices dans les plats classiques français, intervenir sur les recettes traditionnelles sans les dénaturer, personnaliser, leur cuisiner.

Enfin, ils cherchent à simplifier la cuisine. On fait toujours volontiers un plat traditionnel, simplement on l'allège un peu. En septembre, nous avons changé de formule en adoptant un menu plus décontracté, plus pratique. Jusque-là nous avions tendance à un peu trop classique et perdions les lecteurs, maintenant on va changer.

2. Quel besoin de diversité et d'ouverture, à quelle valeur les Français tiennent-ils l'origine, la qualité, le naturel.

L'origine, la qualité, le naturel. Les gens font de plus en plus confiance aux appellations. Ils veulent manger bien et sûr. La notion d'équilibre, le bien-être, la valeur qui s'est énormément répandue ces dernières années. L'huile d'olive marche très bien en hypermarché. Les riz d'origine sont demandés. Ces deux produits montrent qu'on a l'envie à l'exotisme attaché au territoire.

La constante dans tout cela étant quand même la recherche d'un plaisir. Nous avons un riche héritage culinaire en France. Chaque génération reproduit le schéma qu'on lui a enseigné. Simplement celui-ci s'enrichit, chaque fois, de choses nouvelles. Je crois beaucoup à la notion de mémoire culturelle.

3. Quel est votre plaisir ?

Les femmes, 45 % d'hommes d'une moyenne d'âge 35-60 ans. Nous aimons entretiens et discussions, sommes surpris d'entendre les femmes dire que ce qu'il faut faire pour *Saveurs*, mais si ce sont leurs maris qui la lisent. Mais il y a un phénomène intéressant : les hommes font de plus en plus la cuisine. En fait, tout cela va évoluer. En matière de cuisine, nous sommes d'emblée une obligation puisque nous mangeons au moins deux fois par jour. Donc autant que cela devienne un plaisir. Je pense que nous allons de plus en plus nous intéresser à cette activité.

Propos recueillis par Véronique Cauhapé

## la folie du voyage l'amour du Web et du Minitel

découvrez

### CONTRE-ENCHÈRES

du Groupe Dégriftour

Dès le 18 février et pour quelques jours

3615 DT  
(01 44 06 72 60)  
L'espace de vente de Paris.  
L'espace de vente de Paris.

### SPECTACLES

RÉSERVEZ VOS PLACES  
SUR MINTEL

3615 LEMONDE

plutôt  
les, il ne  
est amé-  
France  
s de cé-  
IO, ne  
ces co-  
conquis  
d'un pa-  
i confié,  
unimant,

à page 23  
tion 18  
lond 19  
je 20  
ge 21  
st 22  
ard 23  
ation 24

## Comment utiliser

### le Monde en classe

Pour suivre l'actualité sur toute une semaine et mieux comprendre la presse,

Le Monde renouvelle son opération

### KIT-PRESSE

du 15 au 20 mars 1999 -

- 20 exemplaires pendant 5 jours
- La nouvelle mallette pédagogique sur la presse

#### Tarifs et commandes :

Tél. : 01-42-17-33-04

Fax : 01-42-17-21-70

(Offre réservée aux établissements scolaires)





## Le musée de Francfort à Orsay

Six tableaux français que le musée allemand n'avait jamais prêtés : un Courbet, un Degas, un Renoir, un Manet, deux Monet

Musée d'Orsay, 1 rue de la Gare-d'Orsay, Paris. VII<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Gare-d'Orsay. Tél. : 01-40-49-48-14. Du mardi au dimanche, de 10 heures à 18 heures, le dimanche de 10 heures à 22 heures. Entrée : 5 F. Jusqu'au 30 mai.

La Städtische Galerie à Francfort étant en travaux, a prêté à Musée d'Orsay six de ses meilleurs tableaux français – qu'elle avait jusqu'à présent refusé de prêter, y compris pour les rétrospectives Courbet, Manet et Grand-Palais. On dira que six, c'est bien peu. Mais, d'une part, l'art français n'est pas à point fort des collections francfortaises ; et, d'autre, il suffirait d'une seule œuvre exceptionnelle pour justifier une visite. Or, dans cet accrochage, il y en a trois.

La Vague de Courbet appartient à la longue série des marines de 1869, cadre de près, effet d'en-goulement accentué, lumière de tempête, paquets d'eau retombant sur la grève. Pas question, ici, de tracer une ligne démarcation entre romantisme et réalisme. Les Musiciens d'orchestre à Degas s'inscrivent aussi dans une suite de variations, scène de la vie parisienne où le peintre affecte la position du spectateur ordinaire qui ne peut voir les ballerines et les décors de tolle peinte qu'entre les nuques et les instruments des musiciens.

JOLI TABLEAU ? BIEN PLUS ! La toile, judicieusement, accrochée à côté de L'Orchestre de l'Opéra, qui appartient à Orsay, présente même motif autrement de plus loin, d'une façon qui, par comparaison, semble trop étudiée et démonstrative.

Le Manet, La Partie de croquet à 1873, a été nettoyé pour l'occasion d'un vernis qui avait bruni ce qui révèle un des plus beaux de peinture du

XIX<sup>e</sup> siècle : la prairie, buissons, les feuillages, tout en nuances de verts, « fol tableau », entendant le jour de l'inauguration. Beaucoup plus que cela : les problèmes de la perception optique posés par leur diversité résolus en vitesse, naturellement, une justesse égale.

Bien peu d'œuvres supporteraient une peine voisine d'un Manet. Le grand, trop grand Déjeuner n'est pas du nombre, garni de figures figées et d'une morte dont la légèreté n'est pas la qualité première. La toile se prévaut d'une exemplaire, refusée par le jury du Salon et présentée lors de la première exposition de l'impressionnisme. Elle n'en démeure pas moins d'une pesante peinture hollandaise de

1871, et La Fin du déjeuner de Renoir, vibrante apologie plaisir bourgeois, complètent l'accrochage.

Ces toiles furent acquises par le musée de Francfort, très remarquablement précoces : le Courbet et Degas en 1907, le Renoir en 1910, le Manet en 1912. Ils le furent pour la plupart auprès de marchand Durand-Ruel. A cette époque, les musées français n'achetaient que des tableaux. Le legs Caillebotte avait été mal traité quelques années auparavant. Au même moment, les expositions d'art moderne abondaient en Allemagne, Munich, à Berlin, à Cologne et à Francfort, et les artistes français, de l'impressionnisme au cubisme, y tenaient la première place, hors de toute considération nationale.

Philippe Dagen



*La Fin du déjeuner* (1879), de Renoir. Huile sur toile, 99,5 x 82 cm.

## Les écoles d'architecture parisviennes suspendent leur grève

A L'ISSUE de la rencontre de Catherine Trautmann avec les représentants des écoles d'architecture en grève, le 12 février, la direction de la culture a publié un communiqué faisant état de dix mesures pour répondre aux demandes et aux inquiétudes présentées par la coordination nationale des étudiants. Le détail de ces mesures n'étant pas parvenu à la presse le 15 février, les étudiants, à la veille de l'arrêt en grève, ont dû se faire au compte rendu de leurs représentants. Dans les établissements de la région parisienne (7 000 élèves sur 18 000 pour la France), principalement touchés par le mouvement de grève, les réactions sont diverses. Si la disparité des problèmes rencontrés dans chaque école. Celles-ci ont rendu des mesures préconisées par la ministre pu être fait dès la matinée de vendredi par des représentants d'élèves, plutôt que par les réponses ministérielles que par le sentiment persistant d'une absence de dialogue. Les élèves grévistes ont cependant voté l'arrêt de leur mouvement.

PARIS-BELLEVILLE (1 400 élèves), l'une des premières à se mettre en grève, les étudiants ont voté, mardi 12 février, l'arrêt du mouvement, à une petite majorité des présents (environ 210). A Paris-La Villette (2 300 élèves), alors une fois déjà vidée par les vacances, l'atmosphère était tendue et la méfiance de rigueur. Une représentante des étudiants a déclaré cependant que les propositions ministérielles ne leur semblaient pas satisfaisantes, les étudiants répondraient à quinze jours, autrement dit à la rentrée, par un écrit de préférence avec les enseignants.

A Versailles (750 élèves), un

en agence de mort prévue par la suite de la mort de Gloria Estefan, l'un des fers de la communauté anti-castriste, installée à Miami. Des mesures de sécurité ont été prises pour protéger la vedette et sa villa de Miami Beach.

Paradoxalement, la D.N.A., les directeurs des écoles peuvent, à leur côté, se féliciter d'une

qui a conduit nombre d'étudiants à la grève.

Dans leur ensemble, grévistes ou non grévistes, les étudiants d'architecture restent sceptiques, sans être pour autant systématiquement négatifs. Il est d'ailleurs impossible de généraliser, tant l'ampleur et les degrés de la grève sont différents d'un établissement à l'autre. Beaucoup d'entre eux apparaissent comme des voix pleues qu'on leur propose de garder, bon gré mal gré, avec leur tutelle, aucun moyen nouveau n'ayant pu être trouvé par la Direction de l'enseignement et la direction

Qu'il obtenu les étudiants ? Pour les premières années, une prise en compte plus souple des diplômes, qui risquent, pour nombre d'entre eux, d'être pénalisés par les nouvelles dispositions de sortie des études en fin de sixième année (au lieu de cinq ans auparavant) ont vu leurs revendications prises en compte dans la mesure où le travail

## DÉPÊCHES

■ ART : Sotheby's a annoncé mardi 16 février que les négociants d'art avaient donné leur accord pour devenir membres de Sotheby's Internet Associates, un réseau de ventes d'enchères par Internet qui lance cet été. Le site accueillera que des objets présentés par professionnels : tableaux, sculptures, livres, bijoux, antiquités et objets de collection. L'investissement prévu en 1999 pour développer le site de millions de dollars (10 millions d'euros).

■ MUSIQUE : Le chanteur anglais Robbie Williams, ex-Take That, a remporté le 16 février trois des plus prestigieux Brit Awards, récompenses décernées à Londres aux musiciens pop (meilleur artiste masculin, meilleure chanson pour Angels, meilleur vidéoclip). Le Gallois Will.i.am Preachers ont été désignés meilleur groupe de l'année, leur disque *This Is My Truth, This Yours* se voyant décerner le prix du meilleur album. La star de la musique soul Des'ree a été créée meilleure artiste féminine. Le prix Freddie Mercury, à connaître humanitaire, a récompensé le projet Jubilee 2000, un collectif d'artistes voulant convaincre les gouvernements et les banques d'effacer la dette du tiers monde. C'est le leader U2, Bono, qui va recevoir ce prix.

■ Le FBI a ouvert une enquête

à la suite de la mort de mort reçue par la chanteuse Gloria Estefan, l'un des fers de la communauté anti-castriste, installée à Miami. Des mesures de sécurité ont été prises pour protéger la vedette et sa villa de Miami Beach.

■ Don Giovanni, de Mozart, sera retransmis, le samedi 27 février, à 19 h 30, en direct par satellite et sur écran géant dans centaines de salles de France, depuis l'Opéra-Comique, à Paris. Une chorale de jeunes chanteurs sera dirigée par Leopold Hager, dans une mise en scène de Philippe Artières.

■ POÉSIE : la première édition du Printemps des poètes se déroulera un peu partout en France, du 21 au 28 mars. La ministre de la culture et de la communication, Catherine Trautmann, a présenté l'initiative à Jack Lang, mardi 16 février. Mme Trautmann a précisé : « j'inscris la poésie au même titre que les autres dans mon action de décentralisation culturelle. Il faut que la poésie devienne un seul rendez-vous annuel mais l'aboutissement d'intégration à long terme. » <http://printempsdespoetes.com>.

## Manière de voir

Le bimestriel édité par

## LE MONDE diplomatique

### L'indispensable atlas des conflits

Manière de voir 43  
LE MONDE diplomatique

### LES CONVULSIONS DU MONDE



Une cartographie originale

Une bibliographie commentée

Des sites de référence sur Internet

Un glossaire détaillé



Du Kosovo à la Palestine, du Congo au Timor-Oriental, de Chypre au Soudan, de la Colombie à la Bosnie, du Caucase à l'Irlande, du Golfe à l'Albanie...

Un éclairage en profondeur sur les crises actuelles qui secouent la planète

La nature et les conséquences de l'hégémonie américaine

ENVENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 45 F - 6,86 €

## Les Victoires de la musique, entre remous et transparence

IL N'EST PAS AISÉ de réunir les deux dernières années de la musique française. Chaque année, en février, les Victoires de la musique, une association dont le conseil d'administration regroupe vingt-cinq représentants du métier, s'y essaient. Pour donner le prix à l'Olympia le 20 février, diffusion sur France 2 mais aussi le jazz et le classique (diffusion le 9 février, sur France 3), doivent le principe gommer leurs dissensions. Ainsi, les producteurs de spectacles et les disques ont d'asseoir à la même table que le Spédidam, une compagnie chargée de répartir les interprètes, pour financer la manifestation, quand ils confinvent profonds (sur la rémunération des musiciens notamment) et opposent.

Cette année, c'est le festival soutien aux variétés, organisme paritaire où siège le ministère de la culture et qui gère le produit de la parafiscalité sur le spectacle vivant, qui a fait une dissidence, piloté par Jean-Claude Camus, entrepreneur de spectacle, son conseil d'administration a jugé que les Victoires de la musique, télévisé, n'entraient pas dans sa sphère d'intérêt et n'a pas reconduit la subvention (180 000 francs). Les risques du cumul des fonctions sont ainsi mis au jour : les Sypos (Syndicat des producteurs de spectacles) y représenté. Et le président, Gérard Louvin, un directeur délégué chargé des divertissements, variétés et jeux de TF1. Or, avec six millions de téléspectateurs en 1998, les Victoires de la musique ont un objectif de concurrence entre chaînes. Un projet pour les Victoires de l'an 2000 — l'al-

liance de TF1 avec Arte, la première prenant les variétés, la classique et le jazz.

### TROIS PROCES

Autre sujet de préoccupation, les trois procès intentés par le créateur de la manifestation, Claude Floutier, qui a été élu à l'issue d'une édition très contestée. Le tribunal de grande instance de Paris a octroyé à ce dernier, le 6 janvier, 3 millions de francs de dommages et intérêts pour rupture abusive de contrat. L'association Victoire de la musique a fait appel. Claude Floutier, président de la société Téléscope Audiovisuel, a également assigné à la compagnie pour un procès illégal : « Je suis par contre dans la légalité », dépose-t-il. Or, je n'ai jamais convoqué aux réunions. » Claude Floutier, en tant que producteur délégué d'un spectacle qu'il a conçu, pour finir enfin l'association qui a, dit-il, son concept. L'Union syndicale de la production audiovi-

suelle s'est associée à Claude Floutier dans ce conflit.

Ensuite Le Ny, nouveau général de WEA, la nouvelle présidente de l'Académie de la musique, prévoit cependant une édition très riche. « Il est important que cette manifestation existe. Particulièrement en 1999, elle met en lumière les artistes qui ont marqué l'année, en négligeant aucun segment musical — le rock, les musiques du monde, la danse, etc. On va découvrir des artistes qui, au principe, ne passent pas en prime time. A voir la liste des nommés, palmarès mérité, Chao, Zebda, Faudel, Alain Bashung... Pour les variétés, jeux et divertissements de France 2, une année celle de la confirmation après les changements introduits ces deux dernières années. Tous profitent du spectacle. Ainsi à la tête d'un duo inédit : Cheb Mami et Enrico Macias.

Michel Guerrin  
Véronique Mortagne

## Moins de visiteurs, plus d'affaires

à l'Arco de Madrid

LE SALON International contemporain de Madrid, l'Arco-99, s'est terminé mardi 16 février en ayant atteint ses objectifs, seulement sur le plan commercial, mais aussi en vue de son image et son avenir, selon ses organisateurs (*Le Monde*, 14-15 février). Si la fréquentation a été moins importante (166 000 visiteurs au lieu de 200 000), le volume d'affaires traitées sera en augmentation de 20 % par rapport à celui de 1998. L'Arco tente de se professionnaliser s'orientant vers le public, mais un public », a expliqué Rosina Gomez-Baeza, directrice de la manifestation depuis onze ans, en justifiant par exemple la hausse du prix d'entrée aux particuliers, qui atteignait 2 000 pesetas (12 euros) durant le week-end.



Sortie 150

CULTURE

LE MONDE / VENDREDI 19 FÉVRIER 1999 / 29

## Le XVIII<sup>e</sup> siècle, à la recherche de l'Antiquité, inventa le néoclassicisme

A Lyon, l'exposition « La fascination de l'antique » fait dialoguer 173 pièces issues de nombreuses collections

C'est à Rome, où cohabitent mécènes, savants et artistes, que la papauté encourage, dès le début du XVIII<sup>e</sup> siècle, les fouilles archéologiques. La

mode de l'Antiquité qui va se répandre alors donnera naissance au néoclassicisme. L'exposition du Musée de la civilisation gallo-romaine, à

Lyon, fait mieux que le démontrer, en faisant dialoguer 173 pièces venues d'une cinquantaine de collections européennes.

**LA FASCINATION DE L'ANTIQUÉ, ROME 1700-1770.** Musée de la civilisation gallo-romaine (17, rue Kléber, Lyon). Tél. : 04-72-58-81-98. Du mercredi au dimanche, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 14 mars 1999. M<sup>me</sup> F. [redacted] Catalogue sous la direction de François de Polignac et Josépha Raspit-Serra, éd. Somogy/Musée de la civilisation gallo-romaine, 216 p., M<sup>me</sup> F. 45.

LYON

de [redacted] envoyé spécial

Comment naît le néoclassicisme en Europe ? Qui a guidé les premiers pas de l'archéologie moderne ? Pourquoi n'a-t-elle pas l'épicentre du mouvement ? François de Polignac, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, Scipion Maffei, créateur du premier musée d'inscriptions antiques, le sculpteur français Edme Bouchardon. Maffei est un ami du premier, élève du second par le troisième. Le cardinal français des fouilles archéologiques et musées une collection unique dans le monde ; l'autre analyse, comme le sculpteur restaura, copie et diffuse les modèles antiques. Les fresques, inscriptions et sta-

pier durablement le monde occidental ; ensuite, le goût de l'antiquité se transformera en mode de l'Antiquité.

L'exposition fait mieux qu'illustrer cette démonstration, elle réussit à faire dialoguer les œuvres en présence. Il s'agit d'une cinquantaine de collections dispersées dans sept pays, soit soixante-dix-sept pièces en pré- peintures, sculptures, gravures, dessins, céramiques, meubles, intailles, architectures, matières, etc. Ils sont convoqués pour occuper une place précise dans le dispositif imaginé pour honorer les deux chercheurs.

Dès le seuil, se dresse un trio symbolique : un buste d'Auguste porté par un cardinal, un autre cardinal par un ambassadeur de France auprès du Saint-Siège, Scipion Maffei, créateur du premier musée d'inscriptions antiques, le sculpteur français Edme Bouchardon. Maffei est un ami du premier, élève du second par le troisième. Le cardinal français des fouilles archéologiques et musées une collection unique dans le monde ; l'autre analyse, comme le sculpteur restaura, copie et diffuse les modèles antiques.

Cette vogue engendre la création de nouvelles institutions. La collect-

tions sont bienfondées des amateurs de l'Europe. Ces répliques, fortement « baroquistes », sont d'autant plus précieuses que bien des originaux ont disparu. Le groupe *Amour et Psyché*, découvert en 1749 sur l'Aventin, est restauré par Bouchardon, qui n'hésite pas à remplacer la tête manquante par celle d'une autre. Le couple entraîne cent fois reproduit, connaît un succès foudroyant.

Bouchardon n'est pas le seul artiste à servir de relais, mais c'est Piranèse, graveur, peintre, architecte, menuisier, restaurateur, parfois marchand. A Lyon, une série de dessins et gravures montrent comment l'auteur des *Prisons imaginaires* relève des motifs, *in situ*, avant d'élaborer des œuvres originales et recompose la métropole.

PEINTURE À LA GRECOUSE

La malicie sera repoussée par [redacted] qui fait le voyage à Rome : Panini, Natoire, Pragourd ou Hubert Robert. Ce dernier s'est représenté à la sanguine en train de dessiner un tableau de l'Assomption de la Vierge sacrifiant un taureau : la sculpture sur à Lyon, en fin de dessin.

Cette vogue engendre la création de nouvelles institutions. La collect-

tion du cardinal Albani, rachetée en bloc par le pape Clément XI, est présentée au public au Capitole, qui devient ainsi le premier musée européen. Johann Winckelmann, qui arrive de Brandebourg natif en 1755, convainc le cardinal de rassembler une deuxième collection, qui abrite un palais construit pour elle. Quant à Prusse, il devient le grand préteur de ce retour à l'antique.

À l'âge de 1763, Vien, précurseur de David, présente plusieurs toiles peintes « à la grecque » démarquées de la grecque romaine. Sur l'une de ces compositions, une jeune femme devant un trépied de bronze copié d'une planche du *Recueil des antiquités de Cagliari*, les artistes s'emparent de l'œuvre à succès pour créer un meuble, qui connaît le nom d'*Athénienne*. Les architectes mettent le goût du jour et proposent des bâtiments inspirés par les temples antiques. L'Antiquité triomphe et nous sommes à un point si significatif universelle et valeur éternelle (...), expression d'une logique saine, d'une émotion pure et d'une morale évidente ». L'heure est venue.

Emmanuel de Roux

## Régine Chopinot ose avec Vivaldi une danse pleine de toupet

**LES QUATRE SAISONS**, de Régine Chopinot (musique, enregistrée par Europa Galante, direction Fabio Biondi), Pascale Robin (costumes), Monika (lumière). Théâtre des Abbesses, place des Abbesses, Paris 18<sup>e</sup>. Jusqu'au 20 février, à 20 h 30. Le 21, à 15 heures. Tél. : 01-42-74-22-77. De M F 10 F.

On s'amuse, on rit aussi, à découvrir la chorégraphie de Régine Chopinot à l'imaginaire sur *Les Quatre Saisons* de Vivaldi ! Après *Vézégal* (1995), *Paroles de feu* (1997) – pièces de tâtonnement, illustrant appliquées d'une recherche spirituelle, d'une quête d'identité qui l'amena parfois à juger sans aménité son parcours avec le couturier Jean-Paul Gaultier, jalonnant pourtant de pièces mémorables (*Rossignol*, *Façade*) –, la chorégraphe de La Rochelle réussit aujourd'hui à rassembler le puzzle d'une personnalité contradictoire : elle trouve la simplicité qui présida à ses premières œuvres (celles de son épouse lyonnaise), tout en s'autorisant à nouveau à la bride sur le cou à la farouche certitude.

Partant de la constatation qu'une seule

saison porte en elle-même les trois saisons, elle fait la magistrale démonstration avec des coiffes et il faut oser l'ébouriffement : plumes, cheveux, liserons, aigrettes de paon en forme d'essuie-glace, fleur écarlate au cœur jaune posée en biais. Pour tout cela, des shorts blancs. Et des soutiens-gorge roses destinés pour les filles. Grotesque ? Magnifique insolence qui se découpe sur fond blanc, vert, jaune, puis rouge. D'indiens faisant tripotage dans une défilée de Watteau. L'union du baroque et le périple. Des hommes endormis en chien de fusil qui se réveillent l'un l'autre. Encastements de tables, courses, rondes. Corps accroupis, à quatre pattes. Remus à Romulus en promenade. Corps bâtraçons qui roulement. Mouvements allongés et brusques qui viennent de l'intérieur. Feux d'artifices le 14 juillet qui annoncent l'heure de la musique. L'automne tourne autour des gestes de la chasse. Un danseur tremble. L'hiver est revenu. Ses cinq compagnes s'approchent d'ici à pas de loups sibériens. Vont-ils le sacrifier ? Est-il Pélu ? On pense au répertoire du XVII<sup>e</sup> siècle, mais meutes, meutes sautées : avec la ligne épuree des jambes qui coupe

l'ornementation des bras. Un danseur dans un jardin à la française dans lequel aurait opéré un jardinier au sécateur farceur. Tout, ici, est à prendre au cinquième degré. On peut y voir un excès d'affection.

■ BONZESSA : PORTRAIT

Viens comme jamais je ne l'entends. Les deux vibrent, sec et moelleux à la fois. Fabio Biondi met à profit aux trousses, à ma cette chorégraphie, symbole des quatre étages de la vie, Régine Chopinot évoque de sa maturité, apaisée d'avoir trouvé enfin sa place dans une histoire qu'elle refuse longtemps. Les cheveux au sommet du crâne, le corps étendu depuis huit ans par l'art vivant de La Rochelle (où elle dirige le Centre chorégraphique national, installé à la chapelle Fromental), elle démontre, en ouverture de programme,

son autorité joueuse. Au cours d'un duo, *Chant à l'heure*, avec le musicien Indien Ravi Prasad, elle se livre presque tout entière : corps solide de femme, quarante ans dans lequel la souplesse sinusoïdale efface la virtuosité casse-cou ; influence des arts martiaux dans le manège d'armer ; les pieds pour relancer la danse, de tenir les jambes tendues, bras levés, le tout en position de combat.

Elle lance des assauts, tournoyante autour du musicien-poète, évoquant le soleil, la lune, l'automne, la danse s'abandonne à des traversées de plateau, des ramifications de bras, des trémolos de doigts qui évoquent des figures de bharatá-natyam. On s'aperçoit soudain que les pieds dans les mains sont également couverts d'une peinture argentée. La lune est levée.

Dominique Frétard

## Martha Argerich et Nelson Freire, un miracle musical

**PROKOFIEV : Symphonie classique – RACHMANINOV : Danse symphoniques – MOZART : Soirée pour piano à quatre mains KV 497 – LUTOSŁAWSKI : Variations sur un thème de Paganini – LISZT : Concerto pour piano et orchestre** de Juan de la Rosa. Martha Argerich et Nelson Freire (piano). Théâtre des Champs-Elysées, le 16 février.

Martha Argerich et Nelson Freire donnent un récital à deux pianos ? Pont de l'Alma, homme critique, son téléphone portable : « Oui, j'ai deux places à francs, pièce, sur [redacted] ! » Devant le Théâtre des Champs-Elysées, les mélomanes cherchent des places à acheter en faisant pas, une petite pancarte main. Ces scènes se produisent partout dans les deux pianistes à main. Elles sont partout dans le concert, partout dans leur tournée : hier à Toulouse, ce soir à Paris, demain à Munich, Bruxelles, Lisbonne.

Pourquoi ce public mêlange, dont davantage de mélomanes tendre que d'habitude, est-il venu au TCE ? Pourquoi, d'ailleurs, va-t-on au concert ? Sacrifier à un rite ? Cette époque a révélé. On vient au concert, on écoute de la musique, parce qu'elle a « vivre », comme l'a dit si justement Henri Krasicki, l'ancien secrétaire général de la CGT, le des Victoires de la musique clas-

sique et jazz, à France 3, ajoutant : « Il n'y a pas de musique pour les roturiers, il y a grande musique et il faut savoir faire des efforts pour l'apprécier. » Comme l'aimerait entendre des ministres de la culture tenir un discours aussi peu didactique !

Il suffit de partager une émotion, participer à une aventure, suivre un chemin, escapade où le danger guette. Comme l'on imagine que l'on allait écouter Maria Callas, dont les faiblesses mêmes étaient belles.

On décrit la façon

dont les Sud-Américains ont joué. On ne présente pas Martha Argerich, on devrait avoir à présenter Nelson Freire, le secret du piano le plus jalousement gardé d'aujourd'hui », selon le critique américain John Ardoin. Mais quand ces deux-là s'assoient à face, ou l'un à côté de l'autre, un miracle se produit. Un troisième pianiste naît, plus merveilleux, vibrant, ému parmi encore que la somme des deux. Un artiste tout de musique, de passion, d'humour, de tendresse, de fulgurances dont la générosité, l'absence de fausse pudeur, la virtuosité immatérielle nous révèle. C'est à dire que la musique, Eric Dahan, de *Libération*, a raison, sont « les derniers à mettre le feu ».

Alain Lompech



Formules de restauration proposées au foyer-bar et au café de la musique

144 84 44 84 Porte de Pantin

## SORTIR

CLUBS

**Sylvain Sourdeix**  
Le jazz et ses proches font parfois peur. Donc, ils attirent, mais comment ? Le 5<sup>e</sup> étage de la tour Montparnasse n'est hanté ni par critiques, ni par amateurs tâtonniers. Pourtant, le programme est très soigné. C'est tous les jeudis soir, un bar avec vue à l'infini sur Paris by Night. Pour un soir, les fourneaux sont confiés à Sylvain Sourdeix sur un répertoire [redacted]

Jobim. Pour les oreilles et tous les yeux, le lieu de rendez-vous idéal. Ciel et Paris, 33, 1<sup>re</sup> étage, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>me</sup> Montparnasse, le 18, 1<sup>re</sup> étage, Tél. : 01-40-67-77-64.

**Urban Mood**

Un quartette formé quelques-uns des jeunes lions de la nouvelle scène française du jazz et des musiques improvisées et énervées : Gilles Coronado est à la guitare, Guillaume Orti, bordonnant et tournoyant, au saxophone, Sébastien Segal au violoncelle électrique et Lucien Lucarini à la batterie.

Le château, 7, rue Richard-Lenoir, 93 Montreuil. M<sup>me</sup> Robespierre, le 18, 2<sup>nd</sup> étage, Tél. : 01-42-87-25-91. M<sup>me</sup> F. 10 F. Barbara Hendricks (soprano) et Roland Pontinen (piano).

La soprano américaine prend beaucoup plus de risques qu'on ne le prétend parfois : ses programmes de récitals ne vont jamais sans une partie de danse. Cela réussit à succès pour créer un meuble, qui connaît le nom d'*Athèniennes*. Les architectes mettent le goût du jour et proposent des bâtiments inspirés par les temples antiques. L'Antiquité triomphe et nous sommes à un point si significatif universelle et valeur éternelle (...), expression d'une logique saine, d'une émotion pure et d'une morale évidente ». L'heure est venue.

Emmanuel de Roux

Le cabaret La Vieille Grille s'ouvre jusqu'au 14 mars à une manifestation au conte. La semaine, l'animateur du Clio, Bruno de la Salle, présente *Le Grand-Mère mensonge* (les métamorphoses d'une grand-mère qui est en réalité la plus belle princesse du monde). Du 3 au 7 mars, ce *Le Récit ancien du déluge*, d'après le poème mésopotamien d'Atta-Hasis. Le récit est accompagné de musiciens. A 22 h 30, programme de musiciens.

**La Vieille Grille**, 1, rue Puits-de-l'Ermite, Paris 5<sup>e</sup>.

M<sup>me</sup> Monge, Tél. : 01-47-22-21-11.

**Grand-Mère** : mardi

soi, 14 h 30 ; dimanche à 14 heures. *Café-concerts de nuit* :

vendredi et samedi à 20 h 30 ; dimanche à 20 heures. *Contes pour enfants*, mercredi à 20 h 30. 40 F.

TOURS

Feuilles d'impro

Konitz

Depuis 1993, l'association Jazz à Tours et la salle Le Petit Faucheu organisent des masterclasses du jazz. Le

saxophoniste Konitz sera le maître d'œuvre de rencontres où les amateurs peuvent parfaire leur art de musique au-delà de la technique. Le jeudi 20 février 16 h 30, prévues plusieurs manifestations ouvertes au public pour amateurs, tous

d'improvisation. En point d'orgue, le 20 h 30, un concert à l'Espace Malraux.

Joué-les-Tours, avec le concert du pianiste Guillaume Hazebrouck et le quartet de Luc Konitz.

Jazz à Tours, tél. : 02-47-66-55-97 ;

Le Petit Faucheu, tél. : 02-47-38-29-34. Espace Malraux, parc des Bretonnières, 37 Joué-les-Tours. De 10 F à 100 F.

## GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Le Biographie d'un jeune accordéoniste de Sarybaldy Narymbetov (Kazakhstan, 1h 33).

Le Château Dajoux (France, 1h 33).

Feuille sur un orfevre de Nurngroho (Indonésie, 1h 23).

Jack Frost de Troy Miller (Etats-Unis, 1h 45).

Le Zoo Mario Grilo (Portugal, 1h 27).

Le Dalaï Scherzer Mayer (Etats-Unis, 1h 15).

Placido (France, 1h 21).

Le Porte-de-Pantin (France, 1h 30).

Hammerfall, Edgy

Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, 1<sup>re</sup> étage, 1h 30. Tél. : 01-47-00-57-59.

Trois heures de la MJC Comédie

de Dante Alighieri, music et chantés par Hélène Jeff Cohen (plan), et Levant-Di Maio.

Fondation Cartier, boulevard Raspail, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-42-56-72-30 F.



## GUIDE TÉLÉVISION

**DEBATS**  
21.20 Les Pierres précieuses.  
Invités : Jean-Claude Bouliard,  
Pierre Christin, Gérard  
Jean-Claude Miquel, Daniel Plat,  
Jean-Paul Poirier. Forum Planète

**MAGAZINES**  
23.20 La Légende des loups.  
Invités : Jacques Ballon,  
Michel Bouvard, Thierry Giordan,  
François Moutou. Forum Planète

**INFORMATIF**  
18.30 Nulle part ailleurs.  
Invités : Robert Pirs,  
Pierre-Jean Le Guillier,  
Dorothy Allouard. Canal +  
19.10 et 0.10 Le Rendez-vous.  
Spécial Africain. Anna Dakkar. Sierra  
Leone, il y a tout à songer.  
Le marché sauvage  
de animaux.

**SPORTS EN DIRECT**  
22.40 Le Journal de l'économie.  
Chronique de Croiseau. LCI

**HISTOIRE**  
23.00 Le Journal de l'histoire.  
Invité : Michel Baroin. Histoire

**CINÉMA**  
23.20 Le Club. Pierre Venet. Ciné Classics

**DOCUMENTAIRES**  
20.15 Reportage.  
Reconversion en Ici.  
Napoléon. Arte

## TELEVISION

**FRANCE 2**  
23.10 Je suis le seigneur  
du château. Histoire d'amour  
entre deux enfants, deux adultes vulnérables et désarmés, dans un château breveté des années 50 (d'après un roman britannique). Stéphane Hill, en adaptation libre. Le fils du château a perdu sa mère et va veiller sur son père. La gouvernante engagée, veuve d'un militaire tombé en Indochine, a un gamin du

même âge que l'autre. Le châtelain (Jean Rochefort) et la gouvernante (Dominique Blanc), par le précédent film à Régis Wargnier, *La femme de ma vie*, 1986) s'entendent bien. Les deux garçons, (David Charar) (Régis Arpin) qui s'agressent mutuellement. Ce sera une tragédie au décor comme enchanté (au sens d'un manoir breveté d'une Bretagne intime à quatre personnages. Style lyrique, superbe, audacieux.

**FRANCE 3**  
18.00 Sur la route avec... Show. [1/4] Un Américain à Paris.  
18.30 Le Monde des animaux. Les lacs. France 3

**MUSIQUE**  
19.55 Fedoseiev dirige. Roméo et Juliette de Tchaïkovski.  
Avant-première symphonique de la radio de Moscou. Mezzo

**SPORTS EN DIRECT**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Rostropovitch. Mezzo

**CINÉMA**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Zubin Mehta. Paris Première

**FRANCE 2**  
1.05 La 25e Heure. Comme les juifs ont vécu l'Occupation, dissimulés sous nos noms d'emprunt, dans les fermes, les collèges et les soupentes ? Ce documentaire, par Raphaël Deldard, qui s'appuie sur des images d'archives, des extraits de films et une trentaine de témoignages, va revivre le passé toujours douleur, des souvenirs qui se mêlent aux anecdotes tragiques et surprenantes.

**FRANCE 3**  
18.00 Sur la route avec... Show. [1/4] Un Américain à Paris.  
18.30 Le Monde des animaux. Les lacs. France 3

**MUSIQUE**  
19.55 Fedoseiev dirige. Roméo et Juliette de Tchaïkovski.  
Avant-première symphonique de la radio de Moscou. Mezzo

**SPORTS EN DIRECT**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Zubin Mehta. Paris Première

## GUIDE TÉLÉVISION

**DEBATS**  
23.20 La Saint-Valentin. Je t'aime, moi non plus. Invités : Michel Anthony ; André Darré, Anna Boulay ; Jean-Didier Vincent. Forum Planète

**MAGAZINES**  
13.05 Faut pas rêver. La ville du grillon. Echos : Noémie Foucault. Nuits et journées communs en sorra. Invité : Romane Bohringer. TV 5

14.00 20 h Paris Première. Invité : Céline Jacob. Paris Première

14.30 La Cinquième rencontre. La Cinquième

15.10 T.V.+. Spécial Carnaval de Rio. Les Lumière du music-hall. Ray Verneuil. M6

18.00 Mars en stade. Reims-Bordeaux. M6

18.30 Nulle part ailleurs. Invités : Karen Lacaune, Philippe Pujol, Alain Delon, Patrick Poivre d'Arvor. Canal +

19.00 Tracks. TSR

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. Rive droite, rive gauche. Best of. Envoyé spécial, années 90. Invité : Michel Houellebecq. Une fois pour les réfugiés. Histoire

20.05 C'est la vie. Egypte de compétition. TSR

20.55 Thalassa. Le Grand Master des Bahamas. France 3

22.00 Faut pas rêver. Escapade en île-de-France. Mauritanie : les marques de l'eau. France 3. Les pavés de la route. M6

22.00 Les 10 premières années. Les 10 premières années. Canal +

22.50 Boutillon de culture. Le clé, les médias et les jardins. Invité : Michel Baroin ; Jean Chalon ; Christiane Taubira ; François Mardini ; Sophie de Soudères ; Jean Becker. France 2

23.05 Carré noir. Conservatoire. RTBF 1

23.10 Sans aucun doute. Spécial sécurité : police et gendarmerie. TP 1

**DOCUMENTAIRES**  
17.25 Les Grandes du passé. Planète

17.35 Chypre. Odysée de l'histoire. Odyssée

17.55 Couples légendaires. Invité : Ingrid Bergman et Roberto Rossellini. La Cinquième

## TELEVISION

**ART**  
22.20 Calcutta. L'Inde dans la violence pérennée de ses paradoxes. Images apprêts, à peine commentées et suivies de rares interviews. Filmé par Louis Malle début 1970, selon un dispositif cinématographique minimal, ce riche journal de voyage plus philosophique que politique d'où dégagent une « d'honneur métaphysique », sera pour le cinéaste une occasion d'affirmer sa singularité.

**FRANCE 3**  
23.15 Les Dossiers de l'Histoire. Baptisé en par le général de Gaulle, le France symbolise la plus fidèle adaptation du roman de Dostoevski, celle d'Akira Kurosawa. Tourné en 1951, ce film, malgré les succès mondiaux du grand cinéaste, n'arrivera à Paris qu'en 1973, dans la seule salle de l'Olympic. Bien que le producteur japonais ait fait réduire la durée initiale de 4 heures à 2 heures 45, cet Idiot, même partie mutilée, est un chef-d'œuvre.

**FRANCE 2**  
18.00 Sur la route avec... Show. [1/4] Un Américain à Paris.  
18.30 Le Monde des animaux. La mer. France 3

**MUSIQUE**  
19.55 Fedoseiev dirige. Roméo et Juliette de Tchaïkovski.  
Avant-première symphonique de la radio de Moscou. Mezzo

**SPORTS EN DIRECT**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Zubin Mehta. Paris Première

**CINÉMA**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Rostropovitch. Mezzo

## TELEVISION

**FRANCE 2**  
0.25 L'Idiot. La plus belle, la plus saisissante et la plus fidèle adaptation du roman de Dostoevski, celle d'Akira Kurosawa. Tourné en 1951, ce film, malgré les succès mondiaux du grand cinéaste, n'arrivera à Paris qu'en 1973, dans la seule salle de l'Olympic. Bien que le producteur japonais ait fait réduire la durée initiale de 4 heures à 2 heures 45, cet Idiot, même partie mutilée, est un chef-d'œuvre.

**FRANCE 3**  
18.00 Sur la route avec... Show. [1/4] Un Américain à Paris.  
18.30 Le Monde des animaux. La mer. France 3

**MUSIQUE**  
19.55 Fedoseiev dirige. Roméo et Juliette de Tchaïkovski.  
Avant-première symphonique de la radio de Moscou. Mezzo

**SPORTS EN DIRECT**  
21.40 Concertos n° 1 et 2 de Haydn, par Zubin Mehta. Paris Première

## JEUDI 18 FÉVRIER

## FILMS

**TELEFILMS**  
20.40 Ratapura ou le mirage des pierres. Forum Planète  
20.45 Cinq colonnes à la une. Planète  
20.45 Mstislav Rostropovitch. Arte  
21.05 Des trains pas comme les autres. TF 5  
21.20 Le Musée d'Orsay. Vers le XXe siècle. Odyssée  
21.40 Les Grands Compositeurs. [4/7] Richard Wagner. Planète  
22.10 Les Mentawai. Forum Planète  
22.30 Des loups, des cerfs et des hommes. Forum Planète  
22.40 Balduus. De l'autre côté du miroir. TMC  
0.10 The Big Bang. [1/2] Un putch à l'autre. TMC

**SERIES**  
20.13 Alfred Hitchcock présente. Syntex. 13h Rue  
20.55 Un solide pour l'hiver. Festival  
22.05 Pitié pour les rats. Jacques Etoundi. Téva  
22.40 Made in America. Ponique sur le grand hall. M6  
22.55 Les Visiteurs du futur. Barry Samson. M6

**FRANCE 2**  
18.00 Boris Godounov. Opéra de Moussorgski. Mis en scène, Herbert Wemle. Par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. Claudio Abbado. Muzik

**FRANCE 3**  
15.15 L'Enfouie. Opéra de Moussorgski. Mis en scène, Herbert Wemle. Cinéma 1  
18.35 Cocoon. Un solide pour l'hiver. Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) C. Ciné Cinéma 1  
20.30 Je vous aime. Claude Berri (France, 1981, 100 min) C. Ciné Cinéma 2  
20.45 Viva l'Italia. Un solide pour l'hiver. Mario Rosellini (Italie, 1960, 120 min) C. Histoire  
21.00 La Mort en ce jardin. Luis Buñuel (France - Mexique, 1956, 105 min) C. Paris Première  
21.00 Boris Godounov. Andrei Zalatoust (France, 1985, 115 min) C. Muzik

**FRANCE 4**  
21.00 A Talent for Loving. Ward Quine (Etats-Unis, 1969, 95 min) C. Cinétoile  
21.55 Ludmila ou le crépuscule des dieux. Luciano Vescovi [1/2] (Fr. - It., 1972, v.o., 115 min) C. Ciné Cinéma 1  
22.15 Blaize. Un solide pour l'hiver. André Barbuscia (Etats-Unis, 1982, 115 min) C. Canal Jimmy  
22.45 Le Corrida. Rossen (Etats-Unis, v.o., 125 min) C. Cinétoile  
22.45 Cicatrices sa chance. Discours d'Amato. Claude Rémy (Etats-Unis, 1989, 100 min) C. Cinétoile  
23.00 La Blonde explosive. Frank Tashlin (Etats-Unis, 1957, 95 min) C. Téva

## JEUDI 18 FÉVRIER

## FILMS

**TELEFILMS**  
20.40 Sleepwalker. John Carpenter. 13h Rue  
20.55 Un solide pour l'hiver. Festival  
22.05 Pitié pour les rats. Jacques Etoundi. Téva  
22.40 Made in America. Ponique sur le grand hall. M6  
22.55 Les Visiteurs du futur. Barry Samson. M6

**SERIES**  
20.13 Alfred Hitchcock présente. Syntex. 13h Rue  
20.55 Un solide pour l'hiver. Festival  
22.05 Pitié pour les rats. Jacques Etoundi. Téva  
22.40 Made in America. Ponique sur le grand hall. M6  
22.55 Les Visiteurs du futur. Barry Samson. M6

**FRANCE 2**  
18.00 Boris Godounov. Opéra de Moussorgski. Mis en scène, Herbert Wemle. Cinéma 1  
18.35 Cocoon. Un solide pour l'hiver. Ron Howard (Etats-Unis, 1985, 115 min) C. Ciné Cinéma 1  
20.30 Je vous aime. Claude Berri (France, 1981, 100 min) C. Ciné Cinéma 2  
20.45 Viva l'Italia. Un solide pour l'hiver. Mario Rosellini (Italie, 1960, 120 min) C. Histoire  
21.00 La Mort en ce jardin. Luis Buñuel (France - Mexique, 1956, 105 min) C. Paris Première  
21.00 Boris Godounov. Andrei Zalatoust (France, 1985, 115 min) C. Muzik

**FRANCE 3**  
21.00 A Talent for Loving. Ward Quine (Etats-Unis, 1969, 95 min) C. Cinétoile  
21.55 Ludmila ou le crépuscule des dieux. Luciano Vescovi [1/2] (Fr. - It., 1972, v.o., 115 min) C. Ciné Cinéma 1  
22.15 Blaize. Un solide pour l'hiver. André Barbuscia (Etats-Unis, 1982, 115 min) C. Canal Jimmy  
22.45 Cicatrices sa chance. Discours d'Amato. Claude Rémy (Etats-Unis, 1989, 100 min) C. Cinétoile  
23.00 La Blonde explosive. Frank Tashlin (Etats-Unis, 1957, 95 min) C. Téva

## PROGRAMES

## TÉLÉVISION

**TF 1**  
18.30 Exclusif. Journal, Météo. 19.05 Le Bigod. 19.15 Julie Lescut. Arrêt de travail. 20.20 Soirée thématique. L'esprit de Weimar. 21.05 Nu parmi les loups. 22.40 Nu parmi les loups. 22.15 Nu parmi les loups. 23.15 Nu parmi les loups. 23.15 L'argent fait le bonheur. 23.15 L'argent fait le bonheur. 23.15 L'argent fait le bonheur. 23.15 L'argent fait le bonheur.

**FRANCE 2**  
18.45 El ton, et deux, et trois. 19.20 1 000 enfants vers l'an 2000. 19.20 Qui est quoi ? 20.00 Journal, Météo. 20.55 Envoyé spécial. Spéciale Afrique. 21.10 Expression directe. 21.30 Je suis le seigneur du château. 21.45 Star de l'heure. 22.00 Journal, Météo. 22.45 Tapage. 23.05 La 25e Heure. Les enfants cachés. 23.10 La 25e Heure. Les enfants cachés.

**FRANCE 3**  
18.20 Questions pour un champion. 18.30 Un livre, un jour. 18.35 19-20 de l'information, Météo. 19.05 Cosby. 19.35 Sport. 20.35 La poursuite d'Octobre rouge. 20.45 Tapage. 21.05 Je suis le seigneur du château. 21.15 Star de l'heure. 21.30 Tapage. 22.00 Journal, Météo. 22.45 Tapage. 23.05 La Révolte des morts-vivants. 23.10 Babylon 5. 23.30 Hockey sur glace NHL.

**CANAL +**  
20.00 En clair jusqu'à 20.40 20.40 Nulle part ailleurs. 20.45 Le Journal du cinéma. 21.00 L'Année faite à Marnie. 21.20 Contes antiques. 21.30 Star de l'heure. 21.45 Tapage. 22.00 Journal, Météo. 22.45 Tapage. 23.05 La Révolte des morts-vivants. 23.10 Babylon 5. 23.30 Hockey sur glace NHL.

## RADIO

## FRANCE-CULTURE

20.30 Agora. Claude Jeangirard et Will Self. 20.45 La voie de mémoire. Saint-Cyr [2/2].

21.05 For intérieur. André Barbuscia.

22.00 Nuits magnétiques. Le faux-frère.

0.45 Espace francophone. 0.55 Du jour au lendemain. Claude Rémy (Espaces perdus).

1.15 L'argent fait le bonheur. 1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

1.15 L'argent fait le bonheur.

&lt;p

# Le Monde

VENDREDI 19 FÉVRIER 1999

## Le rap du pape

par Pierre Georges

ETAIT-CE une blague ? Certains jours, pour avoir pris l'information en route comme d'autres le train en marche, on finit par se demander. Cela se passait sur France Info, du bon matin, l'heure incertaine et morose où l'on contemple le bol de café avant plongé et où l'oreille écoute mais n'entend pas vraiment.

Un homme chantait. Il chantait, dans un mélange d'une drôle de voix dans une drôle de langue, un drôle de rythme. Et puis, il y eut le commentaire, quelques mots sales, « le pape », « un CD », « Radio Vatican », « au profit ». On aurait pu ne pas en savoir davantage et réveiller le crédit comme l'on paye l'impôt par

Sauf évidemment qu'il n'était un menteur pour dire, le journal : « T'as entendu le rap du pape ? Le Pater noster en latin de mieux ? » Le défi était évident. Donc il fallut enquêter, remuer terre, Vatican et France Info. Joindre toutes les radios cessantes, Emmanuel Delattre, correspondant de France Info à Rome, l'arracher à la sécheresse du reportage accompli, et faire peut-être. « C'est bien lui qui ? » C'était bien lui qui. Et c'était bien le pape qui.

Miracle de l'information recoupée. Un CD pontificale. Sortie le 23 mars. En vente dans toutes les bonnes sacristies. Des titres registrés. En cinq langues. Deux ans de travail et de collaboration entre Radio Vatican et la Sony. Deux jeunes compositeurs qui ont inventé une musique tout le tour sur des chants, psaumes ou homélies chantés, psalmodes prononcés par le pape en direct live lors de messes, bénédicitions et voyages. Par exemple, ce Pater noster, un 1995 à cappella, sur

la place Saint-Pierre et mis en synthèse.

Miracle : la technique. Le promis, promis au hip-parade. Mais évidemment pour la bonne cause. Dès un premier temps 1 CD, il y a maintenant en somme, au profit d'associations humanitaires caritatives.

Le pape chante. La liberté voile. Car ainsi va l'assurer qu'elle ne perd pas de répit. Par exemple, le reportage diffusé mercredi soir, au journal d'aujourd'hui plus trop quelle chaîne, mais le PAF reconnaît la stème. Sur le tarmac de Roissy, un avion, un autre à silhouette de bâton-bossu. Sur le flanc de cet avion, une grande fresque, épique, romantique et révolutionnaire, « Liberté guidant le peuple ». Et dans le même avion, « la super transporter » en français d'aéroport, le chef-d'œuvre d'Eugène Delacroix, emballé dans un sarcophage d'aluminium d'autant, bas, haut, fragile !

Le Louvre qui n'est guère préteur avait prêté sa Liberté pour une exposition à Tokyo. Un vrai événement ! Il paraît — là où n'a pas vérifié —, il paraît donc qu'au Japon cette œuvre « Liberté » aux ailes nus, ralliant le son panache tricolore, le peuple insurgé « Glorieuses », est l'objet d'un véritable culte. Il paraît même que les musées sont ouverts à l'inspiration des chœurs et des rapproches, une réception figure en place. Alors soit, si c'est pour la bonne cause ! Mais attention, lorsque les écoliers japonais : notre Liberté s'appelle « la paix » !

## M. Chirac plaidera à Washington pour une réforme du système financier mondial

Il adressera, avec M. Clinton, un dernier avertissement à propos du Kosovo

LE PRÉSIDENT de la République, Jacques Chirac, commencera jeudi 19 février une visite de trois jours aux États-Unis, le septième depuis son élection, en 1995. M. Chirac défendra sur plusieurs grands dossiers internationaux — système financier international, réforme de l'OTAN, Irak, Proche-Orient — des propositions françaises plus ou moins en harmonie avec l'approche de Washington. Il devrait en revanche, à propos du Kosovo, unir à celle du président américain qu'il rencontrera, vendredi, à moins de vingt-quatre heures de l'imposée négociation de Rambouillet.

Alors que personne ne peut encore prédire la fin d'une crise financière qui a monté de façon brutale les pervers de l'économie mondiale et la libéralisation des marchés de capitaux, la France a multiplié les propositions pour bâtir une architecture financière mondiale plus stable. M. Chirac l'a rappelé à la veille de son départ dans le Wall Street Journal : « Notre objectif est de fournir une réponse aux crises financières qui prendront en compte aussi bien les aspects politiques et sociaux qu'économiques. » Le président de la République préconise l'adoption d'un « code de la finance » des mouvements de capitaux, l'accroissement de la responsabilité politique du Fonds monétaire international (FMI), l'implication du secteur privé dans la recherche des

crises et une meilleure prise en compte de leur dimension sociale.

Les premières visites de M. Chirac sont donc pour les responsables des institutions internationales à Washington, Michel Camdessus, général du FMI, James Wolfensohn, président de la Banque mondiale. M. Chirac évoquera également avec le président de la Banque interaméricaine de développement (BID), M. Iglesias, les conséquences de l'ouragan dans les pays d'Amérique centrale.

### DES CONSÉQUENCES RAPIDES

Le long entretien prévu vendredi, avec Bill Clinton, à l'occasion des réformes sur lesquelles Paris et Washington divergent toujours, notamment la transformation du comité intérimaire du FMI en une instance politique décisive. L'année 1997 sera celle des réformes nécessaires », assure Jacques Chirac qui forme toujours le souhait d'accueillir, à l'autome, à Paris, un sommet des pays membres du FMI « pour ouvrir de nouvelles voies vers une mondialisation humaine et humanitaire ».

La crise du Kosovo sera bien sûr le sujet le plus chaud. Si vendredi midi, heure française, une issue positive ne dessine toujours pas à Rambouillet, vingt-quatre heures de l'échéance, Bill Clinton et Chirac devront faire valoir que

ils ont accordé au secteur des

## La cour d'appel de Bordeaux favorable à l'extradition d'Ira Einhorn

BORDEAUX

de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Bordeaux a donné, jeudi 18 février, un avis favorable à la demande d'extradition d'Ira Einhorn formulée par les autorités américaines. La condition qu'il soit arrêté et placé en prison sous contrôle judiciaire. Des dizaines de journalistes américains étaient venus spécialement à Bordeaux car aux États-Unis, Ira Einhorn est considéré comme un meurtrier dangereux.

La justice américaine tente de retrouver, depuis vingt ans, cette figure emblématique du New Age des années 70, condamné en 1993 par contumace, c'est-à-dire en son absence, à la prison à perpétuité, pour l'assassinat de son amie. Il avait fui les États-Unis en 1981. Hors-la-loi par la presse, il affirmait ne pas vouloir revenir dans son pays par crainte d'un procès bâclé. Pendant seize ans, Ira Einhorn a été la police et vécu dans la clandestinité. En 1993, il s'est installé avec sa femme dans un vieux moulin en Charente. En juin 1997, il a été interpellé chez lui et placé sous étroitement surveillé à la maison d'arrêt de Gradignan (Gironde).

Après un avis défavorable d'extradition rendu par la chambre d'accusation en décembre 1997 (Le Monde du 6 janvier 1997), l'Etat de Pennsylvanie a modifié une de ses lois dans le but d'autoriser un nouveau procès pour toute personne réfugiée dans un pays étranger qui refuse de l'extrader. Selon M. Dominique Delteil, l'un des deux avocats d'Ira Einhorn, « personne ne peut garantir un nouveau procès équitable. N'importe qui peut « caser » cette loi en disant qu'elle est unconstitutional et empêcher ainsi un nouveau procès. »

Les deux avocats du fugitif, Dominique Tricard et Dominique Delteil, ont l'intention de se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la cour d'appel de Bordeaux. Si la Cour de cassation, qui devrait statuer dans un délai de deux mois, confirme la décision de la chambre d'accusation, l'extradition n'est possible qu'après un nouveau jugement du premier ministre. Sa décision est libre. En cas de signature du chef du gouvernement, les deux peuvent demander au Conseil d'Etat d'attaquer les décrets d'extradition.

Claudia Courtous

## La Commission européenne ne participera pas à la prochaine réunion du G 7

BRUXELLES  
(Union européenne)

au G 7 n'a pas s'exprimer au nom de l'Euro II, quitte à être relayé par des membres européens du G 7, comme M. Lafontaine.

### PAR CONSENSUS

Les pays de l'Euro II qui ne sont pas membres du G 7 tiennent l'arrangement concilié par la présidence allemande et à constater qu'il n'était pas conforme aux décisions prises à Vienne. « Il est dans l'intérêt de tous les pays du G 7 de s'assurer que ceux qui interviennent au nom de l'Union économique et monétaire soient réellement représentatifs de l'ensemble de la zone euro », a-t-il fait valoir.

Le dossier n'est certainement pas clos. Les Américains et les Allemands n'ont pas encore résolu le problème de la représentation de la zone durant le second semestre de l'année, alors que sa présidence est assurée par la Finlande. A Vienne, il avait été entendu que, dans le cas de la figure où le président de l'Euro II ne serait pas membre du G 7, il participerait néanmoins à ses réunions. Au cours du prochain semestre, selon la thèse des Européens, le ministre des finances finlandais devrait donc se joindre au G 7 une instance purement privée, fonctionnant par

## Charles Pasqua affirme qu'il « ne rentrera pas » au RPR

CHARLES PASQUA a affirmé, mercredi 17 février, devant environ cinq cents locaux d'Ile-de-France qu'il avait conviés à Puteaux (Hauts-de-Seine), qu'il « ne rentrera pas » au RPR après les élections européennes de juin.

Après avoir rappelé qu'il est un « fondateur » du parti gaulliste, l'ancien ministre de l'intérieur, qui conduit une dissidente de celle de Philippe Séguin, a raconté que quelqu'un, qu'il n'a pas pu nommer, lui avait dit que « après tout, une fois traité d'Amsterdam ratifié, qui divisés n'existera plus ».

Evitant le général Gaulle

## Le Monde POCHES

Le supplément mensuel consacré aux livres en format de poche

Le premier jeudi de chaque mois dans Le Monde daté vendredi

### SPORTS

### RÉSULTATS, RECORDS et PALMARES

### 3615 LE MONDE

## Spécial impôts

Comment déclarer vos revenus et calculer vos impôts

vendredi 19 février

Le Monde  
daté 20



Walser, la S



# Le Monde DES LIVRES

LITTÉRATURES

ESSAIS

VENDREDI 19 FÉVRIER 1999



EDUARDO MANET  
le Feuilleton  
de Pierre Lepape page II



JEAN RISTAT  
page III



LEONARDO SCIASCIA  
pages IV et V

PRÉHISTOIRE  
La Chronique de  
Roger-Pol Droit  
page VII



GABRIEL TARDE  
page IX

## LA BIOGRAPHIE

Historique, typologie, problèmes juridiques, Salon... Enquête sur un genre qui ne suscite l'engouement pages X et XI

## Walser, la volonté d'impuissance

*Romans ou petites proses, les livres de l'écrivain suisse de langue allemande sont autant de voyages dans un monde féerique et contours d'une inquiétante candeur. Un univers aux pouvoirs étrangement enchanteurs*

**S**i l'on devait qualifier le monde de Robert Walser, il faudrait avoir recours aux catégories élémentaires et paradoxales dont il use lui-même à satiété, fondant sur elles, comme sans y penser, une esthétique et une morale existentielles : le petit et le grand, le bon et le méchant, le doux et le violent, le puissant et le fragile, le riche et le pauvre... Tous les livres de l'écrivain suisse de langue allemande, romans ou petites proses, sont des voyages, ou plus exactement des promenades dans ce monde de contrastes mystérieusement... Monde féerique et pourtant naturel, dont l'inquiétante candeur, au fil de nous projeter dans un au-delà inconstistant, nous ramène incessamment ici-bas,

dans les rues des villes, et, avec plus d'insistance, sur les chemins de traverse d'une campagne transfigurée.

Dès lors, comment peut-il se faire que le charme étrange consigné et déployé dans toutes ces pages agisse toujours ? Quelle est cette voix inimitable qui, tout en modulant le même air sans prestige apparent, parvient à maintenir le lecteur sous un tel enchantement qu'il en redemande, ravi, ne se lasse jamais ?

Les trois livres qui paraissent aujourd'hui rassemblent des courtes proses - d'une page à une dizaine - de Walser. Le premier, *Les Rédactions de Fritz Kocher*, réunit trois ensembles composés et publiés par l'écrivain en 1904 (*Les Rédactions*), 1913 (*Petits Essais*) et 1914 (*Histoires*). Certaines des textes de ce volume, comme l'admirable « Kleist à Thonne », ont déjà été traduits par Jean-Claude Schneider (*Sur quelques-uns et sur lui-même*, Gallimard, « Arcades », 1995). Les vingt-cinq textes regroupés sous le titre de *Fun d'eux*,

Retour dans la neige, constituent le premier volume des proses publiées entre 1899 (Walser avait alors vingt et un ans) et 1929 (date de son internement dans un... psychiatrique, qui ne prendra fin qu'à sa mort, le jour de Noël 1956), dans des journaux et revues et dont seule une partie fut réprise en

teux, pour candidate plutôt que complètement retracé, pour pluie droit que courbe et pour malheureusement plutôt insinuant qu'important et considérable. Toujours les oppositions.

Univers enchanté aussi, réduisé par la volonté d'impuissance, que la mélancolie et la malgommé ont déserté.

Chez Walser, le « prince du monde » est charmant, prétentieux. Il tient son pouvoir de dévier tous les pouvoirs. Mais il reste un prince comme Walser lui-même dans la littérature des siens !

Walter Benjamin notait, en 1929, « La guirlande est la forme de ses phrases ». L'idée qui les unissent en vaillant est un juiféant, un gueux et un gêne, comme les héros des proses de Walser. Il ne suit du reste montrer que des « héros », incapable de se défaire du personnage principal, et s'en est tenu à ses trois romans précoces pour ne vivre désormais que dans la fraternelité de ses

cent gueux préférés », ajoutait Benjamin. Rappelons également que Kafka prisait beaucoup l'écrivain suisse, qu'il lisait en éclatant de rire.

Ces guirlandes et ce tire ne cependant pas faire oublier le caractère pathétique des écrits de Robert Walser, et singulièrement de toutes ces pages de prose qui semblent jetées au vent, comme un appel. « Dans un certain sens, nous sommes tous meurris, nous ne faisons que nous habiter à passer autre chose réalité trop délicate, qui au quotidien ne peut être tolérée et qui, par conséquent, ne doit pas exister. »

Le lecteur, séduit, se prend à répondre à cet appel. Walser, et ses « gueux », devient son semblable, son prochain. « Le fou » n'est plus un étranger, mais un frère. Avec son profil bas, son humilité définitivement orgueilleuse, Walser touche à l'universel.

III Tous chez Gallimard.

LES RÉDАCTIONS DE FRITZ KOCHER suivie de HISTOIRES et de PETITS ESSAIS (Fritz Kochers Aufsätze. Geschichten. Aufsätze) de Robert Walser Traduit par l'allemand (Suisse) par Jean Launay. Gallimard, « Du monde entier », Ed. du Rocher p. 19, 19,81 €.

RETOUR DANS LA NEIGE Proses de Robert Walser Traduit par Gholaz Houchdar, préface de Bernhard Echte. Ed. (Genève, diff. Harmonia Mundi), p. 98 F (14,94 €).

MARIE de Robert Walser Traduit par Jean Launay (bilingue). Ed. du Rocher p. 19, 19,81 €.

DOMINIQUE NOGUEZ  
IMMORALITÉS suivie d'un DICTIONNAIRE DE L'AMOUR



L'INFINI

GALLIMARD

TOULOUSE WALSER ARCHIVE

PH. J. Baudot ©

plutôt us, il ne fait ainsi France s de c FO, ne force ou conquis d'un pa i confé, uminant

: page 13  
Rien 18  
lundi 19  
lundi 22  
je 25  
je 25  
mer 26  
mer 26



## Le feuilletage

de Pierre Lepape



# La Havane mon amour

D'AMOUR ET D'EXIL  
d'Eduardo Manet  
Grasset, p. 126 F (19,21 €).

**G**rand théologien du XII<sup>e</sup> siècle, salué comme le nouvel Augustin, originaire, ne trop, Saxe, de Lorraine de Flandres, mais installé Paris, Hugues de Saint-Victor écrivait : « Raffiné est l'homme pour qui la patrie douce, courageux celui pour qui est une patrie, mais parfois celui pour qui le monde entier un exil ». Saint-Victor aurait pu préférer le dernier roman d'Eduardo Manet.

Manet distingue en effet très justement trois manières d'être exilé qu'on a trop tendance à confondre. Il a ceux qui ont été jetés hors leur patrie par la féroce d'un régime politique auquel ils s'opposaient. Ceux-là ont emporté leur dans leurs bagages ; ils sont parenthésés, leur exil est une quarantaine, même si la quarantaine doit durer quarante intacts. Ils attendent que les temps changent pour rentrer à la maison. Le père Hugo son rocher de Guernesey guettant la chute de Napoléon le petit Soljenitsyne dans Russie américaine du Vermont, mais aussi les mafias cubaines Miami guettant la signal de la chute de Fidel pour retrouver La Havane leurs lucratives activités antérieures.

Il y a la masse, souvent anonyme, des exilés qu'on nomme aussi immigrés. Des ouvriers, des paysans, employés qui cherchent simplement la terre un endroit. Parce qu'ils sont de trop l'endroit où ils nés. De trop pour vivre, pour travailler, pour nourrir leur famille. Ils abandonnent peu et ne demandent pas grand-chose : un coin de planète pour subsister ; c'est souvent trop.

Et puis il y a le cas plus étrange des « vrais » exilés, qui Hugues Saint-Victor qualifie de « parfaits » : ceux qui ont choisi l'exil quand rien ne l'obligeait à le faire, sinon une impérieuse nécessité. C'est le de Leonardo Esteban, le héros du roman d'Eduardo Manet. C'est le Manet lui-même, qui quitta Cuba langue maternelle il y a ans pour vivre en France écrire français. Le plus souvent sur Cuba.

Leonardo Esteban n'a aucun ennui politique avec le régime castriste. C'est un fonctionnaire zélé et efficace, employé dans les délicates négociations internationales du commerce extérieur cubain. Il voyage beaucoup pluriellement. Il entreprend depuis onze ans une tropicale liaison amoureuse avec Berta, une de ses collègues, mariée, mère de deux enfants, militante irréprochable du puissant responsable de l'espionnage cubain. Leonardo est envoyé en France, au Pays basque, à l'automne 1998, pour négocier un contrat avec un investisseur. Mais les négociations durent plus longtemps qu'il n'est permis. A La Havane, les autorités soupçonnent Leonardo de s'être séduit, comme d'autres avant lui, par sirènes du capitalisme. Pour le convaincre de rentrer à Cuba et de reprendre sa place dans ce qu'il est convenu d'appeler la « révolution », lui envoient Berta. Très vite, la jeune

**Le roman d'Eduardo Manet tranche avec la littérature courante de l'exil et avec la mode idéologique. D'avoir choisi l'exil lui évite les règlements de comptes sommaires. C'est par amour de Cuba, par fidélité à Cuba, que le héros s'enchaîne à l'exil. Il ne s'agit pas de savoir d'où l'on vient mais ce que l'on quitte**

femme rend compte qu'elle ne repartira pas avec La partie change de est-ce que l'amour fort pour que Berta, tour, décide d'abandonner sa famille, idéal politique assiégée pour goûter bonheur amer de l'exil ?

**L**e roman d'Eduardo Manet tranche avec la littérature courante de l'exil. Il tranche également avec la mode idéologique. Les exilés cubains, nul ne leur reprochera, nous habitués aux diatribes contre le régime castriste et contre son Leader maxime transfiguré en père Ubu barbu, régnant par la terreur policière et l'emprise sur un pays détruit, en proie à l'incompétence, à la corruption et à l'application aveugle d'une version carabine du marxisme-léninisme militarisé. Rien de cela chez Manet. D'avoir choisi l'exil lui évite les règlements de comptes sommaires. Il ne fait l'impassé sur la privation libertés, mais davantage sur le combat pour la justice. Il évite les caricatures. Il préfère la réalité qu'il a choisi vivre dans la Pénétration, dans l'éloignement d'une autre langue. La réalité, c'est le slogan simple et terrible de Castro :

« Avec la révolution, tout ; contre la révolution, rien. Cela permet tous les ridicules, toutes les hypocrisies et les cynismes militants révolutionnaires. Cela permet d'impensables mélanges d'rigueur et d'excubiance, pauvreté et générosité, dogmatisme et d'invention. Et cela permet des inattendus, comme celle de l'immense croix dressée sur la place de la Révolution lors de la visite Jean Paul II, avec, pendant, non moins immense, le portrait de Che Guevara.

**D'amour et d'exil n'a pas pour but de juger. Comme l'indique le titre, il s'agit d'amour. C'est l'amour de Cuba, par fidélité à Cuba que Leonardo s'enchaîne à l'exil. Enfant, il a connu un Basque, Anton, un ancien combattant de la République espagnole qui a fui son pays et le franquisme et a trouvé refuge dans l'Ile. Anton est devenu un père pour Leonardo, ensemble ils se sont battus contre l'effroyable dictature de Batista. Avant de mourir des tortures qu'il a subies, Anton a révélé au jeune garçon l'existence d'une valise de documents demeurée au Pays basque. Leonardo part à la recherche de cette vieille relique, et d'un père d'adoption qui avait adopté Cuba.**

**T**ous sommes antipodes du voyage initiatique à la recherche des racines et de l'identité. Il s'agit pas de savoir d'où l'on vient mais ce que l'on quitte : les racines de l'exil. Leonardo accomplit le voyage de retour qu'Anton a choisi de ne pas faire. Par l'exil, il rompt l'exil de l'autre, il rentre au pays qui n'est pas le sien. Il boucle un passé. Il devient aussi ce qu'il était sans en avoir conscience : un Cubain, c'est-à-dire un exilé, venu d'Europe, d'Afrique, d'Amérique ou d'Asie, de son gré ou par la force, pour se mêler à d'autres et former, malgré tout, malgré les prédateurs, une.

Leonardo parle sur le passé, il s'y réfugie, comme ces sans illusion qui continuent à soutenir Castro fidélité aux espérances quarantenaires la Berta, la belle espionne, regarde vers l'avenir, vers ses enfants, quitte à faire son présent. Leonardo boucle l'histoire, Berta n'en a pas fin avec

elle, la nostalgie n'est pas ; elle espère. Espérer, c'est aussi savoir que le pire peut arriver. Le triomphe du cynisme, le délayage la révolution dans le tourisme la prostitution et même le retour en arrière, au temps où Cuba était le bordel de luxe des Etats-Unis, surveillé par maquereaux galonnés sanguinaires. Berta prend risque-là, celui du futur, inséparable de son projet. Elle s'y bat. Et elle aussi va-et-vient la conscience du cœur l'impossible faire ce mouvement.

Eduardo Manet est un excellent auteur théâtre. Ses soixante-huitards et leurs vieux parents souviennent du grand succès de sa pièce (Les Monjas), mise par Roger Blin en 1969. Plus récemment, (balcon sur les Andes, Mendoza en Argentine Maïs ont une jonction entre la moderne tradition européenne de l'absurde l'atmosphère scénique Caraïbes marquée par le rythme les rituels, cérémonial vaudou, les jeux marionnettes. Pas étonnant les dialogues d'Amour et d'exil sont percutants, efficaces, sans cesser d'être sobres alors que les héros du livre, tant pour délier leur langue que par goût de la littérature beaucoup.

**O**ù en revanche époustouflé par la construction du roman. Pour les besoins de sa cause, Manet a conçu une de ces microbolantes architectures continu comme en (Mémoires) leurs ateliers expérimentateurs années 60. Avec multiplication multiplication et temps du récit minutieusement ajustés au même cadre. La transition du présent de l'action l'automne au Pays basque à l'évocation d'une époque d'un autre lieu La Havane 1998, la guerre d'Espagne en ou Orient pendant la pénitence qui oppose les Cubains Espagnols, l'au personnage qui parle, la carte de l'exil change de forme, couleurs et de ton, c'est comme un puzzle dont les pièces n'auraient les configurations ni emboltements selon le joueur qui manipule moment où il le fait.

Quand il arrive qu'on les relise aujourd'hui, les hardiesse avant-gardistes d'avant-hier le plus souvent un petit air de bricolage laborieux, quelque chose de quelqu'un qui a fait ça lui-même et n'a pas suivi le cours de l'école. Avec Manet, ces petits jeux d'apprentissage ont passé l'âge de l'acné et, pour le lecteur, du casse-tête chinois. Les temps, lieux, personnages, les points de contact paisiblement naturellement seraient on tenté de dire ce n'était pas malgré les prédateurs, une.

A un moment de leur d'amour et d'affrontement, même si l'avenir, Leonardo et évoquent le duel franco-japonais d'Hiroshima qu'un hommage, c'est une clé. La Havane mon amour murmure qui reste celui qui, déjà, est

## Le Génie de la Comédie

**L**a castrat Zambinella, intriguante des créatures de Balzac, n'est pas de fausses doubles. Il est Génie même, celui qui va tout enfant. « Ah ! c'était bien mort et la vie, pensée, une arabeuse imaginaire, une chimère hideuse à moitié, divinement fermelle pour le corsage. » Zambinella est la fois un elixir de longue vie et une peau de chagrin. D'abord centenaire, il devient jeune femme puis redécrétée à la fin. Zambinella l'art fait homme-femme. Vieillard énigmatique, rires sont aussi pressées que les feuillets dans la tranche d'un livre. Jeune diva, c'était plus qu'une femme, c'était chef-d'œuvre ! »

Zambinella sème le trouble et essaie les doubles. Sa nature hybride imprègne tout, tout est scindé par cinglant : vie et mort, chaud et froid, deuil et joie. Jusqu'à Paris, ville la plus amusante du monde et le plus philosophique. Les doubles mêmes se dédoublent : Sarrasine est Balzac jeune, le narrateur Balzac adulte. Le spectre Zambinella, lui, rassemble des traits de Balzac père, mort un an avant la rédaction de la nouvelle. Pour que la Comédie fut, père devait être castré comme lui-même avait tranché d'un le nom du sien (Balssa). Ce n'est pas Freud qui le dit, c'est Hésiode ! En émasculant son père Ouranos, Cronos prend les rênes l'univers, il délivre les Titans et lance le règne du Temps. Zambinella devient dès lors l'Esprit, qui



ZAMBINELLA  
Né en 1738.  
Dernier castrat,  
héros  
Sarrasine, publiée en 1830 dans La de Paris, et repris dans Scènes de la vie parisienne ».

l'espagnol, l'anglais et l'allemand, de perfection pour faire supposer qu'ils avaient dû longtemps séjourner parmi ces différents peuples. Entrer, bien sûr, garantie de postérité : « Il voyait la Zambinella, lui parlait, lui suppliait, épuisait mille années de vie et de bonheur avec elle, en la plaçant dans toutes les situations imaginables, essayant, pour ainsi dire, l'avenir avec elle. »

Stéphane Zagdanski

## BANDE DESSINÉE

• par Yves-Marie Labé

### Coups de griffes

MOMENTS DE LASSITUDE  
de Claire Bretécher.  
catalogue de l'exposition,  
Ed. Claire Bretécher, p. 170 F (25,91 €).

SEARLE DANS LE MONDE  
Le Cherche Midi éditeur,  
« La Bibliothèque dessinateur », 126 p., 11 F (18,29 €).

MACHEROT  
de J.-F. Douvy, J.-P. Mercier,  
V. Baudoux, J.-F. Chevalier,  
D. Fano G. Ratier,  
Ed. Mosquito, p. 111 (15,24 €).

**L**es lecteurs familiers des Frustrés ou d'Agrippine et ceux qui s'extasiaient déjà, il y a plus de trente ans, sur les trouvailles verbales et graphiques de Baratine et Molagaga vont pouvoir prendre la mesure du talent de leur créatrice commune, Claire Bretécher. Intitulée une distance Moment de lassitude, une exposition de ses dessins à l'encre, au feutre ou à la peinture acrylique sur papier, carton ou kraft a lieu du 8 février au 6 mars la galerie parisienne Christian Lacroix (14, rue de la Bourdonnais, 75007 Paris).

Les dessins exposés, sauvés de la poubelle, maniérisme personnel de Claire Bretécher de griffer des silhouettes, d'imposer dans l'espace d'une case en suggérant leur humeur du moment, et de tisser ainsi un lien tenu entre le sujet et le lecteur-spectateur. Qu'il s'agisse d'autoprototypes, de dessins de femmes d'hommes dans leur quotidien, du bain de pieds au coup de téléphone, du lit à la plage, ils laissent planer une interrogation, deviner un vécu, et finalement inspirer une vision philosophique empreinte d'un humour toujours à la dérive.

Le trait de Ronald Searle est aussi celui d'un artiste double d'un homme de presse, auquel de nombreux auteurs de BD, comme François Boucq par exemple, voient ressembler sans borne. Reconnaissable entre tous son dynamisme et sa finesse, le graphisme de Ronald Searle fut d'abord mis au service des reportages qu'il effectua pendant la deuxième guerre mondiale dans les camps japonais de prisonniers notamment celui pont de la rivière Kwai. Après les plus grands journaux nord-américains (du Herald Tribune au New York), c'est au qu'il a prêté son trait son talent d'observation malicieuse et d'humour. Parus entre 1995 et 1998, les dessins de Ronald Searle, qu'il s'agisse de l'Europe, des scandales politico-financiers, de la mort de Lady Diana, etc., reconnaissent l'agenda, féroce et léger, des turpitudes et démons de l'actualité récente.

De facture très différente, les dessins animaliers d'un des grands auteurs de bande dessinée encore vivants, Raymond Macherot, ont nourri des générations de lecteurs de Spirou et du Journal de Tintin, ainsi que des cohortes d'élèves dessinateurs. La monographie qui lui a été consacrée Mosquito après celles de Margerin, Julliard, etc., et avant celle dévolue à l'œuvre de Boucq donne aussi une idée du talent de cet auteur ardennais de soixante-quatorze ans et de sa volonté d'inscrire ses fables dans l'actualité historique qui si sienne, en critiquant par exemple l'industrie des armes de guerre ou le pouvoir despote.

**UN TEMPS DE TOUSSAINT**, de Pascal Rabaté et Angelo Zamparini Un bistro, fréquenté des habitués dont un croque-mort et un idiot de village. Des numéros joués au Loto et une volaille d'occasion vendue à la va-vite. Il n'est fait plus pour que Rabaté et son scénariste Zamparini bouclent une histoire où le hasard joue à nouveau la rôle l'humour le plus noir, au fil d'une galerie de dessins en noir et blanc, magnifiques de sens et de sûreté de trait (Amok Editions, Feu 1, 20 p., 42 F [6,40 €]).

**LES RÉVOLTES, TOME 2**, de Jean Dufaux et Marc Malen Après le récit la vie d'une famille de milliardaires américains, les Stirling, un enfant venu d'ailleurs, Waldo, un deuxième volet des Révoltes raconte la suite de cette saga familiale plongée dans un univers à la fois poétique et brillant. Meurtre, inceste et trahissons rythment ce thriller où les personnages se débattent pour exister, au cœur des paillettes d'un Hollywood émergent et au son du jazz naissant. Dans ce scénario construit comme un long métrage, chaque case recèle des trésors d'ingéniosité graphique. Les contre-plongées répondent aux gros plans tandis que les mises des visages s'évanouissent dans l'Amérique urbaine des années 30, superbement recréée, et que des couleurs inattendues donnent une intensité désespérée à cette histoire de mort et de pouvoir (Ed. Glénat, « Carrrière », 48 p., 78 F [11,89 €]).

**PL.G., SPÉCIAL 20 ANS** Plein le gueule pour pas un rond (PL.G.P.R., devenu PL.G.), fanzine de BD qui a depuis longtemps atteint la maturité professionnelle des plus grands, célèbre sa double décennie d'existence par un numéro double daté de l'hiver 1998-1999, Jean-Pierre Gibrat (Goudard la Parisienne, Sursis, etc.) a dessiné la couverture. Passerelle entre les auteurs reconnus, comme Gibrat, et les talents en élosion, comme Sylvain Victor (Les Deux camions, Le Doute, etc.) ou Stanislas (Yvan, prince des étoiles), PL.G., en plus d'alimenter une intéressante rubrique consacrée à la vie des fanzines, est aussi éditeur, notamment, excusez du peu, de Joe Spinelli et de Jean-Christophe Chauzy (PL.G., BP 94, 92123 Montrouge Cedex).

**LES RAMEAUX DE SALICORNE**, de Pierre-Yves Gabrion Les hommes de Salicorne ont rendez-vous sur la lande avec une fée, dans la nuit qui suit la journée des Rameaux. Brian, un garçonnet nébula et surnommé La Mouche, va découvrir le secret de cette communauté virile et perturber la cérémonie, sur fond de meurtre. Grâce à un graphisme inspiré des contes d'autrefois et des couleurs chaudes, Pierre-Yves Gabrion a bâti une fable séduisante, où la quête du père et le dévoilement d'un secret valent initiation (Ed. Casterman, 64 p., 80 F [12,19 €]).

**LES VÉRITÉS DE LA V.**, de Pierre Christin et Alexis Lemoine.

Et si le général Gaulle avait péri dans l'attentat du Petit-Clamart ? Et si François Mitterrand, il force d'échecs électoraux, avait choisi la littérature ? En croissant petite et grande histoire, Pierre Christin use de son double don d'écrivain et de journaliste pour conter cette vraie-fausse V République, illustrée de dessins de presse réjouissants. L'épilogue amusera plus d'un lecteur (Dargaud Éditeur, « Les correspondances » Pierre Christin », 46 p., 15 F [12,95 €]).

**chapitre.com**  
VOTRE LIBRAIRIE SUR INTERNET

“Tous les livres français,  
même les introuvables”

www.chapitre.com - minitel : 3615 ALIR

## Jean Ristat, l'exil pour tout royaume

*Il a publié son premier recueil de poèmes à quinze ans, a été dernier compagnon d'Aragon, est l'auteur trop méconnu d'une œuvre singulière et contestataire. Il publie aujourd'hui un poème sur la mort de l'homme aimé et des entretiens avec Aragon sur Matisse*

**LA MORT DE L'AIMÉ**  
Tombeau de Philippe Desvay  
de Jean Ristat.  
Stock, 80 p., 80 F (12,19 €).

**ARAGON :**  
SUR HENRI MATISSE  
Entretiens avec Jean Ristat.  
Stock, 124 p., 79 F (12,04 €).

**D**ans son abandon il guide, le premier vers de *La mort de l'aimé*, que Jean Ristat dédie son compagnon mort : « Ida, résume le thème : « Il poème : « Viens voir Marceline un homme pleure. » C'est une femme, disparue il y a plus d'un siècle : le poète dans le cimetière, dans Desbordes-Valmire (1786-1859), un poète jadis dans le dont il implore la fantôme.

**Portrait**  
« La poème n'épuise la souffrance. (...) Il est un état d'humilité qui transmet l'amour et le désir »

« Marceline ma sœur, Philippe Jean Ristat, je suis Marcelline, et j'exprime l'amour de perle comme elle a vécu chanté. Il y a l'union de sa poésie. Un de nos projets tenace de publier les œuvres de Marceline Desbordes-Valmire. » Leur fraternité tragique connaît au sein d'un trio d'affiliées. « Marceline Desbordes-Valmire a été le trait d'union entre Aragon et moi, alors avant que je le rencontre. Dans *Le Voyage d'Italie*, Aragon évoque Marceline, j'ai tout compris à l'heure du passage où Aragon prend la voix : « Marceline qui pleure son jeune fils (Olivier) la fiction, Henri Latouche pour l'écriture). Pour Aragon et moi, Marce-

*line fut féminité. Comment dire plus simplement notre mutuel attachement. » Après la mort d'Elsa Triolet, en 1970 (anniversaire du poète), Jean Ristat partagea l'existence de Louis Aragon. Il fut l'héritier et le légataire universel.*

*La Mort de l'aimé témoigne d'une part plus intime de la vie intime de Jean Ristat. J'ai rencontré Philippe Desvay le 22 décembre 1972. J'ai d'abord vu le poème. Nous ne nous sommes plus quittés. Il y a vingt ans plus tard, j'ai fermé mes yeux. Jean Ristat avait déjà publié un ouvrage littéraire du XIX<sup>e</sup> siècle qui s'inspire du récit de la musique à l'époque baroque. Le poème est un hommage à un confère défunt. Mais Marais a composé un à la mémoire de M. de Sainte-Colombe, son maître vénéré ; Maurice Ravel a célébré Couperin le Grand, auquel il rend le souvenir de six amis disparus en cours de la première guerre mondiale : Claude Debussy, Maurice Ravel, et l'un des plus magnifiques. En poésie, Jean Ristat écrit *Tombeau de Théophile Gautier*, etc. Mallarmé.*

*Ce n'est pas un éloge funèbre qui figure dans le poème et ne retient que l'hommage. Le tombeau est aussi son propre que l'on construit de soi-même et d'éternel pour ne pas oublier le corps maintenant invisible. Le tombeau confirme la douleur sans la refuser. J'ai terminé Tombeau de M. Philippe Desvay dans ma maison de Touraine, où je me retire pour écrire (seul depuis qu'il n'est plus là). J'avais disposé plusieurs pupitres dans mon grenier-bureau. Sur chacune des « partitions », j'écrivais une des « vob » qui constituaient le poème mais m'arrachait le souvenir charnel. Le roman ressuscite le passé. Le poème*



libre que pour moi. J'ai donc utilisé ce que pour moi est sous-titré : « J'ai gardé son nom dans le manuscrit qu'on peut voir et lire dans la partie de la bibliothèque de la partie du livre. »

*La troisième partie est destinée à Bretagne, où nous avons vécu dans la maladie que le mal l'emporte. Après sa mort, fut le silence pendant plusieurs mois. Je n'arrivai pas à écrire le mot « mort » qui constituaient le poème mais m'arrachaient le souvenir charnel. Le roman ressuscite le passé. Le poème*

n'épuise pas la souffrance. Il accomplit un certain travail de deuil mais n'a pas de pouvoir d'oubli. Il permet de sortir de la paroisse de l'hébétude sans s'extraire de la douleur. C'est l'arrière-salle du théâtre où nous sommes réfugiés. Jean Ristat récite les deux fatidiques : « Mort mort l'écrire mort l'enfant aux yeux bleus ! Et sceller le silence l'écrire mort ! »

Jean Ristat n'a pas écrit ce journal intime. Le regrette-t-il ? « Je n'ai pas écrit ce journal intime d'Aragon, un homme pour qui

*j'avais une infinité tendresse. Il m'aurait été impossible de prendre ce que j'étais alors qu'il se faisait entièrement à moi. Je protégeais sa vieillesse. Le journal était maugre et égoïste. Le poème est l'exercice d'humilité qui transmet l'amour et le respect. » Il est plus physique que la relation à Philippe Desvay, à l'espérance cruelle, à la confiance dans la poème : « Ecoute l'air peur du silence comme d'une baignoire lit aux draps durs et froids mots sur la langue la vive blessure (...) écoute je te peux même plus pleurer je suis la mouche que vitre à Désirer si c'est qui refuse je tombe/Sais-tu le temps lorsqu'il attend la morture. »*

*Jean Ristat sourit : « Le poème permet de tout dire et détache deux vers, l'ellipse qui dit le moins précis du corps masculin : « Le balancer d'une horloge pendu aux jambes l'adoration du saint. »*

*Jean Ristat a publié ses premiers poèmes à quinze ans, en 1958 : *La Cité des hommes*. A seize ans, il fréquentait le groupe Tel quel. A vingt-deux ans, son premier livre important paraissait alors qu'il était membre de L'Heure. « J'ai rencontré Aragon à ce moment-là. Il avait 60 ans et écrivait son livre : *Le Lit de Nicolas Mahler et de Jules Verne*. Il m'a téléphoné : « Je viens de lire, je voudrais vous voir. » Alors dans sa première période de relation avec Aragon. Enthousiaste, Aragon fait l'éloge du jeune poète à la « une » des Lettres françaises.*

*L'ombre d'Aragon pèse sur Jean Ristat, escamoté son œuvre singulière et contestataire (poésie, critiques, théâtre) ; sa relation avec Aragon. Enthousiaste, Aragon fait l'éloge du jeune poète à la « une » des Lettres françaises.*

*Jean Ristat n'a pas écrit ce journal intime. Le regrette-t-il ? « Je n'ai pas écrit ce journal intime d'Aragon, un homme pour qui*

*son rôle de découverte à la tête, aujourd'hui, sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Hommme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme cultivé, au Parti communiste auquel il a sa *Digraphie* et un poème sur la mort de ami valent les gesticulations militantes.*

*Homme*

V

oici, dans une exemplaire, établie, préface et notée par Fusco, le premier des trois volumes abritant les œuvres complètes de Leonardo Sciascia.

Déterminées de façon arbitraire, périodes de cent ans nommées siècles offrent néanmoins une sorte d'avantage lorsqu'elles touchent à leur fin : le panorama qu'elles proposent, le temps l'a guisé, cela dans tous les domaines : religieux, politique, scientifique, artistique... les brumes se dissipent, la visibilité s'accroît. Et l'on regarde sur le champ de ronces de littérature, on peut mieux distinguer les écrits qui, au fil des décennies, ont creusé une perspective durable, ils apportaient quelque chose d'unique et d'inimitable.

Parmi ceux-ci, nous pouvons affirmer que le Sicilien Leonardo Sciascia a pris définitivement place dans l'histoire des lettres de son pays ; que son prestige a grandi dans la mesure où il nous manque, car les dons du conteur étaient exceptionnels que les dons de l'observation de la réalité immédiate, échappant à tous les événements politiques de la Péninsule, et frappant si juste qu'il lui arrivait de dire : « Cela n'est pas qu'à partir de 1945 », ou : « Depuis 70 », œuvre reçue comme les prédictions d'un astrologue - et seulement en Italie, mais que, pour le principal, son œuvre est une véritable superbe analyse du Sud, depuis les mythes et légendes qui fondent la « sicilité » jusqu'à la Mafia.

La Mafia, dont il disait que la simple étymologie contenait tout de la vie, qu'il suffisait, pour s'en convaincre, de consulter un dictionnaire, en 1868, où l'on présente le mot comme un néologisme importé par les Piémontais, dans le village de... A moins qu'il ne vint de la Toscane, où « mafia », deux « f », signifie misère, et « smafia », sbires - le dictionnaire soutenant que ces deux termes configurent un type que l'on appelle, en Sicile, le mafioso : « La misère exploitée par des sbires : peut-on mieux résumer les siècles de « sicilité » ? »

Leonardo Sciascia, qui est mort en 1989, à soixante-huit ans.

**Si Stendhal avait eu le temps d'accomplir un voyage en Sicile, comme il l'avait tant désiré, il aurait probablement pu écrire "Le Guépard" un siècle plus tôt.**

plus tôt à Racalmuto, une bourgade de Regalpetra - son premier ouvrage, pour ainsi dire, officiel : *Les Paroisses de Regalpetra*, chronique effroyable d'une bourgade de « bracianti » - ceux qui n'ont que la force de leurs bras - et il était instituteur les années 50, quand la démocratie-chrétienne régnait sans partage sur la Péninsule.

Sciascia avait la chance de faire des études supérieures et, surtout, de découvrir dans la bibliothèque de l'use de ses parents qui l'instituaient, le roman sur le comédien, de Diderot, les *Pamphlets* de Paul-Louis Courier, Cassanova et Manzoni, ainsi que quelques écrivains siciliens, disait-il : « un petit sourire : Verga, De Roberto. Il y a de plus mauvais maîtres :... et quarante et quatre, il n'allait pas en avoir d'autres.

Mais, soudain, il prend d'une grande passion pour D'Annunzio - passion qui s'éteint dès qu'il s'aperçoit que D'Annunzio était toujours aussi du mauvais côté, du côté du nationalisme, du fascisme. Par parenthèse : lorsque, bien plus tard, il lit Malraux, il a l'impression de couvrir un D'Annunzio qui tombé du bon côté : il considérait *L'Espresso* comme l'un des grands livres de notre temps.

Ce fut la fréquentation livresque du barde qui se « affubla par l'amour par la vie horizontale ». Sciascia a révélé :



# Leonardo Sciascia et la comédie du pouvoir

tion de Voltaire, Stendhal et celle de Pirandello, pour lui la plus importante, et même traumatisante. Mais, très vite, très tôt de son destin, ce fut à travers un film de Marcel L'Herbier, *Fauve Pascal*, que Pirandello renvoya à Sciascia les images de sa vie quotidienne, une vie vécue par le regard obsédé des « autres », avec le jeu dramatique de l'être et du paraître, et l'égarement de l'identité... Ce sont bien là des thèmes qui ne manqueront pas de l'œuvre de Sciascia, c'est Pirandello que l'écrivain doit leur première expression littéraire : *Le Guépard*.

Il dit, il rapporte que rapport à la Sicile appartenait plus à l'ordre du mythe que du sentiment : qu'il vivait la Sicile comme une souffrance, l'amer, mais, peut-être, au-delà de l'amour que tant de Siciliens prétendent lui porter. Depuis qu'il écrivait, il n'avait que parler du pouvoir, du clergé, du régime et d'une morale générale, de toutes les attitudes « mafieuses » de la classe politique italienne. A son avis, la Sicilia était un microcosme exceptionnel, et surtout par Lampedusa dans *Le Guépard*, abstraction géographique et climatique, au temps et l'historien : « Si Stendhal avait eu le temps d'accomplir un voyage en Sicile, il l'avait désiré, il aurait probablement pu écrire Le Guépard un siècle plus tôt. »

Hector Bianciotti

avis, la Sicilia était un microcosme exceptionnel, et surtout par Lampedusa dans *Le Guépard*, abstraction géographique et climatique, au temps et l'historien : « Si Stendhal avait eu le temps d'accomplir un voyage en Sicile, il l'avait désiré, il aurait probablement pu écrire Le Guépard un siècle plus tôt. » Pour compléter le catalogue de ces œuvres qu'il reprendrait et cesse, sa durant, rappelons que, à la bibliothèque, pris place Dante, Boccace, Guicciardini (qui déclara : « Je déteste la Sicilia ! »), Machiavel, Montaigne, Paschal, Tolstoi, Gide, Flaubert, Savinio, Borges - sa bibliothèque pour les lumières. Les « lumières », pour lui, représentent l'idéologie d'une bourgeoisie paisible et intelligente qui a inventé le droit, la raison, la justice. En dépit de Rousseau, qui, ses yeux, se trouve l'origine de tout le mal moderne.

Dans les années 60, il quitta son

village natal, Racalmuto, pour s'établir à Palermo et se pencher non plus sur des cahiers sur de vieux documents historiques exhumés à la grande bibliothèque de la ville où, longtemps, il passa des journées. Comme si, dans les siècles, il espérait découvrir la primordialité, ce délicat qui a bien du se produire à un moment de l'histoire de la Sicile, pour aboutir à un désordre apparemment sans remède dans l'île, où gens d'Eglise et militaires partagent depuis toujours le pouvoir. De cette enquête qui, au reste, ne prendra pas fin, naîtra l'halucinante galerie de personnages qu'on trouve dans *Le Conseil d'Egypte* (1963), *l'Inquisiteur* (1964), *La Controverse liparienne* (1969), *L'Évêque, le Vice-Roi et les chiches* (1972), *La Corde folle* (1970), recueil d'essais brefs où rappelle que la culture sicilienne eut toujours la culture sicilienne et un autre objet - la singularité exacerbée de la Sicile -, ce qui ne l'empêcha pas de suivre le destin de l'Italie, voire l'Europe. Observation également pour l'œuvre de Sciascia. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire ces essais de *La Corde folle* où il parle de Pirandello, de Giacomo Leopardi, de poètes du XVI<sup>e</sup> siècle, d'un vice-roi espagnol, ou de « merveilleux baron », directeur, à Palerme, de la Maison royale des fous, libéra pensionnaires de leurs jouets dans des pièces de théâtre, rend hommage à celui qui tua à coups de bâton un garçon brutal ; qui, pardonnant à ses concitoyens l'assassinat de Così fan tutte, de Mozart, en 1811, fit exécuter peu après, il ses frais et pour lui seul, *La Flûte enchantée*, n'admettant dans la salle que l'Allemand traducteur du livret vers latins...

Ecrivain engagé. Sciascia ? Certes, il est engagé, si homogène que ses titres pourraient se fondre dans un sens plutôt que dans un autre avec un résultat valable - appelait un « engagement naturel », agissant sur l'écrivain en fonction de sa volonté et le porteur spontané d'une expérience collective. Et, si homogène que ses titres pourraient se fondre dans un sens plutôt que dans un autre avec un résultat valable - appelait un « engagement naturel », agissant sur l'écrivain en fonction de sa volonté et le porteur spontané d'une expérience collective. Et, si homogène que ses titres pourraient se fondre dans un sens plutôt que dans un autre avec un résultat valable -

Sciascia possède en matière de composition, ainsi que de pertinence de son ingéniosité dans l'art de l'écriture, qui fait partie de sa mémoire, la *scrittura* de ses livres.

Cette négligence de l'opinion, qui, dans l'ensemble de la parution de *L'Affaire Mora*, fit qu'un jour Sciascia, qui, jamais, n'avait de commentaires sur les articles consacrés à ses livres, s'en plaignit - dans l'intimité - avec un timide agacement, parce qu'il n'y avait rien de juste d'ignorer la *scrittura* dans son récit, fruit d'une longue investigation d'ordre intellectuel, et les comptes rendus de l'affaire que l'on pouvait lire dans les journaux.

C'est que Sciascia, comme Vittorini, croyait qu'il fallait la nature humaine de l'homme de s'attendre à ce que peut-être le mot, un mot, soit capable de transformer la nature d'une chose, ou de donner la nature d'une autre chose, ou qu'il dans la nature intime de l'écrivain de se joindre à elle et, par conséquent, au PCI.

A l'époque - c'était en 1976 - il pouvait croire que la PCI était vraiment un parti communiste « différent », et Sciascia accepta de faire partie de sa municipalité, à Palerme, dans l'espoir de contribuer à mettre fin au pouvoir douteux de la démocratie-chrétienne qui s'installait depuis plus de trente ans. Une expérience qui ne dura que dix-huit mois : à la première réunion, un communiste infligea à Sciascia de déclarer : « Nous ne voulons pas faire le procès du passé. » Un autre roman, *Contatto*, auquel il a déjà signalé la publication de Sciascia était un événement à la fois littéraire et politique, largement emprunté à saint Ignace de Loyola et signifiant « par tous les moyens », bâti, comme le précédent, sur un canevas de roman policier, admirable d'ingéniosité, où l'on voit un groupe de démocrates-chrétiens se retrouver pour mener à bien des exercices spirituels, dans un hôtel-convent géré par un prêtre qui a lu tous les livres qui, virtuose du paradoxe, parle aux mêmes personnes qu'en raison de l'éloge inattendu de saint Augustin, de la pierre philosophale, de l'assassin d'un Christ peint par Odilon Redon, et pouffe si on lui demande son avis sur la

Rencontres avec le

M

meilleur

meilleur

meilleur

meilleur

meilleur

meilleur

meilleur

meilleur





**LA RELIGION DES ORIGINES**  
d'Emmanuel Anati.  
Bayard, 111 p., 99 F (15,09 €).

**L'HOMME DES ORIGINES**  
Savoirs et fictions  
en préhistoire  
de Claudine Cohen.  
Seuil, « Science ouverte »,  
314 p., 149 F (22,71 €).

**L**es origines sont un vaste sujet. Le temps y est immobile, les croyances toutes semblables. Il faut donc une époque d'âge, se plait-on à croire, où les humains étaient à peu près tous analogues. Même les mêmes outils grossiers, aliments et même terres, mêmes rivières et mêmes fêtes, tout ensemble par la similitude des mœurs et des jours. A l'arrière-plan du mythe que nous connaissons, il y a tentant d'imaginer une plage très ancienne et lisse, sans différences ni aspérités, une primordial des cultures. A la bigarrure de l'histoire contrevent l'unité imaginaire des commencements. Contre la grande pluralité des langues et des mythes, le rêve du monde premier offre une simplification.

Ce n'est lui-même qu'une histoire. A partir de la Renaissance, dès que le monde des origines ne devient vraiment disparate, creusé d'asymétries et divisé entre peuples distincts, les的目光s se votent; en Europe, on mirent à perfectionner l'image d'un « monde primitif » où toutes les mythologies trouvaient leurs sources. Ces idées d'autre-histoire nous permirent d'aborder l'âge classique (Court de Gébelin, Bailly) de rendre équivalentes les panthéons de l'Inde et de la Grèce, les rituels chinois et les rituels scandinaves, les dieux de l'Amazone et ceux de la Vénus. Ainsi, alors que voyageurs, missionnaires et savants découvraient la dispersion des cultures et des temps de jour pour l'éclatement des univers humains, il apparaissait aux yeux sur les origines toutes ces fractures en déstabilisant une unité perdue.

**Domaine de recherches savantes, la préhistoire est aussi source de rêveries multiples. Peut-on entièrement séparer, dans ce type de connaissances, savoirs et fictions ?**

La longue histoire du mythe du « monde primitif » nourrit des progrès accomplis par les philologues, les archéologues, les historiens. Entre Buffon et Cuvier, le temps de la nature se creuse vertigineusement. Avec le déchiffrement du sanskrit et la naissance des études indiennes, l'histoire de la littérature et la philosophie voient reculer leurs horizons historiques. La constitution d'un savoir portant sur la « préhistoire » entraîne les fantasmagories relatives à la vie des origines. L'absence de documents, la manie des traces, le flou des repères sont autant de portes à la fiction. Les savoirs progressant, la tentation des origines n'a pas pour autant disparu. Le petit livre d'Emmanuel Anati en est la preuve. Ce savant italien, auteur de nombreuses publications, un des grands spécialistes de l'art rupestre, il a notamment démontré dans le désert du Négev la montagne sacrée d'Har Karkom et dirigé des archives mondiales rassemblant les peintures rupestres.

Dans ces pages très accessibles, il expose sa conviction de l'existence d'une « religion des origines », dont les mythes d'autrefois porteraient encore parfois la trace. Qu'il s'agisse de l'au-delà et de l'immortalité de l'âme, des thèmes de passage de la naissance à la mort, ou de la mémoire du premier exode humain à travers les familles, du rapport aux cataclysmes climatiques qui ont noyé les terres autrefois émergées, Emmanuel Anati soutient qu'une

longue tradition de croyances préhistoriques faites de mythes préhistoriques et de légendes nous observons. En l'absence de finale preuve concluante, le doute subsiste. Pourquoi ne pas imaginer en effet que les peuples des temps préhistoriques - sur des millénaires, sous des climats différents - avaient des conceptions bien différentes les uns des autres, même si leurs silences témoignaient ? S'il donc existe un puissant argument qui fait régner devant les ruptures, esquerir une vision d'une histoire fragmentée.

Il convient aussi de compter avec cette histoire ouverte - partagée par la paléontologie et quelques autres disciplines - qui incite

## La science impure



**« Inondation universelle ? »,**  
de Johann-Jakob Scheuchzer  
1730.

Depuis, souligne Claudine Cohen, la configuration de la discipline s'est fortement modifiée. Au cours des dernières décennies, la réflexion sur l'évolution biologique et la « famille humaine » a changé de cadre temporel: elle porte à présent sur plusieurs millions d'années. Son cadre spatial s'est également transformé: Indonésie, Chine, Afrique, Moyen-Orient et développement des lieux de trouvailles. Enfin, la définition même de l'homme, qui jusqu'à présent était une espèce, est devenue plus complexe et plus

flores qu'on ne le croyait naguère. Des traits que l'on jugeait discriminants - bipédie, outils, pratiques funéraires - désormais retrouvés chez des espèces autres que *Homo sapiens*. Bref, au lieu d'un nette rupture séparant l'homme, on rencontre aujourd'hui - déconcertantes, difficiles à se représenter - une multitude de passerelles, d'êtres hybrides, d'embranchements et d'intermédiaires, un foisonnement de carrefours de chemins de traverse. Le travail de Claudine Cohen nous invite à arpenter le labyrinth, à retracer notamment les itinéraires inattendus qui mènent à la science présente. Cela nous offre une promenade plaisante et lettrée. Mais en particulier le chapitre consacré aux romans évoquant la préhistoire. En effet, certains trouvent dans la vie de nos ancêtres ce qu'il faut pour vaguement les tester. Ainsi Rosny publie-t-il en 1861 *Nomad, amours lacustres*, tandis que Léon Lamby décrit *Rama, la fée des cavernes*, attendant que Henry-Jacques Prouvenec ose pour sa part, en 1934, écrire *Le Retour d'Eve, prole des hommes*.

On aurait tort de croire que les fantasmagories sont que délicatesses du siècle, échauffement des demi-savants pour néolithiques demi-mondaines. Ces archives enseignent une chose que les ardeurs de messieurs à bâtonnets s'enflamme à l'âge des âges farouches. Elles rappellent plutôt combien, dans de nombreux secteurs, la science est impure. Il y glisse des fantasmes. Ni par hasard ni par hasard, la même manière parasite. Au contraire: quand il s'agit des sciences, il n'y ailleurs, il se pourra que la part du rêve soit constitutive, inséparable des rigueurs méthodiques des règles. Bouvard et Péacock, qui sont un temps victimes d'un accès de préhistorie aiguë, en réapparaissent par la déception: ces sciences, concluent-ils, sont « défectueuses ». Mal à propos trop

## Clinton en victime

**Nichole Bacharan démonte le piège judiciaire tendu par Kenneth Starr au président américain**

**LE PIÈGE**  
Quand la démocratie perd la tête  
de Michel Deneufbourg.  
Seuil, 111 p., 89 F (13,56 €).

**C**'est entendu: l'Etat est un Etat pauvre, reculé, à l'origine refuge de grands bandits, plus tard tente de stations thermales fréquentées par Al Capone et sa suite, parmi des jeux et champs de courses: bref, c'est un Etat du Sud où l'on n'a pas la même conception qu'en Nouvelle-Angleterre de la nécessaire séparation entre affaires publiques et affaires privées. On y a pratiques qui rappellent plus l'Amérique centrale, par exemple, que la région de Boston. Le jeune gouvernement Bill Clinton et son avocat d'épouse, Hillary Rodham, pilier du plus gros cabinet d'avocats d'affaires de la capitale, Little Rock, n'ont donc pas pu opérer la plus grande transparence dans l'affaire du Whitewater et son projet immobilier... Ils étaient tous deux actionnaires, vite en faillite et mal secouru par la Caisse d'épargne de Little Rock, elle-même bénéficiaire de publics.

Mais, finalement, les Clinton ont perdu de l'argent dans cette aventure. Et, finalement, après 30 millions de dollars d'enquête, de pressions sur nombre de malheureux, de chantage sur des familles entières, d'écoutes téléphoniques et pratiques qu'on penserait réservées à la lutte contre le grand banditisme, le procureur « indépendant » Kenneth Starr n'a rien trouvé ni prouvé contre Bill Clinton dans le Whitewater. Alors, on ne comprend rien à ce qui a suivi, rien d'inraressemblable traqué lancé contre Clinton par le juge Starr, qui, mandaté pour enquêter sur cette affaire immobilière uniquement celle-là, a mené son investigation à la vie sexuelle du président, si l'on refuse à ad-

mettre cette prémissé: Clinton a été victime d'un piège que lui a tendu l'extrême droite républicaine.

C'est ce traquenard que raconte très bien Nichole Bacharan dans *Le Piège*, récit recomposé de quatre années et demi d'une invraisemblable saga qui finira par la mise en examen du président par la Chambre des représentants, puis par son acquittement - haut la main - par le Sénat. Le scénario est complet. Il touche aux particularités du système politique et judiciaire américain, à des procédures singulières. Les protagonistes du drame sont nombreux. La politologue Bacharan, qui connaît son Amérique, relate le parcours du procureur, retrace ses obsessions et celles de son équipe - tous hommes, tous blancs, tous ultra-conservateurs - et la mouvance centrale qui sera la leur: une haine absolue de Bill et de Hillary Clinton et de ce qu'ils représentent.

Nichole Bacharan ne cède à aucun syndrome du complot pour expliquer le passage du Whitewater à l'affaire Lewinsky, par l'intermédiaire du procès Paula Jones: il y a bien eu piège. Il y a bien eu toute manipulation et instrumentalisation de Bill Jones par deux groupes républicains, la Fondation Bradley et le Rutherford Institute, contre le président. Longtemps, la presse américaine n'a croisé pas. lorsque Hillary Clinton dira, en 1998, que son mari est la victime d'une vaste conspiration entre droite, les journaux les plus sérieux la ridiciseront.

Alain Prachon

## La ruée vers l'os

**L'histoire de l'Homme et l'évolution de cette discipline racontées par Yves Coppens**

**LE GENOU DE LUCY**  
L'histoire de l'Homme  
et son histoire  
de Yves Coppens.  
Ed. Héloïse Jacob, 256 p.,  
F (21,19 €).

**E**n 1974, Yves Coppens redirigeait une équipe de Maurice Taquet et Maurice Taquet dans la mission qui va à l'ethnie éthiopienne qui est la plus universelle: ceux de Lucy. Depuis, le savant français professeur au Collège de France, de la chaire de paléontologie et de préhistoire, il a signé d'ouvrages de vulgarisation, bien reçus de la critique et du public et volontiers romanciers scrupuleux (*Debout dans le Parc blanc*, *Le voile de la mort*), mais qui sont totalement accessibles. En ton langue: Coppens a une récurrente propension à l'humour dans la partie où il expose sa conception de la discipline, où il vivacité et humour savent corriger ce d'orgueil.

Ph.-J. C.

(1) Lucy, la femme verticale. Flammarion, 1998.

Les genres - pose quelques problèmes. Le registre d'abord: le mince glossaire proposé en annexe est loin de préciser tous les termes délicats rencontrés, mais les éléments autobiographiques, comme les évocations de Lucy, ou le mythe, sont totalement accessibles. En ton langue: Coppens a une récurrente propension à l'humour dans la partie où il expose sa conception de la discipline, où il vivacité et humour savent corriger ce d'orgueil.

## livrariens

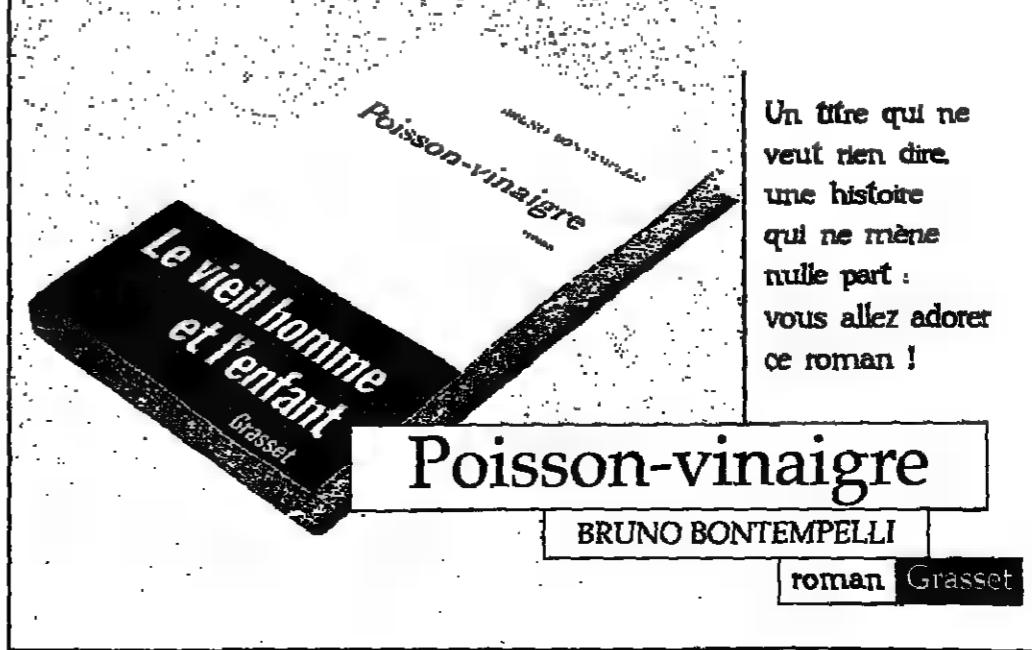
**LA PRÉHISTOIRE**, de Marcel Otte, Vialou et Perrin

Un livre destiné à un public de jeunes lecteurs, il réussit à retracer la préhistoire de l'humanité, de ses origines, il y a quelque 3 millions d'années, au moins 10 000 ans avant notre ère. Le format, qui convient parfaitement à l'illustration didactique (tableaux, croquis, schémas), est plus heureux encore pour le dessin, volet, que l'autre. Vialou contribue à l'art paléolithique. La brève contribution de Philippe Plumet, en poste à Montréal, est la plus originale (« La préhistoire de l'Amérique du Nord et de l'Arctique »). Un livre composite donc, mais efficace (éd. De l'Université, 372 p., 19 F).

**CORRESPONDANCE**, de Marguerite de Navarre, inlassablement décapée naguère par l'adaptation du livre de Dumont par Chéreau. Auteur d'une remarquable « sur la dame » (Payot, 1993), il publie aujourd'hui les quelques lettres qui sont parvenues de « perle des rois », rédigées entre 1569 - Marguerite n'est alors que la dame Charles IX - et 1571 - la première épouse d'Henri IV, conspiratrice habile dans un jeu de pouvoir, un peu plus tard sa mort, le fils de son amie, la duchesse de Nevers, le suivre un exemple. Ce n'est pas un malin plaisir de ce corps où le roi et Bussy, ses amis et héros, sont absents, Brantôme, si décalé pour transformer en mémorialiste, le peine présents, les grands figures l'ont perdues comme des proches, mis à part ses frères. On mesure la part des ambitions politiques qu'elle avait pour Nérac pour contrôler la Gascogne en 1580 ou négocier sa réputation et la fin de son exil auvergnat - la perte d'un témoignage précieux sur l'époque puisque la reine interrompt ses Mémoires trente ans après sa disparition (éd. Honoré Champion, 11 p., 19 F).

Ph.-J. C.

Un titre qui ne veut rien dire, une histoire qui ne mène nulle part : vous allez adorer ce roman !



Poisson-vinaigre

BRUNO BONTEMPELLI

roman Grasset

plus  
sus, il ne  
crit France  
de dé-  
FO, né-  
orce ou-  
conquis d'un pa-  
ni confi-  
ruminant

re page 13  
calon 11  
à bord 19  
al 22  
tige 25  
25  
lure 26  
division 29

## DROIT

• par Philippe Simonnot

## Pourquoi diable obéit-on aux lois ?

**ESSAIS DE THÉORIE DU DROIT**  
de Norberto Bobbio.  
Traduit de l'italien par Michel Guérat  
en collaboration  
de Christophe Agostini,  
préface Riccardo Guastini,  
Bruylants (67, la Régence, Bruxelles, LGD),  
p. 320 F (48,80 €).

D la querelle interminable qui oppose les partisans du droit naturel au positivisme juridique, nul doute que le grand juriste italien Norberto Bobbio occupe une place éminente. Non seulement parce que sa production scientifique comprend plus de mille titres portant sur tous les domaines de la philosophie du droit et la philosophie politique. Mais aussi parce que grand connaisseur de l'œuvre majeure de Hans Kelsen, il a réussi d'une certaine manière à la dépasser. Aussi bien convient-il de saluer chapeau bas la publication de ce recueil de textes, rendus au lecteur français.

Pour mesurer l'enjeu d'une dispute malheureusement trop cantonnée dans le domaine de la science juridique, il rendra particulièrement abscons par le langage utilisé, il faut rappeler que pour Kelsen (1881-1973), fondateur du début du XXe siècle de l'École positiviste de Vienne, et auteur de la fameuse *Théorie pure du droit*, tout Etat, même la pire des dictatures, est un Etat à droit. Et lui qui, en raison de ses origines, devra fuir devant la barbarie nazie, n'hésitera pas à pousser la logique jusqu'à affirmer : « Du point de vue de la science juridique, le droit (Recht) est le régime nazi était à droit. Mais nous pouvons le regretter, mais nous ne pouvons nier que ce fut à droit. Face à telles assertions, les Jusnaturalistes (?) sont beau jeu à réduire le positivisme à une idéologie de l'Etat.

Le premier mérite de Roberto Bobbio est de définir avec clarté les positions de chaque camp : le Jusnaturalisme (?) distingue le droit positif du droit naturel, lequel est fondé sur la nature des choses et des hommes ; il soutient la supériorité du second sur le premier. Et l'on peut donc faire appel du premier en référant au second. Le positivisme juridique n'admet pas cette distinction et affirme qu'il n'existe pas de droit à dehors du droit positif. Pour le Jusnaturaliste, on doit obéir aux lois uniquement lorsqu'elles sont justes - mais qui juge de leur justesse ? La maxime fondamentale du positivisme juridique est que l'on doit obéir aux lois en tant que telles. La justice est un idéal irrational -, elle n'est pas un problème dont peut s'occuper la science. La théorie du droit, dans la mesure où elle prétend être une science, doit s'en défaire.

Après avoir rappelé ces principes, n'en a pas plus à l'aise pour répondre aux accusations des Jusnaturalistes. D'abord, remarquons qu'il est faux historiquement que la doctrine de l'obligation morale d'obéir aux lois positives soit unapanage du positivisme. Une telle doctrine a été affirmée par les théories traditionnelles du droit naturel. En fait la doctrine n'appartient à aucun des deux camps, elle dérive simplement de la constatation, aussi visible que la philosophie du droit, qu'aucun droit juridique ne peut se soutenir en se fiant uniquement à l'obéissance arrachée par la crainte de la sanction.

Ensuite, le positivisme n'a jamais enseigné, selon Bobbio, qu'il fallait obéir aux lois parce qu'elles étaient justes mais telles, mais parce que justes, injustes, bonnes ou mauvaises, elles servent à réaliser des valeurs sans lesquelles la société ne pourrait survivre. Le maître italien rappelle que les postulats éthiques du positivisme juridique, l'égalité, l'ordre, la sûreté, ont été élaborés au XVIIe siècle par des penseurs libéraux, de Montesquieu à Kant, pour poser une barrière au despotisme. En Italie, dans les années fascistes, la résistance à l'arbitraire fut conduite par des juristes au nom de ces mêmes postulats. Bobbio participe lui-même à ce combat. Il est vrai que le raisonnement appliqué au positivisme étonnera dans la mesure où la science du droit, comme toute science, est en principe éthiquement neutre - *wertfreiheit*, pour reprendre l'expression fameuse de Weber. Pour notre auteur, la prétention à la neutralité éthique est tout bonnement infondée.

Bobbio est certes plus convaincant quand il nous montre abondamment que les partisans du droit naturel sont loin d'avoir toujours pris la partie de la résistance à l'oppression, de la défense de la personne contre les préventions de l'Etat, de la liberté individuelle contre l'asservissement de la loi. « Les morales les plus différentes », écrit notre auteur, « partis trouvés refuge, selon les époques et les occasions, dans le giron du droit naturel » : aussi bien l'égalité de tous les hommes que la nécessité de l'esclavage, l'excellence de la propriété individuelle que celle de la communauté des biens, le droit à la résistance que le devoir d'obéissance. Et de citer le livre d'un autre juriste italien démontrant que le Jusnaturalisme a toujours été et ne peut être, par sa nature, c'est bien le de le dire, qu'une éthique de la loi opposée à une éthique de la liberté (1).

Enfin, insiste Bobbio, Kelsen a lavé lui-même de tout étatisme puisqu'il a lui-même affirmé le primat du droit international œuvre pour dissolution de la souveraineté étatique.

Reste la grande question de la nature même d'un gouvernement de qui le distingue en droit d'une bande de brigands, qui justifie l'obéissance aux lois. Pour un Jusnaturaliste, réponse évidente. Pour un positiviste, elle passe dans un vieux adage latin utilisé par le philosophe anglais John Austin : *ex facto oritur ius*. Le droit qui est habituellement observé. Autrement dit, la longue, le pouvoir se transforme en droit. « Existe-t-il un droit à pouvoir ? », demande Bobbio. A quoi on pourrait répondre par une autre question : existe-t-il un pouvoir à droit ?

(1) Pietro Piovani, *Jusnaturalismo ed etica moderna*, Laterza, Bari, 1961.

## PASSAGE EN REVUE

## Cahiers du judaïsme

Succédant aux *Nouveaux Cahiers* (1965-1997), la revue de l'Alliance israélite universelle, *Les Cahiers du judaïsme*, dont c'est le troisième numéro, proposent opportunément la réflexion d'une universitaire israélienne, Raya Cohen, sur « Le génocide arménien dans la mémoire collective juive ». On y apprendra avec intérêt à quel point fut sensible l'influence du livre de Franz Kafka, *Les Quarante jours du Musa-Dagh* - datant de 1915 et consacré à l'écrasement d'une révolte d'Arméniens en 1915 -, sur les jeunes révoltés juifs de Varsovie en 1942, même si, à la suite, le caractère inouï de la Shoah apparut aux assiégés du ghetto. On constatera, à l'aide des échos qu'en rapporte l'auteur de l'article, qu'en Israël aussi, il y a sur la spécificité du génocide juif à rage depuis la guerre mondiale. A signaler également, un dossier consacré à la minorité juive dans la France d'aujourd'hui la publication d'un ouvrage inédit de Sartre, sous la forme d'une conférence prononcée le 11 juin 1947, à l'invitation de l'Alliance, par l'auteur des *Réflexions sur la question juive*, texte suivi d'un commentaire très critique du directeur de la revue, le sociologue Pierre Birnbaum (*Les Cahiers du judaïsme*, n° 3, 75 F [11,43 €], 45, rue La Bruyère, 75009 Paris). N.W.

## INTERNATIONAL

• par Daniel Vernet

**UN MONDE SOUVERAINETÉ**  
Les Etats entre ruse et responsabilité de Bertrand Badie. Fayard, 320 p., 135 F (20,58 €).

Les séances des députés au Parlement de Strasbourg, le 11 juin, donnent l'occasion aux défenseurs patentés de la souveraineté de faire entendre leur voix. Avant de se lancer dans des plaidoyers en faveur de que Bertrand Badie nomme « une fiction », il seraient bien avisés de lire l'ouvrage que le professeur de sciences politiques aux internationales. Il trouverait matière à réflexion sur ce qui n'est même pas un combat d'arrière-garde, puisque « l'âge d'or de la souveraineté n'a jamais existé », et quelques prémisses sur l'articulation de nouvelles solidarités, citoyenne, transnationale et identitaire.

Mal il ne fail pas trop demander à cette fiction, celle de souveraineté « fonctionne ». Elle offre une intelligibilité trompeuse de la mondiale. Mais le jour d'aujourd'hui, la puissance ultime et perpétuelle », selon Jean Bodin, elle fournit un principe d'explication pratique qui a révolu au temps. Après 1945 encore, a constitué le principe d'organisation de la société internationale. Le concept, dont Bertrand Badie, dans l'incertitude, à la vie dure. Quand les responsables des Etats européens et internationaux à Francfort la responsabilité mondiale, ils se refusent à reconnaître une perte de souveraineté. Au contraire, disent en effet, il y a un avantage d'une souveraineté qui transcenderait celle des Etats-nations. « Que la souveraineté nationale ait valeur absolue lors que, depuis 1945, quelque trente-cinq traités ont été signés par les Etats qui, par définition, doivent respecter leurs engagements internationaux jusqu'à les placer au-dessus de leurs lois ? »

On objectera que ces accords internationaux ont librement signés par des Etats « rivaux » et que la plupart admettent la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats. C'était à peu transformé en « devoir d'indépendance ». Personne ne s'étonne, explique Bertrand Badie, « qu'en remuant au Brésil quand il pratique la déforestation massive (...) On s'indignerait au contraire que les puissances occidentales n'aillent point faire la police quand un massacre se produit dans l'Afrique des Grands Lacs que forces de l'OTAN n'arrivent pas à Karadzic pour faire juger par un tribunal international... ». Mais des forces internationales ne surveillent pas l'application d'accord au Kosovo, pourtant ajouté. Mais cette implication internationale ne va pas de soi. Elle se heute non seulement à la vraie conception de la mondialisation ; elle butte aussi sur les bésistations des acteurs internationaux à assumer une responsabilité.

Ce déplacement de la souveraineté vers la responsabilité devrait être, selon Bertrand Badie, le futur principe d'organisation de la vie internationale, si l'on veut éviter une « dérive » qui menacerait les valeurs, marquerait la victoire du utilitarisme, de la technique, de l'identification ethnique et les communautés politiques. Attendant, le monde vit dans une phase intermédiaire et indécidable où les Etats se collaborent avec d'autres partenaires, d'une part les réseaux transnationaux avec lesquels ils tentent de composer, en outre, « l'imaginaire

ethnique l'individu frustré ou déçu par les contre-performances de l'Etat ou mondialisations ». Or, pour retrouver une part de légitimité, les gouvernements acceptent parfois « d'ethniciser l'Etat », au risque d'abréger encore plus leur souveraineté. Face à des acteurs internationaux nombreux et nouveaux, les agents deviennent eux-mêmes « agents du postmodernisme ».

Il résulte une impression « bricolage » de l'organisation de la vie internationale. La multiplicité stratégies coïncide la prolifération d'acteurs, les Etats s'affaiblissent, résistent et passent de compromis, se renforcent en retournant à leur profit les armes de leurs adversaires. « De ce brassage, écrit Bertrand Badie, dérivent des institutions nouvelles... et des ambiguïtés. Ni domination d'une hyperpuissance ni multipolarité, le monde invente de nouveaux yeux dans un chaos peu clair. Au moins est-il clair que la nostalgie de l'ordre « souverain » est une chimère.

également : Jean Armand La Grange. Des guerillas, milices ethniques ou partis terroristes, formations paramilitaires ou mafieuses. Sur plus de 1 500 pages, les auteurs passent en revue, continent par continent, pays par pays, toutes les révoltes contre les autorités. Ils ont d'autant moins d'a priori idéologiques que la fin de la division mondiale en deux blocs a rendu caduques les explications univoques et simplistes. Il faut donc aller chercher dans chaque cas les causes particulières, se dégager d'avantages par des raisons réductrices. Chaque fois a été construite sur le même schéma : contexte historique, carte, théâtre de l'opéra, bibliographie. Ce gros encyclopédique, que nous avons salué dans *Le Monde des livres* du 11 janvier 1997, aujourd'hui dans une nouvelle revue et augmenté, apparaît un véritable ouvrage de référence (présenté par Jean-Christophe Rotin, Michalon, 1 566 p., 220 F [33,50 €]).

## Bricolage international

دعا من الأصل

Gabriel T

## Au péril d'une droite malade

D'où un des principaux intérêts de son livre qui permet de remémorer une histoire récente risquant de sombrer dans l'oubli, tout ses auteurs pourraient perdre de vue ses prémisses.

Le passé permet de comprendre le présent et de prévoir un avenir qui, en l'espèce, ne semble guère encourageant. La chronique offre ainsi des perspectives multiples et perspective bienvenues. Pour son auteur, tout commence lors de l'élection présidentielle de 1974 quand Jacques Chirac a « trahi » le gaullisme en permettant la victoire de Valéry Giscard d'Estaing et le succès de Jacques Chaban-Delmas. Et le « naufrage » était annoncé par les conditions de la victoire présidentielle de 1981. Ses amis l'empêchent de souligner les erreurs commises par le premier ministre-candidat, mais sont, entendu, les moyens utilisés par le vainqueur qu'il dénonce en démontrant, sans difficulté, ses erreurs. Il ne pouvait qu'entretenir l'échec du gouvernement Juppé.

Le plus inquiétant pour la droite est la série de portraits qu'il dresse de ceux qui la dirigent ou qui ambitionnent de le faire : Jacques Chirac dont la « force » est de « ne jamais s'embarrasser d'aucune contradiction » ; ceux qui contribuent à compliquer l'intrigue, Valéry Giscard d'Estaing, qui veut « prendre sa revanche sur 1981, fait ce par personne interposée » ; Charles Pasqua, qui « consacre une énergie à contredire le président de la République ». François Léotard, qui « laisse sa famille au héritage judiciaire » ; André Abribat du RPR, Philippe Séguin, qui cherche à empêcher qu'une

velle candidature Chirac devienne infructueuse », Alain Juppé, qui n'admet « jamais avoir commis une grosse erreur », Nicolas Sarkozy, qui ne « pense qu'à monter sur la plus haute marche podium républicain ». Edouard Balladur, « animé d'un violent désir de revanche » ; les franc-tireurs de l'armée ; Alain Madelin, « à la « stratégie passe par sa candidature à la présidence de la République ». François Bayrou, « l'ambition est servie par une volonté impressionnante ».

L'animosité qui oppose tous ces hommes de pouvoir entre eux, pour Philippe Reinhard, qu'une telle rivalité est celle d'un président du parti et d'un président du parti. Cet observateur-acteur est de ceux qui jugent que tout le mal vient de cette compétition éléphante qui « domine la vie politique française au point de l'écraser ». Et si, pour l'heure, la gauche n'est pas trop malade, dans l'autre sens, l'arrivée d'une nouvelle génération n'a pas mis fin au traditionnel combat des deux dont la droite a été pâle dans les années 80. Mais au contraire. En accroissant le nombre des chefs de bande, il l'a rendu moins maîtrisable et plus sanglant, rendant improbable une alliance sûre contre l'adversaire commun.

Le drame qu'ainsi, comme le remarque Philippe Reinhard, l'« alternance politique » risque d'être « interdite pour longtemps ». Ce n'est pas pour personne. Et puisque, comme il l'écrit, la droite « est l'homme malade de notre démocratie », son « sauvegarde » effectivement « une grande cause nationale ». Faudrait-il, encore, qu'elle

un peu du sien !

## Blues des banlieues

« la surdélinquance d'une minorité de jeunes Français d'origines maghrébines et africaines ». Et Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur, et Elisabeth Guigou, garde des Sceaux. Les chiffres des crimes et délits commis par les mineurs n'ont pas augmenté depuis 1994, le ministère de l'Intérieur a davantage fermé que le ministère de la Justice souhaitait davantage de moyens pour « rééduquer » les jeunes concernés. Le résultat a été clos avec l'annonce d'un renforcement des moyens de la police de la justice.

Mais qui sont ces jeunes auteurs de violences ? Christian Jelen, journaliste au *Point*, alors qu'il venait de terminer son dernier livre sur *La Guerre des rues*, s'insurge contre le fait qu'on parle des jeunes « alors que selon les statistiques de criminalité, environ 5 % des 15-29 ans sont responsables de 50 % des crimes et commis par ces groupes d'âge ». Mais son propos est plus que polémique dans la mesure où l'auteur n'hésite pas à évoquer

drogues, sont à une heure de route. Non seulement vivre le quartier de leur famille, mais ils font figure d'exemples pour les plus jeunes, prenant la place des « grands frères » des années 80 qui prénaient l'intégration.

Mais toutes les banlieues ne s'embrassent pas, et tous les jeunes ne sont pas des délinquants. Les six filles françaises d'origine étrangère dont le portrait est brosse par Valérie Dumelje et Sophie Ponchelet dans *Françaises* ont grandi entre deux pays, entre deux cultures. Elles ont quitté le Vietnam, l'Algérie ou la Roumanie, jeunes, avec leurs parents et ont aujourd'hui entre vingt et vingt-cinq ans. Certaines d'entre elles ont vécu dans ces banlieues dites difficiles, et y ont été heureuses, souffrant de devoir quitter le cocon familial pour leurs études. Toutes restent très attachées à leur communauté et à leurs parents. Elles sont plus que conscientes des sacrifices qu'ils ont dû faire pour les élever et leur permettre une véritable intégration.

D'origines de cultures différentes, Oumi, N'Deye, Viana, Cristina, Naima et Anne ont su profiter du système scolaire. Lesunes deviendront des championnes d'athlétisme, une autre s'accrochera à l'école, seul moyen d'échapper à un mode de vie traditionnel où les filles accompagnent l'essentiel des tâches domestiques, une dernière crée une association pour les jeunes venus de son pays. Aucune ne prétend incarner elle seule la communauté dont elle est issue. Mais leurs parcours, leurs rêves et leurs déceptions finissent par esquisser le portrait, complexe, de ces jeunes filles issues de l'immigration.

## Gabriel Tarde, le sociologue retrouvé

*Son passé de juge d'instruction puis de criminologue, ses incursions dans de multiples disciplines et, surtout, sa rivalité avec Durkheim pour fonder la sociologie ont desservi ce socio-philosophe. La réédition de ses œuvres permet de redécouvrir une pensée plus que jamais contemporaine*

**MONADOLIE ET SOCIOLOGIE**  
de Gabriel Tarde.  
Préface d'Eric Alliez,  
Postface de Maurice Lazzarato,  
Institut Synthélabo, 152 p.,  
84 F (12,80 €).

**LES LOIS SOCIALES**  
de Gabriel Tarde.  
Préface d'Isaac Joseph,  
Institut Synthélabo, 152 p.,  
94 F (14,93 €).

Tout commence par une confrontation inégale entre un aîné et un cadet qui se sont donnés un même but : fonder la sociologie, en faire une science neuve, la science de toutes les sciences. L'aîné, Gabriel Tarde, prendra cette bataille des commencements alors que son livre le plus connu, *Les Lois de l'imitation* (1890), lui apporte la notoriété et les dernières années de sa vie la reconnaissance institutionnelle par l'École normale supérieure et l'École de philosophie, mais il accède à la sociologie en quelque sorte par un détour. Il a une longue carrière de juge d'instruction à Sarlat, sa ville natale, puis est nommé directeur de la statistique judiciaire au ministère de la justice – la même où Durkheim enseignera son neveu Marcel Mauss effectuer les recherches statistiques nécessaires à la rédaction du *Suicide*. Gabriel Tarde est d'abord connu par ses publications relatives à la criminologie, au droit et à la philosophie pénale, et c'est aux *Archives d'anthropologie criminelle* qu'il réserve des articles où se précise et se développe sa théorie sociologique. Son passé de criminologue l'informe, ses incursions dans les sciences et dans de multiples disciplines déconcertent. Malgré son affirmation d'avoir pour but la fondation d'une « sociologie pure », il reste mal localisé dans le champ des sciences sociales. Cette ambiguïté le desserte, elle a conduit à l'oubli de son œuvre et laisse le terrain libre aux durkheimiens.

Le retour d'intérêt est récent ; il se marque par quelques rééditions durant ces dernières années. Mais

n'enseigne pas une sociologie qui se soit d'un « mauvais exemple ». Il faut bien voir que l'enjeu n'est pas mince : choisir pour la discipline naissante le statut scientifique le plus conforme à l'esprit des sciences alors pratiquées et traiter le social dans une période où les luttes idéologiques, politiques et sociales sont intenses. Les deux rivaux ne se trouvent pas dans une situation égale. Durkheim, ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de philosophie, est dès le départ bénéficiaire d'une position et de relations universitaires, et, âgé de moins de trente ans, il a la charge du nouveau cours de « science sociale et pédagogie » à l'université de Bordeaux. Il a lié sa vie intellectuelle à la sociologie.

Tarde n'a ni la même formation – il a étudié le droit – ni le même parcours professionnel ; il a une curiosité précoce qui le porte vers la philosophie, mais il accède à la sociologie en quelque sorte par un détour. Il a une longue carrière de juge d'instruction à Sarlat, sa ville natale, puis est nommé directeur de la statistique judiciaire au ministère de la justice – la même où Durkheim enseignera son neveu Marcel Mauss effectuer les recherches statistiques nécessaires à la rédaction du *Suicide*. Gabriel Tarde est d'abord connu par ses publications relatives à la criminologie, au droit et à la philosophie pénale, et c'est aux *Archives d'anthropologie criminelle* qu'il réserve des articles où se précise et se développe sa théorie sociologique. Son passé de criminologue l'informe, ses incursions dans les sciences et dans de multiples disciplines déconcertent. Malgré son affirmation d'avoir pour but la fondation d'une « sociologie pure », il reste mal localisé dans le champ des sciences sociales. Cette ambiguïté le desserte, elle a conduit à l'oubli de son œuvre et laisse le terrain libre aux durkheimiens.

Le retour d'intérêt est récent ; il se marque par quelques rééditions durant ces dernières années. Mais



c'est la publication des œuvres de Tarde en cinq volumes qui signale l'événement. Elle incite à rechercher les raisons qui justifient cette neuve curiosité pour le « plus philosophe des sociologues ». Deux des volumes, incorporant les commentaires de spécialistes actuels, viennent de paraître. Ils préparent complémentairement à la redécouverte du socio-philosophe oublié, à l'accueil d'une œuvre qui peut s'accorder pour une part à la pensée du temps présent. Dans l'un, *Monadologie et sociologie*, se révèle l'ancrage philosophique, la constitution d'une science sociale à partir d'une métaphysique, voire d'une cosmogonie où Tarde se laisse em-

porter dans une « fétiche d'idées ». Dans l'autre, *Les Lois sociales*, il souligne ce qui fait bien entre ses thèmes sur l'imitation, l'opposition universelle et la logique sociale, et donc entre trois de ses principaux ouvrages. Il apparaît ainsi comme le briseur des barrières dressées entre monde vivant et monde inorganique, nature et société, philosophie de la nature et éthique.

La séparation entre le social et la nature, la sociologie en tant que savoir positif indépendant de la philosophie – Tarde unit et « sociologise » l'univers car tout y fait « société ». Il s'inscrit lui-même dans une généalogie philo-

sophique qui comprend Spinoza, Leibniz, Nietzsche, Bergson, son successeur au Collège de France ; et Gilles Deleuze le retrouve dans un bref commentaire lorsqu'il théorise les relations entre différence et répétition. Deux des clefs de la construction tardienne d'un monde dont le social n'est qu'une partie ou un aspect. C'est sur l'individualisme, sur les éléments provisoirement reconnus derniers – l'atome chimique, la cellule vivante, l'individu social –, dont l'exploration ne cesse de révéler la grande complexité, et non sur les

**Georges Balandier**

systèmes constitutifs d'ensembles, d'organisations subordonnant ce qu'ils incorporent que Tarde établit sa cosmogonie.

C'est là où il situe l'origine de l'inépuisable multiplicité du réel, de la création continue de nouveau qui fait de la dynamique de la différenciation la génératrice des choses et de leur devenir. Mais, afin de lever ce qui apparaît sous l'aspect de la dispersion et du changement, il recourt à deux procédés. D'une part, à ce qui a été qualifié de psychomorphisme universel, reportant non pas à un univers de choses, mais de « petits êtres » qui sont des « agents » et dont les « variations infinitésimales » sont des « actions », un univers où se manifeste des « volontés, des désirs », qui opèrent des forces mesurables assimilables au désir et à la croissance. C'est le passage au panpsychisme, à l'occasion duquel Tarde laisse libre cours à son imagination, au jeu des métaphores et des analogies, c'est ce qui donne son angle d'attaque à la critique durkheimienne. D'autre part, Tarde identifie trois principes qui permettent à la science de maîtriser « la diversité ondoyante du réel » : la répétition (production simplement conservatrice), l'opposition (rapport des forces) et

l'adaptation (coproduction créatrice). Sa sociologie en résulte, il le dit en commandant à la science sociale de reconnaître « son domaine propre de répétitions, son domaine propre d'oppositions, son domaine propre d'adaptation ». Au premier, il impute le caractère imitatif de la vie sociale et de la vie psychologique ; au deuxième, les formes principales de la « lutte » (discussion, concurrence, guerre) ; au troisième, les transformations qui résultent des dérogations individuelles, des innovations, des inventions surtout et de leur imitation.

Sur ce dernier point, « il

s'agit de surprendre sur le vif et par le menu » les changements sociaux « pour comprendre les états sociaux » et non pas l'ensemble. Là où Durkheim identifie des « choses sociales », des groupes structurés, des institutions, de la contrainte, des états sociaux déterminants, il identifie des acteurs individuels, des « citoyens infinitésimaux », des affects et des affinités, de la spontanéité dans l'interaction et une évolution créatrice.

Il est difficile de le suivre dans toutes ses explorations, d'accompagner ses survols. Il est resté le mal classable, il préfigure mais il est souvent méconnu de ceux dont il fut l'annonciateur, il s'engage sur les mauvais chemins lorsqu'il imagine une « bio-politique universelle ». Mais on voit ce qui peut actualiser sa pensée, la place aujourd'hui occupée par la sociologie du minuscule et du quotidien, par la considération des phénomènes de communication, d'opinion, de foule, de suggestion et de contagion imitative (1).

(1) La récente publication de la correspondance de Durkheim adressée à son neveu, Marcel Mauss, éclaire le milieu sociologique français lorsque la discipline se constitue. Tarde y est évoqué : *Lettres à Marcel Mauss*, d'Emile Durkheim, présentées par Philippe Bernard et Marcel Foucalet, PUR, 593 p., 248 F.

## Lamaze, correcteur de Bible

*Déjouant les fatalités de la Genèse, le pionnier de l'accouchement sans douleur trouve en Caroline Gutmann, sa petite-fille, une biographe*

**LE TESTAMENT DU DOCTEUR LAMAZE**  
médecin accoucheur.  
de Caroline Gutmann.  
Ed. Latice, 278 p.,  
120 F (18,29 €).

Intrépide, indignée, une enfant de douze ans se précipitait, voilà des années, dans les locaux de RTL où l'on venait d'inscrire la mémoire de son grand-père, qu'elle n'avait pourtant pas connu. Aujourd'hui, la même Caroline Gutmann, armée cette fois d'un magnifique don d'écrivain, fait surgir, palpitant de vie, ce Fernand Lamaze, médecin déjà célèbre entre les deux guerres et, dès 1951, pionnier de l'accouchement sans douleur. Illustré, internationalement adulé, visuellement venu à ce dont il avait fait un sacerdoce, il fut sacrifié à son art, traîné pratiquement assassiné. Derrière ce personnage légendaire et qui fut passionné Balzac, sa petite-fille découvre, nous faisant suivre les émouvantes étapes de sa quête, un homme complexe et paradoxal, des événements et des faits qui révèlent toute une constellation familiale, toute une époque, un passé qu'ils étaient et troublent à la fois. Implacable, fervente, avec humour, elle traque les traces qui survivent à celui dont elle est la descendante : photos, témoins, documents, mais aussi ses propres souvenirs d'une fréchette évocatrice, tout imprégnés des lieux et surtout des êtres familiers à l'admirable mais non toujours exemplaire docteur Lamaze.

Tout au long de sa vie, le voilà puissant et fragile, capitif de son exigente libérité, homme de caractère et d'éthique, mélancolique et paillard, dépressif et bon vivant, marqué par la guerre de 14, apolitique et proche des communistes, ami des plus fidèles, homme à femmes, mais pas à la sienne, Louise, issue d'une importante fa-

mille de la haute bourgeoisie, épouse à jamais enamourée, bafouée, mais aussi forte qu'il est, en vérité, faible et vulnérable. Louise, la non conformiste, deviendra pour l'auteur la plus exigeuse des grand-mères, veuve aux souvenirs enchantés. Destinées toutes premières, originales, souvent bouleversantes, celles des amis et de la parentèle qui traversent et forment le destin de Fernand Lamaze, issu, lui, d'une lignée de rudes paysans lorrains, fiers souvent d'une accession au rang d'instituteur. Nous le rencontrons d'abord étudiant pauvre « monté » à Paris où, pour financer ses études de médecine, il fait office de surveillant dans un institut des soudars et sutureurs, Institut des soudars et muets, mais aussi de serviteur dans un bouge, de croque-mort et même de... dame d'Amérique ! Il sera précepteur de Jean Gutmann, dont le père, banquier melomane aux millés vocation et qui se suicida à l'entrée des Allemands en 1940, deviendra son ami le plus cher, tandis que Jean, bien plus tard, épousera Anne-Marie Lamaze, devenant ainsi le gendre du docteur, puis le père de Caroline.

**PIONNIER**  
C'est presque par hasard, par résignation (il avait espéré devenir neurologue, ses moyens lui avaient interdit de poursuivre d'aussi longues études), et c'est assez tardivement que Lamaze rencontrera sa vocation d'obstétricien et s'installe pour longtemps comme le plus exceptionnel, le plus réputé d'entre eux. Il découvre là sa nature véritable, une passion, une obsession et s'y adonne, pratiquant « son art comme il respirait, accompagnant la parturiente pendant son travail, la guidant dans les mystérieuses métamorphoses de son corps, reprenant son souffle avec elle, épousant ses souffrances ». On a oublié, aujourd'hui, ces souffrances, l'angoisse, les affres mêmes que la

## D'une gaie sagesse

*Michel Onfray mêle une nouvelle fois avec jubilation ses curiosités intellectuelles et ses goûts hédonistes*

**LES VERTUS DE LA FOUDRE**  
« Journal hédoniste »,  
tome II  
de Michel Onfray.  
Grasset, 376 p., 136 F (20,73€).

Comme il l'avait fait, dans d'admirables pages, dans le premier tome de son « Journal hédoniste » (*Le Désir d'être un volcan*, Grasset, 1996), Michel Onfray assoit ce nouveau volume sur une évocation intime : il accompagne un jour sa mère aux services des archives de l'assistance publique pour qu'elle y découvre la vérité sur sa propre mère qui l'abandonna. Pages cruelles et fortes qui renvoient à la propre enfance de l'auteur tributaire de celle subie par sa

mère. Les lecteurs de Michel Onfray retrouveront ici la même jubilante « sagesse » d'un écrivain qui ne se peint pas de mots, réfute les faux-segments, les conformismes de tout bord et orchestre ses goûts hédonistes comme ses curiosités intellectuelles, les uns et les autres avides, jubilants, empreints d'une rayonnante sensualité et d'une franchise gaillarde.

Venu à la philosophie par l'Antiquité et sous la férule de Lucien Jerphagnon, Michel Onfray quel que soit son sujet d'étude, de l'éloge des pechés capitaux à celui de la musique contemporaine ou à la célébration du gaz lacrymogène, prône « la liberté, le souci et l'usage de soi entièrement soumis au pur et simple caprice subjectif », mais dans une perspective volontariste et révolutionnaire proprement nietzschéenne, qui exclut l'autocomplaisance, l'approfondissement et la nébuleuse sensuelle.

C'est une sagesse gaie, légère, mais issue d'une rigoureuse discipline de pensée, qu'il procure ; le pessimisme même est d'un velouté ombré chez ce « conjurateur des hypothèses idéalistes, spiritualistes et religieuses ». La séduction des écrits de Michel Onfray tient dans son art de célébrer les bonheurs de la vie, hors de tout leurre, en la libérant des codes et servitudes auxquels doctrines sociales et idéologiques voudraient la soumettre. Pierre Kyria

## JACQUES-PIERRE AMETTE



JACQUES-PIERRE AMETTE  
L'Homme du silence

ROMAN  
ÉDITIONS DU SEUIL

Editions du Seuil

plus  
us, il ne  
dit  
France  
; de cé-  
PO, ne-  
re ou-  
conquis  
d'un pa-  
l confi-  
emant.  
page 13  
din... 13  
bord... 13  
I... 22  
pe... 25  
ord... 26  
sé... 29

# Des nouvelles de l'« Homo biographicus »

**Genre tenu pour mineur il y a encore vingt ans, la biographie suscite un véritable engouement auprès du public.**

**Histoire, typologie, problème juridiques, Salon... Enquête sur un phénomène éditorial**

**A**vec malice, l'écrivain britannique E. M. Forster distinguait trois types de personnages : l'*homo sapiens* (homme réel), l'*homo fictus* (invention romanesque) et l'*homo biographicus* (un intermédiaire du héros biographié). Aujourd'hui, le dernier modèle est plus fréquent que jamais, séduisant conjointement – et c'est une conjonction inédite – romanciers et historiens, journalistes et politiques, comme si l'exercice, gaie ou réelle ou leur destinée à couvrir travestissements personnels ou transferts contestables, était une panacée.

Le genre n'a rien de neuf, et si le mot n'apparaît qu'au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, repris d'un mot grec attesté tardivement (vers 500), le récit d'une vie, comme le fait de l'écrire, remonte à l'Antiquité. A l'obscur navigateur carien Scylax, auteur d'une vie du tyran Héracléïdes, rédigée en grec au VI<sup>e</sup> siècle avant notre ère, semble-t-il. Sans doute est-il issu de l'épigraphie funéraire, de l'éloge funèbre ou du goût dynastique des puissants pour célébrer, détailler et recomposer leur généalogie.

Le monde médiéval la réserve peu ou prou aux saints : la popularité inouïe de la *Légende dorée*, recueil de Jacques de Voragine, est telle qu'on trouve des traces de ses récits édifiants jusque dans la fameuse Bibliothèque bleue sous l'Ancien Régime. Et si, en marge des très politiques figures de l'évêque martyr Thomas Becket et du roi français Louis IX, l'exceptionnel statut de François d'Assise fixe en dogme le rêve d'une histoire immédiate – le rappel biographique composé par le dominicain Bonaventure devait être la seule version autorisée de la vie du Poverello –, il faut attendre la Renaissance pour que savants et artistes, souverains et guerriers partagent un traitement aussi spécifique, les *vidas* du XIII<sup>e</sup> siècle, notices consacrées aux plus fameux troubadours quasiment toutes anonymes, n'étant guère que des esquisses introductives à l'œuvre du poète, fiables pour l'origine sociale et géographique du troubadour le plus souvent, mais des plus romanesques sur sa vie amoureuse, recomposée sur la matière des chansons.

En vogue au XVII<sup>e</sup> siècle, le genre trouve alors son identité l'anglais *biography* est attesté en 1683, près de quarante ans avant son équivalent français). Le genre se dilate aux préoccupations encyclopédiques et universelles chères au XIX<sup>e</sup> siècle (Louis-Gabriel Michaud entreprend dès 1811 sa monumentale *Biographie universelle ancienne et moderne*, inachevée malgré ses 85 volumes, dont l'écho s'entend encore dans les formidables entreprises contemporaines de Jean Matson, le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français et son complément international*). Toutefois, dans le sillage du mouvement romantique, la rhétorique sociale cède bientôt devant le portrait du seul individu – notons que c'est alors qu'apparaît le sens moderne de l'autobiographie.

De telles fluctuations ont naturellement brouillé les pistes. Longtemps en vigueur, même suivies de façon parfois peu scrupuleuse, les normes spécifiques héritées de l'époque romaine ont survécu à Suetone et Plutarque, dont les *Vies des douze Césars* et les *Vies parallèles* fixent la référence : le texte est bref au regard du flot majestueux de l'histoire générale, privilégie les particularités concrètes de parcours individuel à force d'anecdotes exemplaires, tout en séparant clairement l'évocation du caractère et des événements auxquels le modèle est mêlé, dichotomie qui annonce l'inépuisable succès du diptyque « l'homme et

l'œuvre ». Les hagiographies médiévales, même les vies revisitées à la Renaissance, reprennent le schéma, qui connaît une fortune nouvelle avec la traduction des *Vies des hommes illustres* (1559) de Plutarque par l'humaniste Jacques Amyot, précepteur des derniers Valois – signalons toutefois l'apparition du genre des biographiographies, inauguré par la *Bibliothèque de La Croix du Maine* (1584). Avec l'absolutisme vient le temps des *Eloges* exaltant la piété, le savoir ou la sagesse des hommes célèbres, qu'il illustrent Perrault, Fontenelle et nombre d'anonymes avec la multiplication des académies, des premiers *Dictionnaire historique* (1752) et *Histoire de la littérature française* (1740), où l'exactitude compte moins que la rhétorique, au service d'une préoccupa-

tion morale fortement didactique. Il faut donc attendre plus de seize siècles pour que la biographie change de vocation. L'imprimé, au cœur du débat d'idées, permet de confronter des ouvrages copieux jusqu'à l'industrie, qui ne craignent ni les partis pris tapageurs ni les options polémiques mais dont le nombre pléthorique atteste la soif de répétage et de décantation après la formidale remise en cause des valeurs qui a accompagné l'épisode révolutionnaire. La monographie s'impose avec l'affirmation romantique, émancipée des normes antiques qui en limitaient l'extension : si la renommée de leurs auteurs a conservé ses lecteurs à la *Vie de Rossini*, de Sten-

dhal, et rendu les leurs aux « Grands Hommes en robe de chambre » de Dumas (*Jules César, Henri IV, Louis XIII et Richelieu*), c'est la critique littéraire qui a le plus vite compris l'intérêt du genre repensé, qui autorise le mélange du récit de la vie, de l'essai sur l'œuvre, de digressions personnelles, jusqu'à permettre même l'identification au modèle. L'historien reste plus prudent et le lexicographe circumspect : littéral définit la biographie comme une « sorte d'histoire qui a pour objet la vie d'une seule personne ». Une singularité suspecte à l'heure où l'histoire aspire à un statut scientifique, mais qui a le mérite de disqualifier les stéréotypes rhétoriques hérités des Lumières. Avec l'irruption du rôle de l'inconscient, personnel ou collectif, tel que les écrits de Schopenhauer, Dostoevski, Nietzsche, Freud enfin le révèlent, l'option anecdotique et psychologique, jusque-là privilégiée, est de plus en plus contestée et les historiens, réticents, abandonnent le genre aux littéraires, dont la manière renouvelait le ton (Stefan Zweig, André Maurois, Marcel Brion, Henri Guillemin n'ont d'autre succès que leur mesure, peut-être parce que les savants ont, depuis, réinvesti le terrain avec un bonheur de plume partout qui rend sans intérêt les tentatives moins informées et pas nécessairement mieux composées).

L'anathème comme le panégyrique ne sont pas de mise pour l'historien, qui accepte la formation d'un panthéon civique à de seules fins didactiques, sélectionnant les figures-étapes indispensables d'une mythologie nationale dont l'Etat républicain a besoin (Lavisse) mais qui ne renouvelle pas l'option biographique, abandonnée aux polygraphies, académiciens et autres nostalgiques des hagiographies dynastiques. Le préjugé défavorable se renforce encore dans le sillage de l'école des *Annales* : symbole même d'une conception traditionnelle du passé, où chronologie et grands hommes priment sur les structures et les masses et où batailles et traités occupent prioritairement le devant de la scène, contribuant ainsi aux héroïsations convenues, l'approche biographique ne reçoit aucun tribut de Marc Bloch, et ceux, apparents, de Lucien Febvre (*Philippe II et la France Comme* [1911],

Après l'étonnissant succès du

*Louis XI* de Paul Murray Kendall

(Fayard, 1974), suivirent les biographies de *Philippe le Bel*, de Jean Favier (1978), ou de *Catherine de Médicis*, d'Ivan Cloulas (1979), portés aux premiers rangs des best-sellers comme les ouvrages issus de traditions plus contestées, de Jean Orteux (*Talleyrand*) ou Alain

Decaux (*Blanqui*). Au vu du succès commercial, inespéré, le ton était donné et les sirènes devaient irrésistibles.

Ainsi, depuis vingt ans le genre, longtemps tenu pour mineur, voire ringard, séduit tous les éditeurs, qui multiplient les collections, débauchent les historiens les plus sourcilleux, accueillent leaders politiques et essayistes opportunistes, campés dans des (in) postures de carnaval, jouent la concurrence effrénée sans que l'état de la documentation, généralement invariant, justifie ces récidives obstinées. A ce jeu-là, Cléopâtre, Henri IV ou François I<sup>e</sup> ne sont guère menacés que par Jean Moulin – pas moins de cinq titres consacrés au résistant en moins d'un semestre –, Napoléon et de Gaulle étant plus sûrement annexés par les récits romanesques. Dans bien des cas on est cependant loin des exigences spécifiques de la biographie repensée, comme si la large notoriété promise à un historien connu jusqu'à ce de ses seuls pairs suffisait à passer outre des codes rigoureux de sa pratique : combien de Louis XIV ou de

Napoléon qui ne tranchent pas sur les plus anciennes références sans convaincre d'une légitime pérennité ? Rien de tel, en revanche, avec la démarche personnelle de Pierre Assouline. Avec constance ce journaliste brosse depuis vingt ans par touches le paysage de l'histoire culturelle de ce siècle, loin des ouïeuses nouvelles de cette spécialité récemment promue.

De Gaston Gallimard à Jean-Jacques Lartigue, d'Albert Londres à Daniel-Henri Kahnweiler, de Simenon à Hergé, c'est, après le coup d'éclat de Monsieur Dassault (Balland), une histoire singulière de notre temps que tisse Pierre Assouline, où l'on peut gager que les rares domaines encore négligés – musique, photo, architecture ou chanson – pourront livrer bientôt les éclairages manquants. Héritier, plus encore que Jean Lacouture, de ce goût de la manière personnelle qui fit la signature d'un Maurois ou d'un Zweig, Assouline réconcile la rigueur et l'invention. Sorte de Cézanne de l'*Homo biographicus*, puisque ce lecteur de Marcel Schwob sait aussi que les *Vies imaginaires* peuvent être les plus belles...



## Les limites imposées par la justice

**Entre souci de vérité et respect de la vie privée, la marge de manœuvre du biographe est de plus en plus étroite**

**Alertez les éditeurs sur le risque qu'ils prennent – tant en termes financiers qu'en termes d'images – en publiant une biographie non autorisée.**

**Si la saisie des écarts conjugaux de son défunt mari, et notamment ses régulières visites aux prostituées – menaçait de faire saisir l'ouvrage.**

**Mais un éditeur ne doit-il pas faire confiance à l'auteur qui s'impose des limites dictées par une rigueur intellectuelle et morale ? Pour Pierre Assouline (2), il y a chez le biographe « du fil, de l'indic et de l'ébouré » et**

### L'arsenal juridique

**Quatre « pans du droit » permettent d'interdire un procès à un éditeur et/ou à un auteur :**

**• L'utilisation de la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse permet de combattre un écrit à caractère diffamatoire – c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne – et/ou au droit à l'image.**

**• L'article 9 du code civil s'applique à la protection de la vie privée. Le concept de vie privée recouvre, entre autres, l'identité de la personne (patronyme véritable et adresse), sa vie sentimentale, conjugale et sexuelle ainsi que ses convictions religieuses et politiques. C'est ainsi que, l'année dernière, Catherine Deneuve a notamment obtenu la suppression de six passages dans le *Truffaut de Serge Toubiana et Antoine de Baecque*.**

**• Le droit à l'image, s'il ne fait l'objet d'aucun texte de loi spécifique, permet pourtant à quiconque de s'opposer à la reproduction de ses traits, que ce soit sous forme de photo ou de dessin, et cela même lors d'une manifestation publique. Son invocation, qui handicape l'illustration de la couverture comme le cahier photo, participe largement du développement exponentiel des procès aujourd'hui.**

**• Les droits qui protègent la propriété littéraire et artistique s'exercent sur le droit de citation. Quant à la citation d'œuvres, c'est un casse-tête pour celui qui désire publier romans inachevés, journaux et correspondances.**

**Laurent Grellsamer (3) considère que le métier de biographe nécessite « tact, respect et diplomatie ». Pour lui, la tentative du biographe « d'aller au plus près de la vérité » ne doit pas être mise à mal par la justice : « Je préférerais renoncer », si tel était le cas. Toute vérité serait alors bonne à dire ? « Oui, explique Alain Quella-Villéger (4), dès lors qu'elle éclaire de façon pertinente l'œuvre de l'artiste biographié ».**

**Reste que la justice française – une des plus coercitives au monde en ce qui concerne la protection des droits de la personnalité – risque de compromettre la publication de biographies ou des biographies dites autorisées.**

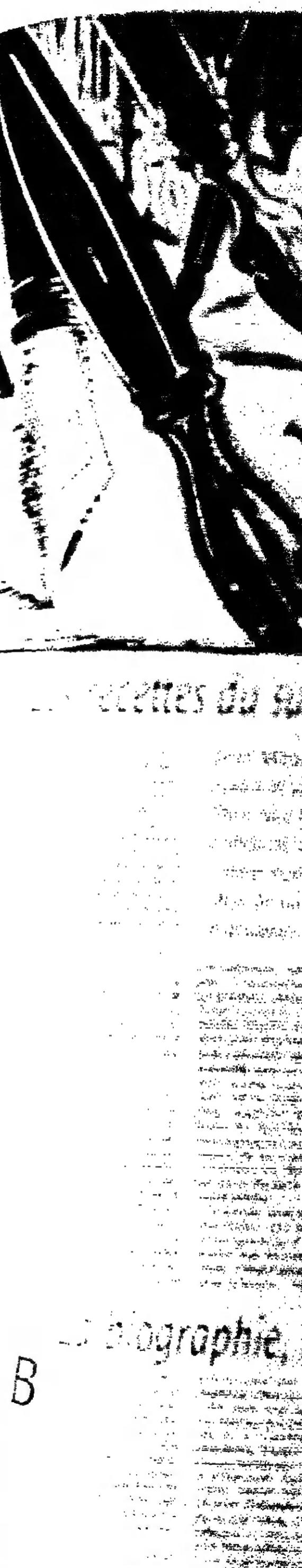
**Emile Grangeray**

**(1) Avocat au barreau de Paris, auteur notamment de *Le Droit d'auteur et l'édition* (éditions du Cercle de la Librairie, 1998)**

**(2) Auteur de nombreuses biographies dont : *Hergé* (Gallimard • Folio •, 1998), *Simenon* (Gallimard • Folio •, 1996)**

**(3) Auteur notamment de *Hubert Beuve-Méry : 1902-1989* (Fayard, 1990) et *Le Prince Journaillé, la vie de Nicolas de Staél* (Fayard, 1998)**

**(4) Auteur notamment de *Pierre Loti* (Auberon, 1998).**



B



## *Les recettes du succès*

**L**a biographie serait-elle une forme apparentée au jackpot pour les éditeurs aujourd’hui ? On serait tenté de le croire, vu le rythme des parutions sur le marché national. Sans doute n'a-t-il jamais été aussi soutenu, puisque désormais le genre excède largement le territoire traditionnel des politiques et des princes, des favorites et des saints, des hommes de lettres et des artistes, pour gagner celui longtemps négligé des entrepreneurs et des hommes d'affaires, Michelin ou Rothschild, Clotroën ou Renault... casions qui permettent de lancer un livre», évoquant notamment les vagues de commémorations dont la mode résiste aux surenchères. Si la règle priviliegié l'initiative de l'éditeur, soucieux de reprendre « tel personnage jusqu'à pas, peu ou mal traité », elle n'interdit pas d'entendre le désir personnel de tel ou tel d'entreprendre une biographie précise.

troën ou Renault... Maître reconnu du domaine, Fayard est certainement avec Perrin l'éditeur le plus investi sur ce que la logique commerciale commande de considérer comme un créneau. Directeur littéraire de la maison de la rue des Saints-Pères, Denis Maraval justifie la production de ce type spécifique d'approche par la nécessité de « faire le truchement entre des historiens de métier et le public, composé aussi d'universitaires et de chercheurs ». La parution ce mois d'un *Saint Augustin* (de Serge Lancel), d'une *Espagne de Philippe II* (de Joseph Pérez) et des premiers volumes de monumentales biographies de Zola (par Henri Mitterand) et Beaumarchais (par Maurice Lever) donne une idée de l'industrie. Pour la douzaine de titres qu'il publie chaque année, Denis Maraval commande le plus souvent l'ouvrage une fois le sujet arrêté ; il s'agit de convaincre « l'auteur le plus qualifié et le plus compétent, historien de métier, de franchir le pas de la biographie ». Si l'on en croit le nombre de récidivistes (Jean Favier, Jean Tulard, Ivan Cloulas ou Michel Duchein), l'éditeur semble efficace. Bien sûr, cette façon de procéder suppose qu'on se donne du temps - « cinq ou six ans en moyenne », précise Maraval, qui « essaie de travailler en avance et d'anticiper sur les oc-

Mieux à paraître cet automne, les deux premiers titres furent le fruit de commandes d'éditeur, c'est lui qui a proposé de traiter le roi de l'an mil. Le médiéviste a sauté sans état d'âme le pas qui fait un biographe : « Sortir des catégories habituelles, écrire pour un autre public, plus large » que celui qu'il connaît jusqu'à présent, c'étaient autant de défis faits pour séduire un universitaire suffisamment atypique pour modifier les règles du jeu si l'intelligence du sujet le demande. Aujourd'hui éditeur chez Plon, il distingue deux cas de figure : deux tiers des biographies qu'il publie sont des commandes où le sujet arrêté conduit à débaucher l'auteur adéquat, avec quelques usages paradoxaux - plus le héros

## La biog

**B**iographe, est-ce un métier, une vocation ? Et la biographie littéraire est-elle un genre défini par l'adjectif ou bien un chapitre de l'histoire et de la science des œuvres ? Autrement dit, la littérature doit-elle contenir la biographie comme l'une de ses nombreuses demeures, ou accepter d'être, par elle, à partir d'une extériorité neutre, regardée, jaugée, apprécier

**Le développement récent et considérable de la biographie littéraire en tant que catégorie éditoriale, d'une certaine façon, répond à ces questions. En les amenant à Car, du côté des éditeurs, la demande est forte, pressante, à la mesure de celle, supposée ou réelle, des lecteurs. Ainsi, sous cette pression, la biographie peut, de quelque manière, s'affranchir de la littérature, aussi bien comme art qu'en tant que problématique. Racontée avec plus ou moins de bonheur, vie d'un écrivain n'est pourtant pas un geste neutre, qui n'engagerait que le savoir-faire, la méthode et la compétence de celui qui l'a compilé. La théorie littéraire d'un côté - dont le reflux après l'engouement pour les sciences du texte dans les années 60 et 70 est net -, et de l'autre le rapport**

*Denis Maraval pour  
Fayard et Laurent  
Theis pour Plon  
expliquent sur quels  
critères reposent leurs  
choix de sujets  
et d'auteurs*

est inattendu, obscur ou décrié, plus le biographe gagne à être surprenant (ainsi avec François Furet convainc-t-il Jean-Denis Bardin d'écrire son *Joseph Caillaux* pour Hachette) ; il arrive, plus rarement, que l'auteur soit pressenti sans qu'aucun sujet ne soit encore envisagé – on mise alors sur la plume du biographe pour magnifier le sujet de son choix. Un tiers des titres naissent cependant de la démarche inverse : on lui a proposé ainsi directement un *Maurepas* comme un *Louis XII* qu'il va prochainement publier.

des succès imprévisibles, tel le *Zitz* de Jean Sévillia (Perrin), joliment conduit, tiré à l'origine à 2 500 exemplaires et qui a largement dépassé les 30 000 ventes. Souhaltons, à l'échelle des *Etudes creusoises*, le même miracle au colonel Roudaire et à son projet de mer saharienne, à Gérard Dubost, publié par la Société des sciences naturelles et archéologiques de la Creuse (146 F à l'ordre de la Société CCP Limoges 106 17 S), dont le projet de fertilisation des chotts, pour être testé un mirage méritait qu'on en fit l'histoire.

Reste à comprendre le succès constant d'un genre aux réalisations si inégales. Est-ce encore le rattrapage d'un ancien retard de l'édition française ? La facilité toujours plus grande à trouver des signataires, puisque même les politiques postulent (Séguin, Bayrou, Lang, Sarkozy) ?

6

## Des vies dans les Arènes

**C**'est un peu comme le numéro zéro d'un journal», dit Charles Robillard, l'un des inventeurs de ce Salon de la biographie, dont la première édition s'est tenue à Nîmes du 5 au 7 février. Tout n'était pas parfait, en effet. Si les lectures, organisées par Chantal Atlani, étaient de grande qualité et les rencontres avec des biographes, dans les Arènes, très plaisantes, la «gratuite librairie de biographies», répartie en plusieurs stands, toujours dans les Arènes, était un peu en désordre, avec en évidence des travaux mineurs et bien caché le *Proust* de Painter, par exemple.

Quant au colloque au Carré d'art, les 5 et 6, autour de la question biographique, il était un peu

minima un genre si encombré. D'aucuns tronquent arbitrairement le parcours, comme Henry Douzier et Michel Boyer, en charge chez Autrement de la récente collection «Naissance d'un destin», qui s'abritent derrière la contestable affirmation de François Mauriac : «L'enfance est le tout d'une vie, puisqu'elle nous en donne la clef.» Après un astucieux balancement Trotsky/Staline, dû à Jean-Jacques Marie, dernières illustrations en date de ce déterminisme, John Kennedy et Richard Nixon, tous deux signés de Claude Moisy (208 p. et 192 p., 89 F chacun). D'autres adoptent le parti pris de se limiter à un angle de vue, comme les brefs volumes de la collection «Curriculum», dirigée chez Liana Levi par Emmanuelle Thoumieux-Rioux ; dernier titre, *Toutankhamon*, de Patricia Piscott (156 p., 19 F).

tion biographique, il était un peu chaotique. Des interventions remarquables - en particulier celles des biographes Alain Buisine, Jean-Luc Steinmetz, Jacques d'Hondt ou de Françoise Gaillard (sur Sartre et le biographique) - étaient noyées dans des tables rondes prenant parfois des allures de conversations anodines. Cela dit, les questions soulevées ont montré la pertinence de l'initiative et fourni des thèmes pour de nombreuses années à venir.

Josyane Savigneau

un certain moment de sa relation avec le sujet, la posture du biographe : ainsi de Michel Surya à propos de Georges Bataille (Seguier, 1987, et Gallimard, 1992), de Christophe Bident avec un Maurice Blanchot (Champ Vallon, 1998) qui pose, jusqu'à l'une de ses extrémités, la question de la validité du geste biographique, ou encore, dans le domaine de l'érudition maniaque, d'une sorte de connaissance totalisante du sujet, de Jean-Jacques Lefrère avec son *Isidore*

Un fonds privé livré pour la première fois, le tour professionnel de l'investigation, la garantie de la non-ingérence des héritiers ou ayants droit, et les conditions sont réunies pour la réussite de ces biographies « pionnières » qui ont récemment permis de mieux connaître Marguerite Yourcenar, Michel Foucault ou Marguerite Duras. Chance en partie refusée à Fernand Braudel ou Roland Barthes.

.C

## L'EDITION FRANÇAISE

● **Ramsay.** Reprise en novembre 1998 par le distributeur-diffuseur Vilo, la maison de littérature générale - fondée en 1976 par Jean-Pierre Ramsay - redémarre ses activités en se concentrant sur la fiction, les essais, les documents et les ouvrages de cinéma. Entouré notamment de Françoise Sansom, Zéline Guéna et Chantal Terroir, Jean-Claude Gawsiewitch - qui dirige la maison - prévoit de publier de 30 à 35 livres par an. Par ailleurs, c'est Ramsay qui sortira dans la collection « Coup de gueule » le pamphlet de Dominique Janet intitulé *Monsieur le Président... Je vous fais une lettre*. En contrat chez Plon, il s'était vu signifier par Olivier Orban que sa lettre ouverte n'était - malgré une relecture sur épreuves par des avocats - « pas publiable » en raison de son caractère diffamatoire et injurieux envers Jacques Chirac.

● **Joëlle Losfeld récupère ses auteurs.** Jean-François Lamunière - président-directeur général de Payot-Rivages - a cédé, « pour un montant raisonnable », l'intégralité du fonds et des copy-rights de Joëlle Losfeld à Hugues de Saint-Vincent qui dirige les éditions Mango où elle est entrée comme directrice littéraire en décembre 1998 (voir « Le Monde des livres » du 22 janvier). Payot-Rivages garde en revanche la jouissance d'une vingtaine de titres en poche. Joëlle Losfeld s'est déclarée « ravie » du bon déroulement des négociations qui ont abouti le 5 février.

● **Lecture et culture.** Catherine Trautmann, ministre de la culture et de la communication, qui fait de la lecture des jeunes et de leur accès à la culture écrite « l'une des priorités de l'action de son ministère », vient de confier à cette fin une mission d'expertise et de réflexion à Danièle Taesch, conservateur général des bibliothèques, directrice des bibliothèques municipales de Mulhouse. C'est en septembre que cette dernière devrait remettre à Mme Trautmann un ensemble de propositions.

● **Nouvelle collection.** Après avoir développé une ligne de textes classiques sous la direction de René Khawam, les éditions L'Esprit des péninsules lancent « Péninsules arabes », une collection consacrée à la littérature arabe contemporaine. Dirigée par François Zabbal et Jabbar Yassin Hussin, les premiers titres sont : *Le Saignement de la pierre*, d'Ibrahim Al-Khoni, *Villes sans palmier*, de Tarek Eltayeb, et *Un lieu nommé Komeit*, de Najem Walli.

● **Prix littéraires.** Le prix Saint-Valentin a été remis pour la première fois, lors de la deuxième édition du Saint-Valentin Film Festival de Luchon (Haute-Garonne). Il a été attribué à Virginie Despentes pour *Les Iolies Choses* (Grasset).

### RECTIFICATIF

● La dernière ligne de l'article de Michel Contat sur le livre de Nadine Fresco, *Fabrication d'un antisémite* (« Le Monde des livres » du 12 février), au sujet de Paul Rassinière parlait de son « dévouement catastrophique », et non de son « dévouement ».

## RUTH KLUGER

### REFUS DE TEMOIGNER

UNE JEUNESSE

« À lire toutes affaires cessantes. »

JORGE SEMPRUN

*Le Journal du dimanche*

Véronique Hamy

A l'occasion des diverses manifestations organisées par l'Institut du monde arabe autour du Liban, une importante exposition a été consacrée à l'écrivain et peintre, tandis que les éditions Arfuyen publient une belle traduction de ses poèmes arabes

**H**ésitant entre la peinture et la littérature, Gibran (1883-1931) se fit d'abord connaître comme artiste. À Paris et à New York avant la première guerre mondiale, il cherchait à exprimer une sensualité lyrique, où la nudité et l'angélisme se confondaient curieusement dans des paysages tourmentés inspirés (la dernière, une intellectuelle syro-libanaise vivant en Egypte, May Ziade, perdra la raison à la mort de Gibran). Il s'installe à Paris, en 1908, où il rencontre Rodin et des peintres pompiers qu'il va admirer et imiter. Son œuvre picturale, désormais inspirée de William Blake, mais aussi, hélas, de Puvis de Chavannes et d'élèves de Gustave Moreau, est disparue. Son admiration pour Léonard et Michel-Ange le conduit à un néoacadémisme déconcertant, tandis que ses essais, nouvelles, poèmes, critiques littéraires, articles et proverbes se ressentent d'une sorte d'exaltation humaniste, occumélique, libertaire, antinationaliste, anticonformiste qui lui vaut les foudres de l'Eglise maronite.

Il commence par écrire en arabe à New York où il s'établit définitivement dans la 10<sup>e</sup> Rue, en 1910, à la poésie, mais retourne au Liban

et voyage à travers le Moyen-Orient et l'Europe, avant de regagner Boston où sa mère meurt. Ses peintures (1), de style préraphaelite, sont exposées, tandis qu'il découvre les œuvres de Nietzsche et de Walt Whitman.

Grâce à l'aide d'une admiratrice, Mary Elizabeth Haskell, qui sera l'une de ses nombreuses égérie (la dernière, une intellectuelle syro-libanaise vivant en Egypte, May Ziade, perdra la raison à la mort de Gibran), il s'installe à Paris, en 1908, où il rencontre Rodin et des peintres pompiers qu'il va admirer et imiter. Son œuvre picturale, désormais inspirée de William Blake, mais aussi,

hélas, de Puvis de Chavannes et d'élèves de Gustave Moreau, est disparue. Son admiration pour Léonard et Michel-Ange le conduit à un néoacadémisme déconcertant, tandis que ses essais, nouvelles, poèmes, critiques littéraires, articles et proverbes se ressentent d'une sorte de rédefinition poétique de la liberté, retour à la nature dans la lignée de Thoreau et de Whitman, principes de fraternité, mise en cause des systèmes politiques et législatifs, horreur des conventions et des apparences, des biens matériels, du travail aliénant, du familialisme, célébration d'un pansensualisme sous le contrôle de la raison et du respect mutuel.

Gibran n'a toutefois pas encore le ton évangelique qui sera de son Prophète un livre-véture, à vrai dire intemporel, tant ses principes sont vagues et abstraits, mais non dépourvus de grandeur et de générosité. Son manuel de sagesse n'est donc pas encore écrit - il est vrai qu'une première version avait été esquissée en arabe dès 1898 - à son retour au Liban on peut dire qu'une même inspiration guide ses poèmes où sont préfigurés les dialogues édifiants, mais aussi parfois paradoxaux : d'où un moralisme rigide menace, l'écrivain dilettante se ressaisit dans des états lyriques.

Comme Salah Stiétié qui a traduit (de l'anglais) et remarquablement présenté *Le Prophète* (3), Adonis consacre un poème-préface aux *Processions* qui vient de traduire avec lui (de l'arabe) Anne Wade-Minkowski (4). Un lecteur attentif appréciera la beauté (française) de vers simples et justes, où s'exprime une ironie désenchantée (« Tu vois quelqu'un de sobre et de vigilant, étonne-toi ! / La lune va-t-elle prendre refuge sous une nuée gonflée de pluie ? », une critique virulente des accommodements de la religion (« Celui qui aspire au Paradis éternel est un ignorant ; il craint de voir le feu s'enflammer »), de la loi, de la force, de la veulerie, de

la mièvrerie, du plaisir sans amour, un éloge de la folie d'amour, de l'absolu, mais aussi du corps et des sens, sublimés par l'amour et par la vie naturelle où l'individu perd toute attache au monde : « As-tu comme moi pris la forêt / pour maison, refusé les palais ? »

René de Ceccatty

(1) L'institut du monde arabe en a présenté un certain nombre

(2) *Le Fou*, traduit par Anis Chahine, Mille et Une Nuits, n° 126, 1996.

(3) Ed. La Renaissance du livre (160 p., 245 F). Le volume contient une centaine d'illustrations en couleurs, œuvres de Gibran, documents photographiques, fac-similés et reproductions de peintures admirées par l'écrivain. Il existe des traductions françaises du Prophète dans la quasi-totalité des collections de poche. Citons, notamment, celles d'Anne Wade-Minkowski en « Folio », de Guillaume Villeneuve en « Mille et Une Nuits », de Jean-Pierre Dahdah en « Librio » et en « J'ai lu », de Camille Aboussoan en « Points ».

(4) *Le Livre des Processions*, traduit de l'arabe et commenté par Anne Wade-Minkowski et Adonis, éd. Arfuyen, 75016 Paris, 96 p., 95 F.

## Missoula via Saint-Malo

**M**ichel Le Bris en révait depuis plusieurs années : jumeler Saint-Malo avec Missoula, petite ville paumée au fin fond du Montana - Etats-Unis -, 40 000 habitants, cinquante écrivains résidents. Réaliser un partenariat entre le festival Etonnants Voyageurs et la ville-légende, Q.G. symbolique (nombre d'entre eux vivent à mille kilomètres de là, dans le Wyoming et le Nouveau-Mexique) des écrivains américains inclassables, rudes bûcheurs et amoureux fous des grands espaces, parmi lesquels Jim Harrison, Thomas McGuane, Rick Bass, Dan O'Brien, James Crumley, Larrie Brown, et les Indiens Louis Owens, James Welch, Sherman Alexie, Louise Erdrich. Réunir les pionniers - tous horizons, de Redmond O'Hanlon à Salman Rushdie, de Hanif Kureishi à Ben Okri - d'une littérature aventureuse, les maîtres de la « world fiction » qui assimulent d'énormes cultures à la fois, écrivains des cinq continents, et les forces de la pêche à la truite, les ranchers, gardiens de moutons, ex-cow-boys de rodéo, prospecteurs, écrivains de la nature et de la boutinque.

Ce sera chose faite cette année, à l'occasion des dix ans de Saint-Malo. Un accord sera conclu les 25 et

27 février à Missoula. Michel Le Bris y animera d'abord une conférence intitulée « Quand la Californie était française », inspirée des recherches qu'il a menées pour la rédaction de son roman *Les Filibustiers de la Sonore*, évocation de l'épopée des insurgés de la révolution de 1848 dans l'Ouest californien (Flammarion, voir « Le Monde des livres » du 12 décembre 1998), puis il sera reçu par Mike Kadas, maire, Robert Sims Reid, écrivain et shérif, Susan Talbot, consul honoraire. A l'issue de cet accord, conclu aussi avec l'Université de Missoula, ses professeurs Lois Welch pour la littérature contemporaine, Maureen Kernow pour la littérature française), Saint-Malo accueillera en mai prochain (du 20 au 24) certains des auteurs présents lors de la signature des accords (Robert Sims Reid, Jon Jackson, James Crumley, Kevin Canty), tandis qu'une « semaine française » sera organisée l'an prochain à l'Université de Missoula. Pour son anniversaire, le festival Etonnans Voyageurs organise par ailleurs cette année un jumelage avec le centre culturel français de Sarajevo, dirigé par Francis Bueb : une trentaine d'écrivains, de journalistes, d'étudiants, d'enseignants seront les invités de Saint-Malo durant une quinzaine de jours.

Jean-Luc Doulin

### AGENDA

● **JUSQU'AU 30 JUIN. DELERM.** À Paris, le Petit-Hébertot propose, dans une mise en scène de France Jolly, une lecture-spectacle du texte de Philippe Delerm : *La Première Gorgée de bière et autres plaisirs minuscules* (78 bis, bd des Batignolles, 75017 Paris, réservations au 01-44-70-06-69).

● **LE 22 FÉVRIER. BANDE DES SINNEE.** À Paris, Vincent Heim présentera la singularité du travail de Jean-Christophe Menu, éditeur de bandes dessinées (à 19 h 30, bibliothèque publique d'information, tipi, place du Centre Georges Pompidou, 75004 Paris).

● **LES 26 FÉVRIER, 5 ET 12 MARS. CERVANTES.** À Paris, Le Loup du faubourg propose une lecture de *L'Ingénieur Hidalgo Don Quichotte de la Manche*, de Miguel de Cervantes, par Denis Boussuet - accompagné par la chanteuse Maria Litato et la flûtiste Ernestine Bluteau (21, rue de la Roquette, 75011 Paris, réservations au 01-40-21-90-95).

● **LE 26 FÉVRIER. LORAND GASPAR.** À Paris, le Centre d'étude poétique de l'université Paris-XII organise un colloque sur Lorand Gaspar, sous la direction de Jérôme Thélot (salle des thèses de l'université Paris-XII, Crétell, rues : Daniel Lançon, 1, cours de l'Armorial, 37000 Tours, tél./fax : 02-47-61-89-94).

● **LES 27 ET 28 FÉVRIER. MÉDITERRANÉE.** À Antibes, les trois dernières journées du livre méditerranéen seront l'occasion de rencontres, spectacles, expositions et animations pour les enfants. L'Italie et la littérature italienne seront à l'honneur (chantier naval Opéra, 06600 Antibes, tél. : 04-93-74-99-86).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LES 27 ET 28 FÉVRIER. MÉDITERRANÉE.** À Antibes, les trois dernières journées du livre méditerranéen seront l'occasion de rencontres, spectacles, expositions et animations pour les enfants. L'Italie et la littérature italienne seront à l'honneur (chantier naval Opéra, 06600 Antibes, tél. : 04-93-74-99-86).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).

● **LE 2 MARS. LECTURE.** À Paris, la Maison de la poésie organise une lecture du *Conclave du Chauvet* de Laurent Jaffro par Jeanne Balibar (à 20 h 30, 137, rue Saint-Martin, 75003 Paris).